

Université Libre de Bruxelles
Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire
Faculté des Sciences
Master en Sciences et gestion de l'Environnement

« Les villes en transition : discours, réalité, reproductibilité »

Mémoire de Fin d'Etudes présenté par
DE MUYNCK, Simon
En vue de l'obtention du grade académique de
Master en Sciences et gestion de l'Environnement
Année Académique 2009-2010

Directeur: Prof. J.M.-. Decroly

Co-directeur: G. Wallenborn (CEDD)

Résumé

Les villes en Transition : Discours, réalités, reproductibilité.

Le monde actuel enjeux actuels majeurs que sont le pic pétrolier et le changement climatique.

Le premier, parfois controversé, aurait des implications extraordinairement restructurantes sur nos sociétés occidentales, dont les fondations sont assises sur les produits dérivés du pétrole, et les rouages fluidifiés celui-ci.

Le changement climatique nous force à questionner nos modes de vies occidentaux hyper-émetteurs de CO2.

Partant, ces deux enjeux, nécessairement inter reliés sont les postulats du discours de Rob Hopkins, professeur de permaculture, qui a initié un mouvement social citoyen au Royaume-Uni : le mouvement des villes en transition, ou mouvement des initiatives de transition (IT).

L'idée centrale de Rob Hopkins est de catalyser les énergies citoyennes nécessaires pour œuvrer aux changements que les deux enjeux précités nécessitent.

Les idées de relocalisation d'une série de pans sociétaux, de résilience des collectivités, sont autant d'opportunités d'actions, effectuées à l'échelle locale, la sobriété énergétique notamment qui ont pour visée la soutenabilité effective de l'Homme.

Notre travail servira à analyser les convergences entre le discours des acteurs du mouvement des Initiatives de Transition et celui de la décroissance.

Partant, nous tenterons d'analyser le degré d'institutionnalisation du mouvement des IT et essayerons de déterminer si oui ou non celui-ci établit un nouveau type de gouvernance.

Enfin, nous analyserons la reproductibilité du mouvement, au regard des éléments analysés plus avant, et esquisserons les limites subséquentes de ce mouvement naissant.

Nous avons interrogé 33 membres représentant leurs IT respectives, afin de déterminer les rapports qu'ils entretenaient avec leurs autorités politiques, et de cerner les limites du mouvement tel qu'il est vécu.

Nous pouvons conclure en arguant que le mouvement des IT bénéficie d'une institutionnalisation interne très propice à l'émergence d'actions pratiques, tandis que son institutionnalisation externe est très déficiente.

Dans ce cadre, celui-ci doit rapidement faire son autocritique, dépasser ses contradictions, et effacer ses limites inhérentes, ceci afin d'assurer la pérennisation du mouvement.

Cette dernière passera selon nous notamment par une meilleure prise en compte des véritables leviers comportementaux, par une formulation plus claire des conditions de réalisation du mouvement, par une amélioration de son institutionnalisation externe, par une inclusion plus efficace de tous les acteurs qui font la société, et possiblement par une politisation du mouvement, quelle que soit sa forme.

Villes en transition, transition towns, résilience, pic pétrolier, changement climatique, citoyen, Hopkins.

Remerciements

Je tiens à remercier ma famille proche, qui depuis toujours m'a soutenu dans tout ce que je faisais, m'a valorisé quand j'en avais besoin, et m'a donné l'envie d'apprendre.

Je tiens également à remercier Céline Vanhuyneghem, ma compagne, qui aura participé magnifiquement à l'aboutissement de ce travail.

Je remercie mes amis de toujours, qui, de loin, m'ont encouragé à persévérer dans ce que je faisais.

Je remercie les personnes bénévoles du mouvement des villes en transition, qui ont pris le temps de répondre à mes questions.

Je remercie Grégoire Wallenborn pour sa présence lorsque cela s'est avéré nécessaire, ainsi que pour ses conseils, et Tom Bauler, pour ses clarifications.

Une pensée pour Firmin De Muynck. J'ose espérer qu'il aurait été fier de moi.

Table des Matières

INTRODUCTION	5
PARTIE 1 : DISCOURS	8
1. Présentation générale du mouvement des villes en transition	8
1.1. La genèse du mouvement.....	8
1.2. L'état des lieux et géographie du mouvement	9
1.3. Pourquoi vaut-il désormais mieux parler d'Initiatives en Transition (IT) plutôt que de Villes en Transition (VeT) ?	10
2. Analyse du contenu du discours :	11
2.1 Déconstruction du discours et explications des idées maîtresses et des concepts-clés portés par le mouvement	11
2.1.1. Les initiatives de transition	11
2.1.2. La critique de Hirsch et Stern, en passant par l'écologie en temps de guerre ..	13
2.1.3. Des ressources pétrolières finies.....	16
2.1.4. Les scénarios post-pic pétrolier	18
2.1.5. Le concept de résilience	22
2.1.6. Retour en arrière ou retour vers le futur ?.....	26
2.1.7. De la nécessité d'une relocalisation :.....	28
2.1.8. Un discours positif	31
2.1.9. ... au profit de visions engageantes à long terme	32
2.1.10. La psychologie du changement pour dépasser les écueils qui émanent des enjeux actuels	32
2.1.11. Des visions alternatives éparses au service d'un discours roboratif ?	35
2.1.12. La permaculture comme modèle englobant tous ces concepts	39
3. Comparaison du discours des initiatives de transition (IT) avec celui de la décroissance et de la simplicité volontaire : un récapitulatif	40
3.1. Les bases théoriques du courant de la décroissance : une brève présentation	40
3.2 Des postulats différents mais convergents	41
3.3 et des idées similaires.....	42
4. Villes en Transition et Décroissance, qui choisir ? Conclusions liminaires	44
PARTIE 2 : REALITES	46
1. Méthodologie	46
2. Définitions liminaires	46
3. Analyse des mouvements de transition : le mouvement tel qu'il est vécu, les réalités plurielles	48
3.1 Le caractère officiel des IT analysées	48
3.2 La durée de vie moyenne des IT analysées.....	49
3.3 Concernant les facteurs, qui, selon les acteurs locaux engagés dans les initiatives de transition, favorisent ou freinent l'émergence et l'aboutissement de celles-ci	49

3.3.1	Les facteurs qui favorisent l'émergence, la consolidation et le maintien, des initiatives de transition selon les acteurs locaux concernés.....	49
3.3.2	A contrario, les facteurs qui jugulent l'émergence, la consolidation et le maintien des initiatives de transition selon les acteurs locaux concernés	54
3.3.3	Récapitulatif des données recueillies concernant les facteurs favorables ou défavorables à une IT	57
3.4.	Concernant l'appel ou non des membres des IT à leurs élus politiques pour leur demander de l'aide (financière, logistique, matérielle etc.) pour certaines de leurs actions	58
3.4.1	Les membres des IT ont parfois fait appel aux autorités politiques locales pour demander de l'aide polymorphe. Dans ce cas, les réponses peuvent être regroupées en différentes sous-catégories	58
3.4.2	A contrario, les membres des IT n'ont parfois pas fait appel aux autorités politiques locales pour demander leur aide. Dans ce cas, les réponses peuvent être agglomérées comme suit	63
3.4.3	Récapitulatif des données recueillies Concernant l'appel ou non des membres des IT à leurs élus politiques pour leur demander de l'aide (financière, logistique, matérielle etc.) pour certaines de leurs actions.....	65
3.5	Concernant la situation des pouvoirs publics par rapport aux IT et aux propositions d'actions et leur intervention	67
3.5.1	Les relations entre les IT et les dirigeants locaux sont davantage axées sur le soutien, la discussion, la présence des dirigeants locaux lors des réunions organisées par les membres des IT, l'information etc., que sur l'implication réelle et dynamique et financière, par exemple, des autorités	67
3.5.2	Les membres des IT soutiennent et aident les autorités publiques et collaborent avec elles au sujet des actions et initiatives émanant de ces dernières.....	68
3.5.3	Les dirigeants et représentants politiques accueillent favorablement les IT et en comprennent l'impulsion citoyenne	69
3.5.4	Certains membres des IT sont représentés dans des organismes politiques	69
3.5.5	Les membres des IT et des représentants des autorités politiques s'invitent mutuellement à des réunions, débats, projections de films, inaugurations, etc.....	70
3.5.6	Les membres des IT et des autorités politiques n'ont aucun contact.....	70
3.5.7	Récapitulatif des données recueillies concernant la situation, le positionnement et l'intervention des pouvoirs publics par rapport aux IT et aux propositions d'actions des membres de ces dernières.....	70
3.6	Conclusions liminaires	71
3.6.1	Concernant les aides ou non de la part des autorités politiques envers les IT ..	71
3.6.2	Concernant les rapports que les membres des IT entretiennent avec les politiques.	71
4.	Comment se positionnent en réalité les initiatives en transition par rapport aux autorités politiques ?	72
4.1	La position de Rob Hopkins confrontée aux réalités des IT	72
4.2	Quel est le degré d'institutionnalisation des actions du mouvement des initiatives en transition ?	73
4.3	Le mouvement des IT établit-il un nouveau type de gouvernance ?.....	77

PARTIE 3 : REPRODUCTIBILITE	80
1. Une reproductibilité facilitée par l’institutionnalisation interne, mais qui comporte néanmoins certains écueils	80
2. Les limites du mouvement des IT	84
2.1 Des limites d’une simplification outrancière des leviers des changements comportementaux, d’un déficit financier structurel et d’une récupération politique	84
2.2 Des visions prospectives positives aux effets limités ?.....	85
2.3. Investir dans des programmes locaux est difficile et les investissements nécessaires devront être effectués à l’échelle nationale, au travers d’un processus politique	86
2.4. Le mouvement des IT est-il excluant ?.....	87
2.5 Des critiques de la résilience au travers du seul prisme de la relocalisation.....	88
2.6 De la critique de la relocalisation.....	89
CONCLUSION	91
METHODOLOGIE	97
BIBLIOGRAPHIE	99
ANNEXES	109

Liste des figures

<i>Figure 1 : Les zones géographiques couvertes par les Initiatives de Transition (IT).....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 2. Panorama mondial des IT officielles et en phase de peaufinage.....</i>	<i>11</i>
<i>Figure 3 : Prévisions du pic du pétrole selon diverses sources.....</i>	<i>17</i>
<i>Figure 4. Spectre des différents scénarios post pic pétrolier.....</i>	<i>19</i>
<i>Figure 5. Les quatre scénarios énergétiques.....</i>	<i>20</i>

INTRODUCTION

Un tableau peu reluisant et incitateur au changement

Nous sommes face à une crise multiple.

Nos modes de vie occidentaux sont officiellement et indubitablement non soutenables. Ainsi, selon WWF, l'empreinte écologique (EE)^{1 2} de l'Humanité a dépassé de 25% la bio capacité de la Terre en 2003³. Notre époque voit l'apparition ou la résurgence d'un grand nombre de problèmes environnementaux, qui ne sont présentement « *pas bien pris en charge* »⁴, et qui « *nécessitent une attention urgente* »⁵ : Augmentation des émissions mondiales GES et des preuves de l'occurrence du changement climatique, altération de la qualité des écosystèmes, disparition d'espèces⁶, stress hydrique, qualité de l'air urbain,⁷.

Par ailleurs, la croissance économique comme fin en soi, qui constitue le diktat idéal actuel dans le monde entier, est un objectif critiquable tant on sait qu'elle est créatrice d'inégalités⁸ et que les trajectoires des indicateurs que sont le PIB – indicateur repère de notre bonne tenue économique - et la satisfaction de vie sont divergentes, voire antagonistes^{9 10}.

Nos sociétés occidentales boulimiques et démesurées sont hyper-émettrices de GES, et tous les rouages de celles-ci sont fluidifiés par l'énergie maîtresse de notre époque moderne : le pétrole. Celui-ci

¹ « *L'empreinte écologique mesure la demande de l'humanité vis-à-vis de la biosphère. Elle se mesure en surfaces biologiquement productives de terre et de mer, nécessaires pour fournir les ressources que nous utilisons et les déchets que nous produisons (...)* L'empreinte d'un pays comprend toutes les terres cultivées, les pâturages, les forêts et les zones de pêches nécessaires pour produire la nourriture, les fibres et le bois qu'il consomme, pour absorber les déchets émis pour produire l'énergie et pour fournir de la superficie à ses infrastructures » WWF et al., « Rapport planète vivante », 2006, p.14, <http://assets.panda.org/downloads/lpr2006fr.pdf>, consulté le 9 juillet 2010.

² Nous ne rentrerons pas dans le débat des limites de l'EE (absence de l'impact des produits toxiques, indicateur trop agrégé selon certains, EE basée uniquement sur la consommation alors que la production pollue aussi)

³ « *La biocapacité de la Terre est la somme des zones biologiquement productives - champs, prairies, forêts et pêches - disponibles pour répondre aux besoins de l'humanité* », ibid. p. 2, <http://assets.panda.org/downloads/lpr2006fr.pdf>, consulté le 9 juillet 2010.

⁴ OCDE, « Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030 - Résumé en français », 2008, p.2 <http://www.oecd.org/dataoecd/29/12/40200611.pdf>, consulté le 4 juillet 2010.

⁵ Loc.cit.

⁶ « *Le nombre d'espèces sur la planète est en déclin. Au cours des quelques siècles écoulés (...), l'Homme a provoqué une augmentation du taux d'extinction des espèces par un facteur 1 de 1.000 fois les taux typiques relatifs au contexte tout au long de l'histoire de la planète (certitude moyenne) (voir Figure 4). (...) La diversité génétique a connu un déclin sur le plan mondial, en particulier au sein des espèces cultivées* », Evaluation des écosystèmes pour le Millénaire, « Rapport de synthèse de l'Evaluation des écosystèmes pour le Millénaire », Version provisoire finale destinée à la revue pour impression, 2005, pp. 19-20. Données confirmées par Millennium Ecosystems Assessment, "Ecosystems and Human Well-Being, Synthesis", 2005, p.4, <http://www.millenniumassessment.org/documents/document.356.aspx.pdf>, consulté le 4 juillet 2010.

⁷ Pour une liste exhaustive, consulter : OCDE, op.cit.p.2.

⁸ « *Inégalités de revenus, (...) d'accès aux sources e qualité de vie et environnementales* » CASSIERS (Isabelle), THIRY (Géraldine), « *Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte* », in : *Regards économiques*, n° 75, 2009, p.9 <http://sites.uclouvain.be/econ/Regards/Archives/RE075.pdf>, consulté le 26 juillet 2010.

⁹ CASSIERS (Isabelle), DELAIN (Catherine), « *La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ?* », in : *Regards économiques*, n°38, 2006, <http://sites.uclouvain.be/econ/Regards/Archives/RE038.pdf>, consulté le 26 juillet 2010.

¹⁰ Cette divergence de trajectoires peut s'expliquer grossièrement en deux phrases : « *Tout richesse est relative et la richesse n'est pas tout* », ibid. p. 11.

présente deux inconvénients irrémédiables : sa limitation en quantités et la dépendance qu'il engendre aux dépens des individus formant les sociétés qui le consomment, et qui ont assis leurs structures socio-économiques et leurs modes de vie sur lui.

Dès lors ces crises et failles inspirent une série d'attitudes, parmi tous les acteurs sociétaux. D'aucuns veulent relancer la machine de la croissance pour relancer le système économique, d'autres promeuvent le primat de la technologie et de la science qui pourraient selon eux résoudre bon nombre des problèmes environnementaux notamment.

C'est le cas des partisans de la modernisation écologique.

Enfin, certains optent pour les options dites décroissantes, ou veulent repenser les paradigmes dominants actuels, soubassements de nos sociétés qui foncent droit vers leurs contradictions.

C'est vers des idées similaires que s'est dirigé Rob Hopkins, professeur de permaculture à Kinsale (Irlande) il y a environ cinq ans. Il a initié un mouvement citoyen qui émerge depuis 2006, au Royaume-Uni, en ciblant au préalable les deux enjeux actuels majeurs auxquels l'Humanité devra faire face selon lui : le pic pétrolier et le changement climatique (CC).

Selon lui, ces enjeux, contradictions palpables de la théorisation de nos sociétés modernes qui s'est réalisée sous le signe de *l'hubris* et du non-respect des principes naturels fondamentaux¹¹, nécessitent des changements systémiques et structurels profonds au sein de nos sociétés occidentales dont la dette écologique est immense¹².

Le mouvement des initiatives de Transition (IT) est donc un mouvement citoyen, qui vise à catalyser les énergies et les créativité citoyennes locales, dans un but de « re conception » d'un certain nombre de pans sociétaux (énergie, transports, agriculture, etc.) afin que l'Homme atteigne une soutenabilité effective.

Concrètement Rob Hopkins propose une sorte de guide pratique en réponse à cette double crise : principalement, comprendre l'impasse vers laquelle mène notre mode de développement, ensuite, mettre l'accent sur l'importance d'un discours positif, la relocalisation dans le but d'augmenter la résilience des communautés, la renaissance économique locale¹³, l'engagement bottom-up pour créer un cercle dynamique vertueux qui atteindrait les hautes sphères gouvernementales, l'implication des acteurs politiques qui collaboreraient avec les citoyens desquels émaneraient les idées d'actions collectives locales, la sobriété énergétique, la permaculture comme design, etc.

Toutes ces idées visent à augmenter la résilience des sociétés et des communautés concernées.

En somme, Les IT appliquent à la lettre l'adage « *pensez global agir local* »^{14,15}, et posent certains des éléments de ce que Luc Semal a appelé la « *transition forte* »¹⁶ : l'urgence radicale tout comme le risque d'effondrement pressant et la nécessité d'une réorganisation sociale qui tendrait à diminuer nos

¹¹ Comme la finitude des ressources notamment.

¹² SINAI (Agnès), « Mirages verts et sobriété alifornienne », in : *Le Monde diplomatique*, 2009, <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/07/SINAI/17442>, consulté le 12 mai 2010.

¹³ HOPKINS (Rob), *The Transition Handbook: from oil dependency to local resilience*, Totnes, Greenbooks, 2008, p.135.

¹⁴ BRANGWYN (Ben), HOPKINS (Rob), « Transition initiatives primer - Becoming a transition town, city, district, village, community or even island », Version: 26, Status: final, 2008, p.7, [http://www.transitionnetwork.org/sites/default/files/TransitionInitiativesPrimer\(3\).pdf](http://www.transitionnetwork.org/sites/default/files/TransitionInitiativesPrimer(3).pdf), consulté le 18 juillet 2010.

¹⁵ A ce sujet, voir aussi SERREAU (Coline), *Solutions locales pour un désordre global*, Documentaire (1h51), 2010.

¹⁶ SEMAL (Luc), « Choisir une transition énergétique : laquelle, jusqu'à quand et jusqu'à quoi ? », Séminaire pour la fondation Gabriel Péri, 2009, p.5, http://www.gabrielperi.fr/IMG/article_PDF/Choisir-une-transition-energetique.pdf, consulté le 3 juillet 2010.

émissions d'énergie et de puissance.

Ce travail servira à l'analyse de ce mouvement naissant et sera scindé en trois parties.

La première, intitulée « discours » sera consacrée à l'analyse du discours des théoriciens du mouvement des initiatives de transition (IT). Nous présenterons primordialement la genèse théorique du mouvement, l'état des lieux et la géographie du mouvement. Ensuite, nous effectuerons l'analyse du discours proprement dit, en déconstruisant et en expliquant les concepts-clés de Rob Hopkins ainsi que ses idées maîtresses qui constituent l'argumentaire du mouvement. Ce faisant, nous comparerons cet argumentaire avec le discours dit « décroissant » et mettrons enfin en balance leurs postulats et idées respectifs.

La deuxième partie, « réalités », servira dans un premier temps à dégager les facteurs qui stimulent ou jugulent l'émergence, la consolidation et le maintien des IT.

Ensuite, nous tenterons de répondre à notre question de recherche et à ses sous-questions connexes : quel est le degré d'institutionnalisation du mouvement des IT ? Pour ce faire, nous analyserons les rapports qu'entretiennent les acteurs citoyens impliqués dans les IT avec leurs élus politiques, et tenterons de définir le positionnement des élus par rapport aux IT. En fonction des résultats agrégés, nous définirons le degré d'institutionnalisation du mouvement, et si oui ou non, celui-ci établit un nouveau mode de gouvernance.

Les éléments pré analysés nous permettront d'établir la reproductibilité du mouvement et les constatations antérieures effectuées nous autoriseront à démontrer les opportunités que le mouvement des IT comporte, mais surtout ses limites théoriques et pratiques, qui constituent l'aboutissement de ce que nous comptons démontrer. Ces reproductibilité et limites seront présentées dans la troisième et dernière partie.

PARTIE 1 : DISCOURS

“If you’re not doing something right now for the earth you’re part of the problem” Dolores LaChappelle¹⁷.

1. Présentation générale du mouvement des villes en transition

Le but est de montrer comment est né le mouvement pour la transition¹⁸, et quelles sont les raisons qui ont poussé Rob Hopkins à préciser sa pensée dans ses ouvrages.

1.1. La genèse du mouvement

La genèse théorique du mouvement pour la transition est née en 2005¹⁹ ²⁰ à Kinsale (Irlande) et est l’œuvre de Rob Hopkins, professeur de permaculture²¹ au Kinsale College of Further Education²². En collaboration avec ses étudiants, celui-ci a essayé d’explorer les possibilités de transition vers un futur plus pauvre en énergie.

Ne voyant que peu de littérature²³ à ce sujet et constatant très peu de réponses citoyennes aux problèmes de la dépendance de nos sociétés au pétrole dont les ressources sont finies, et au caractère non soutenable de nos villes, Rob Hopkins et ses élèves rédigent un « Plan d’Action de Descente Énergétique » (KEDAP)²⁴ dans le cadre d’un cours de soutenabilité appliquée. Ce plan – qui théorise les visions prospectives souhaitables de la ville de Kinsale dans des domaines tels que l’éducation, l’économie, les transports, la santé, l’énergie, la construction, etc. sur une période de dix ans²⁵ - verra

¹⁷ JENSEN (Derrick), *Listening to the land*, Chelsea Green Publishing Company, 2004, p. 247.

¹⁸ Dans ce travail, nous utiliserons les termes suivants pour traiter de ce mouvement : mouvement pour la transition (*transition movement*), mouvement des initiatives de transition (IT), et mouvement des *transition towns* (plus rarement).

¹⁹ SEYGANG (Gill), “Green shoots of sustainability the 2009 UK transition movement survey”, 2009, p.2, <http://aprespetrole.unblog.fr/files/2009/11/greenshootsofsustainability.pdf>, consulté 15 juillet 2010.

²⁰ D’autres sources mentionnent la date de 2003. LEWIS (Sarah), « A peak into the future », in: *The Guardian*, 2008, <http://www.guardian.co.uk/society/2008/sep/10/ethicaliving.transitiontowns>, consulté le 12 mai 2010.

²¹ Nous définirons ce terme en profondeur plus loin.

²² Kinsale College of Further Education, <http://www.kinsalefurthered.ie/>, consulté le 10 avril 2010.

²³ R. Hopkins s’est inspiré du livre de JAMES (S.) & LAHTI, (T.), *Natural step for communities : How Cities and Towns Can Change to Sustainable Practices*, 2004, qui met notamment en exergue les expériences pratiques des éco-communautés suédoises des années 80. “They are working to change all municipal and community practices currently (...) they are taking a systems approach to change that takes into account that municipal practices and functional policy areas” (preface xvii). Rob Hopkins s’est aussi inspiré du Post Carbon Institute <http://www.postcarbon.org/> et des deux livres qui ont servi de base au développement du mouvement : HEINBERG, (Richard) *Powerdown : Options and actions for a post-carbon world*, (2004) qui explore les chemins que pourront suivre les sociétés industrielles lors des prochaines décennies, et qui se positionne explicitement en faveur des options *powerdown* – efforts nationaux de réduction des usages par personne dans les pays développés, de développement des énergies alternatives, de distribution des ressources plus équitable, de diminution de la population, de coopération, et de conservation et *building lifeboats* – la solidarité de la population et la préservation, et ce, au détriment des options *compétition* et *waiting for a magic elixir*. (Introduction, p. 15). La contraction économique et énergétique, la relocalisation ainsi que la construction d’infrastructures locales et l’indépendance sont ainsi les options vers lesquelles nous devrions tendre ; et de HOLMGREN, (David) *Permaculture – principles and pathways beyond sustainability*, 2004.

²⁴ Appelé « voie » ou « vision » plutôt que « plan » par les personnes engagées dans le mouvement des villes en transition. HOPKINS (Rob) et ses étudiants, « Kinsale 2021 : An Energy Descent Action Plan (KEDAP) – Version.1 » 2005, <http://transitionculture.org/wp-content/uploads/KinsaleEnergyDescentActionPlan.pdf>, consulté le 14 avril 2010.

²⁵ CHATTERTON (Paul) & CUTLER (Alice), « the rocky road to a real transition: the transition towns movement and what it means for social change », Trapese Collective, 2008, p. 2, <http://sparror.cubecinema.com/stuffit/trapese/rocky-road-a5-web.pdf>, consulté le 11 avril 2010.

son application pratique échouer, notamment en raison du manque de planification préparant l'initiation des habitants et des personnalités politiques à l'importance de l'indépendance énergétique, et enfin parce que la population locale n'a pas été assez impliquée dans le projet.

Cela a donc renforcé l'idée que « *la construction de ce projet devait être enracinée dans la population locale* »²⁶ et que celui-ci devait être présenté aux pouvoirs politiques en place.

La grande **erreur** du KEDAP a été de ne pas respecter les douze étapes des *initiatives de transition*²⁷ - que Rob Hopkins définira plus tard - et d'avoir commencé par la dernière, en ne respectant pas les onze précédentes. Par la suite, le KEDAP n'a pas été respecté à la lettre, mais il a été l'étincelle qui a provoqué le déclenchement de toutes sortes d'évènements et d'actions²⁸.

L'intérêt pour ce document se prononçait²⁹, ce qui encouragea R. Hopkins à réfléchir à ce qui allait devenir la culture de la transition.³⁰

La même année, Rob Hopkins part ensuite à Totnes (Devon, Royaume-Uni) où il établira la première ville en transition.

Par la suite, le mouvement a peaufiné sa stratégie et sa notoriété n'a fait que s'accroître.

Rob Hopkins rédigea ensuite les ouvrages fondateurs du mouvement des villes en transition³¹ qui servirent de base théorique du mouvement et de rampe de lancement aux initiatives de transition (IT). Les IT sont des actions et des approches évolutives portées par des communautés qui tendent d'atteindre la soutenabilité et la résilience de leurs lieux de vies, en posant les postulats suivants : la fin du pétrole bon marché proche et le changement climatique nécessitent d'importantes réductions d'émissions de GES. Ces deux assertions devant nous inciter à changer nos modes de vie et ce, dès à présent..

Après avoir réalisé un rapide état des lieux des initiatives de transition et les avoir localisé spatialement, nous nous attacherons à analyser le contenu de ces deux livres, et nous définirons les postulats, les concepts-clés et les propositions du mouvement des initiatives de transition.

1.2. L'état des lieux et géographie du mouvement

L'objectif est de montrer l'essaimage du mouvement d'un point de vue spatial ainsi que la singularité de la fulgurance de son expansion.

La première ville en transition officielle fût Totnes, en 2006 .

En 2009, rien qu'au Royaume-Uni, on pouvait compter 94 IT, dont 40 supplémentaires à travers le monde³².

En juillet 2010, le mouvement des villes en transition³³ comptait 321 initiatives officielles, parmi lesquelles 169 se trouvent au Royaume-Uni.

²⁶ HOPKINS (Rob), *The Transition Handbook: from oil dependency to local resilience*, Totnes, Greenbooks, 2008, p.128.

²⁷ *The twelve steps of transition*, ibid. pp. 148-175, nous y reviendrons plus loin.

²⁸ Jardins potagers, compost, ateliers, instauration de sous-groupes, ibid. pp.129-134.

²⁹ «Kinsale Action Plan - sending up shoots around the world», <http://transitionculture.org/2006/02/13/kinsale-action-plan-sending-up-shoots-around-the-world/>, 2006, consulté le 24 juin 2010.

³⁰ Transition Culture, Site internet de la Transition Culture <http://transitionculture.org/>, consulté le 24 juin 2010.

³¹ HOPKINS (Rob), op. cit. & CHAMBERLIN (Shaun), HOPKINS (Rob), *The Transition Timeline: for a local, resilient future*, Totnes, Greenbooks, 2009.

³² HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill), «Transitions for the People: Theory and Practice of 'Transition' and 'Resilience' in the UK's Transition Movement», Tyndall Centre for Climate Change Research, 2009, p. 6.

³³ Ou mouvement des initiatives de transition (IT), ou

Ajoutons à cela 208 initiatives qui sont en phase d'affinage, en passe de devenir officielles³⁴.

1.3. Pourquoi vaut-il désormais mieux parler d'Initiatives en Transition (IT) plutôt que de Villes en Transition (VeT) ?

Le graphique ci-dessous montre de façon claire la diversité des lieux où sont réalisées les IT. Celui-ci résulte d'une enquête réalisée auprès de 74 coordinateurs des projets (IT) britanniques, sur 94 coordinateurs interrogés.³⁵

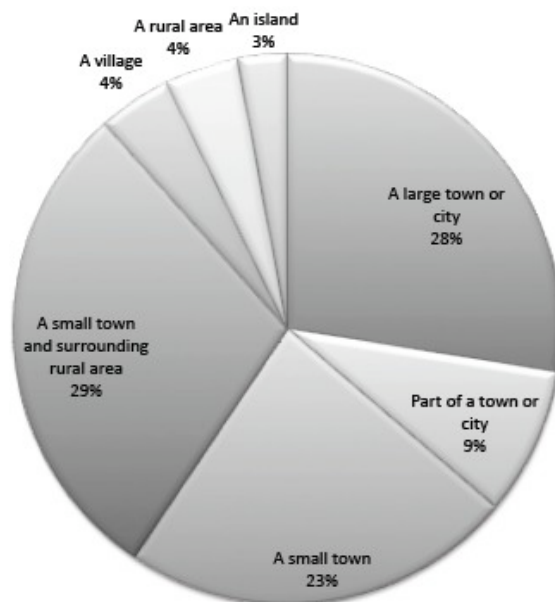


Figure 1 : Les zones géographiques couvertes par les Initiatives de Transition (IT)³⁶

On le voit, les « petites villes »³⁷ et « le petites villes et leurs banlieues »³⁸ abritent les IT dans 52 % des cas, quand les grandes villes le font dans 28% des cas. Les parties de villes accueillent 9 % des IT et les « villages »³⁹, « zones rurales »⁴⁰ et « îles »⁴¹ se partagent plus ou moins équitablement les 11% restants⁴².

³⁴ Qui sont répertoriées sous le vocable « Muller initiatives » ou « Mulling initiatives », et sont en passe de devenir officielles.

³⁵ « L'enquête en ligne a été menée au mois de février 2009 à l'aide de courriers électroniques envoyés aux coordinateurs des quelques 94 projets britanniques. Deux rappels ont été envoyés et au total 74 réponses ont été comptabilisées (un taux exceptionnel de réponses à 78,7%) » SEYFANG (Gill), « Les Germes d'un Avenir Soutenable. L'enquête 2009 sur le mouvement de la Transition au Royaume Uni », Juillet 2009, traduction de Robin Guns, Les Amis de la Terre-Belgique, ASBL, janvier 2010, p.2, http://www.amisdelaterre.be/IMG/pdf/Germes_d_un_avenir_soutenable.pdf, consulté le 4 juillet 2010.

³⁶ SEYFANG (Gill), « Green shoots of sustainability the 2009 UK transition movement survey », 2009, p.3, <http://transitionculture.org/wp-content/uploads/green-shoots-of-sustainability.pdf>, consulté le 5 mai 2010.

³⁷ Loc.cit.

³⁸ Loc.cit.

³⁹ Loc.cit.

⁴⁰ Loc.cit.

⁴¹ Loc.cit

⁴² Loc.Cit.

Pour se faire une idée de l'éparpillement du mouvement au niveau mondial, la carte ci-dessous montre les IT au niveau mondial⁴³.

Notons la prééminence des IT aux USA et au Royaume-Uni, ainsi que la présence d'une dizaine d'IT en Australie, et même d'une IT officielle au Japon.

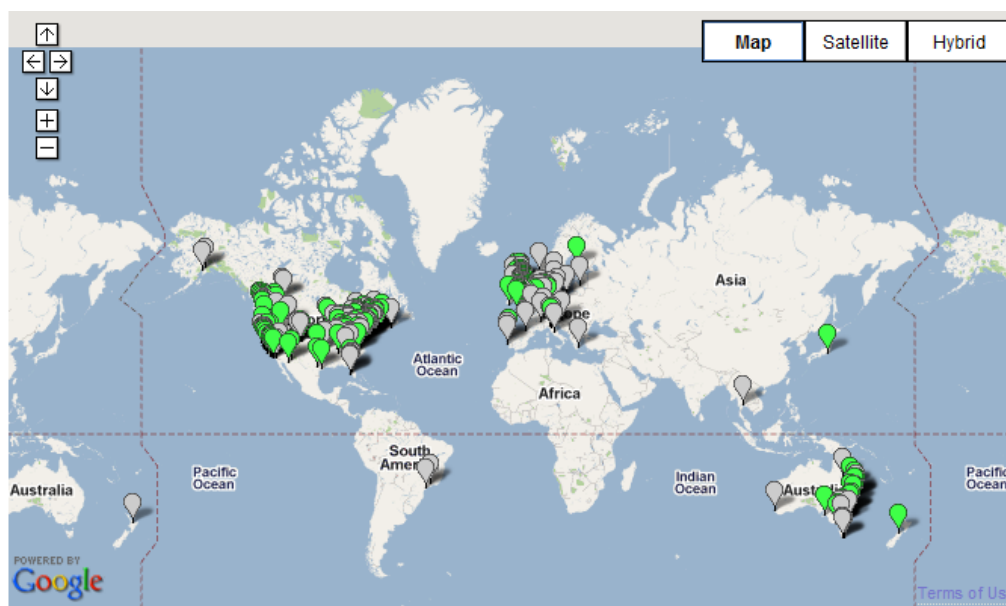


Figure 2. Panorama mondial des IT officielles et en phase de peaufinage⁴⁴

2. Analyse du contenu du discours :

2.1 Déconstruction du discours et explications des idées maîtresses et des concepts-clés portés par le mouvement

Le but de ce paragraphe est de décomposer l'argumentaire de Rob Hopkins, ainsi que de délimiter et d'expliquer les prémisses du syllogisme du mouvement de Transition, qui se traduiront dans les faits par les initiatives de transition (IT). Nous relèverons les points communs avec le discours « décroissant ».

2.1.1. Les initiatives de transition

Celles-ci se basent sur quatre postulats⁴⁵.

D'abord, nos modes de vies devront impliquer une « *consommation d'énergie nettement inférieure* »⁴⁶ à la consommation actuelle. Se préparer à cette échéance est donc un enjeu crucial. Les auteurs décroissants ne disant pas autre chose lorsqu'ils condamnent l'*hubris* de nos modes de vies et leurs folles empreintes environnementales. Puis, l'idée est d'augmenter la résilience des collectivités et de leur mode de vie, qui sera nécessaire pour palier le choc énergétique conséquent au pic pétrolier.

⁴³ Les punaises vertes représentent les IT officielles, les grises les IT en phase de peaufinage (muller).

⁴⁴ Transition network, *Transition Initiatives map*, <http://www.transitionnetwork.org/initiatives/map>, consulté le 29 juillet 2010.

⁴⁵ HOPKINS (Rob), op. cit. p.134.

⁴⁶ Loc.cit.

Rob Hopkins insiste en outre sur la nécessité d'agir « *dès à présent* »⁴⁷, « *de manière collective* »⁴⁸ et ce, en déployant le « *génie collectif* »⁴⁹ de tous les acteurs sociétaux, de façon créative et proactive, afin d'entamer notre descente énergétique et d'« *établir les modes de vie qui sont plus reliés, enrichissants et qui s'inscrivent dans les limites biologiques de notre planète* »⁵⁰.

Ainsi, un futur comportant moins de pétrole et d'énergie peut être préférable au présent en termes de qualité de vie, tant ces notions ajoutées à celles de résilience et d'économies locales⁵¹ peuvent inclure nombre d'avantages – diminution du stress, augmentation de la qualité de l'environnement, de la stabilité ainsi que des rapports sociaux au sein de la collectivité.⁵²

Enfin, notons que Rob Hopkins pense que « *les initiatives de transition agissent davantage en tant que catalyseur des propositions et réponses d'une collectivité qu'en tant qu'autorité prescriptive de solutions* »⁵³. Ces propositions et réponses vont de la descente énergétique, en passant par l'imagination d'un futur attrayant dicté par les quatre hypothèses précitées, par le dialogue entre tous les acteurs sociétaux (citoyens, élus politiques etc.) tout en visant l'accentuation de la résilience et la relocalisation de la société de façon saine. L'idée est de repenser les solutions au niveau de la collectivité, de sorte que les solutions se prennent à différents niveaux, vertical et horizontal – de bas en haut, de haut en bas, de gauche à droite en haut et de gauche à droite en bas.

Tout le discours du mouvement des villes en transition est ainsi basé sur le double postulat suivant : Nos sociétés sont hyper-dépendantes du pétrole^{54 55}, ce qui annihile leur résilience potentielle au futur pic pétrolier, donc aux conséquences de la fin du pétrole bon marché dans un premier temps, et à l'épuisement des ressources pétrolières mondiales à plus long terme. Par ailleurs, nos sociétés sont aussi en danger face aux conséquences alarmantes du changement climatique, que les scientifiques du GIEC⁵⁶ exposent dans leurs travaux de façon explicite⁵⁷. Ces deux menaces majeures sont pour l'auteur

⁴⁷ Loc.cit.

⁴⁸ Loc.cit.

⁴⁹ Loc.cit.

⁵⁰ Loc.cit.

⁵¹ En promouvant les consommations, productions et distributions locales.

⁵² Qui rappellent la convivialité Illichienne, qui désigne la capacité des collectivités humaines à développer des échanges eurhythmiques. Voir ILLICH (Ivan), *La convivialité*, New-York, Seuil, 1975.

⁵³ HOPKINS (Rob), op. cit. p.135.

⁵⁴ Lire à ce sujet HEINBERG (Richard), *The Oil Depletion Protocol : A plan to avert oil wars, terrorism and economic*, Clairview books, 2006 pp. 4-7.

⁵⁵ Rob Hopkins utilise la « métaphore de l'addiction » pour traiter de ce phénomène. HOPKINS (Rob), «Energy Descent Pathways: Evaluating Potential Responses to Peak Oil», Université de Plymouth, 2006, p.33, <http://transitionculture.org/wp-content/uploads/msc-dissertation-publishable-copy.pdf>, consulté le 18 avril 2010.

⁵⁶ Le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat), est un organe intergouvernemental créé en 1988, qui évalue et synthétise les travaux scientifiques qui ont trait au caractère anthropique du changement climatique. Site du GIEC (IPCC) http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.htm, et JANCOVICI (Jean-Marc), « Qu'est-ce que le GIEC ? », décembre 2008, <http://www.manicore.com/documentation/serre/GIEC.html> qui crédite le GIEC de compétences scientifiques irréfutables, consulté le 12 juillet 2010.

⁵⁷ « *A l'échelle des continents, des régions et des bassins océaniques, de nombreux changements climatiques à long terme ont été observés. Ils incluent des changements des températures et des glaces arctiques, des changements largement répandus dans les volumes de précipitations, la salinité de l'océan, les structures des vents et des aspects de phénomènes climatiques extrêmes, tels que les sécheresses, les fortes précipitations, les vagues de chaleur et l'intensité des cyclones tropicaux* » – parmi lesquels ouragan et typhons, GIEC, « Rapport du Groupe de travail I du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Résumé à l'intention des décideurs », 2007, p.7 <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg1/ar4-wg1-spm-fr.pdf>, consulté le 15 mars 2010.

A ce sujet, consulter aussi les tableaux RiD.2. « Exemples d'incidences régionales anticipées ». (p. 11-12), et RiD.3. « Exemples d'incidences possibles des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes associés aux changements climatiques, selon les projections visant la deuxième moitié du XXIe siècle ». (p. 13). « *Les vagues de chaleur seront probablement plus fréquentes (...) tout comme les fortes précipitations, la progression de la*

fondateur du mouvement pour la transition, aussi incontournables⁵⁸ qu'inter dépendantes^{59,60}. Leurs conséquences s'interpénètrent, et nous obligeraient à repenser nos sociétés de manière viscérale.

2.1.2. La critique de Hirsch et Stern, en passant par l'écologie en temps de guerre

Dans cette optique d'interpénétration des deux problèmes, Rob Hopkins critique explicitement certaines conclusions du Rapport Hirsch⁶¹ ⁶² qui tendent à mettre en exergue les substituts au pétrole. Il critique les « *viable mitigation options* »⁶³ de ce rapport qui met en avant les solutions technologiques suivantes : la conservation permise par l'amélioration de l'efficacité des technologies, l'amélioration de l'extraction pétrolière, l'exploitation des ressources pétrolières non conventionnelles (pétrole extra lourd, visqueuses, bitumes, sables asphaltiques, etc.), le gaz naturel liquéfié⁶⁴, le charbon liquéfié⁶⁵, l'hydrogène etc.⁶⁶

Ces solutions posent problème à Rob Hopkins car elles s'insèrent dans la politique « *business-as-usual* », c'est-à-dire dans l'idée que la société peut continuer à fonctionner de façon identique à aujourd'hui. Selon lui, les solutions avancées par ce rapport seraient catastrophiques d'un point de vue environnemental si elles étaient appliquées à l'échelle mondiale. Cette erreur impardonnable démontre donc clairement les vicissitudes d'un raisonnement qui nierait l'interpénétration des problématiques du pic pétrolier *et* du changement climatique et tablerait sur les solutions scientifiques.

sècheresse est probable tout comme l'augmentation de l'activité cyclonique intense et l'incidence accrue des épisodes d'élévation extrême du niveau de la mer ». Voir aussi les « incidences anticipées par secteur » (agriculture (...), ressources en eau, santé, industrie et société (...)) (p.13), et les « effets constatés des changements climatiques » (pp. 31-33), GIEC, « Bilan 2007 des changements climatiques : Rapport de synthèse », Publié sous la direction de L'Équipe de rédaction principale, PACHAURI (R.K.) et REISINGER (A.), 2007, http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf, consulté le 15 mars 2010.

⁵⁸ Notons que selon George Monbiot, auteur et journaliste au quotidien *The Guardian*, le pic pétrolier ne devrait pas être un argument servant le discours du mouvement des villes en transition notamment parce que les réserves de charbon (notamment) sont encore énormes. Ainsi, selon lui, le changement climatique à lui seul justifierait le discours concernant la transition vers une économie plus pauvre en carbone, in : « George Monbiot on Peak Oil and Transition Towns », Transition Culture, 2007, <http://transitionculture.org/2007/04/10/george-monbiot-on-peak-oil-and-transition-towns/>, consulté le 15 mars 2010. Pour d'autres, comme Jeremy Leggett, ancien consultant pour l'industrie pétrolière et auteur, les pic pétrolier et changement climatique sont les deux faces d'un même problème, in : « Jeremy Leggett Intertwines Peak Oil and Climate Change », transition culture, 2006, <http://transitionculture.org/2006/08/24/jeremy-leggett-peak-oil-and-climate-change/>, consulté le 15 mars 2010.

⁵⁹ « Depuis la publication du TRE, la compréhension des influences humaines sur le réchauffement et le refroidissement climatique s'est améliorée, et c'est avec un degré de très haute confiance – ce qui signifie qu'il y a au moins 9 chances sur 10 pour que l'affirmation soit correcte – « que l'on peut affirmer que l'effet global moyen net des activités humaines depuis 1750 a été le réchauffement, avec un forçage radiatif de +1,6 [de +0,6 à +2,4] W m⁻² », GIEC, op. cit., p.3.

⁶⁰ Dans la partie « *Comprendre le changement climatique et en attribuer les causes* » les auteurs du 1^{er} groupe de travail notent : « *L'essentiel de l'accroissement observé sur la température moyenne globale depuis le milieu du XXe siècle est très probablement dû à l'augmentation observée des concentrations des gaz à effet de serre anthropiques. (...) L'influence humaine est maintenant perceptible dans d'autres aspects du climat, tels que le réchauffement des océans, les températures continentales moyennes, les températures extrêmes et la structure des vents* ». Ibid. p.10 <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg1/ar4-wg1-spm-fr.pdf>, consulté le 15 mars 2010.

⁶¹ HIRSCH (Robert L.), BEZDEK (Roger.), WENDLING (Robert), "Three mitigation scenarios in: "Peaking of world oil production: impacts, mitigation and risk management", Department of Energy, Nova Science Publishers, 2005, http://www.netl.doe.gov/publications/others/pdf/oil_peaking_netl.pdf, consulté 4 juillet 2010.

⁶² « Premier document « officiel » à prendre sérieusement en compte le pic pétrolier », HOPKINS (Rob), op. cit. p.50.

⁶³ Les solutions du Rapport Hirsch.

⁶⁴ Liquéfaction chimique du gaz naturel (GTL - *gas to liquids*).

⁶⁵ Liquéfaction chimique du charbon (CTL - *Coal to liquid*).

⁶⁶ HIRSCH (Robert L.), BEZDEK (Roger.), WENDLING (Robert), op. cit. pp. 37-48.

Par ailleurs, Rob Hopkins pense que si la société dans son entièreté décidait d'un changement⁶⁷, la préparation d'une société au pic pétrolier pourrait se faire bien plus rapidement que ce que n'avancent les auteurs du Rapport Hirsch qui parlent de 10 à 20 ans selon les scénarios⁶⁸.

Cette foi en un changement structurel rapide de notre société s'inscrit dans la réflexion de ce que d'aucuns ont nommé « *l'écologie en temps de guerre* » - période fondamentale en ce qu'elle démontre à quel point elle peut être une expérience d'écologie populaire fabuleuse face aux changements brusques si elle est appuyée par les pouvoirs publics en place⁶⁹. Il pense que des leçons peuvent être tirées de cette époque, bien que le présent possède ses attentes et valeurs propres et qu'il y ait des différences notables entre la descente énergétique forcée – réactive - de la seconde guerre mondiale et celle – proactive - dont le mouvement des *transition towns* tente d'encourager la réalisation⁷⁰.

Les réactions gouvernementales nationales de cette époque sont très instructives, tout comme le sont leur vitesse de mises en pratique. « *Ainsi, aux Etats-Unis, étaient lancés les « jardins de la victoire* »⁷¹. « *Près de 20 millions d'entre eux assuraient 30% à 40% de la production nationale de légumes (...) et nourrissaient un imaginaire spontané d'autosuffisance et d'écologie urbaine* »⁷².

Autre « *exemple intéressant : le mouvement en faveur d'une consommation rationnelle, parrainé par le Bureau de la Défense Civile (OCD) (...) dont les centres remettaient en question les valeurs les plus sacrées de la consommation de masse* »⁷³.

La mobilisation totale d'un grand nombre d'acteurs de la société de l'époque – OCD, Bureau pour la Conservation des matériaux industriels, Office de la Production en temps de guerre (WPB) dont le souci principal était l'économie de gaspillage notamment - fut appelée « *la guerre du peuple* »⁷⁴.

⁶⁷ Voir à ce sujet les *Three Models of Social Change*, in: BROWN (Lester R.), *Plan B 4.0 Mobilizing to save civilization*, Earth Policy Institute, London – New York, 2009, pp. 256-259, http://www.earth-policy.org/images/uploads/book_files/pb4book.pdf, consulté le 1er juillet 2010.

Par ailleurs, notons que l'écologie en temps de guerre nous permet d'abonder dans le même sens que R. Hopkins. "From early February 1942 through the end of 1944, nearly three years, essentially no cars were produced in the United States", *ibid.* p. 260. "This mobilization of resources within a matter of months demonstrates that a country and, indeed, the world can restructure the economy quickly if convinced of the need to do so. Many people—although not yet the majority—are already convinced of the need for a wholesale economic restructuring. The purpose of this book is to convince more people of this need, helping to tip the balance toward the forces of change and hope", *ibid.* p. 261.

⁶⁸ Voir les *Three mitigation scenarios in "Peaking of world oil production: impacts, mitigation and risk management"*, HIRSCH (Robert L.), BEZDEK (Roger), WENDLING (Robert), *op. cit.* p. 50.

⁶⁹ Lire l'article de DAVIS (Mike), « *Écologie en temps de guerre. Quand les États-Unis luttèrent contre le gaspillage des ressources* », in : *Mouvements*, 2008. Article initialement paru sous le titre « *Home-Front Ecology, what our grandparents can teach us about saving the world* » in : *Magazine Sierra Club*, 2007, <http://www.mouvements.info/Ecologie-en-temps-de-guerre-Quand.html>, consulté le 7 juillet 2010.

⁷⁰ D'autres pensent toutefois que les urgences des réponses au conflit militaire passé et aux conséquences futures du changement climatique, notamment sur les pays insulaires, sont comparables « *Between 1938–44 there was a 95% drop in the use of motor vehicles in the UK. This exceeds even the deepest cuts in consumption that the most pessimistic climate watchers say is needed in wealthy countries today (...) It is possible to argue that these two situations – responding to military conflict and dealing with a hostile environment – are not sufficiently similar, but the populations of Bangladesh, Mozambique and Nicaragua might disagree. To many in the EU it will seem a sacrifice too far. After all, most decision-makers live far removed from the murderous reality of climate change. But the situation in the global environmental war economy is not so different from the dilemma that faced individuals in Britain's war economy. As it was expressed in 1943, "There can be no equality of sacrifice in this war. Some must lose their lives and limbs, others only the turnips on their trousers."* » SIMMS (Andrew), The New Economics Foundation, "Ecological Debt – Balancing the Environmental Budget and Compensating Developing Countries", IIED, 2001, p.4, http://www.bdix.net/sdnbd_org/wssd/documents/pubspdf/wssd_04_ecologicaldebt_long.pdf, consulté le 30 juin 2010.

⁷¹ « *Initialement encouragés pour lutter contre la pénurie alimentaire pendant la Première Guerre Mondiale* », DAVIS (Mike.) *op. cit.*

⁷² *Loc. cit.*

⁷³ *Loc. cit.*

Ses valeurs de préservation, de récupération, de reconversion, de rationnement, de restriction du transport automobile (covoiturages, modes de transports alternatifs), d'économies, de remise en question de la consommation de masse, de la mode, de la publicité et de l'obsolescence des produits,⁷⁵ pour ne citer qu'eux, font fortement songer aux idées actuelles des penseurs décroissants, et notamment aux « 8 R » de Serge Latouche : « réévaluer, re conceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler »⁷⁶. « La décroissance fait du neuf avec du vieux »⁷⁷ se plaît à déclarer Paul Ariès...

En Grande-Bretagne, des programmes relativement similaires comme l'installation de comités horticoles, la mise en place de programmes de promotion de l'économie et de l'épargne, de jardins ouvriers partagés, du rationnement de l'essence etc. ont vu le jour, et ont notamment eu pour effet de « réduire de moitié les importations de nourriture entre 1939 et 1944, quand en 1936, deux-tiers de la nourriture britannique était importée. »⁷⁸.

A ce propos, nous pensons qu'il existe des convergences entre les implications de cette « écologie en temps de guerre », et ce que nous appellerons « l'écologie Cubaine », qui a émergé après la période spéciale⁷⁹ début des années 1990.

Cette réorganisation des structures sociétales forcée, qui a mené vers une soutenabilité dont peu de pays peuvent se targuer,⁸⁰ est à notre sens un sujet d'étude intéressant, tant les parallèles entre ce qu'il s'y est déroulé et ce que promeut Rob Hopkins nous semblent nombreux. L'analyse des changements et de l'échelle de l'origine de ceux-ci nous semble digne d'intérêt, tout comme l'apport des permaculteurs australiens lors de cette période. Par ailleurs, il faut savoir que le film « The power of community : How Cuba survived to peak oil » est diffusé lors de conférences de lancement d'une nouvelle IT⁸¹.

Enfin, Rob Hopkins critique de façon similaire le Rapport Stern⁸² en ce qu'il analyse la question du changement climatique sans considérer conjointement celle du pic pétrolier et qu'il propose conséquemment des solutions ayant trait notamment à la coopération pour accélérer l'innovation technologique.^{83 84}

⁷⁴ Loc.cit.

⁷⁵ Loc.cit.

⁷⁶ LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006, pp. 153-240.

⁷⁷ ARIES (Paul), *La décroissance, un nouveau projet politique*, Golias, 2007, p. 277.

⁷⁸ GARDINER (Juliet), *Wartime Britain 1939-1945*, Headline Book Publishing, 2004. Cité in : HOPKINS (Rob), op. cit.

⁷⁹ Période qui a suivi la chute de l'URSS en 1991.

⁸⁰ Cuba est en effet « le seul pays qui rencontre les critères minimum » requis pour être qualifié de soutenable, selon le graphique de WWF, dont l'abscisse représente l'IDH (Indice de développement Humain) et l'ordonnée est l'EE (Empreinte Ecologique). in : WWF, « Living Planet Report », 2006, p. 19.

http://assets.panda.org/downloads/living_planet_report.pdf, consulté le 12 mai 2010.

⁸¹ Ce fut notamment le cas au lancement de Bruxelles en Transition, en 2009.

⁸² Il omet la critique de Nordhaus soit dit en passant concernant le faible taux d'actualisation utilisé par Stern NORDHAUS (William), « The Stern Review on the Economics of Climate Change », Yale University, 2006.

⁸³ « Stern Review: The Economics of Climate Change », 2006, p.9,

http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+http://www.hm-treasury.gov.uk/d/Summary_of_Conclusions.pdf, consulté le 11 juillet 2010.

⁸⁴ L'importance de considérer les deux problèmes simultanément est aussi rappelée dans BRANGWYN (Ben.), HOPKINS (Rob), « Transition initiatives primer - Becoming a transition town, city, district, village, community or even island », Version: 26 , Status: final, 2008, p.8, [http://www.transitionnetwork.org/sites/default/files/TransitionInitiativesPrimer\(3\).pdf](http://www.transitionnetwork.org/sites/default/files/TransitionInitiativesPrimer(3).pdf), consulté le 11 juillet 2010.

Ces deux faces du même problème postulées, Rob Hopkins souligne l'importance cruciale de planifier, et préparer le pic pétrolier et de le lier avec le changement climatique, dans le but de diminuer les émissions de carbone⁸⁵ et d'augmenter la résilience d'une société face à l'emballement futur des prix du pétrole.

Conséquemment, les rapports Hirsch et Stern nous forcent à nous demander comment vivre en contraignant nos émissions énergétiques : Rob Hopkins répond notamment en « *relocalisant* »⁸⁶ l'économie, la production et la consommation, en « *décentralisant* » les infrastructures énergétiques, en « *planifiant nos descentes énergétiques* » etc⁸⁷.

2.1.3. Des ressources pétrolières finies

Le but de ce paragraphe n'est ni de nous positionner dans le camp des pessimistes ou des optimistes concernant l'imminence ou non de la fin du pétrole⁸⁸ ni de nous insérer dans la controverse concernant l'épuisement global du pétrole⁸⁹, encore moins d'analyser la littérature des scientifiques – ou non - sceptiques concernant une hypothétique date de fin du pétrole, ni d'essayer de déterminer avec précision la quantité de pétrole disponible dans le monde.

Nous n'analyserons pas non plus les différentes alternatives⁹⁰ au pétrole évoquées de façon récurrente depuis que la théorie du pic pétrolier existe. Enfin, nous n'aborderons pas la question des biais qui s'insèrent dans l'estimation du pic pétrolier⁹¹. Nous nous contenterons de donner les estimations du pic pétrolier dans le monde des plus grandes firmes et des plus grands experts en la matière.

Par ailleurs, selon Rob Hopkins, il importe plus de savoir quand se produira le pic pétrolier⁹², qui marquera la fin du pétrole bon marché, que quand sera extraite la dernière goutte de pétrole, et ce afin d'anticiper^{93 94} le choc et de pallier le fait que lorsqu'on passe le pic⁹⁵, « *l'offre dicte la demande, ce*

⁸⁵ En réduisant notamment la production et les importations de pétrole de manière globale. Voir à ce sujet HEINBERG (Richard), *The Oil Depletion Protocol : A plan to avert oil wars, terrorism and economic*, Clairview books, 2006.

⁸⁶ HOPKINS, (Rob), op.cit. p. 38.

⁸⁷ Loc.cit.

⁸⁸ UK ENERGY RESEARCH CENTRE'S TECHNOLOGY AND POLICY ASSESSMENT (UKERC), "Global Oil Depletion: an assessment of the evidence for near-term physical constraints on global oil supply", 2008, pp.1-3, http://www.ukerc.ac.uk/Downloads/PDF/T/TPAOil_AssPro.pdf, consulté le 11 avril 2010.

⁸⁹ Déterminé par différents facteurs, ibid. p. 2.

⁹⁰ Voir notamment à ce sujet KUNSTLER (James Howard), "The Long Emergency, Surviving the end of oil, Climate Change and others converging catastrophes of the 21st Century", 2005, pp.100-146.

⁹¹ Notons que selon Hirsch et al. la date du pic pétrolier est inconnue de façon certaine, en raison notamment des mauvaises qualités des données concernant les réserves pétrolières mondiales et des possibles biais politiques qui s'y insèrent, ainsi que des difficultés géologiques, des problèmes de mesures, et de l'élasticité de la demande. Voir HIRSCH (Robert L.), BEZDEK (Roger), WENDLING (Robert), op. cit. p. 5 & p. 64.

⁹² Le pic pétrolier est ce moment où la production mondiale culmine et qui marque le début du déclin de la production : "Energy experts no longer debate about whether Hubbert's peak will occur, but when", in *Fox News*, 28 avril 2008, <http://www.foxnews.com/story/0,2933,193624,00.html>, consulté le 11 avril 2010. Par ailleurs, le UK Energy Research Centre ne dit pas autre chose: "First, the focus is on the near-term, defined here as the period up to 2020. This is because the main controversy is not whether the global supply of conventional oil will reach a peak and ultimately decline, but when this is likely to occur. A late peak (or plateau), combined with a steadily rising oil prices and/or appropriate policy intervention could permit a smooth transition to alternative liquid fuels, supported by greater efficiency in fuel use".

SORRELL (Steve), SPEIRS (Jamie), BENTLEY (Roger), BRANDT (Adam), MILLER (Richard), "Global Oil Depletion: an assessment of the evidence for near-term physical constraints on global oil supply" UK Energy Research Centre, 2009.

⁹³ L'importance de l'anticipation est aussi soulignée dans SORRELL (Steve), SPEIRS (Jamie), BENTLEY (Roger), BRANDT (Adam), MILLER (Richard), op.cit. p.2.

qui engendre l'augmentation rapide des prix (...) et la prise de pouvoir des personnes qui contrôlent les réserves disponibles »⁹⁶ ce qui est source de tensions géopolitiques potentielles indéniables.

Ainsi, les idées d'anticiper les catastrophes que nous réserve l'avenir – et de s'y préparer – et les deux problèmes posés par Rob Hopkins – pic pétrolier et changement climatique, rejoignent en partie le concept de catastrophisme éclairé dont discute Jean-Pierre Dupuy⁹⁷, qui devient un « *catastrophisme éclairé relocalisé* »⁹⁸ en ce qu'une large part des solutions pensées et des visions futures le sont au niveau local, en conséquence d'un catastrophisme aux vertus pédagogiques.

Voici un résumé des estimations de réserves de pétrole d'un certain nombre d'acteurs pertinents dans le domaine.

Source	Date estimée	Source	Date estimée
Experts individuels		Gouvernements	
A. Bakhtiari	2006 - 2007	Néerlandais	après 2030
M. Simmons	2007 - 2009	Français	2020 - 2030
C. Skrebowski	2007 - 2010	Sociétés de Conseil	
K. Deffeyes	2005 - 2009	IHS Energy	2011 - 2020
J. Laherrère	2010 - 2020	Douglas Westwood	2010 - 2020
P. Odell	2060	Energy Files	2010 - 2020
B. Pickens	2005 - 2007	PFC Energy	2014 - 2025
M. Lynch	après 2030	Organisations de Conseil en énergie	
C. Campbell	2010	World Energy Council	après 2020
S. Al-Husseini	2015	Energy Research C. Netherland	2010 - 2035
J. Gilbert	2010	CERA	après 2020
T. Petrie	avant 2010	ASPO	2010
Compagnies Pétrolières		AIE	vers 2020
CNOOC	2005 - 2010	scenario d'investissement différé	
Total	2020 - 2025	AIE	après 2030
Shell	après 2025	scenario à ressources élevées	
Exxon - Mobil	après 2030	Autres organisations	
BP	Nous ne pouvons pas savoir	Volvo	2010 - 2015
		Ford	2005 - 2010

Figure 3 : Prévisions du pic du pétrole selon diverses sources^{99 100}

Ajoutons à ce tableau les estimations suivantes¹⁰¹ : *Oil Depletion Analysis Centre*¹⁰² : 2007¹⁰³, l'*Energy Watch Group*¹⁰⁴ : 2006¹⁰⁵, Le Rapport Hirsch cite certains experts et groupes identiques, et ajoute Goodstein¹⁰⁶ : avant 2010 et Campbell¹⁰⁷ : vers 2010¹⁰⁸

⁹⁴ Si le rapport Hirsch ne propose pas les mêmes solutions que R. Hopkins – nous le verrons plus loin – les auteurs sont notamment d'accord sur le fait que le défi du pic pétrolier nécessite une attention immédiate si les risques inférents veulent être pleinement compris et l'atténuation commencée sur une base opportune, « *The challenge of oil peaking deserves immediate, serious attention, if risks are to be fully understood and mitigation begun on a timely basis* », HIRSCH (Robert L.), BEZDEK (Roger), WENDLING (Robert), op. cit. p. 5.

⁹⁵ Voir à ce sujet l'article de MONBIOT (George), (2005), "Crying sheep: we had better start preparing for a decline in global oil supply", in: *The Guardian*, 2007, <http://www.monbiot.com/archives/2005/09/27/crying-sheep/>, consulté le 12 juillet 2010.

⁹⁶ HOPKINS (Rob), op.cit., p. 22.

⁹⁷ DUPUY (Jean-Pierre), *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible devient certain*, Seuil, 2002.

⁹⁸ SEMAL (Luc), SZUBA (Mathilde), « Les Transition Towns : résilience, relocalisation et catastrophisme éclairé », *Entropia - L'Effondrement : et après ?*, n°7, 2009, pp. 178-188.

⁹⁹ Celles-ci peuvent-être étatiques, scientifiques, compagnies pétrolières etc.

¹⁰⁰ GRAS (Alain), *Le choix du feu : aux origines de la crise climatique*, Fayard, 2007, p. 241.

¹⁰¹ Toutes deux citées par Hopkins, qui relève également certaines estimations de scientifiques inscrites dans le tableau d'Alain Gras.

¹⁰² L'ODAC (Oil Depletion Analysis Centre) est un organe indépendant, qui traite des questions de dépletion pétrolière. Site de l'ODAC <http://www.odac-info.org/>, consulté le 19 juillet 2010.

¹⁰³ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 28.

En résumé, peu d'acteurs pertinents dans le milieu estiment l'occurrence du pic pétrolier au-delà de 2025-2030.

2.1.4. Les scénarios post-pic pétrolier

Nous avons vu pourquoi le pic pétrolier et le changement climatique étaient indissociables. Ces deux concepts constituent les soubassements théoriques du discours et des propositions de la transition.

Nous pouvons désormais entrevoir que les questions qui se posent sont désormais : comment adapter nos modes de vies face aux problèmes précités ? Quels sont les différents scénarios post-pic pétroliers, et quel est celui promu par Rob Hopkins ?

Nous nous baserons sur la figure 4, « le spectre des différents scénarios post-pic pétrolier » comme le fait Rob Hopkins, afin de faciliter la compréhension du lecteur.

Convaincu par le fait que nos modes de vie changeront inexorablement si nous voulons nous défaire de notre dépendance au pétrole bon marché et vivre dans un monde au climat aussi stable que possible, Rob Hopkins critique le scénario de l'adaptation (*Onward & upwards*) en ce qu'il s'insère dans une idéologie croissanciste, globalisante, techniciste¹⁰⁹ et scientiste censée résoudre tous les maux de notre façon de vivre et de penser la société qui ne sont pas remises en question. Dans ce scénario, les valeurs et normes sociales actuelles ne le sont d'ailleurs pas non plus.

Serge Latouche fait d'ailleurs la même critique à propos de la dépendance au pétrole bon marché de nos sociétés, en l'appliquant à l'agriculture industrielle productiviste¹¹⁰, quand Jean-Marc Jancovici pense qu'« *une cure de désintoxication (au pétrole) est notre seule planche de salut* »¹¹¹

A contrario, le théoricien du mouvement des villes en transition pense que le scénario le plus pertinent se situe dans « *l'évolution de notre culture dans son intégralité* »¹¹² (*Evolutionary scenario*), qui mêle des idées telles que l'utilisation de l'énergie présentement bon marché pour le développement de sources d'énergie vernaculaire - *Scenario: Enlightened Transition*¹¹³ - ; « *le développement de sources d'énergies alternatives, la coopération, le partage, la stratégie gouvernementale visant à réduire la consommation d'énergie par tête dans les pays riches et à construire les économie et infrastructure*

¹⁰⁴ Fondé en 2006, The *Energy Watch Group* regroupe des experts et scientifiques indépendants qui fournissent des informations aux décideurs politiques sur les questions énergétiques. Site Internet : <http://www.energywatchgroup.org/About-us.7+M5d637b1e38d.0.html>, consulté le 19 juillet 2010.

¹⁰⁵ ENERGY WATCH GROUP, "Crude Oil: The supply outlook", Report to the Energy Watch Group, 2007, p. 71, http://www.energywatchgroup.org/fileadmin/global/pdf/EWG_Oilreport_10-2007.pdf, consulté le 19 juillet 2010.

¹⁰⁶ Energy Scenarios Ireland, Introduction to Energy Scenarios for Ireland, Overview, Table 1. Projections for the peak in world oil production, <http://info.energyscenariosireland.com/Introduction>, consulté le 18 juillet 2010.

¹⁰⁷ Energy Scenarios Ireland, Introduction to Energy Scenarios for Ireland, Overview, Table 1. Projections for the peak in world oil production, <http://info.energyscenariosireland.com/Introduction>, consulté le 18 juillet 2010.

¹⁰⁸ HIRSCH (Robert L.), BEZDEK (Roger), WENDLING (Robert), op. cit. p. 8.

¹⁰⁹ R. Hopkins démonte de façon fort bien documentée les grandes alternatives au pétrole. Nous avons choisi de ne pas consacrer de paragraphe à ce sujet.

¹¹⁰ LATOUCHE (Serge), op. cit. p. 9.

¹¹¹ JANCOVICI (Jean-Marc), *Entretien paru dans le Nouvel Observateur du 14 décembre 2006*, site internet de Jean-Marc Jancovici, <http://www.manicore.com/documentation/articles/entretiens/nouvelobs.html>, consulté le 12 mars 2010.

¹¹² HOPKINS (Rob), op. cit. p. 45.

¹¹³ Pour plus de détails concernant le *Scenario: Enlightened Transition* et ses visions à plus long terme, consulter : FEASTA, « Energy scenarios Ireland », *Scenario: Enlightened Transition* http://info.energyscenariosireland.com/Enlightened_Transition, consulté le 11 mars 2010.

post-carburants fossiles »¹¹⁴ – Scenario *Powerdown*¹¹⁵ - ; le « *rationnement drastique du carbone qui réduirait les volumes de trafics et les transports de masse* »¹¹⁶¹¹⁷ - ; une réponse gouvernementale vive incluant l'introduction d'un rationnement de carbone et en parallèle un effort commun visant à réduire l'utilisation d'énergie dans tous les secteurs ainsi que la **relocalisation** le plus générale possible¹¹⁸, « *des solutions visionnaires au défi de la soutenabilité et des changements tant au niveau des valeurs actuelles que des nouveaux arrangements socio-économiques* »¹¹⁹¹²⁰, la descente de la demande énergétique en réponse à son explosion de la révolution industrielle à nos jours¹²¹, un futur qui se complexifie avec le temps mais seulement au travers de limitations d'énergie¹²².

Enfin, le scénario de l'effondrement – (*Polar View*) - est bien sûr à éviter à tout prix.

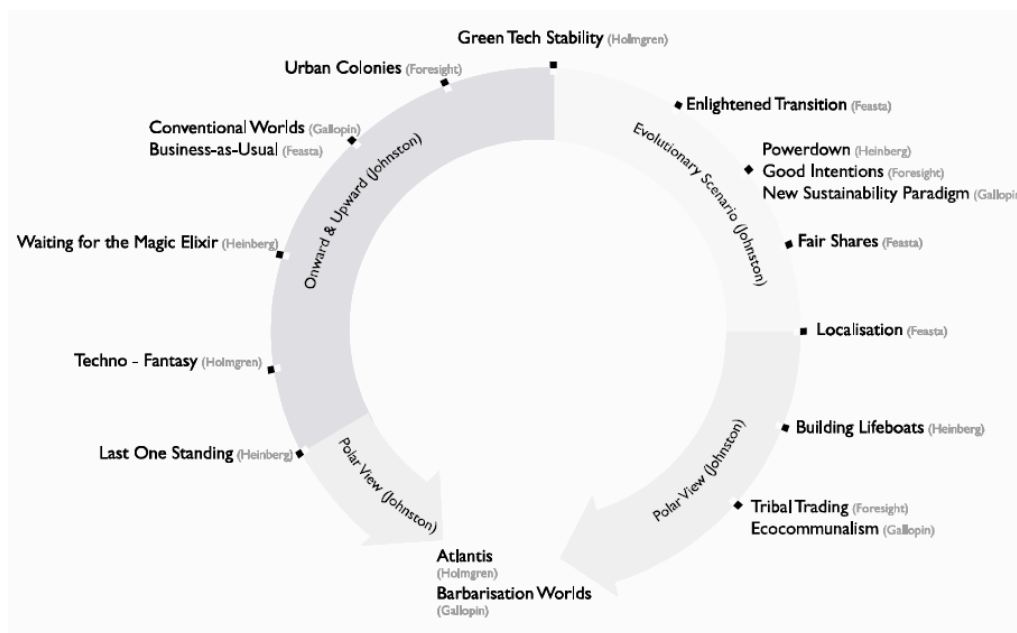


Figure 4. Spectre des différents scénarios post pic pétrolier¹²³

¹¹⁴ HOPKINS (Rob), op.cit. p. 47.

¹¹⁵ HEINBERG (Richard), *Powerdown : Options and actions for a post-carbon world*, Clairview Books, 2004.

¹¹⁶ HOPKINS (Rob), op.cit. p. 47.

¹¹⁷ CURRY (Andrew) & al., "Intelligent Infrastructures future, The Scenarios –Towards 2055", Office of science and technology, 2006, p. 62-84, <http://www.decisionintegrity.co.uk/Infrastructure%2050year%20Scenarios.pdf>, consulté le 11 mars 2010.

¹¹⁸ FEASTA, "Energy scenarios Ireland", Scenario: Fair Shares, http://info.energyscenariosireland.com/Fair_Shares, consulté le 11 mars 2010.

¹¹⁹ HOPKINS (Rob), op.cit. p. 47.

¹²⁰ GALLOPIN (C.G). "Planning for resilience : Scenarios, Surprises and Branch Points", (P382-392) in: GUNDERSON (Lance H.), HOLLING (Crawford Stanley), *Panarchy: understanding transformations in human and natural systems*, Island Press, 2002, pp. 382-392.

¹²¹ HOLMGREN (David), "What is sustainability?", CSIRO, 2003, pp. 6-13 <http://www.bml.csiro.au/susnetnl/netw131Eb.pdf>, consulté le 11 mars 2010.

¹²² FEASTA, « Energy scenarios Ireland », Scenario Localisation <http://info.energyscenariosireland.com/Localisation>, consulté le 11 mars 2010.

¹²³ HOPKINS (Rob), "Energy Descent Pathways: Evaluating Potential Responses to Peak Oil", Université de Plymouth, 2006, p.22

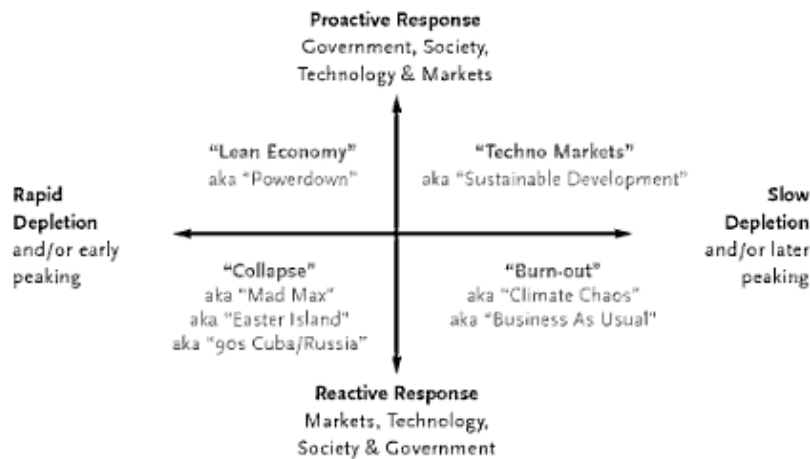


Figure 5. Les quatre scénarios énergétiques : ¹²⁴.

Cette figure comprenant « les quatre scénarios énergétiques » résume probablement plus simplement les « scénarios post-pic pétrolier ».

Le scénario précité de l'évolution – qui vise en résumé à diminuer la consommation de carbone et à relocaliser un maximum de pans sociétaux – est à mettre en lien avec celui de « *Lean Economy* ¹²⁵¹²⁶¹²⁷ » qui est, selon Rob Hopkins, le plus adéquat en ce qu'il comprend l'idée d'un épuisement rapide des ressources – ici pétrolières – donc d'une diminution de la consommation de produits pétroliers, tout en nécessitant une réponse proactive, c'est-à-dire anticipée.

Par là, Rob Hopkins annihile le scénario « *Techno Market* » qui est celui d'un développement durable dérivé de la technologie, car celui-ci ne serait possible qu'avec au moins dix ans – au mieux vingt – précédant le pic pétrolier, ce que nous n'avons pas selon lui. L'idée est assez similaire à celle de Serge Latouche qui doute du fait que nous ayons trente ans devant nous pour « *décoloniser nos imaginaires* »¹²⁸. Les deux scénarios restants sont évidemment ceux qu'il veut esquiver.

Notons que Serge Latouche critique vertement le concept de développement durable en ce qu'il est accompagné des notions d'éco efficacité et de stratégies *win-win*, qui ne sont selon lui pas la panacée, loin s'en faut. Selon les penseurs décroissants, il prouve l'omnipotence du développementalisme dans nos sociétés^{129 130}. Dès lors, la sobriété¹³¹ est élevée au rang de pilier d'une nouvelle culture qu'il faudra développer.

Ainsi, il faudra réduire la consommation, la publicité – parfois au service de la surconsommation – et les transports, ainsi que réutiliser pour éviter tout gaspillage¹³²

¹²⁴ DAVIDSON (Bryn), « Our future(s). 4 scenarios for the coming energy transition », Dynamic cities project, 2006, <http://dynamiccities.squarespace.com/files-documents/scenarios-transition-dynamics/>, consulté le 12 juillet 2010.

¹²⁵ Que nous traduirons par « économie sobre ».

¹²⁶ A ce sujet voir notamment : FLEMING (David), « The Lean Economy A Vision of Civility for a World in Trouble » The Third Annual Feasta Lecture, 2001 <http://www.feasta.org/documents/review2/fleming.pdf>, consulté le 12 mars 2010.

¹²⁷ HEINBERG (Richard), op.cit.

¹²⁸ LATOUCHE (Serge), *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007, p. 27.

¹²⁹ LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, pp. 116-117.

¹³⁰ LATOUCHE (Serge), « L'imposture du développement durable ou les habits neufs du développement », *Mondes en développement*, n° 121, p. 23-30, 2003, <http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2003-1-page-23.htm#citation>, consulté le 25 avril 2010.

¹³¹ Qui signifie concrètement : réduire, réutiliser, réparer, recycler, ralentir.

¹³² « Plus de 30% de notre nourriture finit à la poubelle », in : *The Guardian*, 15 avril 2005, http://www.guardian.co.uk/uk_news/story/0,,1460183,00.html, consulté le 15 avril 2010.

Notons que le glissement énergétique progressif menant à des impacts environnementaux moindres est aussi l'enjeu du *Long-Term Transition Scenario* de la ville de Portland¹³³ qui vise à diminuer de moitié sa consommation pétrolière et de gaz d'ici 25 ans.

L'objectif étant toujours de prendre en compte les deux grands enjeux fondateurs du raisonnement du mouvement et d'augmenter la résilience des populations concernées ainsi que leur cohésion¹³⁴.

La finalité du raisonnement de Rob Hopkins est qu'il est nécessaire d'engager les personnes et de les impliquer à l'échelle adéquate¹³⁵ dans une « *descente énergétique*¹³⁶ *prospère* »¹³⁷ de la société dans sa globalité qui continuerait pourtant à progresser.

Elles doivent voir ceci comme une aventure emballante et encourageante.

Ainsi, l'idée de l'insuffisance des seules énergies renouvelables - qui devront néanmoins jouer un rôle prépondérant - pour pallier les travers d'une société de consommation émerge, et l'idée d'un traçage des contours d'une société nouvelle plus pauvre en énergie, mais plus riche en liens sociaux se fait plus pressante. Tout comme celle d'une société aux structures économiques et aux valeurs différentes, où les satisfactions non-matérielles seraient mises à l'honneur notamment.

Le tout dans le but d'améliorer la qualité de vie des personnes concernées en ce qu'elles se dégageraient de l'omniprésence de l'économie dans leur vie, et des diktats de la production et de la consommation aliénants.^{138 139}

Le concept de descente énergétique est donc appréhendé par l'approche *de la Transition* comme un futur comportant moins de pétrole, préférable au présent si créativité et imagination sont mises en œuvre en amont de la conception de la transition. L'acceptation du concept inclut aussi « *la réactivation des collectivités et de la culture* »^{140 141}.

Nous finirons en soulignant que les idées découlant de l'intersection des scénarios « *descente énergétique* » et « *réponses proactives* » sont pleinement partagées par le discours décroissant¹⁴².

¹³³ "Descending the Oil Peak: Navigating the Transition from Oil and Natural Gas", Report of the City of Portland Peak Oil Task Force, Scenario 1- Long Term Transition, 2007, pp. 10-29, <http://www.portlandonline.com/shared/cfm/image.cfm?id=145732>, consulté le 27 avril 2010.

¹³⁴ Loc. Cit.

¹³⁵ L'échelle locale.

¹³⁶ Définie par Rob Hopkins comme « *le déclin d'énergie nette qui soutient l'Humanité* », sorte de miroir vis-à-vis de la hausse d'énergie nette qui s'est produite depuis la révolution industrielle. In : HOPKINS (Rob), op. cit. p. 53.

¹³⁷ Rob Hopkins s'inspire notamment des inventeurs du terme de la descente énergétique : ODUM (Howard, T.) & ODUM (Elisabeth C.), *A Prosperous Way Down: Principles and Policies*, University Press of Colorado, 2001.

¹³⁸ TRAINER (Ted.), *Renewable Energy Cannot Sustain a Consumer Society*, Springer Verlag, 2007, Chapitre 11 *The Simple Way*, pp. 135-136. On voit donc ici que R. Hopkins cite explicitement un auteur dont les assertions constituent les bases idéelles du discours décroissant.

¹³⁹ ARIES (Paul), op. cit. pp. 203-208.

¹⁴⁰ HOPKINS (Rob), *The Transition Handbook, From oil dependency to local resilience*, Greenbooks, 2008, p. 53.

¹⁴¹ Notons que Paul Ariès fustige « *la fin programmée des cultures populaires* ». Propos recueillis lors de la Conférence-débat « La gauche et la Décroissance » avec Paul Ariès, organisé par la PAC régionale de Bruxelles, 15 juin 2010 http://www.grappebelgique.be/IMG/_article_PDF/article_1267.pdf.

¹⁴² LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, pp. 197-211.

2.1.5. Le concept de résilience ¹⁴³

« *Nous ne sommes plus les maîtres et les dominateurs de la nature, nous en sommes les jardiniers pour les générations futures* ». P. Ariès ¹⁴⁴

Après avoir déterminé les différents scénarios envisagés par Rob Hopkins et délimité son préférentiel, nous avons vu que le concept de résilience en tant que finalité du scénario de descente énergétique était mis en exergue. Ce paragraphe servira à définir de façon plus précise le concept, ses tenants et aboutissants, ses composantes et ses concepts connexes.

Le concept de résilience est apparu dans la littérature scientifique dans les années 1960-1970, mais c'est Crawford Holling ¹⁴⁵ qui l'appliqua pour la première fois à un écosystème ¹⁴⁶.

Rob Hopkins pense que « *les forces de la globalisation économique ne doivent plus tant être questionnées au sujet de leur caractère juste ou injuste, inéquitable (...)* » ¹⁴⁷ mais bien l'être au regard de « *sa dépendance au pétrole* » ¹⁴⁸, et conséquemment au manque de résilience qu'elle entraînera.

Ce concept central au discours du mouvement des IT lui confère un caractère singulier. Selon Rob Hopkins, aucun substitut adéquat au pétrole n'est disponible à l'échelle où nous utilisons « l'or noir ». Il faut donc se diriger vers des aménagements incontournables comme les habitations productives ou des énergies efficaces et localisées.

Lorsqu'il s'agit d'un (éco-)système, Rob Hopkins cite Brian Walker qui définit le concept de résilience comme la « *capacité d'un système d'absorber les perturbations et de se réorganiser tout en subissant un changement, tout en conservant essentiellement les mêmes fonction, structure, identité et rétroactions* ». ¹⁴⁹

Rob Hopkins démarque explicitement le concept de résilience de celui de *soutenabilité* ou de *durabilité* ¹⁵⁰ en ce que le premier va bien au-delà du second qui a moins d'implications.

Par exemple, selon l'optique de *durabilité*, l'idée de planter des arbres et de créer des territoires boisés qui visent à absorber le carbone est profitable à la biodiversité. En revanche, elle ne fournit aucun élément en faveur de la résilience des communautés. Ainsi, les partisans de l'approche *résiliente* préféreront planter des arbres fruitiers ou une agro-forêt qui fournissent d'immenses ressources de nourriture – ou destinées à d'autres usages - à disposition de la communauté. En cela réside l'importance de la résilience : penser outre les avantages écologiques en planifiant les besoins humains futurs nécessaires le long des sentiers post-pétroliers.

¹⁴³ Concept utilisé dans de nombreux domaines. En psychologie, il désigne l'aptitude d'un individu à se construire et à vivre de manière satisfaisante en dépit des circonstances traumatiques. Source : *Le Petit Larousse Illustré*, 2005.

¹⁴⁴ ARIES (Paul), op. cit. pp. 215-216.

¹⁴⁵ HOLLING (Crawford S.), "Resilience and stability of ecological systems", *Annual Review of Ecology and Systematics* 4, 1973, pp.1–23.

¹⁴⁶ FOLKE (Carl), "Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems Analyses". *Global Environmental Change* 16, 2006, p. 254.

¹⁴⁷ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 14.

¹⁴⁸ Loc.cit..

¹⁴⁹ WALKER (Brian.) et al., "Resilience, Adaptability and Transformability in Social-ecological Systems", in: *Ecology and society* 9, n°2, 2004, <http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art5/>, consulté le 19 avril 2010, cité in: HOPKINS (Rob), op. cit. p. 54.

¹⁵⁰ Sustainability.

Un système résilient possède trois caractéristiques que sont la diversité, la modularité et la solidité des rétroactions¹⁵¹.

La diversité concerne « *le nombre d'éléments qui composent un système, que ce soient des personnes, des espèces, des entreprises, des institutions ou des sources de nourriture* ». Elle se rapporte également à la « *diversité des fonctions d'un territoire (...) et des réponses potentielles que celui-ci peut offrir à une crise* »¹⁵². Par exemple, la diversité d'utilisation d'un sol : fermes, marchés maraîchers, aquaculture, vergers, plantations etc.

Par ailleurs, la diversité peut se rapporter à « *la diversité entre les systèmes* », en ce que « *chaque collectivité élaborera ses propres solutions, réponses et outils, en partie parce que les approches « top-down » sont redondantes et inopérantes* »¹⁵³ et que parfois les politiques manquent des connaissances des conditions locales et ignorent la façon d'y répondre. Mais également parce que « *construire la résilience signifie surtout travailler à un grand nombre des petits changements sur un grand nombre de petites niches locales* »¹⁵⁴

Cette critique de « *l'approche par en haut* » fait sensiblement penser au raisonnement de Romain Felli, qui fait la « *distinction entre les deux âmes de l'écologie* »¹⁵⁵ en utilisant la méthode des types-idéaux¹⁵⁶. L'écologie par en bas – et ses idées d'autonomie, d'autogestion, de décentralisation, de critique de la technique, de dépassement du capitalisme – est ainsi opposée à l'écologie par en haut – et ses idées de centralisation, de planification, de technique, d'expertise. Ainsi, Romain Felli postule que « *le type idéal de l'écologie par en bas s'incarne (...) dans la tradition de l'écologie politique* »¹⁵⁷ et celui de l'écologie par en haut se traduit par le développement durable »¹⁵⁸.

Cette comparaison doit néanmoins être relativisée, puisque Rob Hopkins, tout en critiquant les lacunes de l'approche top-down – qui fait selon lui souvent double emploi et dont les impulsions verticales sont souvent génératrices de grandes interventions très peu respectueuses des diversités locales- positionne idéalement les initiatives de transition dans une combinaison des deux approches¹⁵⁹ : top-down et bottom-up – cette dernière ayant néanmoins une part prépondérante dans son discours -, dans le but d'un fonctionnement plus efficace, tant les deux approches prises isolément seraient inefficaces au regard des enjeux actuels et futurs.

Ainsi, au niveau international nous aurons selon lui besoin de « *protocoles internationaux sur le changement climatique, du scénario de contraction et convergence* »¹⁶⁰, d'un moratoire sur la production

¹⁵¹ HOPKINS (Rob), op. cit. pp. 55-58.

¹⁵² Ibid.. p. 55.

¹⁵³ Loc.cit.

¹⁵⁴ Loc.cit..

¹⁵⁵ FELLI (Romain), *Les deux âmes de l'écologie : une critique du développement durable*, L'Harmattan, 2008, pp. 13-15.

¹⁵⁶ Concept sociologique qui permet à celui qui l'utilise d'isoler les traits significatifs d'un objet étudié afin de le rendre plus intelligible, et ce, au risque de pêcher par excès d'homogénéisation.

¹⁵⁷ L'écologie politique est un courant idéologique qui pose l'insertion de l'écologie dans la sphère politique et dans la réflexion concernant l'organisation sociale.

¹⁵⁸ FELLI (Romain), op.cit., pp.13-15

¹⁵⁹ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 75.

¹⁶⁰ Permet aux pays en développement (PED) de continuer à augmenter jusqu'en 2020 leurs émissions du fait de leur incapacité technique et parce que leur développement en cours implique la croissance de leurs émissions. Parallèlement, les émissions des pays industrialisés (PI) devraient diminuer d'environ 20% par rapport au niveau de leurs émissions en 1990. Passé 2020, les émissions des PED et PI devraient tendre vers la convergence « *pour atteindre respectivement en 2050 un minimum de 80% de réductions et une fourchette comprise entre 25 et 40% de réductions, par rapports aux niveaux de 1990* » in : GEMENNE (François), *Géopolitique du changement Climatique*, Armand Colin, 2009, pp. 150-151. Notons que « *cette approche est sous-tendue par un objectif de développement* » qui ne séduit probablement pas les penseurs décroissants, Serge Latouche en tête.

de biodiesel, d'un protocole sur l'épuisement des ressources pétrolières, d'un « repensement » de la croissance économique, et d'une protection de la biodiversité »¹⁶¹ ;

A l'échelle nationale, nous devons mettre en œuvre une « législation forte sur le changement climatique »¹⁶², appliquer des « quotas d'émissions de carbone »¹⁶³¹⁶⁴, une « stratégie pour la sécurité alimentaire »¹⁶⁵, et pratiquer une « dévolution de pouvoirs aux collectivités locales »¹⁶⁶.

Cette idée de dévolution de pouvoir aux collectivités locales se trouve dans les écrits de Paul Ariès, qui fustige les « lieux de démocratie déconnectés de la vie sociale »¹⁶⁷, en prétendant accorder plus de pouvoir décisionnel aux conseils d'entreprise et de quartiers¹⁶⁸.

Au niveau local, seront nécessaires les « initiatives de transition »¹⁶⁹, les plans d'action de descente énergétique¹⁷⁰, (...) les « land trusts », les associations coopératives d'épargne et de crédit¹⁷¹, les « ESCOs »¹⁷², et le localisme »¹⁷³.

Peut-être même faudrait-il songer à une politique de rationnement du carbone¹⁷⁴ ¹⁷⁵ ¹⁷⁶

Nous pouvons voir que selon Rob Hopkins, les initiatives de transition ne sont donc pas les seules réponses pertinentes aux deux grands enjeux futurs. Des réponses cohérentes aux niveaux national et mondial devront donc être décidées par le monde politique et financier. Mais il pense que « sans les sens de l'anticipation et d'exaltation collectifs des citoyens »¹⁷⁷, toute réponse gouvernementale nationale « serait vouée à l'échec » en ce qu'elle « lutterait contre la volonté commune ». ¹⁷⁸

¹⁶¹ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 75.

¹⁶² Loc.cit.

¹⁶³ Loc.cit.

¹⁶⁴ FLEMING (David), «Energy and the common purpose. Descending the Energy Staircase with Tradable Energy Quotas (TEQs)», 2007, <http://www.teqs.net/book/teqs.pdf>, consulté le 27 juin 2010.

¹⁶⁵ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 75

¹⁶⁶ Loc.cit.

¹⁶⁷ ARIES (Paul), op. cit. p. 113.

¹⁶⁸ Loc.cit.

¹⁶⁹ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 75

¹⁷⁰ Loc.cit

¹⁷¹ « Crédit union »

¹⁷² «Locally-owned Energy supply companies»

¹⁷³ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 75

¹⁷⁴ A propos du rationnement individuel de carbone par le biais d'une carte de crédit verte : Jean-Pascal van Ypersele nous confie : « Un tel dispositif peut-il fonctionner ? Il sera certainement difficile à mettre en œuvre pratiquement... Je ne dis pas non d'emblée... Mais il faut que le tout le monde soit concerné, pas seulement les individus, aussi les acteurs économiques et publics. Sinon, la révolte ne tardera pas à gronder. Et puis, on ne peut pas se limiter à rationner le carbone. Il faut aussi donner aux gens les moyens de limiter les émissions. Or, cette réduction des émissions n'est pas une question purement individuelle, mais une question collective. Donc : un crédit de carbone, pourquoi pas, si toutes les mesures collectives permettant de réduire les émissions ont été prises au préalable. Mais cela veut dire qu'il y a beaucoup, beaucoup d'autres choses à discuter avant de mettre une telle proposition sur la table ». VAN YPERSELE (Jean-Pascal), « La situation est grave et requiert une action beaucoup plus résolue », Site internet du LCR, 2007 http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_sectionnav&view=article&Itemid=53&id=827, consulté le 27 juin 2010.

¹⁷⁵ Qui permettrait un changement rapide : SPRATT (David), « Carbon taxes or a carbon ration? », in : *Dissent magazine*, n° 23, 2007, <http://www.carbonequity.info/docs/carbontaxes.html>, consulté le 28 juin 2010.

¹⁷⁶ Idée également partagée par Richard Heinberg, auteur, et membre du Post Carbon Institute <http://www.postcarbon.org/> qui travaille en collaboration avec les IT. « Ce qui pourrait fonctionner, par exemple, c'est un système de rationnement qui engage la totalité des citoyens, tel que les quotas d'émissions de carbone (TEQ, Tradeable Energy Quotas) (...) La seule solution viable est celle d'un accord international pour le rationnement de la production et de la consommation, comme je l'ai proposé dans mon livre The Oil Depletion Protocol », HEINBERG (Richard): « La croissance mondiale a atteint ses limites », Voltairnet.org, réseau de presse non-alignée, 2009, <http://www.voltairnet.org/article161598.html>, consulté le 20 juin 2010.

¹⁷⁷ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 15

¹⁷⁸ Loc.cit.

À un niveau gouvernemental, cette politique de rationnement du carbone pourrait se faire soit de façon équitable, soit par des mécanismes financiers – ce qui est socialement contestable.

Toutes les mesures collectives qui permettraient de diminuer les émissions devraient être prises en amont. Notons enfin que le mouvement des *transitions towns* considère que l'important est surtout de ne *pas attendre* la mise en œuvre des grands mécanismes internationaux et gouvernementaux précités. Et de tabler sur le fait que le dynamisme et l'enthousiasme local des collectivités peuvent servir de moteur pour une série de réponses qui devront être mises en place aux échelons supérieurs. Ainsi, selon Rob Hopkins, nous devons générer des forces au niveau des individus, de la communauté, des entreprises, des organisations et des institutions gouvernementales afin de faciliter la transition.¹⁷⁹

Dès lors, nous pouvons affirmer que le mouvement s'inscrit dans une logique de gouvernance¹⁸⁰, qui mêlerait tous les acteurs de la société, tout en insistant fortement sur le caractère crucial de l'impulsion bottom-up, en ce qu'elle créerait un climat favorable à l'émergence de grandes tendances que devront prendre les gouvernements aux niveaux national et international¹⁸¹. Ainsi, Rob Hopkins pense que « *les réponses nationales et internationales sont plus probables dans un environnement où les réponses des collectivités locales sont nombreuses et enthousiastes* ».¹⁸²

Paul Ariès s'inscrit également dans cette double impulsion bottom-up – top-down, lorsqu'il écrit : « *la relocalisation se fera autant par le haut que par le bas* »¹⁸³

Quant à Serge Latouche, il ne dit pas autre chose lorsqu'il présente le pari de la décroissance comme celui de : « *l'attrait de l'utopie conviviale, combiné avec le poids des contraintes au changement, (qui) est susceptible de favoriser une « décolonisation de l'imaginaire » et de susciter suffisamment de comportements vertueux en faveur d'une solution raisonnable : la démocratie écologique locale (...) Utopie, dira-t-on ? Certes. Mais l'utopie locale est peut-être plus réaliste qu'on ne le croit, car c'est du vécu concret des citoyens que procèdent les attentes et les possibles* »¹⁸⁴. Et de citer Takis Fotopoulos, « *Se présenter aux élections locales, donne la possibilité de commencer à changer la société par en bas, ce qui est la seule stratégie démocratique – contrairement aux méthodes étatistes (qui se proposent de changer la société par en haut en s'emparant du pouvoir d'Etat) et aux approches dites de la "société civile" (qui ne visent pas du tout à changer le système)* »¹⁸⁵.

¹⁷⁹ Ibid. pp. 75-77.

¹⁸⁰ Qui nous fait penser à l'un des principes du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale : Relations entre le local et le global, entre les échelles de gouvernance : « *Il faut que les sociétés puissent s'organiser pour que l'autonomie des « communautés de base » soit compatible avec la cohésion de la société jusqu'au niveau mondial* ». « Les principes de la gouvernance : guide pour l'élaboration des propositions sur la gouvernance mondiale », Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale, <http://www.world-governance.org/spip.php?article147&lang=fr>, consulté le 29 juin 2010.

¹⁸¹ Pierre Calame n'exprime pas autre chose lorsqu'il écrit : « *Dans de nombreux domaines les acteurs non étatiques ont été à l'origine des régulations mondiales, ont joué un rôle souvent central dans leur élaboration et sont partie prenante de leur mise en œuvre* ». CALAME (Pierre), « Les acteurs non étatiques et la gouvernance mondiale », 2008, <http://www.world-governance.org/spip.php?article296&lang=fr>, consulté le 30 juin 2010.

¹⁸² HOPKINS (Rob), op. cit. p. 76.

¹⁸³ « *Comment convertir autrement une partie du réseau autoroutier* » ? se demande-t-il par exemple. ARIES (Paul), op. cit. p. 317.

¹⁸⁴ LATOUCHE (Serge), « Vers la décroissance, Ecofascisme ou écodémocratie », in : *Le Monde Diplomatique*, Novembre 2005 <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/11/LATOUCHE/12900>, consulté le 11 mars 2010.

¹⁸⁵ FOTOPOULOS (Takis), *Vers une démocratie générale. Une démocratie directe, économique, écologique et sociale*, Paris, Seuil, 2001, p. 241.

Nous voyons donc que selon lui, la société civile n'a pas l'objectif de changer le système. Nous y reviendrons

Le deuxième élément de la résilience est la modularité, qui désigne « *la manière dont les composants qui forment le système sont liés entre eux* »¹⁸⁶. Rob Hopkins fait ici explicitement la critique de la globalisation – songeons à la crise du système bancaire des subprimes, conséquente aux sous-crisis successives à travers le monde. Dès lors, selon lui, augmenter les connexions internes à petite échelle réduit les risques de rupture. L'accent est ici mis sur les systèmes locaux, sur le partage d'informations, sur l'éthique d'un réseau plus large dont les sous-réseaux seraient dans le cas contraire dépendants les uns des autres. Enfin, la proximité, la solidité et la compacité des rétroactions¹⁸⁷ achève la linéature du concept de résilience. Elles permettent de ramener les conséquences des actions vers leur auteur. Ainsi, dans un système globalisé, les pollutions sont parfois tellement éloignées de leur lieu d'origine qu'elles ne sont même plus prises en compte par leurs émetteurs. Nous remarquerons la connexité de cette troisième partie du concept de résilience avec celui des l'internalisation des externalités négatives. En resserrant les boucles de rétroaction, on pourrait ainsi lutter contre l'internationalisation des externalités. L'idée de resserrant des rétroactions est donc connexe à celle d'internaliser les externalités environnementales¹⁸⁸. Cette idée est explicitement partagée par les penseurs décroissants.

Selon François Gemenne, les politiques d'atténuation des émissions ont systématiquement primé sur celles de l'adaptation lors des négociations, et c'est encore le cas aujourd'hui¹⁸⁹

Or, l'adaptation est selon lui fondamentale. Celle-ci est définie par le GIEC comme « *l'ajustement des systèmes humains ou naturels à un environnement nouveau et changeant* »¹⁹⁰. Selon lui, la résilience est « *souvent assimilée à la capacité d'adaptation* »¹⁹¹ et celle-ci devrait être « *proactive et anticipative* »¹⁹². Les idées de Rob Hopkins convergent complètement avec ces conceptions.

2.1.6. Retour en arrière ou retour vers le futur ?

Rob Hopkins critique le phénomène de l'envahissement des villes et villages anglais par des chaînes de magasins uniformes et « homogénéisants », aux impacts visuels délétères, destructrices de la diversité, des économies et des communautés locales et qui restreignent conséquemment la résilience des lieux concernés¹⁹³. Il compare cette situation avec le Totnes (Devon) des années 1930¹⁹⁴ dont toutes les

¹⁸⁶ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 56.

¹⁸⁷ Ibid. pp. 55-56.

¹⁸⁸ Pour le dire simplement, c'est « *faire payer les nuisances par ceux qui les causent (du trou dans la couche d'ozone aux détritiques sur mon trottoir), et ainsi décourager ou abolir entièrement des manières de consommer ou de produire qui ne valent pas les dommages qu'elles entraînent* ». VAN PARIJS (Philippe), « Impasses et promesses de l'écologie politique » in : *Dossier 1 : Autonomie et Ecologie, Etopia- Revue d'écologie politique*, n° 03, 2007, p. 12 http://etopia.les-verts.be/IMG/pdf/revue_etopia_3.pdf, consulté le 14 juillet 2010.

¹⁸⁹ Selon lui, cela s'explique par le fait que « *l'adaptation était considérée comme un aveu d'échec des politiques d'atténuation* » in GEMENNE (François), op. cit. p. 169.

¹⁹⁰ Ibid. p.174.

¹⁹¹ Loc.cit.

¹⁹² Ibid.p.175.

¹⁹³ 42 % des 103 villes et villages étudiés par the New Economic Foundation étaient touchés par ce phénomène. in: NEW ECONOMIC FOUNDATION, "Clone Town Britain : The survey results on the bland state of the nation", 2005, p. 6, http://www.neweconomics.org/sites/neweconomics.org/files/Clone_Town_Britain_1.pdf, consulté le 11 juillet 2010.

En France, les méfaits des pratiques de la grande distribution ont été démontrés par C. JACQUIAU, qui déclarait notamment : « *la grande distribution est un enjeu de société (...) Les pratiques de la grande distribution ont tué le commerce de proximité, les petits commerces. En France, sur 36.000 communes, 18.000 communes n'ont plus un seul commerce. On y a supprimé la vie de la cité* » Voir l'interview de Christian JACQUIAU au sujet de ses écrits, Zalea TV, <http://www.zalea.org/spip.php?article1317> (08 :30), visionnée le 15 juillet 2010.

activités économiques, « *exceptée la gare, étaient possédées par des habitants locaux* »¹⁹⁵, et ceux-ci produisaient bon nombre de biens et services localement. La notion de résilience est néanmoins absente de la critique très semblable au demeurant de Serge Latouche à propos de la ville et de ces vicissitudes modernes, de sa détérioration, de la destruction de ses paysages¹⁹⁶ et de sa « *reterritorialisation* »¹⁹⁷ nécessaire.

L'idée d'analyser le passé afin de déterminer comment vivaient les générations précédentes, en évitant tout discours apologétique, mais en s'inspirant de leurs manières de vivre au travers des concepts clés du mouvement – relocalisation, résilience, descente énergétique, réutilisation etc. – est caractéristique du mouvement des villes en transition.

Ainsi, l'objectif avoué serait d'effectuer une sorte de retour vers le passé, en ne négligeant toutefois pas les éléments de vie du présent qui sont incontournables et parfois indispensables au citoyen. Serge Latouche s'inscrit dans un discours similaire lorsqu'il écrit qu'il y a des « *cycles qui doivent être parcourus dans l'autre sens (...) des pertes qu'il est tout à fait légitime de déplorer et souhaitable de récupérer* »¹⁹⁸. Serge Latouche pense même qu'un retour aux modes de vie des années 60' « *serait un premier pas vers une société décroissante* »^{199 200}.

Rob Hopkins détermine la taille idéale d'une initiative de transition par le fait que celle-ci permettrait une influence du citoyen sur les décisions portées en son sein. Serge Latouche parle d'une nécessaire « *revitalisation de la démocratie locale* »²⁰¹, et de citer Takis Fotopoulos, qui appréhende le localisme dans sa dimension politique notamment, et théorise la taille idéale d'une ville à ne pas dépasser : environ 30.000 habitants. Ainsi, le gigantisme des grandes villes devra être subdivisé²⁰² « *afin de satisfaire localement la plupart des besoins essentiels* »²⁰³. Cette vision est d'ailleurs assez comparable à celle de « *village urbain* » de L. Lyon dont l'objectif était notamment de lutter contre l'explosion des déplacements automobiles en ville, et de viser la réappropriation des sols par les habitants d'une localité, en favorisant notamment l'échelle locale, au niveau économique par exemple²⁰⁴.

Par ailleurs, selon lui, « *Un emploi créé en grande surface, c'est 3 à 5 emplois détruits ailleurs* ». JACQUIAU (Christian), « Comment des hypers détruisent des milliers d'emplois », Marianne2.fr, 2004, http://www.marianne2.fr/COMMENT-DES-HYPERS-DETRUISENT-MILLIERS-D-EMPLOIS_a103457.html, consulté le 15 juillet 2010.

¹⁹⁴ Il n'est pas inintéressant de noter que Rob Hopkins fait appel au poète Charles Dickens – qui décrit une ville paisible, résiliente et bio-diversifiée – tout comme le font parfois les auteurs décroissants. Ainsi, Paul Ariès encourage un « *appel aux poètes pour réinventer un monde nécessaire* » (propos recueillis lors de la Conférence-débat « La gauche et la Décroissance » avec Paul Ariès, organisé par la PAC régionale de Bruxelles, 15 juin 2010 http://www.grappebelgique.be/IMG/_article_PDF/article_1267.pdf

¹⁹⁵ HOPKINS (Rob), op.cit.p.57

¹⁹⁶ LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, p. 97.

¹⁹⁷ Ibid. p. 205.

¹⁹⁸ Et d'ajouter « *Nous menons un combat d'arrière-garde (...) [qui] se trouve être un combat d'avenir* » Ibid. p. 92.

¹⁹⁹ Notons qu'en 1960, l'empreinte écologique de la France était de une planète, contre 3 à l'heure actuelle. Ibid. p. 98.

²⁰⁰ Il promeut un retour à « *une production matérielle équivalente à celle des années 1960-1970* » afin de « *retrouver une empreinte écologique égale ou inférieure à une planète* ». LATOUCHE (Serge), « Ecofascisme ou éco démocratie », in : *Le Monde Diplomatique*, 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/11/LATOUCHE/12900> consulté le 11 juin 2010.

²⁰¹ Ibid. p. 210.

²⁰² FOTOPOULOS (Takis) op. cit. Cité in : Loc. Cit.

²⁰³ Ibid. p. 207.

²⁰⁴ HOMS (Clément), « Le localisme et la ville : l'exemple du village urbain », 2007, <http://www.decroissance.info/Le-localisme-et-la-ville-l-exemple>, consulté le 12 mai 2010.

Cette critique de la ville nous amène aux solutions qu'elle induit : la relocalisation. Cette idée est partagée par Rob Hopkins et l'immense majorité des penseurs décroissants. Attardons-nous sur ce concept.

2.1.7. De la nécessité d'une relocalisation ²⁰⁵ :

Les problèmes abordés par les initiatives de transition sont mondiaux et leurs solutions doivent l'être aussi²⁰⁶, mais l'action locale est valorisée et encouragée de façon très soutenue par le *transition movement*, l'accent étant mis sur l'échelle appropriée, celle de la collectivité, au travers du prisme de la relocalisation comme solution pertinente à bon nombre d'externalités environnementales négatives notamment.

Concept connexe à celui de résilience, la relocalisation occupe ainsi une place non négligeable dans le discours des théoriciens du mouvement des villes en transition. Il s'inscrit d'ailleurs dans les trois éléments définitionnels de la résilience : diversité, modularité et compacité des rétroactions.

Le souhait de retrouver l'autonomie économique locale en passant par la recherche de l'autosuffisance alimentaire d'abord, puis économique et financière est explicitement partagé par Serge Latouche, qui en appelle à l'autoproduction – énergétique notamment²⁰⁷.

Selon Rob Hopkins, , il importe surtout de questionner nos choix de société qui nous ont fait nous éloigner des produits locaux au fur et à mesure de la globalisation et des lois libre-échangistes, et sur les économies locales qui pourraient être capables de supporter un monde post-pic pétrolier.

Ainsi, la *Regional Development Agency* (Agence de Développement Régional) a refusé de financer un *Local Food Directory* (annuaire de nourriture locale)²⁰⁸ proposé par Rob Hopkins et certains citoyens de Totnes, arguant que « *les lois de l'OMC* ²⁰⁹ *interdisent de financer un projet qui promeut l'idée qu'un produit local est de quelque façon que ce soit supérieur à un produit d'origine internationale* »²¹⁰. Et de citer des auteurs comme Paul Ekins -qui critique ouvertement la théorie économique conventionnelle et la croissance économique²¹¹ -, qui pense que « *stratégiquement, tout ce qui peut être produit à une échelle locale doit l'être à un niveau local* »²¹² ; Kirkpatrick Sale dont les écrits

²⁰⁵ « Par relocalisation nous entendons le rapprochement de la production de biens et services au plus près du lieu de consommation », MOUVEMENT UTOPIA, « Manifeste Utopia », Parangon/Vs, Lyon, 2008, p. 75, http://www.mouvementutopia.org/blog/public/pdfs/Manifeste_UTOPIA_in_extenso.pdf. le mouvement Utopia est un mouvement politique qui diffuse ses idées auprès des partis politiques et entend collaborer avec tous les acteurs de la sphère publique. Site Internet : <http://www.mouvementutopia.org/blog/index.php?pages/presentation>; consulté le mercredi 4 août 2010.

²⁰⁶ GEMENNE (François), op.cit.

²⁰⁷ LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, pp. 108 & 105.

²⁰⁸ Qui a néanmoins vu le jour grâce à d'autres financements. Voir « Local food guide Project », Totnes, Article sur le site internet de Transition Totnes <http://totnes.transitionnetwork.org/localfooddirectory/home> le guide des commerces, producteurs etc. qui vendent des produits locaux <http://totnes.transitionnetwork.org/system/files/17697+Cover.pdf> ainsi que Transition Culture, « Second Totnes Local Food Guide Launched », Juillet 2008, Site internet de Transition Culture <http://transitionculture.org/2008/07/04/second-totnes-local-food-guide-launched/>. Sites consultés le 26 juillet 2010.

²⁰⁹ Organisation Mondiale du Commerce.

²¹⁰ HOPKINS (Rob), op. cit. pp. 68-69.

²¹¹ EKINS (Paul), *The Living Economy. A New Economics in the Making*, Londres: Routledge, 1986. pp. 8-9 for the Other Economic Summit (Organization). L'auteur prône aussi une « *indépendance, et une coexistence de plusieurs styles de développement régionaux à l'intérieur d'un même pays au détriment d'un style national, qui ne signifierait pas nécessairement l'uniformité* ».

²¹² Ibid. p. 52.

traitent notamment de la décentralisation, de la réattribution du champ politique à l'échelle locale²¹³ et du biorégionalisme ;²¹⁴ Ou encore Helena Norberg-Hodge qui fustige le mode de développement occidental et en appelle à « *des modes de vies écologiques pensés à l'échelle humaine* »²¹⁵. On le voit, les références de Rob Hopkins sont parfois très proches idéologiquement des penseurs décroissants.

Mais l'idée de relocalisation n'est pas partagée par tout le monde. Ainsi, George Monbiot critique les effets potentiellement destructeurs, coercitifs et injustes de la localisation, au travers d'une vision « développementaliste »^{216 217}.

Mais le théoricien du mouvement des initiatives de transition n'envisage pas une localisation complète et générale, il parle de construire la résilience et d'accentuer la diversité, au Nord comme au Sud liés.²¹⁸ Tout en soulignant que si la localisation fait l'objet de critiques théoriques ou empiriques, elle n'en reste pas moins irrémédiable à terme²¹⁹.

Songeons notamment à l'extraordinaire dépendance du pétrole de la part de nos sociétés industrialisées, à la « *confiance totale que nous avons en notre transport routier ainsi qu'à la centralisation de la distribution, qui constituent le talon d'Achille de la globalisation économique* », ²²⁰ dont nous devons nous détourner sous ses formes actuelles.

L'idée n'est pas du tout de s'inscrire dans une perspective isolationniste, mais de renforcer les liens entre communautés et nations non plus sous la forme d'une dépendance mutuelle mais bien sous celle d'une résilience améliorée. Ainsi, selon James Howard Kunstler, « *la vie dans les prochaines décennies sera de plus en plus intensément locale et à une échelle de plus en plus réduite (...) et la chose la plus intelligente que nous ayons à faire est de s'y préparer* »²²¹.

Un grand nombre d'éléments – certaines industries délocalisées à l'étranger pour des raisons fiscales, légales et/ou réglementaires, les ordinateurs, etc., - ne peuvent être produits localement, et il faudra trouver des solutions à cela en analysant notamment les potentialités de réduction des distances de leurs importations. Rob Hopkins ne prétend pas apporter la solution pratique à ce problème extrêmement complexe, mais insiste sur le fait que celui-ci *devra* se produire, dans un futur plus ou moins proche.

Pour d'autres biens ou services, cela s'avèrera plus aisé. La nourriture est l'élément qui semble a priori le plus rapidement relocalisable, toujours dans un but d'accentuation de la résilience des communautés. Certains autres objets de la vie courante semblent également plus facilement relocalisables à court et

²¹³ Il déclarait notamment au New York Times en 2007 : « *The virtue of small government is that the mistakes are small as well* », SALE (Kirkpatrick), « A Vision of a Nation No Longer in the U.S », in: *New York Times*, 2007, http://www.nytimes.com/2007/10/18/nyregion/18towns.html?_r=1&oref=slogin, consulté le 11 juillet 2010.

²¹⁴ Id. *Dwellers in the Land: The Bioregional Vision*. San Francisco: Sierra Club Books, 1985.

²¹⁵ NORBERG-HODGE (Helena), pour The Right Livelihood award, <http://www.rightlivelihood.org/ladakh.html>, consulté le 2 juillet 2010.

²¹⁶ Qui promeut le développement. En opposition avec certains auteurs décroissants donc.

²¹⁷ MONBIOT (George), « I was wrong about trade - Our aim should not be to abolish the World Trade Organisation, but to transform it », in: *The Guardian*, 2003, <http://www.guardian.co.uk/world/2003/jun/24/globalisation.politics>, consulté le 3 juillet 2010.

²¹⁸ SHIVA (Vandana): « *The future of the world in farming is to produce more food in diversity, locally, and that can't be done without substituting fossil fuels for renewable energy, including human energy* ». Then for the first time in the last 500 years since colonialism split us into the North and South, the colonised and the coloniser, for the first time we actually have the opportunity to be one family practising a one planet agriculture ». « Vandana Shiva's Closing Address to the Soil Association Conference », Transition Culture, 2007 <http://transitionculture.org/2007/02/13/vandana-shivas-closing-address-to-the-soil-association-conference/>, consulté le 3 juillet 2010.

²¹⁹ Certains travaux tendent à questionner les possibilités pour une localité de s'alimenter « elle-même ». Voir HOPKINS (Rob), THURSTAIN-GOODWIN (Mark), FAIRLIE (Simon), « Can Totnes feed itself ? Exploring the practicalities of food relocalisation ».

²²⁰ HOPKINS (Rob), *The Transition Handbook, From oil dependency to local resilience*, Greenbooks, 2008, p.71.

²²¹ KUNSTLER (J.H), *The Long Emergency, Surviving the end of oil, Climate Change and others converging catastrophes of the 21th Century*, Grove Press, 2005, p. 239.

moyen terme. Rob Hopkins cite pêle-mêle: « *fruits et légumes de saison, poissons, bois d'œuvre, champignons, colorants, certains médicaments, meubles, céramiques, matériel d'isolation, savons, pain, verre, produits laitiers, laineux et en cuir, papier, matériaux de construction, parfums et fleurs, pour ne citer qu'eux* »²²².

Le secteur des transports semble être le plus concerné tant celui-ci dépend du pétrole liquide²²³. Ainsi, « *en 2004, 74% des produits pétroliers étaient utilisés pour le transport, et les estimations pour l'an prochain montre que près de la totalité (98,8%) de l'énergie consommée par le secteur du transport est le pétrole* »²²⁴.

Le mouvement pour la transition critique les idées du biodiesel et de l'hydrogène, mais nous ne nous attarderons pas sur leurs arguments.

Pour finir, Rob Hopkins pense que le pic pétrolier pourrait nous mener à une « *renaissance de l'agriculture et de fabrications locales à faible impact* »²²⁵, dans un esprit de créativité, différente de celui d'un passéisme malsain. Nous devons donc selon lui accepter les contraintes du pic pétrolier, et accepter que les solutions technicistes que sont le biodiesel, l'hydrogène ou même la capture et le stockage de carbone – qui pourrait fonctionner mais pas à court terme, et qui semble coûter trop cher – ne sont pas les solutions, et qu'une réforme de notre système agricole est nécessaire²²⁶.

Richard Heinberg déclarait à ce sujet : « *De manière générale, notre système alimentaire moderne, basé sur la consommation d'énergies fossiles, souffre d'une grave vulnérabilité à plusieurs niveaux et cette vulnérabilité trouve avant tout son origine dans notre dépendance vis-à-vis de ces énergies (...) Nous nous trouvons devant une crise alimentaire entièrement prévisible, dont les causes sont évidentes. Les politiques à mettre en œuvre sont elles aussi évidentes : nous devons engager la réforme de notre système alimentaire dans son ensemble de manière à réduire notre dépendance aux énergies fossiles* ». ²²⁷

Serge Latouche va plus loin, et pense que c'est l'essentiel de l'activité économique et des activités de la vie courante qui doit être reterritorialisé et relocalisé, et ce, en internalisant les coûts externes de transports (infrastructure et pollution)²²⁸. Ainsi, les idées de relocalisation, d'autoproduction, d'AMAP²²⁹, de critique de la globalisation et de relocalisation de l'économie sont présentes chez Latouche ²³⁰ et Ariès ²³¹.

²²² HOPKINS (Rob), op. cit. p. 68.

²²³ « *Le transport est une branche d'activité dans laquelle la substitution d'autres carburants au pétrole est restée négligeable* » Forum international des Transports, Centre conjoint de recherche sur les transports, document de référence n° 2008-5, « La dépendance à l'égard du pétrole : les transports vont-ils manquer de pétrole à un prix abordable ? » OCDE, 2008. p. 14, <http://www.internationaltransportforum.org/jtrc/DiscussionPapers/DP200805fr.pdf>, consulté le 14 juin 2010.

²²⁴ DEPARTMENT FOR TRANSPORT, *Transport Statistics Great Britain: 2006 Edition*, The Stationery Office, London. Cité in: HOPKINS (Rob) op. cit. p. 70

²²⁵ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 73.

²²⁶ « *Three factors make change inevitable: world population growth, global warming and the energy gap. The first means that the world will need 40% more food by 2020; the second and third mean there will be less land to grow it on* » GIRLING (Richard), "Goodbye beautiful Britain", in: *The Sunday times*, 2007. <http://www.timesonline.co.uk/tol/news/uk/article2327876.ece>, consulté le 17 juin 2010

²²⁷ HEINBERG (Richard) : « La croissance mondiale a atteint ses limites », Voltairenet.org, réseau de presse non-alignée, 2009, <http://www.voltairenet.org/article161598.html>, consulté le 19 juin 2010.

²²⁸ LATOUCHE (Serge), op. cit. p. 204.

²²⁹ Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne, dont l'équivalent belge sont les GASAP, les Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne. Site du début des haricots. Site des GASAP à Bruxelles : <http://gas-bxl.collectifs.net/>, consulté le 19 juin 2010.

²³⁰ LATOUCHE (Serge), op. cit. pp. 107-109

En résumé, le mouvement des initiatives de transition compile les idées d'« *économies locales, d'accentuation des démocraties locales, de renforcement de la culture de la nourriture locale et de fourniture d'énergie plus locale* »²³². Pour finir, Rob Hopkins insiste sur la nécessité d'insuffler l'envie aux acteurs sociétaux de s'engager en créant une dynamique aussi créative que positive, par le biais notamment d'un discours positif.

2.1.8. Un discours positif ...

Descente énergétique, résilience nécessaire, relocalisation, sont autant de concepts dont les implications pratiques dans nos vies quotidiennes peuvent être effrayantes.

Rob Hopkins palie leurs effets potentiellement sclérosants en misant notamment sur un discours positif, afin d'éviter tout dystopie^{233 234}.

Les initiatives de transition se démarquent également explicitement du discours alarmant dominant de certains militants écologistes traditionnels parfois relayés par les médias traditionnels.

Ainsi, Ashley Seager, journaliste au site internet du quotidien *The Guardian* titrait en octobre 2007, « *Le fort déclin de production de pétrole amène un risque de guerre et d'inquiétude (...)* »²³⁵.

Tableau encourageant.

Les discours d'opposition et de protestation sont totalement absents du discours du *transition movement* et de ses adeptes, tout au plus y trouvons-nous une critique latente et endémique de la globalisation et de ses vicissitudes sociales et écologiques. En outre, Rob Hopkins critique explicitement le « doigt accusateur » des écologistes de tous bords. Ainsi, des organismes militants écologistes comme *Greenpeace* se situent parfois dans l'action contestataire et frontale avec les problématiques – mondiales tout autant que locales – qu'ils combattent²³⁶. Le discours décroissant, s'il vise à réechanter le monde²³⁷, cherche néanmoins à « *mettre un visage sur l'adversaire* »²³⁸ qui serait noyé dans la méga machine²³⁹. Néanmoins, les idées que la catastrophe puisse être pédagogue et qu'un catastrophisme puisse être éclairé sont communes aux discours de la transition et décroissant²⁴⁰, tout comme l'idée de ne pas culpabiliser les consommateurs, mais de valoriser leur rôle de citoyen²⁴¹.

Dès lors, si les problèmes posés sont parfois semblables, il nous semble que le discours du mouvement pour la transition se focalise davantage sur le caractère positif - et concordé - d'un maximum d'acteurs à des petites échelles, que sur la confrontation frontale avec le système en place, au contraire de certains mouvements écologistes dont les actions sont parfois apparentées à la désobéissance civile dont les

²³¹ ARIÈS (Paul), op. cit. p.206

²³² HOPKINS (Rob), op. cit. p. 77.

²³³ Contre-utopie.

²³⁴ MOOALLEM (Jon), "The end is near ! (Yay !), *The New-York Times*, 2009, http://www.nytimes.com/2009/04/19/magazine/19town-t.html?_r=2&pagewanted=1, consulté le 14 mai 2010.

²³⁵ "Steep decline in oil production brings risk of war and unrest, says new study", in: *The Guardian*, 2007, <http://www.guardian.co.uk/business/2007/oct/22/oilandpetrol.news>, consulté le 19 juin 2010.

²³⁶ « Un transport d'uranium bloqué par Greenpeace », in : *Site internet du Figaro*, 2010, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2010/01/24/01016-20100124ARTFIG00205-action-de-greenpeace-contre-un-transport-d-uranium-.php>, consulté le 20 juin 2010. Les exemples d'actions semblables sont extrêmement nombreux.

²³⁷ LATOUCHE (Serge), op.cit, p. 282.

²³⁸ Ibid. p. 258

²³⁹ Loc.cit.

²⁴⁰ Ibid. pp. 279-281.

²⁴¹ LATOUCHE (Serge) , *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007, p.80.

partisans postulent que les formes d'action plus radicales sont plus efficaces pour combattre les injustices modernes²⁴².

Nous noterons que Serge Latouche émet l'idée de penser de manière positive les nombreuses réductions essentielles pour tendre vers la construction d'un futur réellement soutenable²⁴³, mais de façon beaucoup moins récurrente que Rob Hopkins pour qui c'est une idée centrale.

2.1.9. ... au profit de visions engageantes à long terme

“if you think about the degree of change you saw in the last 100 years, social,, technical, cultural, political, environmental, all those changes, its less that what you'll see in the next 20 years”. Dennis Meadows²⁴⁴

Nous avons vu que le mouvement des villes en transition n'hésite pas à scruter le passé afin de voir s'il y a lieu de s'en inspirer, au regard des impératifs futurs que seront notamment la relocalisation des économies locales, et la réduction de la consommation²⁴⁵.

Le concept de vision d'un futur attrayant regroupant ces impératifs y est tout aussi important. Ainsi, il n'est pas rare de voir des documents prospectifs qui intègrent les grandes intentions directrices du mouvement, rédigés par les porteurs d'actions et de projets locaux. Cela donne une vision plus précise de ce à quoi pourrait ressembler un futur pauvre en énergie et dont les grands pans sont repensés au regard des enjeux actuels et futurs, et relocalisés.

Selon Rob Hopkins, *« un futur avec moins de pétrole pourrait être préférable au présent, si l'on s'organise à temps, avec créativité et imagination »*.²⁴⁶

C'est dans ce cadre qu'interviennent les « plans d'action de descente énergétique », qui sont un objectif avoué pour chaque IT.

2.1.10. La psychologie du changement pour dépasser les écueils qui émanent des enjeux actuels

Le mouvement des IT insiste sur l'importance d'inclure des notions de psychologie du changement. En effet, divers types de comportement sont constatés devant les prémisses du discours de Rob Hopkins que sont le pic pétrolier et le changement climatique. La *« foi en des solutions irréalistes »*²⁴⁷, qui sont d'ailleurs souvent liées au discours des partisans du technicisme²⁴⁸ et du scientisme²⁴⁹ et de tendances

²⁴² Voir le « manifeste des désobéissants », site du Collectif des désobéissants, <http://www.desobeir.net/>, consulté le 20 juin 2010.

²⁴³ LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, p. 99.

²⁴⁴ “An Interview with Dennis Meadows – co-author of ‘Limits to Growth’”, Transition culture, 2006, <http://transitionculture.org/2006/09/18/an-interview-with-dennis-meadows-co-author-of-limits-to-growth> site consulté le 11 mai 2010.

²⁴⁵ Rappelons que la diminution de la consommation couplée à la relocalisation et à l'autoproduction sont citées comme des sentiers vers la décroissance volontaire, in : LATOUCHE (Serge) op. cit. pp. 108 et 111

²⁴⁶ HOPKINS (Rob), op cit. p.17.

²⁴⁷ Ibid. p.80, et qui renvoie à “l'élixir magique” dont traite Richard Heinberg, in: HEINBERG (Richard), *Powerdown : Options and actions for a post-carbon world*, Clairview Books, 2004, p. 14.

²⁴⁸ Tendance à privilégier la technique dans tous les domaines (*Le Nouveau Petit Robert de la Langue Française*, 2007).

²⁴⁹ Attitude du scientifique. Un scientifique est une personne qui *« prétend résoudre les problèmes philosophiques par la science »*. Loc. cit.

cornucopiennes ²⁵⁰; « *la peur* » ²⁵¹ qui peut être sclérosante et annihiler tout changement de comportement, toute dynamique citoyenne, noyée sous la certitude que tout finira mal, quoi qu'on fasse. A ce propos, notons que Janis and Faschbach ont prouvé qu'un message qui fait appel à la peur de façon trop prononcée entraîne l'activation de mécanismes de défense du récepteur du message qui contrecarre le potentiel de persuasion du message, l'attention du récepteur étant détournée du contenu du message pour se focaliser vers la diminution de son anxiété. Dès lors, un appel fort à la peur ²⁵² entraîne un changement d'attitude peu marqué – dans le cas où le message recèle un potentiel de changement comportemental. Ainsi, selon eux, un faible niveau de peur est plus efficace et entraîne des changements d'attitude plus prononcés ²⁵³ et d'autant plus encore lorsque des solutions alternatives au comportement incriminé sont proposées; des « *tentations de survivalisme* » ²⁵⁴ qui consistent à préparer des stratégies de survie au sein d'un monde post-effondrement, mais qui sont en contradiction avec l'idée de refonte d'une société de manière collective ²⁵⁵; « *Le déni* » ²⁵⁶ ou la réaction inverse qu'est « *l'optimisme outrancier* ». ^{257 258}

Posant ces écueils, Rob Hopkins va donc mêler des éléments de la psychologie du changement dans son discours créateur du mouvement.

Ce courant théorique a pour ambition d'engager les personnes sur une large échelle, vers des comportements pro-environnementaux, donc vers des changements de comportements.

Ainsi, il se sert du champ du *Transtheoretical Change Model* (TTM) de Carlo DiClemente qui postule que « *le processus par lequel un individu entre dans une addiction et en sort est le même que celui du changement* » ²⁵⁹. Selon ce modèle, le changement serait progressif et passerait par différentes étapes : La pré contemplation – la reconnaissance de la nécessité de changer -, la contemplation – l'évaluation des pour et des contre « *en visant à augmenter les pour* » ²⁶⁰ -, la préparation – la planification du changement, l'exercice d'augmenter sa capacité à répondre au problème -, l'action – la mise en œuvre du changement en fonction des étapes précitées -, et la consolidation – l'intégration du changement dans la vie quotidienne de sorte qu'il se maintienne à plus long terme, afin d'éviter tout risque de rechute dans le comportement précédent ²⁶¹.

Ainsi, actuellement, un nombre croissant de gens seraient passés dans la phase de pré contemplation. Nous serions de plus en plus nombreux à nous rendre compte de l'incapacité de la terre à supporter nos modes de vie, à accepter le caractère effectif du changement climatique et du fait que nos sociétés et

²⁵⁰ Littéralement : qui croit dans la corne d'abondance. Par extension, foi aveugle dans la science, le progrès, la technique. In LATOUCHE (Serge), op.cit.p.287.

²⁵¹ HOPKINS (Rob), op cit. p.81.

²⁵² D'un message qui a pour visée de changer le comportement.

²⁵³ STIFF (James B.), MONGEAU (Paul A.), *Persuasive communication*, 2nd Edition, The Guilford Press, 2003 pp. 149-150. D'après les travaux de JANIS, I.L. and FESHACH, S., "Effects of fear-arousing communications", in: *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 1953, pp. 48, 78–92.

²⁵⁴ HOPKINS (Rob), op cit. p.81

²⁵⁵ "For me, peak oil is our personal and collective call to power (...). I believe our collective adaptability, creativity and ingenuity will come to the fore. (...) Undoubtedly we have big choices to make, but the survivalists miss the point. If a society collapses there is really no place to hide. One family can't do everything, especially a family who didn't grow up doing these things.(...) In other words this is a time where the only valid and practical response is to embrace society rather than run away from it" in: HOPKINS (Rob), "Why the Survivalists Have Got It Wrong", *Transition culture*, 2006, <http://transitionculture.org/2006/09/04/why-the-survivalists-have-got-it-wrong>, consulté le 2 juillet 2010.

²⁵⁶ HOPKINS (Rob), op cit. p.82.

²⁵⁷ Loc.cit.

²⁵⁸ HOPKINS (Rob), *The Transition Handbook: from oil dependency to local resilience*, Totnes, Greenbooks, 2008, pp. 80-84.

²⁵⁹ Ibid. p. 84.

²⁶⁰ Ibid.p.85

²⁶¹ Loc.cit.

modes vie sont hyper-dépendants du pétrole²⁶². Cette première étape faciliterait les étapes suivantes qui mèneraient vers le changement, en ce qu'elle permettrait d'anticiper et d'affronter les obstacles conséquents futurs, de comprendre la difficulté de changement et de développer des stratégies pour palier ces problèmes.

La phase de la contemplation équivaudrait à imaginer nos futurs sans pétrole, avec créativité, entrain et envie. Le TTM est ainsi couplé au *Motivational Interviewing*²⁶³ qui fournit un espace d'expression pour les personnes qui présentent des contradictions internes, qui les aident à y voir plus clair à propos de ce qu'ils veulent vraiment et à penser aux étapes suivantes que sont l'action et la consolidation. Ces espaces d'expression *heart and soul groups*²⁶⁴ donnent l'opportunité aux personnes d'exprimer leurs propres espoirs et craintes afin qu'ils suppriment eux-mêmes la résistance et l'ambivalence inhérentes à leur mode de vie, et qu'ils trouvent la motivation du changement, en exprimant leurs visions du futur, ce qui les préparerait à l'action, et les ferait donc entrer dans la phase de préparation.²⁶⁵

Notons la connexité de ces groupes avec les groupes d'expression des « simplicitaires »²⁶⁶.

Pour relever une autre analogie avec le discours décroissant, notons que Serge Latouche et Paul Ariès parlent d'addiction à la drogue consumériste^{267 268}, du progrès²⁶⁹ et de la croissance²⁷⁰. Pour le premier, c'est en changeant l'imaginaire qu'on pourrait rendre « naturel »²⁷¹ le changement de comportement voulu par une personne donnée²⁷².

L'idée de mêler des éléments de la psychologie comportementale et des espaces d'expression pour tendre vers des changements comportementaux pro-environnementaux paraît séduisante.

Néanmoins, notons que les travaux de Tim Jackson qui portent sur la consommation et les motivations humaines - et conséquemment sur le changement de comportement, nous enseignent qu'il est « pratiquement impossible de construire des modèles causaux universels avec lesquels on pourrait construire des politiques de changement de comportement dans différents domaines »²⁷³. En effet, le

²⁶² Voir à ce sujet le documentaire éloquent de WEBSTER (John), "Un an d'abstinence" (Finlande, 1h03min) qui suit une famille finlandaise se priver un maximum de pétrole et de produits dérivés du pétrole durant un an, et les vicissitudes inhérentes à cette décision.

²⁶³ HOPKINS (Rob), op. cit. p. 86, Approche développée MILLER (William R.) & ROLLNICK (Stephen) qui vise à régler l'ambivalence interne du sujet, au travers d'un suivi psychologique, dans le but de motiver le changement comportemental. L'entretien est non-conflituel, et pose le principe de non-jugement de la personne concernée, le but étant à terme d'envisager un futur plus attrayant si le changement de comportement est effectif. In : MILLER (William R.) & ROLLNICK (Stephen), *Motivational Interviewing: Preparing People for Change* (2^{ème} édition), Guilford Press, 2002.

²⁶⁴ Cette approche est relativement semblable à celle mise en place par les groupes des « simplicitaires », dont les membres présents s'expriment ouvertement, sans jugement, sur leurs difficultés à vivre leur vie respective et qui visent à faciliter le changement de comportements inhérents à l'idée de la simplicité volontaire. L'objectif est de motiver la personne concernée à maintenir et faciliter ce comportement en dehors des normes sociales occidentales actuelles. Voir notamment BURCH (Mark.A), « Groupe de discussion sur la simplicité volontaire-guide d'animation », New society publishers, Gabriola island, British Columbia, 1997, http://simplicitevolontaire.info/wp-content/uploads/2009/04/cercles_burch.pdf, consulté le 4 juillet 2010.

²⁶⁵ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 88.

²⁶⁶ Partisans de la "simplicité volontaire" qui est selon certains le comportement à l'état unitaire d'un mode de vie décroissant, simplifié, plus pauvre en énergie et plus riches en rapports sociaux et interpersonnels.

²⁶⁷ LATOUCHE (Serge), op. cit. p.105.

²⁶⁸ ARIÈS (Paul), op. cit. pp. 191-195.

²⁶⁹ Ibid. pp. 185-187.

²⁷⁰ LATOUCHE (Serge), op. cit. p. 180.

²⁷¹ Ibid. 2006, p. 104

²⁷² Loc. cit.

²⁷³ JACKSON (Tim) "Motivating Sustainable Consumption: a review of evidence on consumer behaviour and behavioural change". SDRN, London: Policy Studies Institute, 2005, p. 6, <http://www.c2p2online.com/documents/MotivatingSC.pdf>, consulté le 4 février 2010.

comportement (de consommation) et les attitudes dépendent de facteurs si complexes, si inter reliés - comme les habitudes ou les motivations personnelles-, et s'insèrent dans tant d'influences, notamment les contextes sociaux, que se servir d'un modèle comme le TTM pour inférer des changements comportementaux effectifs semble à priori excessivement simplificateur.

Notons encore que selon Rob Hopkins, le mouvement des villes en transition se construit en partie sur la croyance en la capacité des personnes à réussir un objectif. Les notions d'optimisme et de travail s'interpénètrent et sont diffusées au plus grand monde afin de créer une réelle dynamique dans toutes les couches de la communauté. L'idée est de renverser la vision d'un monde futur sans pétrole, décarbonisé, sobre en énergie, et d'insister sur les nombreux bienfaits – écologiques mais pas seulement - que celui-ci engendrera.

2.1.11. Des visions alternatives éparées au service d'un discours roboratif ?

« *Nous devrions, comme nous y invite Hans Jonas avec son heuristique de la peur, mobiliser davantage l'imaginaire et la sensibilité pour palier les limites de la raison scientifique qui bloque les réactions* ». Paul Ariès.²⁷⁴

Les notions de bien-être, de diminution du stress et de santé sont évoquées en relation avec le futur post-carbone désiré. L'objectif est d'encourager la création de visions alternatives au monde actuel, dans lesquelles tous les acteurs de la société entrent en jeu, en s'inspirant même des romanciers, poètes, artistes et conteurs. La critique du stress concomitant à notre époque est plus explicitée encore chez Latouche²⁷⁵, qui engage à retrouver la sagesse de l'escargot qui évite la surcroissance afin de ne pas dépasser les limites fixées pas sa finalité²⁷⁶.

Plus pratiquement, le *Totnes Pound* a ouvert de nouvelles perspectives à la population, en modifiant concrètement l'appréhension de la population à l'égard de la monnaie.

The Ecotopian Grapevine Gazette de Lewes²⁷⁷ est un autre exemple de l'importance des visions alternatives qui prennent le contrepied des campagnes de protestation des militants écologistes.

Cette vision des choses aurait pour conséquence de combattre le découragement que l'environnementalisme tel qu'il est pratiqué actuellement nourrit, en ce qu'il diffuse des visions du présent très inquiétantes plus qu'il n'engendre ou n'encourage la création de visions prospectives destinées à remplacer la culture occidentale aliénante, emplie « *d'inégalités sociales, d'obésité, d'endettement, d'utilisation outrancière de la voiture et destructrice de paysages* »^{278 279 280}.

Nous avons vu que Rob Hopkins table sur la psychologie du changement, la croyance que tout un chacun peut réussir à faire basculer le monde dans un futur décarbonisé, au travers de visions

²⁷⁴ ARIÈS (Paul), op. cit. p. 165.

²⁷⁵ LATOUCHE (Serge), op. cit. pp. 63-65.

²⁷⁶ ILLICH (Ivan), *Le genre vernaculaire*, in *Œuvres Complètes*, Volume 2, Fayard, Paris, 2000, pp. 291-292.

²⁷⁷ Écrit périodique qui traite des événements innovateurs non encore existants, mais que les auteurs du magazine désiraient comme tels, dans un but de création de nouvelles idées.

²⁷⁸ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 98.

²⁷⁹ Concernant les inégalités, notons qu'1 % de la population la plus riche possède 40% des richesses mondiales ... RANDERSON (James), "World's richest 1% own 40% of all wealth, UN report discovers", in: *The Guardian*, 2006, <http://www.guardian.co.uk/money/2006/dec/06/business.internationalnews>, consulté le 12 mai 2010.

²⁸⁰ L'Observatoire des inégalités nous informe que « *les riches deviennent de plus en riches* » <http://www.inegalites.fr/spip.php?article1249>, consulté le 12 mai 2010.

alternatives qui seraient profitables à tous, et d'expériences pratiques qui offriraient de nouvelles perspectives, qui auraient pour fonction de balayer les idéaux actuels et de nous plonger dans ce que serait le futur au travers du prisme de la transition.

Voici une vision schématique et résumée de ce à quoi ressembleraient les grands pans sociétaux en 2030 imaginés sous l'angle de *la transition* ²⁸¹

Nourriture et agriculture :

L'agriculture se serait transformée de façon systémique suite à l'augmentation des prix du pétrole, et en conséquence aux « *accords internationaux relatifs au changement climatique et aux résultats de la mise en place de la « Royal Commission on Food Security »* ²⁸² qui ont entraîné la reconsidération par le Royaume-Uni de son engagement à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et de ses tendances pro-globalisantes, libérales, libre-échangistes » ²⁸³ au profit d'un engagement plus appuyé dans la sécurité alimentaire nationale. Par ailleurs, « *les autorités locales ont fait de la fourniture de nourriture locale une priorité absolue* » ²⁸⁴ engendrant ainsi le développement du marché de la nourriture locale, dont « *les fermes* » ²⁸⁵ construites avec des matériaux vernaculaires « *produisent des énergies renouvelables (...) et des aliments biologiques* » ²⁸⁶. Des plans massifs de plantations d'arbres productifs ont été mis en place. L'alimentation est désormais de saison et moins carnée, ce qui présente une similitude avec l'idée d'une alimentation locale bio de saison que défend notamment Paul Ariès ²⁸⁷.

Médecine et santé :

Des centres de soins de santé locaux sont remis au goût du jour – ce qui est également une idée décroissante ²⁸⁸. Ceux-ci soignent mais promeuvent aussi la santé en partenariat avec les écoles.

« *Environ la moitié des médicaments que les médecins prescrivent est originaire de la région concernée, et certains fermiers cultivent certaines plantes médicinales importantes* » ²⁸⁹.

Par ailleurs, l'alimentation, « *la cohésion sociale, l'accès à un travail plus sensé ont diminué les maladies liées au stress* » ²⁹⁰ et les cas de dépression – qui sont également fustigées par les penseurs décroissants qui critiquent le productivisme et ses effets néfastes sur le bien-être humain. Les praticiens complémentaires et la promotion d'une vie saine plutôt que le traitement unique de la maladie ont fait évoluer le secteur de la médecine.

Education :

L'éducation est complètement repensée et basée sur l'apprentissage pratique, de sorte que « *le jardinage, la cuisine, le travail du bois* » ²⁹¹, la construction, la création, la résolution des conflits, certaines compétences pratiques de soutenabilité, sont remises à l'honneur, dans des écoles dont « *les*

²⁸¹ Nous continuerons à effectuer les parallèles avec le discours décroissant quand cela sera possible et pertinent.

²⁸² Réclamée par Caroline Lucas député britannique au *Green Party Euro* déclarait en Décembre 2006 : "*The Government must establish a Royal Commission on Food Security to raise awareness of the problem and examine possible solutions, such as these.*" In: "Peak oil threatens UK food security says Euro-MP"
<http://www.greenparty.org.uk/news-archive/2816.html>, consulté le 29 juin 2010.

²⁸³ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 104.

²⁸⁴ Loc.cit.

²⁸⁵ Loc.cit.

²⁸⁶ Loc.cit.

²⁸⁷ ARIÈS (Paul), op. cit. p.113.

²⁸⁸ Serge Latouche parle d'antenne médicale de campagne, in : LATOUCHE (Serge), op. cit. p. 202.

²⁸⁹ HOPKINS (Rob) op. cit. pp.109-110.

²⁹⁰ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 110.

²⁹¹ Loc.cit.

cours sont (...) des jardins intensifs »²⁹² et qui sont désormais plus petites, relocalisées et qui contribuent à l'économie locale. Ces écoles de villages relocalisées font aussi partie du discours décroissant²⁹³. Notons que Serge Latouche critique l'éducation actuelle – selon les raisonnements d'Ivan Illich²⁹⁴. Il faut selon lui également revoir l'éducation²⁹⁵, mais ne précise pas sa pensée, sauf à dire que les AMAP, REPAS²⁹⁶ et autres SEL sont des « *écoles de la décroissance sereine* »²⁹⁷.

Economie :

L'émergence de petites économies localisées ainsi que de nouvelles formes d'échange se mettent en place, ce qui bouleverse notre manière d'appréhender l'économie et l'argent. Les LETS (*Local Exchange Trading System*), les SEL²⁹⁸ ou encore le système de banques de temps (*Time Banks*)²⁹⁹ servent d'outil de transition vers des économies plus humaines, plus axées sur les collectivités locales³⁰⁰. Les monnaies locales³⁰¹ subsidiées par les gouvernements se multiplient tout comme les modèles d'investissements locaux^{302 303}.

On retrouve les idées de LET'S, SEL, banque du temps, et d'autres idées de l'économie sociale et solidaire chez Serge Latouche, qui met cependant en garde contre leur articulation dans le marché mondial et le développement économique. La fausse bonne solution du « *glocalisme* »^{304 305} entraînerait selon lui la concurrence entre les territoires. Il plaide ainsi pour la réhabilitation des banques locales et pense que les monnaies locales, fondantes ou non convertibles, sont de bons moyens pour entraîner une relocalisation³⁰⁶, à condition que ces dernières soient utilisées à l'échelle de la biorégion³⁰⁷ comme le conseille Bernard Lietaer³⁰⁸

²⁹² Ibid. p. 111.

²⁹³ LATOUCHE (Serge), op. cit. p. 202

²⁹⁴ ILLICH (Ivan), *Une société sans école*, New-York, Seuil, 1971 et 1980 pour la version française, pp. 203-377, in : *Œuvres Complètes*, Volume 1, Fayard, 2009.

²⁹⁵ LATOUCHE (Serge), op. cit. p. 158.

²⁹⁶ Réseau d'Echanges et de Pratiques Alternatives et Solidaires.

²⁹⁷ LATOUCHE (Serge), op. cit. p. 163.

²⁹⁸ Systèmes d'échanges locaux.

²⁹⁹ Système d'échange dont le but est d'augmenter les échanges locaux et qui présente la particularité de ne pas devoir passer par l'économie monétaire. Les usagers s'échangent des ressources (des services) dont l'unité est le temps. Ce système a aussi l'avantage de renforcer les liens sociaux entre les habitants d'une même région. New Economic Foundation (NEF), "Time Banking, a radical manifesto for the UK", Hollinwood, Oldham, 2001, http://www.neweconomics.org/sites/neweconomics.org/files/Time_Banks_Manifesto.pdf et Site Internet de Time Banks, <http://www.timebanks.org/>. Sites consultés le 12 juillet 2010.

³⁰⁰ Vers une économie sociale et solidaire en somme.

³⁰¹ Celles-ci peuvent jouer un rôle important dans le « *développement d'économies régionales stables et diversifiées* ». Elles ont également un rôle vital dans « *la revitalisation des cultures locales* » en ce qu'elles constituent non seulement un « *outil économique mais aussi culturel* », SWANN (Robert) and WITT (Susan), « *Local Currencies: Catalysts for Sustainable Regional Economies* » The E.F Schumacher Society, 1995, http://www.smallisbeautiful.org/publications/essay_currency.html, Consulté le 1er juin 2010.

³⁰² Une personne investit son argent de telle sorte qu'il soutient financièrement la régénération de l'économie de sa communauté.

³⁰³ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 112.

³⁰⁴ Contraction des mots global et local, qui désigne la perversion du local par le global.

³⁰⁵ LATOUCHE (Serge), op.cit. p. 290.

³⁰⁶ LATOUCHE (Serge) op. cit. p.205.

³⁰⁷ LATOUCHE (Serge), *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007, p.80.

³⁰⁸ « *La proposition consiste à utiliser la région biogéographique métropolitaine comme l'unité idéale pour élaborer des stratégies de redynamisation régionale, et pour concevoir à leur intention une monnaie complémentaire régionale. Une monnaie bio régionale serait une monnaie complémentaire dont l'objectif spécifique combinerait des besoins insatisfaits avec des ressources inutilisées – tous deux produits dans la région*

Transport :

« Posséder une voiture personnelle n'est plus la norme »³⁰⁹, et est presque vu comme une pratique antisociale tant « l'extension des transports publics et la « reprioritarisation » des rues urbaines visant à favoriser les cyclistes, piétons trams et bus ont été importantes »³¹⁰. Les très nombreux parkings pour voitures désormais inutiles sont rétrocédés à la collectivité et deviennent des jardins urbains collectifs notamment. Ces deux idées de reconversion « du réseau (auto)routier en voies de chemin de fer, en pistes cyclables et en jardins urbains »³¹¹ sont aussi soulignées chez Ariès. Le partage de voitures croît, et le gouvernement a décidé de taxer le carburant des avions, de sorte que les voyages à longue distance sont désormais très rares³¹².

Par ailleurs, les pertes d'emplois dans ce secteur sévissent au profit des secteurs de la fabrication de trams et de vélos. La culture de la vitesse est bien moins omniprésente, et « bon nombre de petites lignes ferroviaires fermées dans les années 1960 ont été réouvertes au bénéfice des collectivités locales et de leurs commerces »³¹³. L'importance des gares ferroviaires secondaires pour la vie du local est aussi soulignée chez Latouche³¹⁴, tout comme la nécessité de réduire les transports et de créer des transports en commun à la hauteur des défis futurs³¹⁵, également proposée par Ariès.

Energie :

Le gaspillage des décennies précédentes est désormais considéré comme indécent.

« L'indépendance énergétique est presque acquise, au travers d'une réduction de 50% de la consommation d'énergie et une augmentation importante d'énergies renouvelables qui fournissent les autre 50% de la demande d'énergie »^{316 317 318}. Ceci a été possible grâce notamment à l'introduction du « rationnement de carbone »³¹⁹ basé sur le modèle des TEQ³²⁰ (ou quotas d'émissions de gaz à effet de serre) « qui donne à chaque citoyen une allocation de carbone – régressive dans le temps - contrôlée électroniquement à l'aide d'une carte utilisée à chaque achat d'énergie ou de carburant »³²¹. L'efficacité énergétique a aussi explosé, parallèlement aux panneaux solaires et aux éoliennes domestiques mais aussi offshore. Le reste étant couvert par les énergies marémotrices et la biomasse. Les énergies sont relocalisées et réduites au moyen de micro générateurs du modèle ESCO (*Energy services Companies*) qui « met en place des infrastructures d'énergies renouvelables possédées et

par les hommes et la nature. En pratique, cela devrait désigner des systèmes conçus pour opérer sur une échelle plus grande que l'échelle locale ». LIETAER (Bernard), « Des monnaies pour les communautés et les régions

biogéographiques : un outil décisif pour la redynamisation régionale au XXI siècle », in BLANC (Jérôme) (dir.), « Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, Rapport 2005-2006 », Paris, p. 90 <http://www.journaldumauss.net/IMG/pdf/Lietaer.pdf>, consulté le 6 juillet 2010.

³⁰⁹ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 113.

³¹⁰ Loc.cit.

³¹¹ ARIÈS (Paul) op. cit. p.112.

³¹² JOWIT (Juliette), "Zero-carbon vision sees UK as cleaner, greener and leaner within 20 years", in: *The Guardian*, 2010, <http://www.guardian.co.uk/environment/2010/jun/16/centre-for-alternative-technology-eliminate-carbon-emissions>, consulté le 6 juillet 2010.

³¹³ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 113.

³¹⁴ LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, p. 202.

³¹⁵ Ibid. p. 224.

³¹⁶ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 113.

³¹⁷ ALLEN (Paul) et al., "Zero Carbon Britain in 2030, a new strategy, the 2nd report of the Zero Carbon Britain project", Centre for Alternative Technology, 2010, p. 235, <http://www.zerocarbonbritain.org/>. Voir aussi, « Centre for Alternative Technology's 'Zero Carbon Britain' Report », Transition Culture, 2007, <http://transitionculture.org/2007/08/10/cats-zero-carbon-britain-report/>. Sites consultés le 2 juillet 2010

³¹⁸ Ainsi, « les énergies éolienne, hydraulique et solaire peuvent couvrir 100% de l'énergie mondiale » in : JACOBSON (Mark Z.) & DELUCCHI (Mark A) "A path to Sustainable energy by 2030", in: "A plan for a sustainable future, How to get all energy from wind, water and solar power by 2030", in: *American Scientific*, 2009, p.58 (p.2) <http://www.stanford.edu/group/efmh/jacobson/sad1109Jaco5p.indd.pdf>, consulté le 3 juillet 2010.

³¹⁹ HOPKINS (Rob), op.cit. p. 113.

³²⁰ tradable emissions quotas développé par David Fleming.

³²¹ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 114

financées par la communauté »³²², qui diminuent les consommations d'énergie et les dépenses énergétiques des établissements.³²³ Notons que l'autoproduction énergétique est selon Serge Latouche un pilier de la relocalisation³²⁴. Par ailleurs, chaque maison est équipée d'un compteur intelligent³²⁵ qui permet à l'occupant de voir à tout moment combien d'énergie est utilisée.

Habitat

Le modèle de la *Local Passiv Haus*³²⁶ (*maison passive locale*³²⁷), « construite en matériaux biologiques locaux »³²⁸ – qui ont fait fleurir les industries locales qui fournissent les produits concernés - et « qui ne nécessite pas de chauffage de l'espace, tirant toute son énergie du soleil et de la chaleur corporelle des occupants »³²⁹ et est désormais la norme. La cohabitation, ainsi que de nouvelles manières d'habiter – comme le fait d'habiter dans des immeubles jusque-là inoccupés et transformés en appartements etc. – sont devenus plus courants.

Par ailleurs, les notions d'efficacité énergétiques, de petitesse et de recyclage sont devenues importantes.³³⁰

Ainsi, ces visions sont des esquisses d'un futur incertain dont les contours restent à dessiner.

Serge Latouche, lui, signale que le programme de décroissance et de l'après-développement n'est guère aisément formulable ni réalisable précisément et explicitement.

Les grandes forces motrices des idées qu'appelle la décroissance, qui est une sorte de « *matrice autorisant un foisonnement d'alternatives* »³³¹ plus qu'une alternative concrète, que sont la critique de la globalisation et de libre-échange, du stress dans nos sociétés contemporaines, du gaspillage, de la voiture personnelle et qui peuvent être aussi la valorisation de la relocalisation, de l'importance de la cohésion sociale, de l'économie sociale et solidaire, et du recyclage, sont relativement comparables avec les grandes lignes du mouvement pour *la transition*, dont le discours est construit sur des visions censées imaginer le futur. Mais ce dernier se singularise en accomplissant réellement certaines de ces idées et ce, dès à présent.

2.1.12. La permaculture comme modèle englobant tous ces concepts

Nous n'avons pas l'ambition de présenter la permaculture de façon exhaustive, tant les tenants et aboutissants de ce concept sont riches et complexes.

³²² Loc.cit.

³²³ GREENPEACE, "Decentralising Power : An energy revolution for the 21st century", Greenpeace , 2005, pp. 17 et 59

<http://www.greenpeace.org.uk/MultimediaFiles/Live/FullReport/7154.pdf>, consulté le 4 juillet 2010.

³²⁴ LATOUCHE (Serge), op. cit. p. 205.

³²⁵ Comme l'Electrisave, <http://www.electrisave.co.uk/>, Site consulté le 3 juillet 2010.

³²⁶ Passiv Haus institut <http://www.passiv.de/>, Site consulté le 2 juillet 2010.

³²⁷ « *La Maison Passive, souvent appelée « maison sans chauffage », repose sur un concept de construction très basse consommation, basé sur l'utilisation de la chaleur passive du soleil, sur une très forte isolation (des murs, des fenêtres, etc...), l'absence de ponts thermiques, une grande étanchéité à l'air ainsi que le contrôle de la ventilation. Une maison passive consomme 90% d'énergie de chauffage en moins qu'une construction existante. Et 75% de moins qu'une maison nouvellement construite selon la réglementation thermique actuelle (RT2005). Quelles que soient son mode de construction et sa situation géographique, une maison passive, avec tout le confort actuel, n'a pas besoin de plus de 15 kWh par m2 et par an (soit 1,5 litre par m2 et par an d'équivalent pétrole) en chauffage, ».* Site de la maison passive, <http://www.lamaisonpassive.fr/spip/spip.php?article8>, consulté le 3 juillet 2010.

³²⁸ HOPKINS (Rob) op. cit. p. 115

³²⁹ Loc.cit.

³³⁰ Cette partie est entièrement tirée de HOPKINS (Rob), op.cit. pp. 104-116

³³¹ LATOUCHE (Serge), « Et la décroissance sauvera le sud », in : *Le Monde diplomatique*, 2004, <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/11/LATOUCHE/11652>, consulté le 11 juillet 2010.

Le mot « permaculture » - contraction des mots « *permanent agriculture* » - fut inventé par Bill Mollison et David Holmgren au milieu des années 1970 et désignait à l'origine le projet d'une agriculture pérenne ainsi qu' « *un système intégré, évolutif de plantes et espèces (...) utiles à l'homme* »³³² qui s'éloignait de la monoculture pour créer des écosystèmes multi-étages et comestibles³³³.

Par la suite, l'ambition s'est élargie à l'idée d'un système culturel soutenable, qui envisage donc la culture dans sa globalité et qui pose les principes nécessaires à un monde postmoderne³³⁴ et à des constructions humaines soutenables. Les soubassements théoriques de ce concept sont les crises environnementales, les impacts environnementaux de la société industrielle globale et la déplétion du pétrole qui amènera, selon l'auteur, l'humain à vivre selon un mode de vie préindustriel dépendant des ressources naturelles et des énergies renouvelables³³⁵.

Le mouvement imagine donc la conception d'un système sociétal post-pétrolier à travers un cadre philosophique établi. Selon Rob Hopkins, la permaculture est le « *fondement éthique qui étaye le mouvement pour la transition* »³³⁶ et le fondement théorique des grands paradigmes qu'il promeut.

3. Comparaison du discours des initiatives de transition (IT) avec celui de la décroissance et de la simplicité volontaire : un récapitulatif

Nous présenterons d'abord les assises théoriques du mouvement de la décroissance, et en comparerons les postulats et les idées avec le mouvement des IT, pour enfin conclure sur leurs implications et potentialités respectives.

Notre analyse du mouvement de la décroissance se basera principalement sur les écrits suivants : Paul Ariès, *La décroissance, un nouveau projet politique*, éditions Golias, 2007 ; Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006 et *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2004.

Lorsque cela s'avèrera pertinent, nous élargirons la comparaison avec d'autres écrits décroissants, de façon ponctuelle.

3.1. Les bases théoriques du courant de la décroissance : une brève présentation

« *Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste* », Kenneth Boulding

Selon Jean-Marie Harribey³³⁷, les théories³³⁸ de la décroissance – qui mêlent notamment les objectifs de diminution de la production et le refus de la croissance comme idéologie - ont trois sources dont la

³³² MOLLISON (Bill) & HOLMGREN (David), *Permaculture One*. Corgi, 1978, cité in : HOLMGREN (David), *Permaculture. Principles and Pathways beyond Sustainability*. Holmgren Design Services, Hepburn, Victoria, 2002, page xix.

³³³ WHITEFIELD (Patrick), *Graines de permaculture*, Traduction et édition par Passerelle éco, Corcelle, 2009, p.11.

³³⁴ HOLMGREN (David), op.cit. page xv.

³³⁵ HOLMGREN (David), Ibid. page xvi.

³³⁶ HOPKINS (Rob), op.cit. p. 35.

³³⁷ HARRIBEY (Jean-Marie), « La décroissance, nouvelle utopie ou impasse ? », Encyclopedia universalis, Forum, 2008, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/index-soutenabilite.html>, consulté le 12 février 2010.

³³⁸ Notons que selon Serge Latouche il n'existe « *pas de théories de la décroissance (...) C'est plutôt un slogan politique aux implications théoriques* », in : LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, pp.16-17.

critique de l'économie conventionnelle, l'écologie politique³³⁹ et les penseurs comme Jacques Ellul, André Gorz, Ivan Illich, Cornelius Castoriadis qui questionnaient le bienfondé de « *la société de consommation et ses bases imaginaires, le progrès, la science et la technique* »³⁴⁰, et les écrits de Goergescu-Roegen qui postulait, fort de la loi de l'entropie³⁴¹, que les activités et le développement économiques s'inscrivent dans un univers physique soumis à cette loi, et qu'elles ont donc une finitude. Dès lors, les décroissants (ou a-croissants, avec un a privatif, ou encore objecteurs de croissance, c'est selon) posent la nécessité d'une bio économie qui « *penserait l'économie au sein de la biosphère* »³⁴². La croissance économique matérielle infinie est donc impossible dans un monde aux ressources finies. Ainsi, les partisans de l'idée que l'efficacité énergétique augmente avec le progrès technique omettent de prendre en considération l'effet rebond³⁴³, qui compense négativement les gains précités par l'augmentation de la consommation. Certains auteurs décroissants³⁴⁴ réfutent même les notions de développement – le développement durable est qualifié d'oxymore par Serge Latouche - en ce qu'elles s'insèrent dans une idéologie dominante et dévastatrice selon eux³⁴⁵. Ainsi, il s'agit plus d'une a-croissance – avec en préfixe un a privatif comme dans « athéisme » – que d'une décroissance dans une société croissantiste. Les idées telles que de « *décoloniser nos imaginaires* »³⁴⁶, la remise en question de l'héritage des philosophes des Lumières qui contient l'idée de domination de la nature et d'unicité des valeurs dites « universelles », ou la valorisation des économies informelles, en visant à « *sortir de l'économie tout en prétendant ré enchâsser l'économie dans le social* »³⁴⁷, sont aussi marquées par le fer idéal décroissant. Les auteurs et penseurs décroissants entendent surtout changer le paradigme dominant dont les représentations, valeurs et normes semblent inadaptées aux crises actuelles, et influent sur nos modes de vie de façon intenable.

3.2 Des postulats différents mais convergents ...

Paul Ariès situe bien la divergence des postulats des IT et du discours décroissant. Selon lui, leur « *combat n'est nullement fondé en dernière analyse sur l'imminence de l'épuisement des ressources, ni même sur le réchauffement planétaire, mais sur la certitude que l'ensemble des crises qui affectent l'humanité (...) a une seule et unique cause majeure* »³⁴⁸, celle de la « *perte de sens des limites rendue possible et nécessaire par/pour le passage du capitalisme à l'hyper capitalisme* »³⁴⁹.

Concernant le gaspillage, Serge Latouche cite les gaspillages des ressources extractibles terrestres comme le pétrole qui sont les prémisses de catastrophes encore plus graves conséquentes aux pénuries

³³⁹ Quant à Stéphane Lavignotte, il pense que « *la décroissance se présente (...) comme un retour vers une certaine radicalité de l'écologie politique* » in LAVIGNOTTE (Stéphane), *Comment vivons-nous ? Décroissance, "allures de vie" et expérimentation politique*. Entretien avec Charlotte Nordmann et Jérôme Vidal. A propos de Stéphane Lavignotte, « La Décroissance est-elle souhaitable « »? », La revue des livres et des Idées, <http://revuedeslivres.net/articles.php?idArt=511> site consulté le 7 juillet 2010.

³⁴⁰ LATOUCHE (Serge), op.cit., p.15.

³⁴¹ La dégradation de l'énergie.

³⁴² LATOUCHE (Serge), op.cit. p.24.

³⁴³ Ou « paradoxe de Jevons ».

³⁴⁴ Comme François Partant, Serge Latouche et Gilbert Rist.

³⁴⁵ Au prix d'un amalgame entre croissance et développement soit dit en passant. Voir à ce sujet HARRIBEY (Jean-Marie), « Développement ne rime pas forcément avec croissance », in : *Le Monde Diplomatique*, 2004, <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/HARRIBEY/11307#nh17>, consulté le 8 juillet 2010.

³⁴⁶ LATOUCHE (Serge), *Décoloniser l'imaginaire : La Pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Parangon, 2003

³⁴⁷ HARRIBEY (Jean-Marie), op.cit.

³⁴⁸ ARIÈS (Paul), op.cit. p. 276.

³⁴⁹ Loc.cit.

d'eau^{350 351}, au niveau des nappes phréatiques notamment, elles-mêmes conséquentes des pressions exercées par l'agriculture intensive et les populations humaines³⁵².

De façon plus générale, les auteurs décroissants précités partent initialement d'un postulat légèrement différent de Rob Hopkins en ce qu'ils condamnent la croissance illimitée comme support de nos modes de vie destructeurs de biodiversité – notamment les ressources halieutiques –, et des équilibres climatiques, ainsi que comme solution aux problèmes sociaux³⁵³.

Toutefois, les postulats de base du discours de la transition et de la décroissance convergent quant à la conviction que nos sociétés, telles qu'elles sont vécues en Occident, sont condamnées, et que par conséquent, la vraie question est de savoir comment il faut penser collectivement et politiquement³⁵⁴ leur sauvetage³⁵⁵.

Selon nous, les IT s'apparentent à ces « lieux d'expérimentations collectives où s'inventent le monde décroissant »³⁵⁶ qu'évoque Paul Ariès. Il ajoute cependant que si elles sont indispensables, elles doivent en outre être « articulées à la construction d'un mouvement politique »³⁵⁷ car dans le contraire elles laisseraient croire, en s'isolant, qu'il y a « une issue à l'intérieur du Système. Donc, de la même façon que la simplicité volontaire doit être combinée à des formes d'expérimentations collectives, ces dernières doivent être articulées à la construction d'un mouvement politique »³⁵⁸. Sans cela, « les expérimentations collectives peuvent être des robinsonnades qui non seulement ne changent rien aux rapports de forces mais banalisent voire naturalisent la dualisation rampante de la société »³⁵⁹ et « on finit (...) par être récupéré par les logiques dominantes »³⁶⁰.

Toujours selon lui, il sera intéressant d'analyser « comment ou pourrait (ou pas) localement impulser des dynamiques de sortie de la société croissanciste »³⁶¹, tant le système est capable de digérer les initiatives.

3.3 et des idées similiaires

En résumé, les concordances entre les discours sont assez nombreuses.

La condamnation de *l'hubris* de l'homme moderne, les « 5 des 8 R » de Serge Latouche : « restructurer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler »³⁶² pourraient être inscrites dans le discours de la transition³⁶³. La nécessité d'une descente énergétique de nos sociétés qui devront nécessairement être plus sobres, et d'une action proactive. La critique de la ville moderne – périurbanisation, monotonie, destruction de paysages etc., et l'idée de s'inspirer des modes de vie passés et d'en revenir à un mode de vie plus soutenable, celle d'une catastrophe pédagogique, et celle d'une valorisation du citoyen aux dépens du consommateur. La relocalisation d'un maximum de pans de la société. La critique du stress

³⁵⁰ Fort des écrits de SHIVA (Vandana), *La guerre de l'eau*, L'aventurine, Paris, 2003.

³⁵¹ Voir également GEMENNE (François), op.cit. pp. 51-52.

³⁵² LYNAS (Mark), *Six Degrees, Our future on a hotter planet*, Fourth estate, London, 2007, pp. 210,

³⁵³ LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, p.16.

³⁵⁴ Nous pouvons voir que Paul Ariès insiste sur la nécessité d'appréhender les problèmes politiquement.

³⁵⁵ ARIÈS (Paul) op.cit. p.9.

³⁵⁶ Ibid. p. 254.

³⁵⁷ Ibid. p. 256.

³⁵⁸ Loc.cit.

³⁵⁹ Ibid. p. 318

³⁶⁰ Loc.cit.

³⁶¹ Ibid. p. 257.

³⁶² LATOUCHE (Serge), op.cit. pp.153-240.

³⁶³ En effet, si la restructuration de l'appareil de production, la relocalisation d'un maximum de secteurs, les réduction, réutilisation et recyclage sont clairement des idées partagées par Rob Hopkins, nous pensons que les 3 R de la réévaluation des valeurs, de la reconceptualisation de notions comme la richesse ou de la redistribution de cette même richesse sont absentes - à tout le moins explicitement - du discours de Rob Hopkins.

dans nos sociétés modernes, et l'idée de l'urgence de la réaction et de l'autoproduction. Le caractère positif du discours ³⁶⁴, la métaphore de l'addiction ³⁶⁵, la nécessité de repenser l'éducation, les micro-expériences de l'économie sociale et solidaire (LET'S, SEL, banques de temps etc.), la critique des moyens de transport de masse, l'idée de l'accentuation de la dévolution de pouvoir aux collectivités locales, l'idée de la nécessité de la double impulsion bottom-up et top-down, la mobilisation de l'imaginaire ³⁶⁶ ...

Enfin, les enjeux de ce que Luc Semal a appelé la « *transition forte* » ³⁶⁷ qu'il associe aux idées décroissantes, peuvent l'être au discours du mouvement des IT : l'imminence possible d'un effondrement, l'urgence radicale de la situation, la transition vers une réorganisation sociale et sociétale qui impliquerait moins d'énergie ³⁶⁸.

La liste n'est probablement pas exhaustive.

Nous avons pu constater que les idées de *la transition* et décroissantes sont relativement similaires, bien qu'à notre sens, ces dernières sont sans doute théorisées de façon plus profonde et précise, tant au niveau des décisions portant sur l'échelle locale qu'internationale. En effet, les auteurs décroissants critiquent la substituabilité des facteurs, la croyance naïve en l'économie immatérielle, et en l'eco-efficience si elle n'est pas pensée parallèlement avec l'effet rebond potentiel conséquent à celle-ci, et qui entraîne une augmentation des quantités consommées. La croissance est selon eux créatrice d'inégalités, d'injustices ³⁶⁹, d'un bien-être factice, en créant des conditions environnementales et de stress peu enviables. A ce propos, Isabelle Cassiers qualifie de « *saisissante* » ³⁷⁰ « *La divergence entre la tendance du PIB – en forte hausse – et celle de la satisfaction de vie – en stagnation depuis 30 ans au moins* » ³⁷¹. Cette critique de la croissance est absente du discours de la transition. Elle n'est en effet faite qu'indirectement, en ce que Rob Hopkins cite des auteurs qui partagent cette idée ³⁷².

Dans ces conditions, la fétichisation du PIB est moquée par les penseurs décroissants ³⁷³.

La réduction du temps de travail et la justice inter et intra-générationnelle sont aussi des idées réclamées par les auteurs décroissants, et non par les partisans du mouvement des villes en transition. La décroissance est un mouvement ouvertement anticapitaliste dont il faudrait abolir l'imaginaire. ³⁷⁴

Paul Ariès fustige quant à lui la société du travail ³⁷⁵ et vise à réintroduire la gratuité de toute une série d'usages ³⁷⁶ et à renchérir les mésusages ³⁷⁷. Les auteurs décroissants partagent aussi l'idée révolutionnaire de l'internalisation des coûts de transports et énoncent la nécessité d'une « bio économie » ^{378 379} – une économie qui tiendrait compte de la finitude des ressources. Ils veulent aussi

³⁶⁴ Avec une prééminence de cette idée chez Rob Hopkins tout de même.

³⁶⁵ à la consommation et à la croissance chez les décroissants, et au pétrole chez Rob Hopkins.

³⁶⁶ LATOUCHE (Serge), op.cit. et *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007 & ARIES (Paul), op.cit.

³⁶⁷ SEMAL (Luc), op.cit. p. 5,

³⁶⁸ Loc.cit.

³⁶⁹ LATOUCHE, *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, p. 55.

³⁷⁰ CASSIERS (Isabelle) (en collaboration avec C.DELAIN), « La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ? », in : *Regards économiques*, n°38, 2006, p. 11, <http://sites.uclouvain.be/econ/Regards/Archives/RE038.pdf>, consulté le 7 juillet 2010.

³⁷¹ Loc.cit.

³⁷² Paul Ekins notamment, in : EKINS (Paul) *The Living Economy. A New Economics in the Making*, for the Other Economic Summit (Organization), Routledge, 1986.

³⁷³ LATOUCHE (Serge), op.cit. pp. 71-76.

³⁷⁴ LATOUCHE (Serge), *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007, pp.138-140.

³⁷⁵ ARIÈS (Paul), op.cit. pp. 197-201.

³⁷⁶ Ibid. pp. 209- 213.

³⁷⁷ ARIÈS (Paul), *Le Mésusage, essai sur l'hypercapitalisme*, éditions Parangon/Vs, 2007.

³⁷⁸ « *Champ théorique qui tente d'articuler connaissances écologiques et savoir économique* » VIVIEN (Franck.-Dominique), « Histoire d'un mot, histoire d'une idée, le développement durable à l'épreuve du temps », in : *Le développement durable, de l'utopie au concept, de nouveaux chantiers pour la recherche*, Editions scientifiques et médiévales Elsevier SAS, Paris 2001, p. 41.

Serge Latouche en parle comme une discipline qui « *s'efforce de penser l'économie au sein de la biosphère* ».

substituer la notion de compétition au profit de celle de coopération, qui poserait un RMA³⁸⁰ bis (Revenu Maximum Autorisé), la primauté de la vie sociale sur la consommation illimitée, du loisir sur le travail et du local sur le global pour ne citer que ces exemples³⁸¹.

Les modifications des valeurs, modes de vie et croyances seraient ainsi conséquentes de cette décolonisation. Selon Serge Latouche c'est tout à la fois la publicité – deuxième budget mondial après l'armement, excusez du peu -, l'obsolescence des produits et le crédit qu'il faudrait questionner, en ce qu'ils servent la société de consommation³⁸², elle-même au service d'une société croissanciste insensée. Ainsi, il s'agirait de réévaluer les valeurs, de re conceptualiser certaines notions comme la richesse, de restructurer l'appareil de production en l'adaptant à la nouvelle société, de redistribuer les richesses, de relocaliser la production, la politique et la culture, de réduire les impacts environnementaux de nos modes de vie, le gaspillage, le tourisme de masse et recycler³⁸³.

Serge Latouche évoque même la nécessité d'inventer une démocratie écologique locale³⁸⁴ et de s'inspirer de l'utopie de l'écomunicipalisme de Murray Bookchin³⁸⁵ ou du concept de biorégions.

Enfin, point crucial, Signalons qu'un parti pour la décroissance³⁸⁶ a vu le jour le en France,³⁸⁷ - mais qu'il ne fait pas l'unanimité parmi les membres de la nébuleuse hétérogène du mouvement³⁸⁸. Celui-ci marque une énorme différence d'appréhension des problèmes entre les mouvements des IT et décroissant.

4. Villes en Transition et Décroissance, qui choisir ? Conclusions liminaires

Nous pouvons affirmer à l'instar de Paul Ariès, que « *les expérimentations locales* »³⁸⁹ pratiques qui ont lieu dans les initiatives de transition, qui refusent l'engagement politique, « *défrichent* »³⁹⁰ probablement « *mieux* »³⁹¹ que la mouvance décroissante « *le terrain de alternatives* »³⁹².

Toutefois, selon nous, les « 3 R » de Serge Latouche absents - à tout le moins explicitement – du discours de Rob Hopkins - que sont la réévaluation des valeurs, de la reconceptualisation de notions comme la richesse ou de la redistribution de cette même richesse - nous semblent des oublis fondamentaux. En effet, Le discours du mouvement des IT omet la critique, essentielle selon nous, de la méga machine publicitaire au service de la société de consommation.

In : LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, p. 287.

³⁷⁹ Ibid. p. 24.

³⁸⁰ Revenu Minimum d'Activité, en France.

³⁸¹ LATOUCHE (Serge), op.cit. p. 157.

³⁸² LATOUCHE (Serge), *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007, pp. 33-38.

³⁸³ LATOUCHE (Serge), op.cit. pp. 56-70.

³⁸⁴ Ibid. p. 72.

³⁸⁵ DIEUAIDE (Patrick), « Le municipalisme libertaire de Murray Bookchin », in : *Ecorev – Revue critique d'écologie politique*, 2006, <http://ecorev.org/spip.php?article469>, consulté le 27 juin 2010.

³⁸⁶ Parti pour la décroissance, <http://www.partipourladecroissance.net/?cat=3>, consulté le 11 juillet 2010.

³⁸⁷ En Belgique, le mouvement politique des objecteurs de croissance Adoc (Association des Objecteurs de Croissance) a vu le jour le 18 Octobre 2009, à l'ULB.

³⁸⁸ Serge Latouche pense qu'il est trop tôt pour cela, et que les conditions d'une expansion d'une société de décroissance ne sont pas réunies in : LATOUCHE (Serge), op.cit. p.144.

³⁸⁹ ARIÈS (Paul), *La décroissance, un nouveau projet politique*, Golias, 2007, p.155.

³⁹⁰ Loc.cit

³⁹¹ Loc.cit.

³⁹² Loc.cit.

Enfin, le discours décroissant s'inscrit dans l'idée politique de façon croissante, et nous pensons que cela servira son institutionnalisation externe ³⁹³ à plus long terme, ce qui peut constituer un atout non négligeable.

Dès lors, nous concluerons en affirmant que si le mouvement décroissant a sans doute théorisé de façon plus soutenue son discours au regard de celui du mouvement des IT, et si sa mise en pratique politique peut constituer un atout certain pour la pérennisation du mouvement, le mouvement des IT « agit plus qu'il ne parle », et met doré et déjà des actions pratiques en œuvre, qui, si elles ne sont pas révolutionnaires, contiennent néanmoins un potentiel de changement bien plus conséquent à court terme.

Mais le caractère apolitique du discours de Rob Hopkins et la carence de son institutionnalisation externe risquent de desservir le mouvement à plus long terme, et d'en réduire considérablement l'impact de changement des actions qu'il met en pratique.

Nous y reviendrons.

Nous avons fait les comparaisons – points communs ou antagonismes - entre les discours de transition et décroissant lorsqu'ils étaient possibles. Nous n'analyserons pas en profondeur les autres éléments du discours décroissant, cette analyse n'étant pas l'objet de notre travail. Néanmoins, gageons que le contenu de celui-ci peut servir de base théorique à un mouvement social de grande ampleur, qui « *décoloniserait les imaginaires* » ³⁹⁴.

³⁹³ Nous définirons ce terme dans la partie 2.

³⁹⁴ Formule empruntée à Serge Latouche, LATOUCHE (Serge), *Décoloniser l'imaginaire : La Pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Parangon, 2003.

PARTIE 2 : REALITES

Dans l'optique d'une analyse de la pertinence du discours du mouvement des initiatives en transition, nous en avons décortiqué les concepts-clés, au regard d'autres propos scientifiques et idéels, notamment le discours décroissant³⁹⁵. Ceci également afin de pouvoir en cerner les opportunités et les limites. Nous reviendrons sur ces dernières dans la troisième et dernière partie.

Ce chapitre servira à analyser les différentes réalités vécues par les acteurs du mouvement des IT, et notamment à analyser les facteurs qui favorisent ou freinent l'émergence, la consolidation et le maintien, des Initiatives de Transition. Nous voulons également répondre à notre question de recherche et à ses sous-questions : quel est le degré d'institutionnalisation des initiatives de transition ? Comment se positionnent les pouvoirs publics par rapport à celles-ci ? Et inversement ? A quels degrés interviennent-ils ? Et partant, les IT initient-elles un nouveau type de gouvernance ?

1. Méthodologie

Nous avons interrogé les acteurs principaux de contact³⁹⁶ des initiatives officielles en transition, et leur avons posé les questions suivantes :

- 1) Êtes-vous considéré comme une ville en transition et êtes-vous répertorié en tant que tel sur le réseau des villes en transition ?
- 2) Depuis quand votre ville est-elle considérée comme ville en transition ?
- 3) Pensez-vous que certains facteurs (historiques, culturels, politiques, relatifs au caractère rural de votre ville etc.) favorisent l'émergence des initiatives de transition que vous avez déjà réalisées ?
 - Au niveau des acteurs porteurs des initiatives ?
 - Au niveau de la sphère politique ?
- 4) Quelles sont les actions concrètes (de la plus petite à la plus importante) que vous avez déjà réalisées dans votre ville dans le cadre du mouvement des villes en transition ?
- 5) Avez-vous déjà fait appel à vos élus politiques pour leur demander de l'aide (financière, logistique, matérielle etc.) pour certaines de vos actions ?
 - Si oui, quels ont été leurs réactions ? Vous ont-ils aidé ? Ont-ils refusé ?
 - Si non, pourquoi ?
- 6) A quel niveau se positionnent les pouvoirs publics par rapport à vos initiatives et propositions d'actions ? Interviennent-ils ? Si oui, à quel niveau ?

2. Définitions liminaires

Avant tout chose, nous allons définir les termes^{397 398} que nous manierons pour tenter de répondre à nos questions de recherche. Dès lors, nous distinguerons :

³⁹⁵ Si tant est que l'on puisse parler d'un discours décroissant, tant la nébuleuse est hétérogène, et les idées éparses.

³⁹⁶ Ou répertoriés en tant que membres du « *noyau des équipes des initiatives de transition* » (*Core team*) sur le site internet du réseau des villes en transition (Transition Network), <http://www.transitionnetwork.org/initiatives>, consulté le 28 juin 2010.

³⁹⁷ Pour définir ces termes, nous sommes notamment inspirés de BOULANGER (Paul-Marie), « Une gouvernance du changement sociétal : le transition management », Dossier novembre 2008 / n°11 : gérer la transition

-l'*institutionnalisation interne* qui désigne le processus des IT, structuré autour de normes comportementales plus ou moins bien définies, assignant des rôles plus ou moins clairement définis aux acteurs impliqués, qui ont pour fonction de faire appliquer les normes et au sein duquel il y a une communication entre les acteurs au niveau interne. Elle désigne en outre le fait que le processus soit chapeauté par cette structure.

-l'*institutionnalisation externe* ³⁹⁹ qui désigne le processus des IT, structuré autour de normes comportementales plus ou moins bien définies, assignant des rôles plus ou moins clairement définis aux acteurs impliqués, qui ont pour fonction de faire appliquer les normes et au sein duquel il y a une communication entre les acteurs aux niveaux interne (membres des IT par exemple) et externe (autorités politiques locales, nationales par exemple).

Un financement structurel sur base permanente de la part des acteurs externes constitue un élément qui caractérise l'institutionnalisation externe du mouvement des IT, tout comme la reconnaissance politique du mouvement des IT, ou la récupération et l'application ⁴⁰⁰ d'actions proposées par les IT de la part les autorités politiques.

Si tous les éléments précités sont adoptés et exécutés, et s'ils sont structurellement établis de manière permanente et systémique à l'échelle gouvernementale locale et/ou nationale, on parlera d'institutionnalisation externe réelle.

En résumé, l'institutionnalisation externe désigne le processus de communication, d'acceptation du discours des IT de la part de la sphère politique, sa récupération, sa formalisation, son intégration et son financement structurel qui engendre sa pérennisation.

- Le concept de *gouvernance* renvoie aux rapports entre les acteurs étatiques et les autres acteurs – issus des pouvoirs publics, privés, internes et externes. Ces derniers entendent en effet désormais compter dans la prise de décision et l'action collective⁴⁰¹. Dans ce chapitre, nous nous focaliserons sur la gouvernance en tant qu'entité conceptuelle productive d'une « *nouvelle citoyenneté* »⁴⁰². Ainsi, la gouvernance désigne le fait que l'action publique relève désormais d'une multiplicité d'acteurs, et non plus exclusivement des institutions du gouvernement⁴⁰³. La technique de gouvernance est donc à

écologique, 2008, pp. 70-73, http://www.revue nouvelle.be/IMG/pdf/061-073_dossierBoulangier-13p.indd.pdf, consulté le 1^{er} juillet 2010.

³⁹⁸ Nous nous sommes également inspirés d'une interview que nous avons effectuée de Paul-Marie Boulangier.

Voir Annexes, p. 160

³⁹⁹ Dans le sens externe aux acteurs desquels part l'impulsion des (idées d') actions (qui sont les citoyens, les organisations locales, parfois même les entreprises locales etc.) et qui se trouvent hors du champ citoyen interne. L'institutionnalisation externe désigne donc le degré de récupération du processus impulsé par le citoyen, sa formalisation, son acceptation, l'intégration de son discours par le pouvoir politique par le biais d'aide financière structurelle et permanente, et, à terme, sa pérennisation.

⁴⁰⁰ Dans le sens « exécution ».

⁴⁰¹ « *Le concept de gouvernance a progressivement gagné la plupart des sciences sociales dans les années 1990: (...) ; en théorie des relations internationales, il servira, (...) à rendre compte des nouvelles formes d'organisation d'une société internationale de plus en plus fragmentée et hétérogène ; En science politique, il visera à théoriser le mouvement de repli d'un État devenu « creux » (HollowState) et confronté à la montée en puissance d'autres acteurs, publics et privés, internes et externes, qui entendent peser sur les choix collectifs et avec lesquels il est devenu nécessaire de composer ; En science administrative, par « gouvernance urbaine » (Urban Governance), on s'attachera à mettre en évidence la complexité nouvelle du « gouvernement des villes », qui impliquerait désormais de multiples intervenants, aussi bien publics que privés. (...) la complexification toujours plus grande des problèmes à résoudre et l'existence de pouvoirs multiples imposerait la recherche de formules souples de coopération, impliquant les acteurs concernés ».* (...)

CHEVALLIER (Jacques), « La gouvernance, un nouveau paradigme étatique ? », in : *Revue française d'administration publique* 1/2003 (n°105-106), p. 203-217,

http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=RFAP_105_0203&AJOUTBIBLIO=RFAP_105_0203#retourno10, consulté le 2 juillet 2010.

⁴⁰² LE GALÈS (Patrick), « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine » in : *Revue française de science politique*, 45e année, n°1, 1995. p.60.

⁴⁰³ PAGÈS, D., PÉLISSIER, N., 2000. *Territoires sous influence/1*, 12 p. cité in LELOUP (Fabienne) et al. « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? », in : *Géographie, économie, société*

différencier de celle de gouvernement classique⁴⁰⁴, cette dernière se rapprochant de « *l'écologie par le haut* »⁴⁰⁵ reprise par Romain Felli, ou de l'état nation Westphalien en voie de disparition selon l'OCDE⁴⁰⁶.

Par ailleurs, nous relaterons les termes suivants dans la partie qui suit. Ceux-ci correspondent à des organes gouvernementaux qui n'ont pas d'équivalent en Belgique. Pour éviter une traduction hasardeuse et respecter les structures organisationnelles⁴⁰⁷ propres à chaque pays, nous donnerons les termes dans leur langue initiale, non sans les avoir définis et hiérarchisés au préalable

- *Council* : Groupe de personnes élues pour gérer les affaires et les choses publiques dans une ville (*city, town*), ou une des circonscriptions administratives britanniques locales (*county*) etc. ; ou groupe de personnes désignées ou élues pour conseiller, faire les règles, gérer les affaires et choses publiques ; par extension, organe dans lequel travaillent ces personnes.
- *Councillor* : membre d'un *council*.
- *County*: la plus grande unité administrative d'un gouvernement *local*.
- *County council* : corps élu pour gouverner un *county*
- *City* : Grande et importante ville.
- *City council* : corps gouvernemental d'une grande ville.
- *Town* : Centre de population plus grand qu'un village mais plus petit qu'une grande ville (*city*)
- *Town council* : corps gouvernemental d'une ville (*town*).
- *Borough* : Ville ou district (partie d'une ville ou d'un état traitée comme une unité administrative) qui possède un groupe de personnes élues pour gouverner la localité concernée⁴⁰⁸.

3. Analyse des mouvements de transition : le mouvement tel qu'il est vécu, les réalités plurielles

Nous avons compilé les réponses des 33 acteurs que nous avons interrogés. Celles-ci nous permettent d'effectuer leur interprétation, leur analyse, et d'en tirer les conséquences utiles.

3.1 Le caractère officiel des IT analysées

Les 33 initiatives de transition⁴⁰⁹ sont officiellement répertoriées en tant que telles sur le réseau de la transition (*Transition Network*)⁴¹⁰.

4/2005, pp. 321-332, <http://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2005-4-page-321.htm#citation>, consulté le 2 juillet 2010.

⁴⁰⁴ « *Entendu au sens fonctionnel, « gouvernement » désigne « l'action ou la manière de diriger ou de régir (quelqu'un ou quelque chose) » ; il repose sur une certaine conception du pouvoir, caractérisée par l'asymétrie, l'inégalité, l'unilatéralité, c'est-à-dire donnant la capacité à celui qui le détient d'imposer sa volonté au destinataire* » CHEVALLIER (Jacques) op.cit. pp.203-217,

⁴⁰⁵ FELLI (Romain), *Les deux âmes de l'écologie : une critique du développement durable*, L'Harmattan, 2008

⁴⁰⁶ OCDE, « La gouvernance au XXIe siècle, études prospectives », Organisation de Coopération et de Développement économiques, les éditions de l'OCDE, Paris, 2002, p.219, <http://www.oecd.org/dataoecd/58/10/35625932.pdf>, consulté le 4 juillet 2010.

⁴⁰⁷ Les structures organisationnelles anglo-saxonnes sont différentes des belges par exemple.

⁴⁰⁸ *Oxford Advanced Learner's dictionary*, New Edition, Oxford university Press, 1989.

⁴⁰⁹ Rappelons qu'il est préférable d'utiliser ce terme au détriment de « villes en transition » tant les lieux – villes, comtés, universités, etc. – sont variables.

⁴¹⁰ Aucune initiative en phase de peaufinage « *Muller initiative* » ne nous a répondu.

3.2 La durée de vie moyenne des IT analysées

La moyenne d'obtention du titre d'initiatives officielles de transition est de 17,3 mois, c'est-à-dire environ un an et demi. Cette moyenne cache néanmoins de grandes disparités : Kinsale est initiative officielle depuis environ 48 mois, quand San Lorenzo l'est depuis seulement 1 mois.

Par ailleurs, notons que certaines initiatives étaient mises en place et portées par les acteurs locaux bien avant leur officialisation, ce qui peut fausser les données, et donc les interprétations.

3.3 Concernant les facteurs, qui, selon les acteurs locaux engagés dans les initiatives de transition, favorisent ou freinent l'émergence et l'aboutissement de celles-ci

3.3.1 Les facteurs qui favorisent l'émergence, la consolidation et le maintien, des initiatives de transition selon les acteurs locaux concernés

- *La conscience environnementale préalable des acteurs locaux impliqués ou des initiatives non encore officielles qui portent les projets et leur motivation à diffuser le message de Rob Hopkins, ainsi que leur créativité et leurs compétences :*

Ainsi, selon Brenda Cartwright, chef⁴¹¹ de **Hancock County Towns in Transition**, la situation côtière de Hancock amène le fait que les habitants sont plus sensibles à certains facteurs environnementaux, comme l'épuisement des ressources halieutiques par exemple. A **Monterey (Californie, USA)**, Larry Telles pense que « *la conscience et la sensibilité environnementale préalable des gens a entraîné leur gravitation autour des structures organisationnelles* »⁴¹² que les membres fondateurs de l'initiative de transition de Monterey avaient créées.

A **Edinburg (Ecosse)**, l'université en transition essaie depuis un certain temps déjà de changer les comportements via des changements infrastructurels. A **Banyule (Victoria, Australie)**, selon Mary Stringer, co-présidente de Transition Banyule, c'est la prise de conscience de l'urgente nécessité de réaction face au double problème du pic pétrolier et du changement climatique, couplée au manque d'action du gouvernement national qui a favorisé cette émergence.

A **Farnham (Surrey, UK)**, Finn Jackson pense que « *le seul facteur qui conduit tout* »⁴¹³ est la motivation et la conscientisation des personnes prêtes à s'investir et à mettre en œuvre des actions.

Biff Vernon, membre actif de l'initiative locale de **Louth (Lincolnshire, UK)** tient le même discours. A **State College (Pennsylvania, USA)** la créativité des personnes impliquées est évoquée pour expliquer les facteurs potentiellement exhausteurs d'initiatives.

A **Nelson (British Columbia, Canada)**, Bill MacNally soutient que « *la collectivité accorde de l'importance à l'environnement et beaucoup accordent de l'importance à des valeurs autres que (...) celle de gagner de l'argent* »⁴¹⁴ ce qui semble avoir facilité l'émergence du mouvement pour la transition.

A **North Hove (Fife, Ecosse)** Hamid Van Koten, membre du groupe « événements » et directeur du groupe « énergie » pense que « *le mélange de gens motivés et compétents* »⁴¹⁵ a favorisé l'émergence de leurs initiatives. La compétence des acteurs impliqués dans les initiatives de transition est selon Constance Chanteux, membre de **Dorking in Transition (Surrey, UK)** un des facteurs ayant participé

⁴¹¹ *Leader*

⁴¹² Voir annexes pp.134-135.

⁴¹³ Voir annexes pp.150-151.

⁴¹⁴ Voir annexes pp.152-153.

⁴¹⁵ Voir annexes p.122 .

à leur succès. Ainsi, l'équipe se compose d'« *un géologue, de deux écrivains, d'un architecte et de plusieurs historiens* »^{416 417}.

- *La conscience environnementale préalable des collectivités locales, des ONG, des groupes aux projets connexes au mouvement et des groupes actifs voisins, leur créativité leurs compétences, leur motivation, leur caractère proactif et leur implication volontaire dans le mouvement (bénévolat etc.) :*

Dans le comté de **Hancock (Maine, USA)** la conscience des dégâts écologiques est présente au sein de la collectivité.

A **Shoreham-By-Sea (West Sussex, UK)**, Caroline Schofield, membre actif de l'initiative en transition éponyme évoque ce « *vieil activisme historique* »⁴¹⁸ incarné par « *des personnes qui combattaient auparavant notamment les actions de planifications mal pensées* »⁴¹⁹ et qui demeure aujourd'hui.

A **Dorking (Surrey, UK)** il existe une tradition de jardinage, et d'*allotments*⁴²⁰ (petite zone de terres publiques louées pour la culture de légumes⁴²¹ par exemple). Ainsi, « *bon nombre de résidents cultivent leurs propres parcelles de terres* »⁴²², et sont donc conscients de leur importance, constate Constance Chanteux, membre active de *Transition Dorking*.

A **Nelson (British Columbia, Canada)**, « *une bonne part (des membres) du groupe initial de Transition Nelson appartenait au départ à une organisation environnementale régionale, et se sont impliqués dans les initiatives car ils voulaient atteindre de plus larges segments de la population* »⁴²³.

A **Ashland (Oregon, USA)**, Lance Bisaccia, membre du groupe initial souligne que « *beaucoup de personnes composant la collectivité sont intéressées par l'idée de soutenabilité* »⁴²⁴.

Parfois, les organisations et groupes locaux ainsi que les groupes voisins facilitent les initiatives de transition. C'est le cas à **Carrboro - Chapel Hill (CCH) (North Carolina, USA)**, Kathy Shea, membre du comité de direction de Transition CCH souligne le fait que beaucoup d'efforts préalables visant la durabilité en ville ont été faits. « *Nous avons notamment un mouvement local d'alimentation très solide dans le secteur, (...), des projets de cohabitation, des groupes travaillant sur la descente énergétique et les énergies de substitution au pétrole etc.* »⁴²⁵.

La coopération entre les centaines de groupes, associations, clubs, sociétés locales est également citée par John Webb, membre de **Transition Letchworth (Hertfordshire, England, UK)** comme un facteur encourageant les initiatives de transition.

A **Marsden and Slaithwaite en transition (UK)**, existent « *un tas d'autres groupes actifs dans la région, de sorte que l'attraction de nouveaux membres est facilitée* »⁴²⁶.

L'implication des membres de la communauté dans le mouvement des IT ainsi que leur soutien sont des éléments qui sont mentionnés relativement souvent par les acteurs locaux engagés dans celles-ci. Ainsi, Kat Smith, membre actif de **Lothwithiel en transition** souligne l'importance de cette « *communauté*

⁴¹⁶ Voir annexes pp.140-142.

⁴¹⁷ Voir annexes pp. 109-159.

⁴¹⁸ Voir annexes p.147.

⁴¹⁹ Loc.cit.

⁴²⁰ Plus précisément, jardins urbains communautaires ou jardins familiaux d'une superficie qui oscille entre 50 et 400m², qui sont attribués aux habitants par les autorités publiques dans un but de jardinage, Wikipédia [http://en.wikipedia.org/wiki/Allotment_\(gardening\)](http://en.wikipedia.org/wiki/Allotment_(gardening)) et Veronika Paenhuyzen, « Totnes-Ville en Transition » : Des projets de jardins partagés et de vergers publics », 2009, <http://www.amisdela terre.be/spip.php?article571>, consulté le 20 juillet 2010.

⁴²¹ *Oxford Advanced Learner's Dictionary*, New Edition, Oxford university Press, 1989.

⁴²² Voir annexes pp.140-142.

⁴²³ Voir annexes pp.152-153.

⁴²⁴ Voir annexes p. 156.

⁴²⁵ Voir annexes pp.124-125.

⁴²⁶ Voir annexes p.143.

déjà active (qui) a soutenu nos activités »⁴²⁷, à **Staunton Augusta (Virginie, USA)** Erik Curren note que « les gens sont très impliqués »⁴²⁸ dans la collectivité, avec un « haut degré de volontariat »⁴²⁹, tout comme à **Marsden and Slaithwaite (UK)** où un membre actif dans l'initiative locale signale que la localité « possède une histoire de membres proactifs au sein la communauté »⁴³⁰, tandis qu'à **Monmouth (Pays-de-Galles, UK)** Vivien Mitchell déplore le trop petit nombre personnes motivées⁴³¹.

- *Les facteurs historico-culturels :*

Ainsi, à **Totnes (Devon, UK)**, « l'histoire et la culture d'un esprit d'avant-garde ont »⁴³² selon Carole Whitty, administrateur de *Totnes in Transition*, « probablement facilité la formation d'une masse critique favorable à ce discours »⁴³³. Même chose à **Carborro-Chapel Hill** qui abrite la plus vieille université publique des USA, et qui se situe à la base « d'une histoire d'innovation et de progressivité intellectuelle dans nombre de domaines »⁴³⁴, notamment celui de la durabilité, ce qui fait que cette ville en transition chapeaute en quelque sorte les autres initiatives de la région, tout en donnant un espace pour les nouveaux groupes en cours de formation.

A **Kinsale**, la 3^{ème} ville en transition officiellement reconnue comme telle, Klaus Harvey pense que la culture relative à la nourriture à Kinsale – la ville organise chaque année un festival de nourriture gastronomique et a lancé récemment un « 50 mile meal award »⁴³⁵ a favorisé l'intérêt de la collectivité pour la culture de la nourriture, la location d'*allotments* etc. ainsi que son implication. A **Letchworth (Hertfordshire, England, UK)**, le concept de cité-jardin a « fourni un thème historique pour l'inspiration (citoyenne) – d'ailleurs plus que pour la participation »⁴³⁶ selon John Webb.

A **Dorking (Surrey, UK)**, il existe plusieurs facteurs historiques qui expliquent la saine émergence des actions du mouvement des IT en son sein: la lutte historique contre l'urbanisation de la ville, « l'identité de la ville »⁴³⁷, qui est une ville où se tient régulièrement un marché⁴³⁸ historique que les habitants essaient tant bien que mal de défendre: « Le marché local lutte pour sa survie, mais nombre d'habitants soutiennent cette identité et essayent de faire en sorte que les marchés (...) continuent d'exister »⁴³⁹ nous confie Constance Chanteux. Par ailleurs, il y règne une « tradition forte pour les *allotments*, les espaces verts protégés, et les gens y cultivent souvent eux-mêmes leur nourriture »⁴⁴⁰.

Les facteurs précités – « market town », identité forte défendue par les habitants qui cultivent souvent leur nourriture, nombreux espaces verts – s'appliquent également à l'initiative locale de **Richmond (North Yorkshire, UK)**.

Celle de **Shoreham-By-Sea (West Sussex, UK)** présente également un profil historique comparable, et susceptible d'encourager l'émergence des initiatives de transition.

Enfin, A **Banyule (Victoria, Australie)**, selon Mary Stringer, « la jeune population pourrait apprendre beaucoup de la culture de ses populations indigènes et immigrée italienne qui cultivaient très souvent leurs propres légumes et plantaient des arbres fruitiers dans leurs jardins »^{441 442}

⁴²⁷ Voir annexes p.109.

⁴²⁸ Voir annexes p.131.

⁴²⁹ Loc.cit.

⁴³⁰ Voir annexes p. 143.

⁴³¹ Voir annexes pp. 109- 159.

⁴³² Voir annexes p.112.

⁴³³ Loc.cit.

⁴³⁴ Voir annexes pp.124-125.

⁴³⁵ Prix attribué au meilleur repas cuisiné avec des ingrédients produits dans un rayon de 50 miles de la ville.

⁴³⁶ Voir annexes p. 132

⁴³⁷ Voir annexes pp.140-142.

⁴³⁸ "A market town" in: *Oxford Advanced Learner's dictionary*, New Edition, Oxford university Press, 1989.

⁴³⁹ Voir annexes p. 140-142.

⁴⁴⁰ Loc.cit.

⁴⁴¹ Voir annexes pp.148-149.

⁴⁴² Voir annexes pp.109 – 159.

- La taille ⁴⁴³ des localités concernées, leurs nombre d'habitants et/ou leur caractère non urbain :

A **Monmouth (Wales, UK)**, Vivien Mitchell, membre actif de Monmouth en transition pense que la petitesse de sa ville et du nombre de sa population – environ 9000 habitants – favorise l'émergence « d'un bon esprit de communauté »⁴⁴⁴, crucial pour l'émergence d'une IT. Pareille configuration se présente à **Kinsale**, ville de 4500 habitants, « ce qui facilite l'organisation d'évènements »⁴⁴⁵ notamment. John Webb, membre de **Letchworth en transition** constate que les « initiatives semblent « prendre racine » plus aisément dans les villages et les villes comme à Cambridge par exemple »⁴⁴⁶.

A **Dorking**, « la taille (...) de la ville est bonne pour une initiative de transition : 10.000 résidents »⁴⁴⁷ habitent une région très verte, couverte de forêts, d'espaces verts protégés, etc ⁴⁴⁸.

Sheila Pearson pense que la taille de la ville de **Richmond** – 9000 habitants –, son caractère rural et les nombreux espaces verts en son sein et qui l'entourent, sont des « facteurs qui encouragent le développement de la transition, notamment l'idée de cultiver plus sa propre nourriture »⁴⁴⁹.

Selon Caroline Schofield, membre de **Shoreham-By-Sea**, la petitesse de la ville la rend « plus manœuvrable »⁴⁵⁰.

D'autres comme Mike Matessa, citent l'isolement de leur localité (**San Lorenzo Valley**) comme facteur encourageant potentiellement la « pensée indépendante »⁴⁵¹, et par extension les IT.

Pour finir, Jonathan Smith, membre de **Isles Of Scilly in transition** résume bien les arguments précités lorsqu'il déclare : « Je pense que la taille d'un endroit a une grande influence sur le succès d'une initiative de transition. Car celle-ci est un concept bottom-up, qui part de l'individu et de son interaction avec la communauté. Je pense personnellement que les îles, les villages et les petites villes travaillent mieux parce que les liens et rapports entre les personnes, le gouvernement local, les entreprises, les organismes, etc. sont encore forts. Dans les grandes villes ces relations sont beaucoup plus distantes ce qui à mon sens complique la tâche. Ici sur les îles de Scilly nous avons une population d'environ 2000 personnes, réparties sur cinq îles »⁴⁵². Tout est dit.⁴⁵³

- Les facteurs politiques : La collaboration ⁴⁵⁴ avec les pouvoirs politiques en place et avec des ONG influentes, l'insertion de membres des initiatives de transition dans la sphère politique et conséquemment l'influence sur le politique :

A **Monmouth (Wales, UK)**, Vivien Mitchell déclare que « les membres de l'IT de Monmouth travaillent avec le town council, le county council, les membres du parlement, les membres de l'assemblée galloise et d'autres ».⁴⁵⁵

⁴⁴³ Nous citons « la (petite) taille » des localités concernées comme un facteur favorisant l'émergence des IT en ne fournissant que le nombre d'habitants de ces localités. Nous postulons ici que les densités de population (nombre d'habitants/km²) se situent dans la moyenne, ce qui nous permet d'inférer la taille des localités en fonction du nombre d'habitants, comme le font les membres des IT interrogés, qui citent la « petite taille » des localités comme facteur encourageant l'émergence d'IT, en ne citant que le nombre d'habitants : 10.000 tout au plus. Nous nous excusons auprès du lecteur pour ce raccourci méthodologique.

⁴⁴⁴ Voir annexes pp.118-121.

⁴⁴⁵ Voir annexes pp.127-130.

⁴⁴⁶ Voir annexes p. 132.

⁴⁴⁷ Voir annexes pp.140-142.

⁴⁴⁸ Loc.cit.

⁴⁴⁹ Voir annexes pp.145-146.

⁴⁵⁰ Voir annexes p. 147.

⁴⁵¹ Voir annexes p. 110.

⁴⁵² Voir annexes pp.154-155.

⁴⁵³ Voir annexes pp. 109- 159.

⁴⁵⁴ Qui peut prendre plusieurs formes comme l'impulsion d'idées, le travail pour-, l'implication ou participation du politique, le parrainage ou le soutien du politique.

Ainsi, Transition Monmouth est représentée dans plusieurs organismes, notamment « *l'espace (forum) de partenariat de Monmouth - qui est le lien entre la ville et le County Council ; Les membres incluent des membres du town council, du county council et des représentants de n'importe quel groupe dont les objectifs sont compatibles avec ceux du forum (...). Notre principal apport a été d'inciter le County Council à avoir l'objectif de rendre le comté autosuffisant concernant les énergies renouvelables.*

Nous avons également travaillé avec le service de planification à ce sujet, et en tant que membres de la consultation locale de programme de développement, nous avons apporté une grande contribution au rapport qu'ils ont édité le mois dernier. Notre prochain but est de travailler sur un plan d'énergie renouvelable pour la totalité du Pays de Galles. Un petit accomplissement mais néanmoins très significatif a été que toutes les propositions qui passent au Cabinet doivent inclure un paragraphe décrivant « en quoi le projet est soutenable ? » »⁴⁵⁶.

Monmouth en Transition travaille également en collaboration avec les « amis de la terre » sur une série d'actions ayant trait au recyclage et à l'énergie notamment.

A **North Howe Transition Toun Fife (Fife, Scotland, UK)**, Hamid Van Koten pense que la « *participation et l'implication de la gouvernance⁴⁵⁷ locale est importante* »⁴⁵⁸ et représente selon lui un élément qui favorise l'émergence des IT.

A **Letchworth, (Hertfordshire, England, UK)** l'aide de la « *local Heritage Foundation* », du *District Council* et du *County Council* concernant certains programmes et évènements « *fournit un cadre de travail qui profite aux initiatives locales, incluant les nôtres* »⁴⁵⁹.

A **Richmond (North Yorkshire, UK)**, Sheila Pearson, membre du noyau fondateur de l'IT de la ville déclare qu'« *il y a quelques individus proactifs à tous les niveaux de gouvernement local, et certains d'entre eux nous ont soutenu lors de nos premiers projets, mais il y a aussi des tensions politiques de longue date. Celles-ci ne nous ont posé aucun problème jusqu'ici, mais peuvent présenter des défis à l'avenir* »⁴⁶⁰.

A **Nelson (British Columbia, Canada)** « *plusieurs membres du local city council sont aussi membres du mouvement environnemental et ont répondu favorablement à l'IT de la ville de Nelson. De plus, au niveau provincial, de grands efforts sont faits afin de tendre vers un paradigme plus soutenable* »⁴⁶¹. Soulignons aussi le fait que le gouvernement local va adopter une résolution⁴⁶² très prochainement « *afin de déclarer la ville comme ville en transition* »⁴⁶³.

Enfin, à **Sebastopol (California, USA)** « *la ville est progressive politiquement et possède une conscience environnementale importante, de sorte que les membres de l'IT reçoivent du soutien des personnes qui ont la même vision des choses et qui s'intéressent aux questions de durabilité* »⁴⁶⁴. Selon Scott McKeown, « *cela contribue significativement à notre capacité à entraîner les gens à participer* »⁴⁶⁵

⁴⁵⁵ Voir annexes pp.118-121.

⁴⁵⁶ Loc.cit.

⁴⁵⁷ "Involvement of local governance is important". Notons que le mot gouvernance est ici utilisé. Une notice de la commission européenne nous informe que « le mot anglais *governance* a été remis à l'honneur dans les années 1990 (...) pour désigner "l'art ou la manière de gouverner", mais avec deux préoccupations supplémentaires; d'une part, bien marquer la distinction avec le *gouvernement* en tant qu'institution; d'autre part, sous un vocable peu usité et donc peu connoté, promouvoir un nouveau mode de gestion des affaires publiques fondé sur la participation de la société civile à tous les niveaux (national, mais aussi local, régional et international) ». HUYNH-QUAN-SUU (Corinne), « Étymologie du terme "gouvernance" », Service de Traduction de la commission européenne, p. 1 http://ec.europa.eu/governance/docs/doc5_fr.pdf, consulté le 11 juillet 2010.

⁴⁵⁸ Voir annexes p. 122.

⁴⁵⁹ Voir annexes p.132.

⁴⁶⁰ Voir annexes pp.145-146.

⁴⁶¹ Voir annexes pp.152-153.

⁴⁶² Déclaration formelle (...) d'un conseil ou d'une assemblée par le moyen d'un vote.

⁴⁶³ Voir annexes p. 152-153.

⁴⁶⁴ Voir annexes p.111.

⁴⁶⁵ Loc.cit.

- *Le statut social (middle-class) des habitants des IT :*

A **Marsden and Slaithwaite (UK)**, vivent beaucoup de gens appartenant à la classe moyenne, ce qui semble être un facteur favorable à l'émergence des IT⁴⁶⁶.

3.3.2 A contrario, les facteurs qui jugulent l'émergence, la consolidation et le maintien des initiatives de transition selon les acteurs locaux concernés

- *Le manque de temps ou d'engagement des collectivités actives dans le mouvement pour la transition :*

Ainsi, selon Judith Newton, « *les gens sont généralement moins engagés et ont moins conscience des contraintes concernant les ressources* »⁴⁶⁷ à **Cotati** que dans la ville voisine de Sebastopol – ce que Scott McKeown, membre actif des IT de Sebastopol confirme.

La situation est un peu différente à **Monmouth (Wales, UK)**, qui est victime du défaut de ses qualités en ce que la ville recèle des personnes actives et créatives mais que celles-ci occupent souvent plusieurs fonctions simultanément, ce qui diminue leur disponibilité, et à terme, fait baisser le rendement et le dynamisme de l'IT vernaculaire.

A **Kinsale**, le manque de temps des personnes actives dans le mouvement est aussi cité comme un facteur freinant le dynamisme de celles-ci⁴⁶⁸.

- *Le peu d'influence et d'implication politiques pour des raisons telles que le déficit de conviction du politique à propos de la pertinence des IT la persuasion, le manque d'envie, d'intérêt, d'appui, ainsi que le conservatisme des pouvoirs politiques en place, les tensions politiques, ou la mauvaise image des IT en termes économiques :*

A **Kinsale**, 3^{ème} ville en transition d'un point de vue historique, Klaus Harvey nous confie que les personnes actives dans les IT de la ville n'ont « *toujours pas obtenu assez de la part (...) des leaders du secteur économique et de la collectivité impliqués par rapport aux besoins* »⁴⁶⁹ qu'ils ont pour préparer le pic pétrolier. Il termine en déclarant « *nous n'avons pas vraiment beaucoup d'influence politique, à l'exception d'un de nos membres du comité qui siège au conseil municipal* »⁴⁷⁰.

Le conservatisme politique est aussi regretté à **HighWycombe (Buckinghamshire, UK)**, dont le président de l'IT, n'hésite pas à déclarer que « *le conservatisme politique et le cynisme de la collectivité ont été de sérieux problèmes au niveau du maintien de l'IT de Wycombe, en comparaison avec d'autres villes* »⁴⁷¹. De plus, selon lui les gens y sont « *désintéressés de la politique, ce qui entraîne un manque de soutien et d'intérêt publics* »⁴⁷²

A **Clitheroe (Lancashire, UK)**, selon Chris Gathercole membre du noyau fondateur de Clitheroe en transition, les avantages du caractère rural de la ville dans laquelle se déroule l'initiative locale sont annihilés par le « *conservatisme du council* »⁴⁷³, ce qui semble démarquer cette ville d'autres villes aux

⁴⁶⁶ Voir annexes pp. 109- 159.

⁴⁶⁷ Voir annexes p.144.

⁴⁶⁸ Voir annexes pp.109 -159.

⁴⁶⁹ Voir annexes pp.127-130.

⁴⁷⁰ Loc.cit.

⁴⁷¹ Voir annexes pp.137-138.

⁴⁷² Loc.cit.

⁴⁷³ Voir annexes pp.158-159.

profils similaires, à savoir des « villes de tailles similaires » notamment, et « qui semblent posséder des personnes bien plus ouvertes d'esprit »⁴⁷⁴.

A **Richmond (North Yorkshire, UK)**, si « elles n'ont pas encore causé de problèmes, les tensions politiques de longue date pourraient présenter des défis à l'avenir »⁴⁷⁵.

Enfin, les IT souffrent parfois d'une image peu enviable au niveau de la sphère politique, tant elles sont vues comme un mouvement dégradant en termes de retombées économiques. C'est le cas à **Horsham (West Sussex, UK)**, qui se situe dans une zone fortement dépendante de la présence de l'aéroport de Gatwick ...⁴⁷⁶

- Les facteurs historico-culturels et géographiques, et les facteurs économiques subséquents :

A **High Wycombe (Buckinghamshire, UK)**, le président de l'IT pointe les facteurs historico-culturels de la ville comme obstacles à l'épanouissement des initiatives. Ainsi, « le travail effectué ici implique environ dix fois de gens pour le même travail effectué dans une ville située à 10 km de distance »⁴⁷⁷. Selon lui, « la ville est une ville-dortoir »⁴⁷⁸ – la plupart des personnes travaillent ailleurs que là où ils habitent. « Beaucoup d'ensembles immobiliers sont visuellement disgracieux et le voisinage est très pauvre. Il y a également un grand nombre de personnes appartenant à des minorités ethniques qui sont culturellement moins préoccupées concernant le futur »⁴⁷⁹. En effet, « La transition peut être vue comme forme d'environnementalisme et cela peut être perçu comme un luxe de blanc, étroit d'esprit, de classe moyenne, un choix de style de vie. Mais la ville a aussi plusieurs enclaves de prospérité. Les citadins sont donc soit trop riches soit trop pauvres pour se soucier de la transition. Le modèle de l'initiative locale diffère également de celui des villes proches. Celui-ci semble dépendre des individus impliqués »⁴⁸⁰. Ainsi, culturellement, « High Wycombe est une ville où les gens vivent pour travailler et faire des achats. Quand ils ont amassé assez d'argent ils s'éloignent vers des endroits plus agréables quelques kilomètres plus loin. Une fois là-bas, les gens commencent à s'intéresser et à s'investir dans la communauté locale. Les gens de cette ville sont trop peu intéressés par la politique. Nous manquons donc de l'appui et de l'intérêt publics. Il n'y a aucune tradition de changement radical. »⁴⁸¹.

Les facteurs culturels (et économiques) influencent aussi l'implication et l'état d'avancement de l'IT de la ville de **Dorking (Surrey, UK)**. Ainsi, Constance Chanteux nous fait savoir que « la ville fait partie de la région de Surrey, une des plus riches au R-U. Dès lors, bien que les revenus varient considérablement, en moyenne, on la considère comme une ville prospère. Donc, tandis que certains résidents participent aux changements, cultivent de la nourriture, (...) etc. - car cela fait faire des économies -, une bonne partie de la population possède plusieurs voitures par ménage, a une grosse empreinte carbone, n'a pas vraiment foi en le recyclage, la réutilisation, etc. et est beaucoup plus difficile à atteindre »⁴⁸². Par ailleurs, « la ville se sort plutôt bien de cette récession »⁴⁸³ et a toujours une sorte « d'équilibre intérieur » en ce qui concerne les affaires locales, le commerce local, (...) les hauts revenus etc., de sorte que les choses en général ne vont jamais assez mal pour que le changement

⁴⁷⁴ Loc.cit.

⁴⁷⁵ Voir annexes pp.145-146.

⁴⁷⁶ Voir annexes pp.109-159.

⁴⁷⁷ Voir annexes pp.137-138.

⁴⁷⁸ Loc.cit.

⁴⁷⁹ Loc.cit.

⁴⁸⁰ Loc.cit.

⁴⁸¹ Loc.cit.

⁴⁸² Voir annexes pp.140-142.

⁴⁸³ Déclin temporaire de l'activité économique ou de la prospérité, in: *Oxford Advanced Learner's dictionary*, New Edition, Oxford University Press, 1989.

devienne une option attrayante et engageante. (...) . L'attitude qui consiste à dire « tout ira bien » tend à faire en sorte que les gens ignorent les initiatives, ou à les faire s'écarter du changement »⁴⁸⁴.

Enfin, Dorking est une ville banlieusarde⁴⁸⁵, les gens vont de la ville vers Londres et ceux de Londres vont vers la ville. « Le système de transport en commun ne constituant pas une alternative efficace, ces banlieusards ne peuvent pas être atteints facilement, tout simplement parce qu'ils passent très peu de temps dans la ville »⁴⁸⁶.

- *La taille trop importante :*

Selon John Webb, membre actif de l'IT de la ville de **Letchworth (Hertfordshire, England, UK)**, « les initiatives semblent « prendre racine » plus facilement dans les villages »⁴⁸⁷. Ce facteur confirme le point antagoniste correspondant, précédemment analysé qui postule que la petitesse d'une ville et son caractère rural semble favoriser l'émergence des IT.

- *Enfin, Certains pensent qu'aucun facteur particulier ayant trait à l'histoire, la culture, au nombre d'habitants ou à la taille de la localité ne favorise la réception des idées de la transition :*

C'est le cas des villes de **Horsham (West Sussex, UK)**, **State College (Pennsylvania, USA)** et **Saltash (Cornwall, UK)**. Quant à Kat Smith, membre actif et personne de contact à **Lostwithiel en transition**. Elle est la seule personne interrogée qui pense qu'« aucun facteur politique n'influence l'émergence des IT »⁴⁸⁸.

- *Certaines personnes interrogées sont plus expectatives et mitigées quant aux bienfaits ou aux méfaits de certains facteurs susceptibles de favoriser l'émergence des IT :*

Ainsi à **Letchworth**, selon John Webb, certaines actions (jardins urbains, etc.) « mènent à la sensibilisation mais également à la résistance »⁴⁸⁹

A **Monterey (California, USA)**, Larry Telles pense que certains facteurs encouragent l'émergence des IT quand d'autres la freine. Sur le plan politique, « certains sont prêts à entendre le message et d'autres y résistent »⁴⁹⁰, ce qui est également le cas au sein de la population.

Sheila Pearson de **Richmond en transition (North Yorkshire, UK)** ne dit pas autre chose lorsqu'elle évoque le fait que certains membres du gouvernement local sont très proactifs et les ont même aidés lorsque les IT étaient à l'état larvaire, mais que d'un autre côté, il persiste des tensions politiques de longues dates susceptibles de juguler l'avancement des choses.

Enfin, deux villes veulent rester apolitiques – comme Totnes (Devon, UK) - ou en dehors de la politique comme la ville de **State College (Pennsylvania, USA)**

⁴⁸⁴ Voir annexes pp.140-142.

⁴⁸⁵ « *Commuter town* » : *Commute* : personne qui voyage régulièrement de son lieu de travail à son lieu d'habitation. Par extension, ville que les gens traversent régulièrement pour aller travailler et rentrer à la maison.

⁴⁸⁶ Voir annexes p.140-142.

⁴⁸⁷ Voir annexes p. 132.

⁴⁸⁸ Voir annexes p.109.

⁴⁸⁹ Loc.cit.

⁴⁹⁰ Voir annexes pp.134-135.

3.3.3 Récapitulatif des données recueillies concernant les facteurs favorables ou défavorables à une IT

- *Concernant les facteurs qui favorisent l'émergence- la consolidation et le maintien - des initiatives de transition selon les acteurs locaux concernés*

- 10 acteurs concernés directement dans les IT sur 33 IT (30%) pensent que *la conscience environnementale préalable des acteurs locaux impliqués - ou des initiatives non encore officielles- qui portent les projets et leur motivation à diffuser le message de Rob Hopkins, ainsi que leur créativité, leurs compétences* est un facteur non négligeable qui favorise l'émergence, la consolidation et le maintien, des initiatives de transition.

Ces déclarations spontanées s'inscrivent dans les données recueillies par Gill Seyfang, qui a mis en évidence la forte implication citoyenne dans l'initiation des IT (89 %).⁴⁹¹

- 11 membres impliqués dans les IT sur 33 représentants des IT interrogés (33%) citent *la conscience environnementale préalable des collectivités locales, des ONG, des groupes aux projets connexes au mouvement et des groupes actifs voisins, leur créativité, leurs compétences, leur motivation, leur caractère proactif et leur implication volontaire dans le mouvement (bénévolat etc.)* comme un facteur à prendre en compte pour expliquer l'émergence des IT.

Notons que 3 membres d'IT ont cité conjointement les deux arguments précités comme facteurs encourageant le jaillissement d'IT. Cela s'explique par la connexité des deux facteurs.

L'importance de ces groupes aux sensibilités environnementales est également soulignée dans l'étude de Gill Seyfang, qui stipule que 86% des groupes d'IT collaborent de quelque façon que ce soit avec des groupes environnementaux bénévoles de la région⁴⁹².

- Les *facteurs historico-culturels* sont cités par 8 membres des IT sur les 33 analysées - environ une sur quatre (24%) -, dont les membres des IT citent grossièrement les luttes écologiques historiques, une identité forte (ville maraîchère etc.) et/ou une histoire et une culture d'innovation intellectuelle et d'avant-gardisme comme des éléments qui favorisent la survenue d'IT.

- Même pourcentage (24%) pour le facteur relatif à *la taille de la localité et/ou à son caractère non urbain*.

Le premier facteur favoriserait les liens entre les acteurs des différentes sphères sociales et faciliterait l'impulsion *bottom-up* des IT, ou encore l'organisation d'évènements.

Notons que selon les membres, le nombre d'habitants idéal ne dépasse pas les 10.000 unités.

Le second facteur encouragerait le développement d'IT relatives à l'environnement et à l'alimentation (culture propre de légumes etc.).

- 6 membres sur 33 membres d'IT interrogés (18%) citent *l'implication ou la participation de la sphère politique* comme un facteur qui favorise la bonne tenue de leurs IT.

Cette collaboration peut prendre différentes formes, nous le verrons plus loin.

- Enfin, le *statut social des habitants des IT* est cité dans une seule IT - Marsden and Slaithwaite (UK) – comme un facteur positif pour les IT.

- *A contrario, les facteurs qui jugulent l'émergence, la consolidation et le maintien, des initiatives de transition selon les acteurs locaux concernés sont :*

- *Le manque de temps ou d'engagement des collectivités actives dans le mouvement pour la transition*, qui est cité par 3 membres des IT sur les 33 interrogés (9%).

- 5 représentants d'IT sur 33 (15%) citent *le peu d'influence et d'implication politiques*.

⁴⁹¹ SEYGANG (Gill), op.cit., p.4.

⁴⁹² Loc.cit.

- Parfois ces *facteurs historico-culturels et géographiques, et les facteurs économiques conséquents* sont des freins à l'expansion des idées du mouvement des villes en transition. Ainsi, 2 acteurs concernés dans les IT (6%) les citent comme coupables d'entraver la bonne marche de leurs IT. 1 membre représentant son IT sur 33 cite la *taille trop importante* d'une IT qui gênerait son épanouissement.

- 4 membres des IT pensent *qu'aucun facteur* n'influence l'émergence des IT. Parmi lesquels un seul cite le pouvoir politique comme n'ayant aucune influence sur l'émergence des IT, quand les 3 autres citent les *facteurs historico-culturels, le nombre d'habitants de la ville etc.* comme non pertinents dans l'analyse des facteurs qui influencent la présence d'IT.

- 3 membres des IT (9%) sont assez *mitigés quant aux bienfaits ou aux méfaits de certains facteurs susceptibles de favoriser l'émergence des IT*. Les ambiguïtés au niveau de l'implication politique sont citées deux fois sur trois.

Ainsi, certains élus politiques sont emballés et réceptifs, tandis que d'autres ne le sont absolument pas.

Enfin, seulement deux membres d'IT officielles sur 33(6%) disent vouloir rester *apolitiques* ou *en dehors de la politique*.

3.4. Concernant l'appel ou non des membres des IT à leurs élus politiques pour leur demander de l'aide (financière, logistique, matérielle etc.) pour certaines de leurs actions

Nous avons posé la question suivante aux membres actifs des IT : « Avez-vous déjà fait appel à vos élus politiques pour leur demander de l'aide (financière, logistique, matérielle etc.) pour certaines de vos actions ? Si oui, quels ont été leurs réactions ? Vous ont-ils aidé ? Ont-ils refusé ? ». Les réponses détaillées peuvent être regroupées comme suit :

3.4.1 Les membres des IT ont parfois fait appel aux autorités politiques locales pour demander de l'aide polymorphe. Dans ce cas, les réponses peuvent être regroupées en différentes sous-catégories

- *Les membres des IT ont demandé et obtenu de l'aide financière – et parfois aussi sous d'autres formes - de la part des autorités politique :*

C'est le cas notamment des villes de **Totnes (Devon, UK)** dont les membres de l'IT éponyme ont fait une demande de subvention auprès du gouvernement pour le *Low Carbon Challenge Fund* – qu'ils ont obtenu et qui représentait une énorme somme pour **Transition Town Totnes** : £ 625,000 à investir principalement dans des panneaux solaires photovoltaïques et dans des processus de changements de comportements et de développement de stratégie politique.

A **Saltash (Cornwall, UK)**, selon Roger Creagh-Osborne membre actif à Transition Saltash, « *le Town council a été d'un grand soutien tant financier qu'au niveau de l'implication de councillors lorsque cela s'avérait nécessaire* »⁴⁹³.

A **Monmouth (Wales, UK)**, après un an d'existence, les membres du groupe *Monmouth in transition* sont parvenus à trouver des fonds provenant de sources diverses. L'Assemblée galloise leur a fourni une subvention de £1,000, sans engagement, pour des frais d'établissement de sorte que le groupe a pu amortir ses investissements initiaux⁴⁹⁴. Depuis lors, le groupe a demandé et obtenu un financement du *town council* notamment pour payer la brochure de Transition Monmouth, du *county council* (...) et de

⁴⁹³ Voir annexes p.117.

⁴⁹⁴ Avant cela, les fonds financiers des activités provenaient de deux des membres initiaux de l'IT de Monmouth car « *les financements étaient impossibles* ». Ainsi, Vivien Mitchell insiste sur la nécessité de « *bien préparer le dossier en amont si l'on veut obtenir des sommes* » surtout pour des sommes importantes. Voir annexes p.

l'Assemblée Galloise pour la campagne « 10:10 »⁴⁹⁵. Ainsi, selon Vivien Mitchell, « *ce n'est pas trop difficile de trouver des petites sommes d'argent* »⁴⁹⁶. Notons toutefois que tout n'est pas si simple, ainsi, les membres de l'IT de Monmouth ont perdu un subside de £1 million qui aurait servi à financer les énergies renouvelables. Depuis lors, ils travaillent à une nouvelle proposition pour la ville. Parfois aussi, les dossiers sont en cours de préparation. Ainsi, les membres de l'IT de Monmouth « *préparent actuellement un dossier afin d'obtenir les £250,000 nécessaires pour obtenir l'autorisation du permis de construire pour une usine de biomasse qui fournirait assez d'électricité pour 20.000 habitants (...)* »^{497 498} notamment.

Au-delà des subventions financières de la sphère politique, et concernant l'attitude des pouvoirs publics de cette ville, « *Dans l'ensemble ils sont attentifs mais restent coincés dans une certaine bureaucratie et beaucoup de dirigeants manquent de compréhension. Cependant, au fur et à mesure du temps, cela devient plus facile car nous gagnons la confiance de personnes influentes. Le « Climate Champions » est un exemple typique : au début (...) un county councillor, (...) et le chef des opérations du County Council ne semblaient pas comprendre ce que nous disions mais graduellement ils se sont conciliés avec nos idées. (...) Mais il y a encore des choses à faire* »⁴⁹⁹, concernant l'éducation et la sensibilisation des membres du pouvoir politique notamment.

À **North Howe Transition Toun Fife (Fife, Scotland, UK)** les membres de l'IT ont reçu £200 000 du *Climate Challenge Fund*⁵⁰⁰ provenant du gouvernement écossais, même si, « *dans un premier temps ils (les membres du gouvernement) ne se sont pas impliqués* »⁵⁰¹. Mais ils ont invité le gouvernement local à leurs réunions et arrangé des séminaires pour la discussion, et cela a fait avancer les choses.

A **Kinsale, (Cork, Ireland)**, Les membres du *Kinsale Town council* ont été invités à soutenir le plan d'action de descente d'énergie de Kinsale en 2006. Ils ont accepté de le soutenir et ont donné un financement de démarrage de €5,000 « *Depuis lors ils nous ont soutenu financièrement - nous avons reçu un financement supplémentaire de €1,500 en 2008* »⁵⁰² certifie Klaus Harvey.

Nuançons toutefois les choses en précisant que la plupart des conseillers les soutiennent, « *mais ne s'impliquent pas de façon active* »⁵⁰³ Par ailleurs, soulignons qu'un des membres du comité de Kinsale en transition est maintenant *councillor* pour le Parti Vert et qu'« *il est très activement impliqué dans TTK* »⁵⁰⁴.

A **Louth (Lincolnshire, UK)** les membres de l'IT ont demandé et reçu des petites sommes d'argent - £250 - de la part du fond communautaire des *local councillors*.

A **Edinburg University (Edinburg, UK)** Pamela McLean, facilitatrice du projet d'Edinburgh University en transition signale que l'IT est « *financée par le Climate Challenge Fund du gouvernement écossais* »⁵⁰⁵. Ils ont également demandé et obtenu de l'aide via divers organismes publics (pour des formations, la publicité, etc.).

⁴⁹⁵ « 10:10 » est une campagne fédératrice et apolitique lancée par Good Planet qui vise à mobiliser les particuliers, entreprises et organisation de façon volontaire dans le but de diminuer de 10% leurs émissions de gaz à effet de serre sur un an, à partir de 2010, <http://www.goodplanet.org/spip.php?article212>, consulté le 3 juillet 2010.

⁴⁹⁶ Voir annexes pp.118-121.

⁴⁹⁷ Loc.cit.

⁴⁹⁸ Notons que la ville en transition de **Nelson (British Columbia, Canada)** est également en train de demander aux politiciens locaux de soutenir et d'appuyer le mouvement pour la transition.

⁴⁹⁹ Voir annexes p.118-121.

⁵⁰⁰ Le *Climate Challenge Fund* est un fond financé par le gouvernement écossais. Son budget est de £27 millions (plus de 32 millions d'euros), Site internet du Climate Challenge Fund, <http://www.infoscotland.com/gogreener/303.327.189.html>, consulté le 27 juin 2010.

⁵⁰¹ Voir annexes p.122.

⁵⁰² Voir annexes pp.127-130.

⁵⁰³ Loc.cit.

⁵⁰⁴ Loc.cit.

⁵⁰⁵ Voir annexes p. 136.

A **Marsden and Slaithwaite (UK)**, les membres de l'IT locale ont reçu £5,000 de la compagnie coopérative en 2007 pour asseoir le groupe et aider ses membres à consolider financièrement leurs activités. « *Quand nous organisons des événements, nous sollicitons des subventions auprès du Kirklees council - notre autorité publique locale (...). Nous avons toujours trouvé des fonds relativement facilement car les gens soutiennent nos activités (...). Ainsi, le terrain sur lequel nous avons planté le verger communautaire appartient au Kirklees council et celui-ci nous a permis de le créer* »⁵⁰⁶.

A **Richmond (North Yorkshire, UK)** des petites sommes d'argent – environ £200 - ont été demandées et obtenues auprès du *North Yorkshire County Council*, ce qui a aidé les membres de l'IT éponyme à monter leur site web par exemple. Mais le panorama est plus bigarré qu'il n'y paraît, en ce que les différents *councils* adoptent une attitude différente. « *Le District Council a été accueillant, d'où notre implication dans le « Partenariat Local Stratégique ». Le town council n'est quant à lui pas encore impliqué. Un membre du county council a marqué son accord. Nous devons cependant encore voir beaucoup de councillors à nos films et assister à nos débats* »⁵⁰⁷ certifie Sheila Pearson.

À **Shoreham-By-Sea (West Sussex, UK)** les membres de l'IT ont demandé et reçu des fonds du *local council* – 500 euros- et les réactions politiques ont, selon Caroline Schofield, été d'un grand soutien. Ainsi les autorités publiques soutiennent l'IT. « *La personne qui travaille au développement de la collectivité locale, et qui est également un councillor, s'est impliquée, a assisté à des réunions et nous a offert un emplacement pour notre parcelle de terrain consacrée à la pratique de la permaculture* »⁵⁰⁸.

À **Banyule (Victoria, Australia)** les membres ont effectué une demande de subvention auprès du *Banyule city council* et ont reçu une somme de \$1800 (AUD)⁵⁰⁹. « *Le dirigeant de la cellule environnement au Banyule City Council a été d'un grand soutien envers nos efforts (...). Le niveau d'implication du local council est de soutenir nos actions et de fournir des ressources mais pas de conduire ou de mener le processus. Le Banyule council a donné la permission (...) de planter des amandiers sur des terrains publics et le long de certaines rues (...)* »⁵¹⁰. A l'avenir, le *council* soutiendra probablement les projets d'agriculture urbaine.

Les membres de *transition Scilly (Isles of Scilly, UK)* entretiennent de bons rapports avec leur *local council* et le bureau de l'« AONB »⁵¹¹ qui s'occupe essentiellement des questions de durabilité « *a été d'un grand soutien* »⁵¹². « *Ils nous ont donné l'aide financière (...), nous ont offert gratuitement la location de lieux pour nos événements ainsi que leur temps. Par ailleurs, nous avons postulé avec succès pour leur « fond de développement durable »- et reçu une somme de £6,000* »⁵¹³.

A **Clitheroe (Lancashire, UK)** Chris Gathercole déclare : « *Oui, nous avons déjà demandé de l'aide du politique. Le Local county councillor était très enthousiaste et nous a accordé une subvention de £250 pour planter des arbres fruitiers et des noisetiers dans les cours d'écoles. Par ailleurs nous sommes représentés dans les groupes environnementaux de l'AONB locale qui est un organisme financé par le gouvernement. L'AONB nous a donné une subvention de £3,000 pour aider à sensibiliser le public* »⁵¹⁴.

Cas particulier : A **Nelson (British Columbia, Canada)**, les membres de l'IT ont demandé de l'aide au « *Columbia Basin Trust* »⁵¹⁵ et ont reçu un soutien financier. « *Nous sommes également en train de*

⁵⁰⁶ Voir annexes p.143.

⁵⁰⁷ Voir annexes pp.145-146.

⁵⁰⁸ Voir annexes p.147.

⁵⁰⁹ Environ 1235 euros

⁵¹⁰ Voir annexes pp.148-149.

⁵¹¹ The Area of Outstanding Natural Beauty est un organe financé par le gouvernement.

⁵¹² Voir annexes pp.154-155

⁵¹³ Loc.cit.

⁵¹⁴ Voir annexes pp.158-159.

⁵¹⁵ Le Columbia Basin Trust est une organisation officielle, un investisseur majeur pour les initiatives de la région. Mais ce n'est pas un organisme gouvernemental, ni une branche formelle du gouvernement.

http://www.cbt.org/About_Us/, consulté le 10 juillet 2010.

demander aux politiciens locaux de soutenir et d'appuyer notre mouvement »⁵¹⁶. Le Columbia Basin Trust est une organisation officielle, un investisseur majeur pour les initiatives de la région, mais n'est pas une branche formelle du gouvernement. (...) »^{517 518}

- *Les membres des IT sont soutenus par des moyens autres que financiers, parfois assez faibles. (location gratuite de locaux, impressions, etc.) :*

Horsham (West Sussex, UK), une IT qui regroupe environ 50 membres actifs.

Alan Sloan Coordinateur de l'IT éponyme déclare : « *le local town council nous a fourni une carte des terres publiques »⁵¹⁹ mais précise qu'ils n'ont « pas encore demandé grand-chose »⁵²⁰.*

A Carrboro - Chapel Hill en transition (CCH) (North Carolina, USA), notons que Kathy Shea, membre du comité de direction de Transition CCH, signale que « *la ville de Carrboro a offert gratuitement un lieu pour l'organisation du « grand lancement » comme signe de soutien du processus »⁵²¹.*

À **Kendal & South Lakes (Cumbria, UK)**, les membres de cette IT ont été soutenus par leur député britannique local (Tim Farron, Libéral Démocrate.) qui les a aidés à lancer leur initiative.⁵²²

- *Les membres des IT sont soutenus financièrement, ou autrement, par des organismes non officiels, non étatiques.*

Ainsi, à **Monmouth (Wales, UK)**, en plus d'être financés notamment par le conseil municipal et l'Assemblée galloise, le groupe est aussi aidé financièrement par Waitrose⁵²³, pour le financement du verger.⁵²⁴

- *Les membres des IT ne sont pas soutenus financièrement, mais sont reconnus « intellectuellement », et les discussions et échanges sont possibles :*

À **Cambridge (UK)**, « *Les candidats parlementaires ont refusé l'idée de financement car les propositions de nos actions et IT n'étaient pas assez détaillées. Néanmoins, les discussions sont possibles entre les membres de l'IT et les candidats parlementaires »⁵²⁵.*

À **Monterey (California, USA)** Les membres de l'IT locale ont tenté de faire pression sur des élus politiques afin d'obtenir leur appui concernant l'interdiction du polystyrène par exemple.

Mais selon Larry Telles ils n'ont « *reçu aucune aide du gouvernement local que ce soit d'ordre financier, logistique ou autre. Certains maires et membres du council ont soutenu nos positions, d'autres non »⁵²⁶. « Nous avons sollicité une subvention auprès de la ville, mais notre requête a été refusée »* regrette quant à elle Lance Bisaccia, membre du groupe initial de **Ashland en transition (Oregon, USA)** mais qui assure garder néanmoins des rapports avec le maire de la ville.

⁵¹⁶ Voir annexes pp.152-153.

⁵¹⁷ Loc.cit.

⁵¹⁸ Voir annexes pp.109-159.

⁵¹⁹ Voir annexes pp.114-115.

⁵²⁰ Loc.cit.

⁵²¹ Voir annexes pp.124-125.

⁵²² Voir annexes pp.109-159.

⁵²³ Grande chaîne de supermarchés très importante.

⁵²⁴ Voir annexes pp.109-159.

⁵²⁵ Voir annexes p.126.

⁵²⁶ Voir annexes pp.134-135.

- *Les membres des IT ont aidé les pouvoirs publics, se sont vus proposer des collaborations et des assistanats de la part des autorités politiques parfois pour des initiatives qui émanaient du politique. Les membres des IT se sont vus proposer d'aider les autorités politiques. Ou encore les membres des IT ont collaboré et soutenu de leur plein gré (ou collaboreront) à des projets.*

Les membres de l'IT de **Horsham (West Sussex, UK)** ont contribué - de façon peu soutenue – aux projets émanant du politique, par exemple à celui du jardin de la collectivité locale.

L'an passé, ils ont également soutenu le projet de « verdissage » qui n'est pas une initiative de transition mais qui est soutenu par le mouvement. Par ailleurs, Alan Sloan, Coordinateur de Transition Horsham déclare que « *le pouvoir politique local a son propre programme – modeste – de réduction du CO2, que nous avons soutenu* »⁵²⁷ et qu'ils ne sentent pas « *que l'engagement politique envers la transition soit très profond* »⁵²⁸. « *Mais il est vrai que nous avons montré très peu d'engagement avec le pouvoir politique, et ce même au niveau de la communication. Dès lors, renforcer ce domaine pourrait être salubre* »⁵²⁹ précise-t-il.

Les membres de l'IT se sont aussi vus proposer d'agir en tant qu'agents de liaison entre la ville et les Villes en transition. C'est le cas à **Carborro-Chapel-Hill (North Carolina, USA)**.

« *Nous avons des liens forts avec le dirigeant de changement climatique au Council et co-organiserons un événement relatif aux énergies renouvelables avec celui-ci en octobre de cette année* »⁵³⁰ certifie Jonathan Smith, membre du groupe de l'initiative en transition d'**Isles of Scilly (UK)**.⁵³¹

- *Les membres des IT et les autorités publiques collaborent pour des événements organisés par les IT :*

À **Kendal & South Lakes (Cumbria, UK)** les membres de l'IT ont « *collaboré avec le District Council local sur des actions de durabilité comprenant certaines subventions spécifiques pour des événements tels qu'une fête cycliste, organisée par l'Action sur le Changement Climatique de South Lakes vers la transition* »⁵³² qui est le groupe qui englobe les initiatives de transition de la ville. Le gouvernement local nous soutient mais c'est notre initiative. »⁵³³

- *Les membres des IT mettent l'accent sur l'entraide mutuelle et la collaboration entre sphère publique et sphère citoyenne :*

A **Saltash, (Cornwall, UK)**, Roger Creagh-Osborne, membre actif, estime que « *l'engagement avec le Town council est très important, tout comme le fait de travailler de manière à ce que le Council fournisse des ressources pour les activités de transition (...) et que les activités de transition soient une ressource pour les conseillers en considérant les décisions stratégiques et pratiques à prendre et qui affectent la ville. Cela ne signifie pas qu'ils écoutent toujours ce que nous avons à dire ni qu'ils soient toujours d'accord avec nous, ni même qu'ils représentent le seul niveau d'engagement entre le groupe de transition et la collectivité. D'autres formes de rapports peuvent être plus importants* »⁵³⁴.

A **High Wycombe (Buckinghamshire, UK)**, Mark Brown, président de l'IT High Wycombe en transition déclare. « *Nous n'avons jamais demandé l'aide des acteurs politiques (...). Politiquement, la réaction locale a été très timide, en ce que la Transition est perçue comme quelque chose de radical*

⁵²⁷ Voir annexes pp.114-115.

⁵²⁸ Loc.cit.

⁵²⁹ Loc.cit.

⁵³⁰ Voir annexes pp.154-155.

⁵³¹ Voir annexes pp.109-159.

⁵³² *South Lakes Action on Climate Change, towards transition.*

⁵³³ Voir annexes p.157.

⁵³⁴ Voir annexes p. 117.

(...). Notre approche est donc de rester très conservateurs et de ne pas effrayer les politiciens. Ainsi, ils semblent satisfaits lorsqu'ils entendent parler d'une campagne « achetez local » (...). Nous essayons de les aider et de mettre en évidence les avantages qu'une localisation de l'économie engendrerait (...). De cette façon, nous maintenons un dialogue (...) Nous sommes ici pour les aider, pas mener une campagne contre eux »⁵³⁵. Le but étant de « chercher l'appui mutuel »⁵³⁶.

Notons toutefois que la ville a bénéficié d'une subvention, pour un annuaire de nourriture locale, qui est provenue du chef du Council « car c'est le sujet qui l'intéresse plus »⁵³⁷, mais « cette subvention n'a pas été sollicité directement »^{538 539}.

3.4.2 A contrario, les membres des IT n'ont parfois pas fait appel aux autorités politiques locales pour demander leur aide. Dans ce cas, les réponses peuvent être agglomérées comme suit

- *car les actions sont conçues pour être conduites de façon autonome, sans nécessiter de soutien politique et/ou parce que la question financière est perçue comme une question d'intérêt secondaire, ou encore parce que les IT doivent constituer un effort partant de la base et non d'une subvention verticale :*

Ainsi, à **Lostwithiel (UK)**, Kat Smith soutient que les membres de l'IT locale n'ont pas fait appel aux autorités politiques car leurs « actions sont conçues de sorte que leurs membres puissent les réaliser sans aide extérieure, sans nécessiter de soutien politique »⁵⁴⁰, et ce, même si la ville a bénéficié d'un appui relatif du *Lostwithiel Forum Development Trust* qui a organisé des événements aux thèmes relatifs à la transition⁵⁴¹. Le conseil municipal a ainsi reconnu Lostwithiel en tant qu'IT, mais n'a appuyé les actions en aucune manière. À **San Lorenzo Valley (California, USA)**, on explique que c'est « parce que les membres de l'IT travaillent de façon indépendante »⁵⁴² et qu'ils demanderont « de l'aide quand cela s'avèrera nécessaire »⁵⁴³ que personne au sein de l'IT n'a fait appel aux autorités politiques jusqu'ici.

Par ailleurs, au-delà de l'argument de l'autonomie, différents membres d'IT, comme Alan Sloan – coordinateur de **Horsham en transition (West Sussex, UK)** – arguent que « mis à part l'argent et certaines ressources comme l'impression (de documents) »⁵⁴⁴, les autorités politiques « semblent avoir peu à apporter »⁵⁴⁵ à leur connaissance ou à leurs activités, et ils ont tendance à « voir l'argent comme une question d'intérêt secondaire »⁵⁴⁶. Par ailleurs, si les membres d'Horsham n'ont encore proposé grand chose c'est aussi parce que « les projets de grande ampleur concernant la ville nécessitent de nombreuses données et des recherches conséquentes d'ampleur comparable »⁵⁴⁷. Les IT américaines de **State College (Pennsylvania, USA)** et de **Monterey (California, US)** expliquent respectivement leur silence envers les autorités politiques par le fait que « le mouvement des villes en transition est un effort partant de la base, et pas de subventions ou d'allocations »⁵⁴⁸ et qu'ils

⁵³⁵ Voir annexes pp.137-138.

⁵³⁶ Loc.cit.

⁵³⁷ Loc.cit.

⁵³⁸ Loc.cit.

⁵³⁹ Voir annexes pp109-159.

⁵⁴⁰ Voir annexes p.109.

⁵⁴¹ Can Lostwithiel Feed Itself ?, Renewable Energy Options etc.

⁵⁴² Voir annexes p.110.

⁵⁴³ Loc.cit.

⁵⁴⁴ Voir annexes pp.114-115.

⁵⁴⁵ Loc.cit.

⁵⁴⁶ Loc.cit.

⁵⁴⁷ Loc.cit.

⁵⁴⁸ Voir annexes p.116.

fonctionnent « *comme organisation dont l'impulsion provient du citoyen et qui coordonne d'autres organisations plus petites (...)* Nous n'avons eu aucun besoin d'appui et de soutien significatif et, si c'était le cas, étant donné la situation budgétaire de la plupart de nos villes, nous ne concurrencerions pas les besoins des départements de Police, des bibliothèques et des sapeurs-pompiers. Dès lors, si nous avons besoin d'appui dans le futur, ce qui pourrait arriver dans un avenir proche, nous nous tournerions vers des fondations locales, et les intérêts commerciaux et financiers locaux, pas vers les organes gouvernementaux»⁵⁴⁹.

- car les pouvoirs politiques ne considèrent pas les IT de façon très importante, sont indifférents par rapport aux IT ou en ont peur :

D'autres villes soutiennent que les pouvoirs publics n'ont pas une opinion très enviable concernant leur IT – c'est le cas de **Chelsea (Michigan, USA)**, ou encore que certains des membres des autorités politiques sont indifférents à leur IT- c'est le cas à **Farnham (Surrey, UK)** où Finn Jackson déclare : « *Nous avons eu une discussion avec notre parlementaire local (député britannique)*⁵⁵⁰ pendant la première année d'existence de Farnham en transition. Il a suivi la ligne de son parti et était indifférent. Maintenant nous constatons que le borough council veut travailler avec nous pour atteindre ses objectifs. Quant au Town council, il est indifférent. Je crois qu'ils sont effrayés (...), je peux toutefois me tromper».^{551 552}

- car les membres des IT considèrent qu'ils sont là pour offrir de l'aide aux autorités politiques :

À **Dorking (Surrey, UK)** Constance Chanteux déclare au nom de Dorking en transition qu'« *en fait, nous n'avons pas demandé d'aide, nous en avons offert, et jusqu'ici, cela semble avoir engendré des résultats fructueux, comme pour le verger de la communauté par exemple*»⁵⁵³ que les membres de Dorking en transition ont aidé à dégager, rénover et entretenir, sur demande du *local council* .

Les fonds de ce projet sont venus du *Orchid Trust*, qui fait partie du *Surrey Community Trust*, et également de la structure créée pour ce verger : « les amis du verger »⁵⁵⁴. « (...) Pour les efforts principaux, nous avons offert l'aide, et l'autorité locale nous a engagés dans le projet »⁵⁵⁵

Dorking est une ville avec un très grand nombre d'initiatives charitables, des syndicats, d'associations en tous genres. « *Ainsi, ce que nous nous sommes employés à faire en tant qu'initiative de transition a été d'offrir de l'aide plutôt que d'en demander. Nous avons aidé pour certaines actions, (...) nous avons aidé les écoles locales quand elles nous l'ont demandé, (...) etc. La bonne nouvelle pour nous est que cela n'a pas mis très longtemps pour que les personnes nous demandent l'aide. Notre attitude était : nous informons, nous disons aux résidents et aux organismes ce que nous voulons réaliser, nous ne demandons pas l'argent, mais rassemblons plutôt des qualifications et de la main d'œuvre, puis, si notre aide est demandée, nous arrivons et réalisons le travail. Peut-être est-ce parce que nous n'avons pas demandé mais plutôt offert de l'aide, et juste effectué le travail quand les gens nous l'ont demandé, que cela a amené une prise conscience différente. Dès lors, (...), nous avons développé de bons rapports avec la chambre de commerce, le gestionnaire de la ville, le local council, des organismes humanitaires locaux, les églises et les écoles locales* »⁵⁵⁶.

⁵⁴⁹ Voir annexes pp.134-135.

⁵⁵⁰ MP.

⁵⁵¹ Voir annexes pp.150-151.

⁵⁵² Voir annexes pp.109-159.

⁵⁵³ Voir annexes pp.140-142.

⁵⁵⁴ *The friends of the orchard.*

⁵⁵⁵ Voir annexes pp.140-142.

⁵⁵⁶ Loc.cit.

- *car les membres des IT mettent plutôt l'accent sur la collaboration avec les autorités publiques souvent pour des raisons économiques, mais pas seulement :*

À **Sebastopol (California, USA)** on explique que personne n'a encore demandé de l'aide « *car le gouvernement local est très occupé, manque d'argent et a peu de choses à offrir. Mais cela pourrait se produire* »⁵⁵⁷.

À **Cotati (California, USA)**, Judith Newton explique : « *Notre ville souffre du ralentissement de l'activité économique et est en danger (...). Par conséquent, nous avons pensé qu'il n'était pas sage de demander beaucoup de matériel ou d'aide financière. Les pouvoirs publics ont coopéré, cependant, à l'établissement de la « food forest »⁵⁵⁸ à laquelle nous prenons part, en collaboration avec une autre organisation, et ils ont aidé à la revitalisation du jardin de la communauté, une autre collaboration* »⁵⁵⁹.

- *car l'action et la participation politique à propos de ces questions est pauvre :*

À **Lavenham (Suffolk, UK)**, Caroll Reeve explique que les membres de l'IT n'ont pas fait appel au soutien des autorités politiques car « *la participation politique est pauvre. La « politique » du gouvernement central est forte, mais leur action est faible, tout comme au niveau du county.*

Le District Council local et ses politiques (...) ne satisfont pas aux besoins du 21ème siècle que sont le changement climatique et l'épuisement des ressources »⁵⁶⁰.

À **Hancock country (Maine, USA)** les autorités politiques connaissent l'existence de l'IT qui envoie des informations quant à ses actions notamment, mais « *aucun contact direct ni de rapport personnel n'ont été entrepris* ». ⁵⁶¹

3.4.3 Récapitulatif des données recueillies Concernant l'appel ou non des membres des IT à leurs élus politiques pour leur demander de l'aide (financière, logistique, matérielle etc.) pour certaines de leurs actions

19 membres d'IT sur 33 ont déclaré ouvertement avoir demandé de l'aide au politique, que celle-ci soit financière, logistique ou organisationnelle, soit 58% des membres des IT interrogés.

-13 membres sur 33 interrogés, soit 40% des membres des IT interrogés, déclarent avoir fait appel aux autorités politiques pour leur demander de l'aide financière et en avoir reçu.

Parmi ceux-ci, 15% sont subventionnés par des fonds parfois très conséquents financés par le gouvernement. Ces fonds peuvent provenir du gouvernement de façon directe (c'est le cas à Totnes, North Howe, Edinburg)^{562 563}, ou indirecte, par le biais d'un financement de AONB qui est un

⁵⁵⁷ Voir annexes p.111.

⁵⁵⁸ Une forêt qui fournit de la nourriture mais qui représente également un écosystème complet et fournissant des alicaments, composé d'arbres, de plantes, des pollinisateurs, des décomposeurs, d'eau, etc. Le concept de « *food forest* » est notamment utilisé en permaculture.

⁵⁵⁹ Voir annexes p.144.

⁵⁶⁰ Voir annexes p.139.

⁵⁶¹ Voir annexes p.113.

⁵⁶² £ 625,000 du *Low Carbon Challenge Fund* à Totnes provenant du DECC (Department of Energy and Climate Change) et £200 000 du *Climate Challenge Fund* à North Howe provenant du gouvernement écossais, une somme non communiquée du *Climate Challenge Fund* provenant du gouvernement écossais)

⁵⁶³ Le *Low Carbon Communities Challenge* (LCCC) est un programme de 2 ans (2010-2012) du DECC (Department of Energy and Climate Change) financé par les gouvernements anglais, gallois et nord-irlandais et qui vise à fournir un soutien financier et consultatif aux 20 collectivités sélectionnées en Angleterre, aux Pays-de-Galles et en Irlande du Nord qui veulent notamment diminuer leurs émissions de CO2. Son budget est de £10 millions (environ 11 900 000 euros) et peut octroyer jusque £500 000 par projets (5 98 550 euros),

organisme financé par le gouvernement (Isles of Scilly et Clitheroe) ; ⁵⁶⁴ Et 24% provenant de conseils locaux ou municipaux de façon ponctuelle.

Notons la grande différence des montants obtenus, selon qu'ils proviennent de fonds financés par les gouvernements (qui vont de £200 000 à £ 625,000) ou de conseils communaux ou locaux (qui oscillent entre £ 200 et £ 5000 au maximum).

Dans un seul cas, une IT est soutenue financièrement mais par une entité qui n'appartient pas au gouvernement local ou national. C'est le cas de Monmouth en transition qui est aidé financièrement par une chaîne de magasins ⁵⁶⁵ pour l'exploitation de son verger.

Notons que selon Gill Seyfang, le besoin de fonds (financiers ou matériels) est une opportunité pour les pouvoirs locaux de soutenir les IT ⁵⁶⁶.

- 9% (3 IT sur les 33 analysées) des IT ont demandé et reçu de l'aide logistique (location gratuite de locaux pour un événement par exemple, mise à disposition gratuite de terres etc.)

- 9% ont demandé de l'aide financière, n'en ont pas reçu, au contraire d'une aide plutôt morale, ce qui n'empêche pas le dialogue avec les autorités et élus politiques.

- 9% aident les pouvoirs publics et politiques. Parfois les membres d'une l'IT se voient proposer d'agir en tant qu'agents de liaison entre la ville et les Villes en transition (Carborro-Chapel-Hill).

Il arrive aussi que les membres d'une IT et le conseil local co-organisent un événement. C'est le cas à Isles of scilly.

Une seule ville en transition (Horsham) soutient les pouvoirs publics concernant des initiatives qui émanent du politique. Soulignons que cette ville applique une politique top-down complètement en opposition avec l'idéologie de la transition.

- 6% des IT sont aidées par les pouvoirs publics dans la collaboration d'évènements organisés par les IT, comme des actions de durabilité (fête cycliste par exemple).

- 6% mettent l'accent sur la collaboration mutuelle, sur le mix entre la dynamique top-down et bottom-up (Saltash et High Wycombe).

A contrario, 14 membres des IT interrogés sur 33 n'ont *pas fait appel aux pouvoirs politiques et ne leur ont demandé aucune aide*, soit 42% des membres des IT interrogés.

Les raisons de cette absence d'appel aux pouvoirs publics sont argumentées comme suit :

- 15% des membres des IT interrogés (5 sur 33) arguent *que leurs actions et initiatives sont conçues pour être conduites de façon autonomes, bottom-up* et que l'aide financière : est secondaire (1 sur 5), sera demandée quand elle sera nécessaire (1 sur 5), sera demandée quand les projets seront à la hauteur (1 sur 5), sera demandée mais pas au politique, plutôt à des fondations ou entreprises locales (1 sur 5).

- 6% pensent que la sphère politique est indifférente ou craintive par rapport aux IT

- 6% mettent l'accent sur la collaboration pour des raisons économiques notamment (Sebastopol).

- 6% déclarent que la participation politique au sujet des questions posées par le mouvement des IT est pauvre

- 3% pensent que les membres des IT sont davantage là pour aider les autorités politiques plutôt que pour leur demander de l'aide. C'est le cas à Dorking, où l'impulsion est donc top-down.

DECC (Department of Energy and Climate Change), "The low-carbon communities challenge. Supporting people, projects and partnerships for a low carbon future", p. 2, http://www.decc.gov.uk/assets/decc/what%20we%20do/supporting%20consumers/lowcarboncommunitychallenge/1_20100204144858_e_@@_deccbookletweb.pdf, consulté le 17 juillet 2010.

⁵⁶⁴ £6,000 à Isles of Scilly provenant du *Sustainable Development Fund* accordé par The Area of Outstanding Natural (AONB) qui est un organisme financé par le gouvernement anglais et £3,000 accordé à l'IT de Clitheroe de l'AONB financé par le gouvernement anglais.

⁵⁶⁵ Waitrose est une chaîne de magasins importante.

⁵⁶⁶ SEYGANG (Gill), op.cit. p. 13.

Nous pouvons voir que nos données confirment en partie les données de Gill Seyfang, en ce que 65% des membres des IT qui ont répondu à son étude déclarent avoir « jeté les ponts »⁵⁶⁷ vers leurs gouvernements locaux⁵⁶⁸.

3.5 Concernant la situation des pouvoirs publics par rapport aux IT et aux propositions d'actions et leur intervention

Nous avons posé la question suivante aux membres actifs des IT. « A quel niveau se positionnent les pouvoirs publics par rapport à vos initiatives et propositions d'actions ? Interviennent-ils ? Si oui, à quel niveau ? »

Les réponses peuvent être agglomérées de la façon suivante :

- 3.5.1 Les relations entre les IT et les dirigeants locaux sont davantage axées sur le soutien, la discussion, la présence des dirigeants locaux lors des réunions organisées par les membres des IT, l'information etc., que sur l'implication réelle et dynamique et financière, par exemple, des autorités

C'est le cas à **Lostwithiel (UK)** en transition qui a bénéficié d'un « *appui relatif : le groupe a été reconnu et les objectifs promus par le Lostwithiel Forum Development Trust* »^{569 570}.

Concernant les rapports avec le conseil municipal, ce dernier a reconnu l'IT, mais ne l'a « *pas appuyée ou soutenue d'une quelconque manière* »⁵⁷¹.

Les membres de l'IT de **San Lorenzo Valley (California, USA)**, connaissent le personnel des représentants du congrès. Ils les ont rencontrés et les ont informés de leurs objectifs.

À **Sebastopol (California, USA)**, certains des membres du *local city council* ont assisté à leurs réunions « *Ils sont d'un certain soutien, mais il n'y pas grand-chose qu'ils puissent faire* »⁵⁷².

À **Hancock country (Maine, USA)** les autorités politiques sont au courant du travail des membres des IT mais « *aucun contact personnel direct* »⁵⁷³ n'a été effectué. .

À **Horsham (West Sussex, UK)** ils n'ont « *pas encore proposé grand chose* »⁵⁷⁴, espèrent « *avoir les ressources pour le faire à l'avenir (...)* »⁵⁷⁵ mais ne sentent pas que « *l'engagement politique envers la transition soit très profond* »⁵⁷⁶.

À **Carrboro - Chapel Hill (CCH) (North Carolina, USA)** « *Nous tenons les town councils et les comités de durabilité au courant de nos activités et sommes invités à toute participation qu'ils considèrent comme appropriée, mais nous ne comptons pas sur leurs accords et approbations et ne les attendons pas. Toutefois, lors de la première session du Conseil après le grand lancement de notre IT, nous avons eu des contacts avec le comité de durabilité de Chapel Hill, très ouvert et très enthousiaste au sujet du processus* »⁵⁷⁷.

A **Cambridge (UK)**, les relations entre les membres de l'IT et les *local council officers* sont avant tout axées sur la discussion, et la présence des dirigeants locaux lors des réunions organisées par les membres de Cambridge en transition.

⁵⁶⁷ SEYGANG (Gill), op.cit. p.6.

⁵⁶⁸ Loc.cit.

⁵⁶⁹ Can Lostwithiel Feed Itself ?, Renewable Energy Options etc.

⁵⁷⁰ Voir annexes p.109.

⁵⁷¹ Loc.cit.

⁵⁷² Voir annexes p.111.

⁵⁷³ Voir annexes p. 113.

⁵⁷⁴ Voir annexes pp.114-115.

⁵⁷⁵ Loc.cit.

⁵⁷⁶ Loc.cit.

⁵⁷⁷ Voir annexes pp.124-125.

À **Staunton Augusta (Virginia, USA)** les membres du *city council* et le procureur général ⁵⁷⁸ assistent aux réunions des IT lorsqu'ils y sont invités ⁵⁷⁹.

À **Monterey (California, USA)**, si l'attitude et l'implication des fonctionnaires est peu arrêtée au sujet des IT, « *l'implication signifie généralement discuter ou soutenir notre cause, par exemple, pour des pistes cyclables, pour des lieux de rendez-vous comme des réunions etc.* »⁵⁸⁰.

Pour ce qui est de **High Wycombe (Buckinghamshire, UK)**, « *politiquement, la réaction locale est très retenue et réservée. La transition est vue comme quelque chose de nouveau et de radical et il y a la crainte d'une réaction violente du public contre l'action radicale dans un environnement où les voix qui dénie et démentent le changement climatique sont prééminentes. Dès lors, notre approche est de rester très conservateurs et d'essayer « de ne pas effrayer » les élus officiels* »⁵⁸¹.

À **Cotati (California, USA)**, de façon générale la ville est avertie et heureuse de l'existence de transition Cotati. « *Nous collaborons également sur une initiative de Time Banking* ⁵⁸² *qui sera présentée à la ville en quelques semaines* »⁵⁸³.

À **Farnham (Surrey, UK)** « *Nous avons parlé au town council, au Borough council, au county council, et à notre député britannique (MP). Le town council et le député britannique (MP) sont restés indifférents. Le County Council est vaguement intéressé (ils ont une personne affectée au changement climatique pour atteindre les objectifs du gouvernement). Le borough council est le plus intéressé, mais ici encore ils sont un nombre restreint dans une plus grande organisation de conseil - la council organization - où la plupart des personnes ne comprennent toujours pas les implications du message de la transition. Nous avons peu de ressources et peu de temps. Nous communiquons notre message et répondons là où nous sommes entendus.* »^{584 585}.

3.5.2 Les membres des IT soutiennent et aident les autorités publiques et collaborent avec elles au sujet des actions et initiatives émanant de ces dernières

À **High Wycombe (Buckinghamshire, UK)**, le gouvernement local a des objectifs de réduction d'émissions de CO2 qui sont déterminés par le gouvernement central. Ils sont contents de parler à des groupes volontaires de la communauté qui les aident pour réaliser ces objectifs. Mark Brown y souligne notamment le « *soutien mutuel* »⁵⁸⁶ actuel.

À **Dorking (Surrey, UK)** les autorités locales ont contacté les membres de l'IT locale « *pour aider à faire la promotion d'initiatives de recyclage* »⁵⁸⁷ par exemple. « *Mais pour résumer* »⁵⁸⁸, Constance Chanteux rappelle : « *nous avons offert l'aide plutôt que nous en avons demandé, et nous pensons que c'est ce qui nous a permis d'établir de bons rapports avec les autorités locales et d'autres structures publiques de la région. Nous avons choisi cette technique de travail dès le départ, parce que nous avons senti que c'était l'attitude la plus honnête et la plus pragmatique à adopter. Jusqu'ici, cela a bien fonctionné pour tout le monde* »⁵⁸⁹.

⁵⁷⁸ «commonwealth attorney»

⁵⁷⁹ Voir annexes p.131.

⁵⁸⁰ Voir annexes pp.134-135.

⁵⁸¹ Voir annexes pp.137-138.

⁵⁸² Banques de temps.

⁵⁸³ Voir annexes p.144.

⁵⁸⁴ Voir annexes pp.150-151.

⁵⁸⁵ Voir annexes pp.109-159.

⁵⁸⁶ Voir annexes pp.137-138.

⁵⁸⁷ Voir annexes pp.140-142.

⁵⁸⁸ Loc.cit.

⁵⁸⁹ Loc.cit.

À **Ashland (Oregon, USA)** des réunions ont eu lieu entre les membres de l'IT locale et le « *maire, un city councillor et un membre du personnel de la ville* »⁵⁹⁰. Ils ont facilité le travail du politique et « *préparé un rapport pour le city council et témoigné lors d'une réunion de celui-ci* »⁵⁹¹.

3.5.3 Les dirigeants et représentants politiques accueillent favorablement les IT et en comprennent l'impulsion citoyenne

Les membres de **Marsden and Slaithwaite (UK)** ont « *reçu £5,000 de la compagnie coopérative en 2007 pour établir le groupe* »⁵⁹² et pour les « *aider à consolider financièrement* »⁵⁹³ les activités. « *Quand nous organisons des événements, nous sollicitons des subventions auprès du Kirklees council - notre autorité publique locale. Nous avons toujours trouvé des fonds relativement facilement car les gens soutiennent nos activités* »⁵⁹⁴.

À **Banyule (Victoria, Australia)** le *local council* a soutenu les actions des membres des IT, a fourni des ressources et n'a en aucun cas conduit le processus. « *Ils comprennent que l'idée des villes de transition est de réunir les résidents, de générer des idées, de soutenir des projets, et que le Conseil ne s'implique que quand nous demandons leur soutien. Le Conseil local a été d'un grand soutien, mais comme nous ne fonctionnons que depuis moins d'un an, un long chemin reste à faire* »⁵⁹⁵.

À **Kendal & South Lakes (Cumbria, UK)** les membres des IT ont « *collaboré avec le District Council local à propos d'actions de durabilité (...). Le gouvernement local nous soutient mais c'est notre initiative.* »⁵⁹⁶.

À **Clitheroe (Lancashire, UK)** « *nous avons essayé de développer des relations positives avec les conseillers locaux mais évitons de devenir trop dépendants d'eux. Nous travaillons étroitement avec (...) les autorités locales et ce, à tous les niveaux. Nous sommes représentés dans les groupes environnementaux suivants : Le partenariat stratégique local qui combine l'autorité locale, et des organismes financiers et volontaires de la région, et le domaine local de la beauté naturelle exceptionnelle (AONB), qui est un organisme financé par le gouvernement. Ainsi, L'AONB nous a donné une subvention de £3,000 pour aider à soulever la prise de conscience* »⁵⁹⁷.

Nous pouvons voir qu'à Clitheroe, le caractère bottom-up de l'IT est respecté et celle-ci bénéficie d'une insertion dans le politique. Ce n'est pas la seule dans le cas.

3.5.4 Certains membres des IT sont représentés dans des organismes politiques

À **San Lorenzo Valley (California, USA)**, « *Nous avons un responsable officiel élu au County of Santa Cruz Board of Supervisors . Nous savons qui il est et lui sait ce que nous faisons. Nous connaissons également le personnel des représentants du congrès, les avons rencontrés et les avons informés de notre objectif* »⁵⁹⁸.

À **Monmouth (Wales, UK)**, « *nous avons un de nos membres au parlement au sein de la sphère politique qui nous soutient. Nous espérons maintenant qu'il commencera également à nous être utile* »⁵⁹⁹.

⁵⁹⁰ Voir annexes p.156.

⁵⁹¹ Loc.cit.

⁵⁹² Voir annexes p.143.

⁵⁹³ Loc.cit.

⁵⁹⁴ Loc.cit..

⁵⁹⁵ Voir annexes pp.148-149.

⁵⁹⁶ Voir annexes p.157.

⁵⁹⁷ Voir annexes pp.158-159.

⁵⁹⁸ Voir annexes p. 110.

⁵⁹⁹ Voir annexes pp.118-121.

A **Marsden and Slaithwaite (UK)**, « nous avons assisté à des événements de l'autorité publique pour rendre notre groupe public. Cette dernière soutient nos initiatives et veut nous aider à atteindre nos buts. Nous avons deux ou trois employés de service public qui sont membres de notre groupe »⁶⁰⁰.

A **Dorking**, les membres de l'IT ont présenté leurs initiatives au local council.

« TD fait partie, depuis janvier 2010, du groupe consultatif du plan d'action de consultation de la région⁶⁰¹. Transition Dorking est également présent au forum du centre ville, un de nos membres assiste aux réunions. Tout bien considéré, la réponse à l'initiative a été très positive, et bien qu'aucune mesure principale n'ait encore été prise par le local council envers la transition en tant que telle, nous avons constaté des réactions favorables de quelques councilors et nous avons d'excellentes relations de travail avec le responsable environnemental »⁶⁰².

3.5.5 Les membres des IT et des représentants des autorités politiques s'invitent mutuellement à des réunions, débats, projections de films, inaugurations, etc.

Par ailleurs, les acteurs des IT de **Carborro-Chapel-Hill** ont été invités dans les comités de durabilité des deux villes, et en retour, ils ont invité les membres du comité des deux villes à participer au « lancement » des IT. « Un des deux chefs du council a suivi et participé au grand lancement »⁶⁰³ certifie Kathy Shea⁶⁰⁴.

3.5.6 Les membres des IT et des autorités politiques n'ont aucun contact

A **Hancock country (Maine, USA)**, personne, parmi les membres de l'IT local n'a encore demandé au politique d'intervenir en faveur de leur IT. Il reste l'« espoir est que les membres de la délégation du congrès de Maine soient présents dans le futur, dans un comité « de plan d'action énergétique » »⁶⁰⁵ commun.

À **Edinburg University (Edinburg, UK)**, la majorité des actions de l'IT vernaculaire est circonscrite au périmètre de l'université. « Ainsi lorsque nous avons besoin d'appui, nous restons dans le cadre de l'université »⁶⁰⁶ assure Pamela McLean.

3.5.7 Récapitulatif des données recueillies concernant la situation, le positionnement et l'intervention des pouvoirs publics par rapport aux IT et aux propositions d'actions des membres de ces dernières.

- 36% des membres IT interrogés déclarent de leur propre initiative que les rapports IT-politique sont davantage axés sur le soutien (discussion, présence, information) que sur l'aide dynamique et financière de ce dernier.

-12%, c'est-à-dire 4 membres d'IT sur 33 interrogés, déclarent que les autorités politiques accueillent favorablement les IT, en comprennent l'impulsion initiale bottom-up et se positionnent en conséquence par rapport à celles-ci.

- 12% se disent représentés dans des organismes politiques (parlement, conseil local etc.)

- 9% soutiennent et aident les autorités politiques dont 3% pour des événements émanant du politique (pour des événements à dynamique top-down) High Wycombe met l'accent sur l'appui mutuel,

⁶⁰⁰ Voir annexes p.143.

⁶⁰¹ Area Action Plan Consultation advisory group.

⁶⁰² Voir annexes pp.140-142.

⁶⁰³ Voir annexes pp.124-125.

⁶⁰⁴ Pour rappel membre du comité de pilotage de CCH en transition

⁶⁰⁵ Voir annexes p.113.

⁶⁰⁶ Voir annexes p.136.

Dorking offre de l'aide plutôt qu'elle n'en demande et se situe clairement dans une dynamique top-down arguant que cela donne de bons résultats, et Ashland a facilité le travail du politique.

- 6% déclarent ouvertement n'entretenir aucun rapport avec le pouvoir politique.

- 3% des membres actifs des IT interrogés déclarent que leurs noyaux d'IT et les politiques ont des rapports satisfaisants, et s'invitent mutuellement dans leurs réunions respectives ou lors d'évènements.

3.6 Conclusions liminaires

Les réponses des questions 5 et 6 nous permettent d'inférer les affirmations suivantes :

3.6.1 Concernant les aides ou non de la part des autorités politiques envers les IT

Une petite majorité (58%) de membres d'IT locales interrogés déclarent avoir déjà demandé de l'aide aux autorités politiques, 40 % déclarent en avoir reçu, pour des sommes oscillant entre environ 250 et 6000 euros pour des financements provenant de conseils locaux ou communaux ou de fonds financés par le gouvernement comme à Totnes (Devon, UK) ou north Howe (Ecosse) qui ont respectivement reçu des fonds de £625000 et £200 000. Seuls 9% des IT qui ont demandé de l'aide n'en ont pas reçue. 9 autres % ont bénéficié d'une aide logistique, 6 autres % déclarent s'être fait aider par les pouvoirs publics dans l'organisation d'un évènement émanant de l'IT. Dans 6% des cas la collaboration mutuelle est évoquée (mix top-down et bottom-up).

Parfois aussi, les membres des IT déclarent aider les pouvoirs politiques dans des démarches qui ont trait aux idées du mouvement des IT (9% des cas).

Une petite minorité (48%) des membres des IT locales interrogés déclarent n'avoir demandé aucune aide de la part des autorités politiques, le plus souvent par souci d'autonomie et de réelle impulsion bottom-up (15%), ou encore car ils pensent que la sphère politique craint ou nie les IT (6%), que la participation politique est pauvre (6%) ou que les pouvoirs politiques manquent d'argent (6%).

Seule une minorité (3%) déclare que les membres des IT sont au contraire présents pour aider les élus politiques dans leurs démarches et actions.

Ces données viennent compléter l'étude de Gill Seyfang concernant les rapports des membres des IT avec le politique, car cette dernière n'a pas cherché à évaluer la qualité de ces rapports, ni le positionnement des acteurs de ceux-ci.

Nos recherches viennent donc tempérer les statistiques à notre sens un peu trompeuses de cette étude, en ce qu'elle révélait que 65 % des membres des IT avaient déjà des connexions avec le politique, et surtout que 82 des membres des IT témoignent de leur travaux avec les pouvoirs locaux⁶⁰⁷.

3.6.2 Concernant les rapports que les membres des IT entretiennent avec les politiques.

36% des membres qui représentent leur IT mettent en avant les rapports plutôt axés sur un soutien moral (discussion, présence d'élus dans les réunions des IT etc.).

⁶⁰⁷ SEYGANG (Gill), op.cit. p.4 & 6.

9% soutiennent des initiatives émanant de la sphère politique, a contrario, 12 autres % déclarent que l'impulsion bottom-up est clairement acceptée et respectée par les autorités politiques, et conséquemment effective.

Enfin, 12% des IT sont représentées au sein des organismes politiques par l'insertion d'un ou de plusieurs de leurs membres au sein de structures politiques, et seulement 6% confient n'avoir aucun rapport avec le pouvoir politique, quand 3% entretiennent des relations mutuellement respectueuses mais relativement distantes (invitations mutuelles à des réunions des IT et politiques).

En fonction de ces nombreux témoignages, de leur agrégation, et de leur interprétation, nous pouvons enfin répondre à nos questions de recherche.

4. Comment se positionnent en réalité les initiatives en transition par rapport aux autorités politiques ?

4.1 La position de Rob Hopkins confrontée aux réalités des IT

De manière générale (58%), les IT réclament de l'aide aux autorités politiques, et celles-ci en reçoivent la plupart du temps. Lorsque l'aide est accordée, les aides financières ponctuelles sont les plus courantes. Elles impliquent des sommes oscillant entre 250 et 6000 euros le plus souvent.

Remarquons que ces fonds sont toujours ponctuels et non permanents, c'est-à-dire qu'ils ne s'insèrent pas dans ce que nous appelons une institutionnalisation externe réelle qui suppose un financement structurel et permanent de la part des autorités publiques.

Seules deux membres d'IT sur 33 interrogés ont bénéficié de sommes beaucoup plus conséquentes, celles-ci provenant de fonds financés par les gouvernements anglais et écossais.

Néanmoins, soulignons qu'une petite minorité d'IT (42%) n'a jusqu'à présent réclamé aucune aide au politique pour diverses raisons. Seules deux IT – Dorking et High Wycombe – semblent privilégier l'impulsion top-down – ce qui est contraire à l'intention initiale de Rob Hopkins-, quand les autres IT demandent en général de l'aide, quelle qu'elle soit, aux autorités politiques pour des initiatives émanant des IT. 12% des membres des IT interrogés soulignent que les autorités politiques comprennent l'idée de l'impulsion primaire bottom-up.

Notons encore que 15 autres % refusent de demander de l'aide aux autorités publiques – à court terme du moins – en arguant que l'IT est par essence autonome et/ou bottom-up.

Cette impulsion bottom-up, c'est-à-dire émanant de la collectivité (locale) est explicitement conseillée par Rob Hopkins. En effet, lorsqu'il traite de « *l'interface entre les IT et le politique* »⁶⁰⁸, l'accent est mis sur le fait que les politiciens locaux devraient « *soutenir l'IT* »⁶⁰⁹ proposée par les membres l'IT locale, et non « *pas de conduire* »⁶¹⁰ le processus⁶¹¹.

Selon lui, l'important est le potentiel de création d'un processus émanant originellement de la collectivité locale qui ensuite créerait des liens avec le politique mais en gardant ses propres conditions. Il s'oppose ainsi à la dynamique top-down des agendas 21⁶¹², qui ont pourtant créé nombre d'initiatives intéressantes.

⁶⁰⁸ HOPKINS (Rob), op.cit. pp. 144-145.

⁶⁰⁹ Ibid. p. 144.

⁶¹⁰ Loc.cit.

⁶¹¹ Loc.cit.

⁶¹² Principes d'actions pour le 21ème siècle énoncés lors de *La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement* réunie à Rio en 1992, visant un développement durable des territoires à l'échelle locale. Site des Nations-Unies : <http://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/>, consulté le 20 juin 2010.

Rob Hopkins précise qu'il est important selon lui que les IT fonctionnent de façon indépendante des contributions potentielles venant du politique, particulièrement au début de leur mise en application.

Enfin, Rob Hopkins pense qu'un des points centraux de cette relation IT-politique est la création d'un « *groupe de liaison avec le gouvernement local* »⁶¹³, de sorte de garder le contact de manière permanente, en s'invitant mutuellement aux réunions respectives de l'une et l'autre etc.⁶¹⁴. De manière générale, l'impulsion bottom-up des IT est bien respectée, sauf à Dorking, Ashland et High Wycombe, mais la plupart des IT ont besoin d'aide du politique local, que ce soit d'un point de vue financier ou logistique.

Enfin, 9% des membres d'IT se disent représentés dans des organismes politiques.

En résumé, de manière générale, les idées de Rob Hopkins au sujet du soutien de la part des autorités politiques envers les IT et de l'impulsion bottom-up passent sans trop d'encombres de la théorie à la pratique.

Nous avons confronté la conception de Rob Hopkins concernant les rapports entre les membres des IT et les autorités politiques. Tâchons maintenant de déterminer le degré d'institutionnalisation des IT, en fonction des 33 interviews que nous avons réalisées, du discours de Rob Hopkins et de la structuration interne du mouvement.

4.2 Quel est le degré d'institutionnalisation des actions du mouvement des initiatives en transition ?

Concernant *l'institutionnalisation interne* du mouvement des IT⁶¹⁵, nous pouvons affirmer que celle-ci est bien élaborée et conséquemment très effective.

En effet, le mouvement des IT est un mouvement jeune, il a à peine 4 ans d'existence, mais il a déjà réussi à se structurer autour d'un réseau d'initiatives citoyennes – le Transition Network Ltd⁶¹⁶-, « *dont le rôle est d'inspirer, de relier, d'encourager, de soutenir et d'entraîner les collectivités à mesure qu'elles s'organisent autour du « modèle de la transition » et créent des initiatives qui ont pour visée la résilience et la diminution des émissions de CO2* »⁶¹⁷ et donc des comportements nécessaires pour viser l'atteinte de ces objectifs. Le transition Network assure la structuration du mouvement, et est un catalyseur d'initiatives. Il fournit notamment des outils⁶¹⁸, organise des événements nationaux bisannuels⁶¹⁹, des conférences⁶²⁰, des « formations »⁶²¹, tout en définissant les objectifs et principes de

⁶¹³ HOPKINS (Rob), op.cit.p.145.

⁶¹⁴ Ibid.pp.144-145.

⁶¹⁵ Qui, rappelons-le, désigne la structuration des IT autour de normes comportementales plus ou moins bien définies, assignant des rôles plus ou moins bien clairement définis aux acteurs impliqués qui ont pour fonction de faire appliquer les normes et au sein duquel il y a une communication entre les acteurs au niveau interne

⁶¹⁶ Site internet du Transition Network, <http://www.transitionnetwork.org/>, consulté le 11 juin 2010.

⁶¹⁷ Loc.cit.

⁶¹⁸ Pour des présentations notamment (cartes, graphiques, schémas, etc.)

⁶¹⁹ HOPKINS (Rob), & LIPMAN (Peter), "Who We Are And What We Do", Transition Network Ltd, Totnes, Version 1.0, 2009, p. 16 <http://www.transitionnetwork.org/sites/default/files/WhoWeAreAndWhatWeDo-lowres.pdf>, consulté le 11 juin 2010.

⁶²⁰ HOPKINS (Rob), "Reflections on the 2010 Transition Network conference", 2010, <http://transitionculture.org/2010/06/15/reflections-on-the-2010-transition-network-conference/>, consulté le 12 juin 2010.

⁶²¹ Les "Transition trainings" qui servent à encourager les personnes à explorer les logiques de la société de consommation et ses effets sur nos vies et nos modes de fonctionnement, et ce afin de sortir de cette enclassement aliénant de façon individuelle et collective, in : HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill), op.cit. p.19

la transition⁶²². La communication horizontale et l'échange d'informations entre les différentes IT est sont facilitées par l'existence de ce réseau, d'un forum spécialement dédié aux *transition towns*⁶²³, d'une *transition radio*.⁶²⁴

Le Transition Network peut également servir à fournir des orateurs pour des événements, et soutient enfin différents médias (« e-bulletin », « Transition Network news », livres etc.)⁶²⁵.

Les rôles des individus impliqués dans les IT ne sont pas figés ni dictés par le réseau, loin s'en faut, mais plutôt délimités relativement souples par un carcan théorique pensé par Rob Hopkins, qui a notamment théorisé les différentes étapes de formations et de dissolutions des groupes thématiques des IT⁶²⁶.

Mais les rôles des membres du Transition Network sont quant à eux délégués clairement et explicitement⁶²⁷. Ce réseau constitue donc en quelque sorte la structure formelle du mouvement.

Ainsi, Rob Hopkins a en outre théorisé les « 12 étapes vers la transition »⁶²⁸ que nous expliciterons dans le 3^{ème} et dernier chapitre, puisqu'elles interviennent dans l'analyse de la « reproductibilité » du mouvement.

Rob Hopkins tend même à vouloir rassembler les acteurs de ce qui pourrait devenir une « *Transition Culture* »⁶²⁹.

Dès lors, si les IT mettent en œuvre des mécanismes décentralisants et bottom-up, cela ne signifie pas qu'il n'existe aucune règle, loin s'en faut. Ainsi, le *Transition network* décide quelle IT deviendra officielle ou non⁶³⁰.

Cette structuration établie nous fait dire que *l'institutionnalisation interne* du mouvement est relativement bien élaborée, et sert le mouvement et son expansion à court et moyen terme à travers le monde. Elle fournit un cadre théorique et informationnel très solide dans lequel les individus impliqués dans les IT peuvent évoluer de façon plus ou moins souple, laissant à chacun, et à chaque groupe, la liberté de créer des actions adaptées à leurs envies, et aux besoins et possibilités de la localité dans laquelle ils se trouvent.

Concernant *l'institutionnalisation externe*⁶³¹, les éléments analysés nous autorisent à être beaucoup plus réservés.

⁶²² HOPKINS (Rob), & LIPMAN (Peter), op.cit.p.7.

⁶²³ Transition Forum, <http://transitiontowns.org/forum/>, consulté le 11 juin 2010.

⁶²⁴ Transition radio <http://transitionradio.posterous.com/>, consulté le 11 juin 2010.

⁶²⁵ HOPKINS (Rob), & LIPMAN (Peter), op.cit.p.15.

⁶²⁶ Très souvent, les IT sont sectionnées en différents groupes, définis par des thèmes différents : alimentation durable, économie, recyclage, transports, énergie etc. D'ailleurs, lors de la journée de lancement de Bruxelles en Transition, qui a suivi le modèle de bons nombres d'IT dans le monde précédemment lancées, les citoyens présents sont notamment invités à choisir, selon leurs affinités, un ou plusieurs groupes thématiques dans lesquels ils voudraient s'impliquer davantage.

⁶²⁷ HOPKINS (Rob) & LIPMAN (Peter), "The Transition Network – a Proposal for Structure", Version 3.1, 2008, p. 20-22, <http://transitionculture.org/wp-content/uploads/transition-network-future-structures-document-v3-1-2-1.pdf>, consulté le 13 mai 2010.

⁶²⁸ Voir annexes p.

⁶²⁹ HOPKINS (Rob), " Why "transition culture" ? ", Site internet Transition Culture, <http://transitionculture.org/essential-info/why-transition-culture/>, consulté le 15 juin 2010.

⁶³⁰ THACKARA (John), "Of apocalypse and forest gardens, - the governance of a global movement.", 2010, Site internet de Doors of Perception http://www.doorsofperception.com/archives/2010/06/of_apocalypse_a_php, consulté le 13 juin 2010.

⁶³¹ Que nous désignerons par le processus de communication, d'acceptation du discours des IT de la part de la sphère politique, sa récupération, sa formalisation, son intégration et son financement structurel censé entraîner sa pérennisation sur le long terme

Rob Hopkins met en exergue l'importance d'entretenir de bons rapports avec les autorités politiques locales, ce qui semble en pratique être le cas : 36% des 33 membres d'IT interrogés évoquent les relations positives avec les autorités politiques qui sont plutôt axées sur la discussion, 58% ont déjà demandé de l'aide de la part de celles-ci – dont 40% semblent en avoir reçue.

Tempérons toutefois en rappelant que la plupart des aides financières sont des faibles sommes situées entre 250 euros et 6000 – si l'on excepte les sommes bien plus conséquentes provenant de fonds financés par les gouvernements anglais et écossais –, et ne constituent donc que des aides dérisoires au regard des enjeux que décident d'affronter les IT.

Par ailleurs, aucune aide financière recensée parmi les 33 interviews que nous avons menées ne constitue un appui financier et structurel⁶³².

Ce type d'appui aurait pu constituer un signe fort d'une institutionnalisation externe, et assurer par là la pérennisation du mouvement sur des temps plus longs. Ce n'est pas le cas.

Ainsi, Rob Hopkins, en soulignant l'importance de l'émanation de la sphère citoyenne – les collectivités locales notamment – au sujet des actions des IT, la valeur du fonctionnement indépendant des IT dans leurs premières étapes et l'idée que les IT devraient être soutenues et non conduites par les pouvoirs politiques, semble omettre le fait que si les IT veulent être pérennes à terme, et constituer de réelles impulsions décisives en faveur d'une société soutenable, elles devront très probablement être *institutionnalisées de façon externe* – concrètement, elles devraient être financées de façon structurelle et permanente, en sus d'être acceptées, récupérées et formalisées par les autorités politiques.

Or, sur ces points, c'est encore loin d'être le cas. En outre, tout au plus Rob Hopkins rappelle-t-il la nécessité d'avoir les autorités politiques « à bord » du projet.

42% des membres des IT n'ont même pas encore demandé la moindre aide à leurs autorités politiques locales, pour diverses raisons⁶³³. Cela restreindra sans aucun doute à moyen et long terme l'état d'avancement de l'institutionnalisation externe du mouvement pour la transition.

Rappelons aussi qu'à ce stade, seuls 12% des membres des IT interrogés déclarent que les pouvoirs politiques accueillent favorablement⁶³⁴ leurs IT et qu'ils en comprennent la dynamique bottom-up.

Et 6% déclarent n'avoir encore établi aucun lien avec leurs autorités politiques.

Dans ces conditions, le mouvement social citoyen que constitue celui des IT n'est jusqu'à présent que très faiblement institutionnalisé de façon externe. Tout au plus bénéficie-t-il généralement de bons rapports avec les autorités politiques locales en place, et dans de plus rares cas, d'une insertion dans la sphère politique qui peine néanmoins à montrer des effets favorables concrets.

Si les idées de relocalisation d'un maximum de pans de la société, de résilience, ou encore de descente énergétique, sont certainement pertinentes au regard des enjeux actuels que sont notamment le CC et le pic pétrolier, elles nécessitent d'immenses investissements structurels afin de faire face aux transformations systémiques que nos modes de vie occidentaux nécessitent.

Par conséquent, nous pensons que le mouvement des IT ne se donne pas les moyens de ses ambitions, tant on sait également que « *la nature des relations du mouvement avec les local council et ses positions par rapport à l'économie (...) locale détermineront les possibilités d'accomplissements* »⁶³⁵ des IT.

En termes de perspectives à long terme concernant l'*institutionnalisation externe* du mouvement des IT, gageons que la centralité du débat des questions de changement climatique et de pic pétrolier qui commence à se développer au niveau des institutions en Grande-Bretagne puisse aider à l'institutionnalisation externe du mouvement, et donc à sa pérennisation nécessaire.

⁶³² La durée de l'aide la plus longue que nous avons eu l'occasion d'analyser est celle qui provient du LCCC (Low Carbon Communities Challenge) et dure 2 ans.

⁶³³ Des raisons aussi variées que les acteurs impliqués dans toutes les étapes du processus de formation d'une IT.

⁶³⁴ Ce qui ne signifie pas qu'ils déclarent être financés

⁶³⁵ CHATTERTON (Paul) & CUTLER (Alice), op.cit. p.34.

Ainsi, selon Jean-Marc Jancovici, depuis quelques années, la presse britannique s’empare du sujet du changement climatique de façon plus poussée qu’en France^{636 637}. Et de citer la loi pour lutter contre le changement climatique, le *Climate Change Act* (2008)^{638 639}, le budget CO2 du gouvernement, la taxe carbone en application, ou encore « *la création d’une commission qui a rendu un rapport sur les implications du pic de production pétrolière sur l’économie mondiale* ».⁶⁴⁰

En outre, le DECC (*Department of Energy and Climate Change*) a été créé en 2008. Il a notamment pour ambition d’aider le Royaume-Uni à accomplir la transition vers une économie plus pauvre en carbone^{641 642}.

Enfin, 2009 a vu la création du CCCEP (*Centre for Climate Change Economics and Policy*) dont l’objectif est notamment de faire avancer les initiatives publiques et privées en matière de lutte contre le changement climatique⁶⁴³.

Dès lors, selon Jean-Marc Jancovici, « *institutionnellement, le problème⁶⁴⁴ est plus avancé qu’en France* »^{645 646}, ce qui place le mouvement des IT dans un contexte institutionnel favorable à son expansion. Le « *Oil Depletion Analysis Centre* » s’inscrit dans cette opinion, lorsqu’il indique que certains membres des autorités locales britanniques, à Woking et Londres notamment, « *commencent à considérer les impacts du pic pétrolier* »⁶⁴⁷

⁶³⁶ *The Guardian* qualifie de « *changement significatif de ligne de conduite politique* » (*significant policy shift*) le fait que le gouvernement britannique ait accepté de travailler davantage sur les effets potentiels du pic pétrolier, in : « *Energy minister will hold summit to calm rising fears over peak oil* », *The Guardian*, 2010, <http://www.guardian.co.uk/business/2010/mar/21/peak-oil-summit>, consulté le 16 juillet 2010.

⁶³⁷ SUMMERS (Deborah) &, CARRINGTON (Damian), “Government pledges to cut carbon emissions by 80% by 2050”, in: *The Guardian*, 2008 <http://www.guardian.co.uk/politics/2008/oct/16/greenpolitics-edmiliband>, consulté le 15 juillet 2010.

⁶³⁸ *Climate Change Act* (26 Novembre 2008), Site de l’OPSI (Office of Public Sector Information), part of the national archives, http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2008/ukpga_20080027_en_1, consulté le 11 juillet 2010.

⁶³⁹ Notons que « *le Royaume-Uni est le premier pays au monde à s’être doté d’une loi pour lutter contre le changement climatique* », in HAUSTANT (Mickael) & TISSOT (Léo), « *La lutte contre le changement climatique au Royaume-Uni* », Rapports d’Ambassades. Site internet de l’Ambassade de France au Royaume-Uni, 2009, http://www.bulletins-electroniques.com/rapports/smm09_070.htm, consulté le 23 juillet 2010.

⁶⁴⁰ CCC (Committee on Climate Change), “Building a low-carbon economy - the UK's contribution to tackling climate change”, 2008, <http://www.theccc.org.uk/reports/building-a-low-carbon-economy>, consulté le 11 juillet 2010.

⁶⁴¹ Site internet du DECC (Department of Energy and Climate Change) <http://www.decc.gov.uk/default.aspx>, consulté le 1er juillet 2010.

⁶⁴² DECC et al., “Investing in a low-carbon Britain”, Building Britain’s future, Avril 2009, http://www.decc.gov.uk/assets/decc/What%20we%20do/A%20low%20carbon%20UK/1_20090511124612_e_@_hmLowCarbonBritain.pdf

⁶⁴³ Site internet du CCCEP (Centre for Climate Change Economics and Policy), <http://www.cccep.ac.uk/Home.aspx>, consulté le 14 juin 2010.

⁶⁴⁴ Du pic pétrolier et du changement climatique.

⁶⁴⁵ « *les britanniques sont plus conscients que nous de la réalité du pic de production du pétrole*”, JANCOVICI (Jean-Marc), « *Les élections en Grande Bretagne...* », interview audio (4’12”), (chronique) « *Le regard de Jean-Marc Jancovici* », Site internet de France Info, 2010, <http://www.france-info.com/chroniques-le-regard-de-jean-marc-jancovici-2010-05-07-les-elections-en-grande-bretagne-439320-81-442.html>, consulté le 20 juillet 2010.

⁶⁴⁶ AUZANNEAU (Matthieu), *En Grande-Bretagne, gouvernement et industriels débattent du peak oil... à huis-clos*, Le blog de matthieu Auzanneau, 09/04/2010, <http://petrole.blog.lemonde.fr/2010/04/09/en-grande-bretagne-gouvernement-et-industriels-debatent-du-peak-oil-a-huis-clos/>

⁶⁴⁷ OIL DEPLETION ANALYSIS CENTRE & POST CARBON INSTITUTE, « *Preparing for peak oil – local authorities and energy crisis* », 2008, pp. 14-15.

A long terme, ces créations sont autant d'opportunités pour le mouvement des IT de profiter de cette institutionnalisation grimpante⁶⁴⁸, de s'insérer, d'un point de vue idéologique et humain, dans ces organismes et autres commissions étatiques et de montrer, par l'exemple, les sentiers qu'il convient d'emprunter.

De façon plus pessimiste, notons tout de même les propos de George Monbiot, journaliste au quotidien *The Guardian*, qui rappelle que le rapport Hirsch nous mettait en garde contre les conséquences désastreuses qu'entraînerait une cécité gouvernementale concernant le pic pétrolier.

Selon ses auteurs, il faudra mettre en place un programme d'atténuation⁶⁴⁹ vingt ans avant le pic de production de pétrole.

Ainsi, écrit George Monbiot, au regard de ce que communique l'AIE (Agence Internationale de l'Energie) - qui nous dit que le pic pétrolier mondial arrivera aux alentours de 2020 - : « nous avons déjà 10 ans de retard »⁶⁵⁰.

Aux interrogations de George Monbiot à propos de ces problèmes « le gouvernement britannique »⁶⁵¹ a répondu : « avec un investissement suffisant, le gouvernement ne pense pas que le pic global de production pétrolière atteindra son apogée entre maintenant et 2020, en conséquence, nous n'avons pas élaboré de plan d'urgence spécifique au pic de production du pétrole »⁶⁵².

Probablement reste-t-il donc encore beaucoup de chemin à parcourir...

4.3 Le mouvement des IT établit-il un nouveau type de gouvernance ?

D'abord, notons que l'impression d'homogénéité relativement bien respectée des impulsions bottom-up du mouvement n'en cache pas moins des disparités.

Ainsi, si les IT jaillissent le plus souvent de la collectivité locale – dont 12% insistent sur le respect parfait de l'idée bottom-up de la part des autorités politiques locales – notons tout de même que 9% des membres des IT déclarent spontanément aider les pouvoirs politiques dans des actions *émanant du politique*. Cette attitude s'apparente à l'application d'une action de l'agenda 21⁶⁵³, dont l'impulsion est donc top-down, par des membres d'IT et dont se démarque pourtant explicitement Rob Hopkins.

Par ailleurs, si les relations entre les membres des IT et les autorités politiques locales sont relativement satisfaisantes dans l'ensemble – 58 % ont déjà demandé de l'aide, 36% se sentent soutenus – elles ne

⁶⁴⁸ Tempérons tout de même cette affirmation sous le signe de l'espoir, en ce que Rob Hopkins lui-même pense que « le DECC est encore largement au stade du déni », in : HOPKINS (Rob), « Government 'Peak Oil Summit' Starts the Process of Government Acknowledging Peak Oil? », Transition Culture, 2010 <http://transitionculture.org/2010/03/24/government-%E2%80%98peak-oil-summit%E2%80%99-starts-the-process-of-government-acknowledging-peak-oil/>, consulté le 1^{er} juin 2010. C'est pourtant le DECC qui finance le Le Low Carbon Communities Challenge (LCCC) ...

⁶⁴⁹ *A mitigation crash programme*

⁶⁵⁰ MONBIOT (George), «We spend millions on smallpox, but nothing on this far greater threat», in: *The Guardian*, 2009, <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/apr/14/george-monbiot-smallpox-oil-supply>, consulté le 12 juillet 2010. & MONBIOT (George), «When will the oil run out?» in: *The Guardian*, 2008, <http://www.guardian.co.uk/business/2008/dec/15/oil-peak-energy-iea>, consulté le 12 juillet 2010.

⁶⁵¹ MONBIOT (George), «We spend millions on smallpox, but nothing on this far greater threat», in: *The Guardian*, 2009, <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/apr/14/george-monbiot-smallpox-oil-supply>, consulté le 11 juillet 2010.

⁶⁵² «With sufficient investment, the government does not believe that global oil production will peak between now and 2020, and consequently we do not have any contingency plans specific to a peak in oil production». Loc.cit.

⁶⁵³ Dont l'impulsion est top-down, et qui permet parfois des participations citoyennes autour du projet qui émane de l'autorité créatrice de l'action de cet agenda.

constituent selon nous pas les prémices d'une *nouvelle* gouvernance. En effet, les initiatives citoyennes, bottom-up ne sont pas nouvelles ni révolutionnaires. Par ailleurs, l'état relativement peu avancé des IT à travers le monde, des partenariats collectivités-autorités politiques et de leurs relations respectives à l'heure actuelle ne nous permettent pas d'entrevoir le commencement d'un type de gouvernance réellement nouveau.

Le mouvement des IT s'inscrit dans l'idée de redonner la possibilité aux citoyens de concevoir et d'impulser leurs initiatives.

Aussi respectable et pertinente qu'elle soit, cette idée n'est pas neuve.

Il s'inscrit également dans celle de créer un maximum de connexions avec les autorités politiques, notamment par la création de groupes de liaison avec les gouvernements locaux, ou via l'invitation des autorités politiques aux événements organisés par les IT.

Aussi pertinente qu'elle soit, cette idée ne nous semble pas constitutive d'une possible nouvelle gouvernance.

Dès lors, à la question : « *les IT établissent-elles un nouveau type de gouvernance* » ? notre réponse est non, même si le refus de l'hétéro direction ⁶⁵⁴ ou encore le fait d' « *assigner à l'état un rôle de catalyseur et de facilitateur d'une action collective* » ⁶⁵⁵ qu'il ne peut monopoliser sont assez nouveaux, à l'instar notamment de ce qui se pense et passe aux Pays-Bas pour le Transition Management (TM) ⁶⁵⁶⁶⁵⁷.

La conviction de Rob Hopkins est que la sensibilisation des citoyens et leur mobilisation autour de projets suffiront à amener les autorités politiques à vouloir faire partie des projets concernés.

Nous pensons que cela sera insuffisant. Nous pensons que les enjeux traités par les IT devront être inscrits à l'agenda des autorités politiques, comme cela se fait notamment aux Pays-Bas pour les Transition Management (TM), et comme la création récente des organismes et autres commissions étatiques au Royaume-Uni le laisse délicatement espérer⁶⁵⁸. Ainsi, les IT se situent entre ce que Paul-Marie Boulanger nomme « *la démocratie minimale* »⁶⁵⁹, qui réduit le rôle du citoyen à son seul pouvoir d'élection de ses représentants, et « *la démocratie néo corporatiste* »⁶⁶⁰, qui engendre la décision de politiques publiques au sein d'une tour d'ivoire inaccessible au citoyen qui s'intéresserait aux problèmes de la cité ⁶⁶¹. Mais cette situation, toute pertinente soit-elle, ne constitue en rien un type de gouvernance novateur.

⁶⁵⁴ Ou « *le refus du pilotage extérieur* », LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, p208

⁶⁵⁵ BRANGWYN (Ben) & HOPKINS (Rob), "Transition initiatives primer - Becoming a transition town, city, district, village, community or even island", Version: 26, Status: final, 2008, pp. 36-38 , [http://www.transitionnetwork.org/sites/default/files/TransitionInitiativesPrimer\(3\).pdf](http://www.transitionnetwork.org/sites/default/files/TransitionInitiativesPrimer(3).pdf), consulté le 14 avril 2010.

⁶⁵⁶ Processus de gouvernance innovant et regroupant divers acteurs qui vise des processus de transformation pérenne de changements sociétaux qui tendent à la soutenabilité écologique. In KEMP (René) et LOORBACH (Derk), "Transition Management : a reflexive governance approach", p. 103, in: VOSS (Jan-Peter), BAUKNECHT (Dierk), KEMP (René), *Reflexive Governance for sustainable development*, Edward Elgar Publishing, 2006.

⁶⁵⁷ « *Aux Pays-Bas, près de cent vingt chercheurs universitaires ainsi qu'une centaine de fonctionnaires, s'emploient, jour après jour, avec des représentants du patronat, des syndicats et des ONG, à « gérer la transition écologique ». Au sein d'« arènes pour la transition », ils construisent des visions d'avenir à moyen et à long terme (vingt-cinq à cinquante ans) en matière d'énergie, d'agriculture, de transports et de biodiversité. Sur ces bases, ils élaborent des scénarios d'évolution, des chemins de transition et un agenda de réalisations conduisant, de manière concertée et volontariste, de la situation insoutenable d'aujourd'hui au développement durable de demain* » in : BOULANGER (Paul-Marie), op.cit. pp. 70-73.

⁶⁵⁸ Le *Climate Change Act* (2008), le DECC (*Department of Energy and Climate Change*) (2008) et le CCCEP (*Centre for Climate Change Economics and Policy*) (2009) etc.

⁶⁵⁹ BOULANGER (Paul-Marie), op.cit. pp. 70-73.

⁶⁶⁰ Loc.cit.

⁶⁶¹ Loc.cit.

Enfin, si les IT ne semblent pas développer à l'heure actuelle une gouvernance de type nouveau, elles portent néanmoins en elles l'espoir d'une « *citoyenneté active* »⁶⁶², créatrice « *d'approches bottom-up pratiques qui agissent comme un phare* »⁶⁶³, et dynamique que même l'OCDE⁶⁶⁴ appelle de ses vœux. Par ailleurs, les grandes différences de mise en œuvre de projets similaires au sein du mouvement des IT, et partant, les différents rapports que peuvent entretenir ses acteurs avec le politique, compliquent la caractérisation du type de gouvernance que ceux-ci pourraient constituer⁶⁶⁵.

Nous avons vu les rapports entre les acteurs politiques et ceux du mouvement des IT, nous avons déterminé les degrés d'institutionnalisations interne et externe ainsi que le type de gouvernance que ce mouvement établit et nous avons présupposé les limites inhérentes au discours du mouvement. Le 3^{ème} et dernier chapitre servira à l'analyse de la reproductibilité du mouvement et de ses limites inhérentes.

⁶⁶² COKE (Alexia), "Community-based energy projects within the Transition Town movements: low carbon social innovation or a new form of energy politics", Centre for Environmental Strategy, Surrey, p. 7.

⁶⁶³ Loc.cit.

⁶⁶⁴ OCDE, op.cit. p.245.

⁶⁶⁵ COKE (Alexia),op.cit. p.8

PARTIE 3 : REPRODUCTIBILITE

Dans un premier temps, nous analyserons la reproductibilité du mouvement, au regard notamment des institutionnalisations interne et externe.

Enfin, nous tenterons de cerner les limites inhérentes au mouvement des IT.

1. Une reproductibilité facilitée par l'institutionnalisation interne, mais qui comporte néanmoins certains écueils

Nous l'avons vu, le mouvement des initiatives en transition est un mouvement en pleine expansion. Celle-ci peut s'expliquer par une série de facteurs.

Parmi ceux-ci, nous pointerons l'institutionnalisation interne du mouvement.

En effet, comme nous l'avons vu dans la partie 2 (point 4.2), la création du Transition Network a facilité l'expansion du mouvement, en ce qu'il permet d'encourager et d'entraîner les collectivités locales à prendre leur destinée entre les mains pour une série de sujets et d'actions qui visent entre autres la résilience et la durabilité de nos modes de vie.

Le caractère reliant des IT à travers le monde est sans conteste un des points forts du mouvement. Il crée une dynamique positive et encourageante des IT locales.

Par ailleurs, l'idée d'appartenir à un mouvement international en marche, et qui plus est en pleine expansion est aussi un facteur à souligner.

Les nombreux canaux de communication que met en place le Transition Network – conférences, radio, sites internet, outils facilitateurs de la transition – sont autant d'atouts pour le mouvement des IT.

En outre, Rob Hopkins a mis à la disposition des sympathisants du mouvement, des « *outils pour la transition* »⁶⁶⁶ qui mêlent des idées telles que des jeux de rôles didactiques, des exercices qui visent à faciliter l'identification des visions désirées du futur, des outils éducatifs, des outils destinés à faciliter l'organisation d'évènements – projections de films etc. -, à faciliter également la rédaction de communiqués de presse, à augmenter l'efficacité du contenu des réunions (*open space*) etc.

Par ailleurs, les « *12 étapes vers la transition* »⁶⁶⁷ qui sont en constante évolution, doivent être adaptées à chaque réalité locale et ne sont en rien normatives ni exhaustives. Elles ne servent qu'à fournir un cadre d'épanouissement de l'IT qui choisit de les appliquer.

Les 12 étapes vers la transition sont les suivantes : « *Mettre en place un groupe de pilotage et prévoir sa dissolution dès sa conception* » ; « *Conscientiser les gens* » (*projection de films en présence d'élus politiques, discussions etc.*) ; « *Poser les fondations* » (*en débutant un réseau avec les organisations locales déjà en place*) ; « *organiser le grand lancement* » *environ 6 mois après la première projection de films (événement rassembleur et marquant la célébration de l'IT, pour bien faire en présence des tous les groupes locaux et des élus politiques)* ; « *Former les groupes thématiques et utiliser le site internet wiki du réseau des IT* » ; « *Utiliser les « open space »* »⁶⁶⁸ ; « *Rendre les projets visibles* » (*par le biais de manifestations notamment*) ; « *Faciliter les nouvelles formations et compétences* »^{669 670} (en

⁶⁶⁶ *Tools for transition* : in HOPKINS (Rob), *The Transition Handbook: from oil dependency to local resilience*, 2008, pp. 26, 60-61, 90-91, 96-97, 101, 118-120, 154-155, 160-161, 164-165, 168-169, 173, 184-186.

⁶⁶⁷ « *The twelve steps of Transition* » Ibid. pp. 148-175.

⁶⁶⁸ Outil qui sert à faciliter l'efficacité et la productivité des réunions in Ibid. pp. 168.

⁶⁶⁹ *The twelve steps of Transition* in HOPKINS (Rob), op.cit. pp. 148-175 & "The twelve key ingredients to the Transition model" Transition network, 2010, <http://www.transitionnetwork.org/support/12-ingredients>, consulté le 17 juillet 2010.

collaboration avec les groupes existants, les écoles etc.) afin de mettre en pratique de nouveaux comportements plus soutenables ; « *Construire des ponts avec le gouvernement local* » (le gouvernement local devrait collaborer avec les IT et les soutenir dans leurs démarches et projets) ; « *Honorer les anciens* »⁶⁷¹ (en conduisant des interviews de personnes âgées qui ont vécu des périodes durant lesquelles les modes de vie étaient relativement proches du scénario actuel de la descente énergétique notamment) ; « *Laisser l'IT se développer* » en fonction des énergies présentes et sans vouloir la diriger ; « *Créer un plan d'action de descente énergétique* »⁶⁷².

Donc, l'institutionnalisation interne – sa structuration, sa communication etc. – est un atout du mouvement des IT en ce qu'il facilite grandement l'émergence du mouvement.

Notons néanmoins que la formation et la gestion d'un groupe d'IT n'est pas toujours une sinécure : 25% des groupes interrogés par Gill Seyfang déclarent que la gestion du développement du groupe est un problème, tout comme est difficile le défi de « *passer du groupe informel à une entité formelle plus organisée* »⁶⁷³.

Le Transition Network a formalisé les étapes pour devenir une IT de façon très précise et reproductible. Ainsi, il « suffit » de lire la littérature utile au préalable, de se répertorier en tant qu'IT dans le répertoire des IT sur le site internet du Transition network, d' étoffer et de détailler les informations de son IT, et enfin de remplir le document « *Transition initiative checklist* »⁶⁷⁴ pour le soumettre auprès de Ben Brangwyn, co-fondateur du Transition Network qui supervise les demandes d'officialisation des IT.⁶⁷⁵

Si l'institutionnalisation interne du mouvement semble favoriser l'expansion du mouvement, d'autres facteurs annihilent sa croissance.

Les réponses à la question « *Pensez-vous que certains facteurs (comme le passé historique, culturel, politique, le caractère rural de votre ville etc.) favorisent l'émergence des initiatives de transition que vous avez déjà réalisées ? Au niveau des acteurs porteurs des initiatives et de la sphère politique* » nous permettent de déterminer des facteurs qui favorisent ou freinent l'émergence des IT d'une ville, selon les acteurs interrogés.

Voici les données que nous avons recueillies et schématisées, afin de faciliter la compréhension du lecteur.

Les facteurs qui favorisent l'émergence des IT peuvent être regroupés de la façon suivante :

- 33% citent la conscience environnementale préalable des collectivités locales, des ONG, des groupes actifs voisins ou connexes au mouvement des IT, ainsi que leur créativité, compétences, et dynamisme,
- 30% mentionnent la conscience environnementale préalable des acteurs locaux non issus de la sphère politique, ou des acteurs présents dans des initiatives non encore officielles, et leur dynamisme.

Notons que 3 membres d'IT (environ 1/3) ont cité conjointement les deux arguments précités comme facteurs encourageant le jaillissement d'IT. Cela s'explique par la connexité des deux facteurs.

⁶⁷⁰ « *Facilitate the great reskilling* »

⁶⁷¹ HOPKINS (Rob), op.cit.

⁶⁷² Loc.cit.

⁶⁷³ SEYGANG (Gill),op.cit. p10.

⁶⁷⁴ Voir Annexes p. 161-163

⁶⁷⁵ Ainsi, il examine, évalue, émet un jugement et entre en contact avec les personnes qui ont soumis le dossier.

“Criteria and process for becoming an "official" Transition Initiative”, Transition network, 2010
<http://www.transitionnetwork.org/support/becoming-official#criteria>, consulté le 17 juillet 2010.

- 24% citent les *facteurs historico-culturels* - les luttes écologiques historiques, l'identité forte de la ville, et/ou une histoire et une culture d'innovation et d'avant-gardisme.
- 24% évoquent *la taille de la localité et/ou son caractère rural*. Le premier facteur favoriserait les liens entre les acteurs des différentes sphères sociales et faciliterait l'impulsion *bottom-up* des IT, ou encore l'organisation d'évènements. Rappelons que selon les membres, le nombre d'habitants idéal ne dépasse pas les 10.000 unités.
- Le second encouragerait le développement d'IT relatives à la nature (propre culture de légumes etc.).
- 18 % citent *l'implication ou la participation de la sphère politique*.
- 3% citent le *statut social des habitants des IT*.

Concernant les facteurs qui jugulent l'émergence des initiatives de transition selon les acteurs locaux concernés, les réponses sont agglomérées comme suit :

- 15% citent *le peu d'influence et d'implication politiques*
- 12% pensent *qu'aucun facteur* n'influence l'émergence ou non des IT. Parmi lesquels un seul cite le pouvoir politique comme n'ayant aucune influence sur l'émergence des IT, quand les 3 autres citent les *facteurs historico-culturels, le nombre d'habitants de la ville etc.* comme non pertinents dans l'analyse des facteurs qui influencent la présence d'IT.
- 9% citent *le manque de temps ou d'engagement des collectivités actives dans le mouvement pour la transition*
- 9% se déclarent *mitigés quant aux bienfaits ou aux méfaits de certains facteurs susceptibles de favoriser l'émergence des IT*. Les ambiguïtés au niveau de l'implication politique – certains élus sont emballés, d'autres pas du tout - sont citées deux fois sur trois.
- 6% évoquent les *facteurs - historico-culturels et géographiques - et les facteurs économiques conséquents*
- 6% disent vouloir rester *apolitiques ou en dehors de la politique*.
- 3% citent *la taille trop importante des IT*

Dès lors, en fonction de l'analyse des données à notre disposition, nous pouvons affirmer que la conscience environnementale des acteurs locaux issus de la société civile ⁶⁷⁶ est un facteur qui détermine de façon forte le degré d'épanouissement – d'émergence et de consolidation - des IT.

63 % des acteurs membres des IT le cite en tant que tel.

Par ailleurs, si le dynamisme citoyen semble être un facteur important dans la bonne tenue des IT, les facteurs historico-culturels, la taille et le caractère non urbain de la localité accueillant l'IT semblent être des facteurs à prendre en compte dans l'analyse de la reproductibilité du mouvement des IT. Les deux facteurs sont cités une fois sur quatre chacun.

L'implication politique semble être un facteur d'une importance relativement moindre (18%), tandis que le statut social (classe moyenne) est cité, mais rarement (3%). A contrario, 15% des acteurs des IT déclarent que l'implication politique est essentielle, quand 21% des membres d'IT interrogés et représentant leur IT citent le manque de temps des collectivités, les facteurs historico-culturels et géographies (ville banlieusarde, population trop riche) ou la taille trop importante comme facteurs qui jugulent possiblement les IT. 9% se déclarent mitigés quant à l'existence de facteurs favorisant les IT et 12% pensent même qu'aucun facteur n'influence cette émergence.

⁶⁷⁶ En tant que corps social par opposition à la sphère politique. Dans notre cas, nous entendons les collectivités locales, ONG, groupes actifs, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale, les acteurs locaux non issus de la sphère politique et plus précisément les acteurs cités dans COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, « Gouvernance européenne, un livre blanc », Bruxelles, 2001, p.17, http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2001/com2001_0428fr01.pdf , consulté le 18 juillet 2010.

Nous voyons que la reproductibilité du mouvement est facilitée par le carcan théorique de Rob Hopkins, et par la formalisation de l'officialisation des IT, tout comme par le fait que Rob Hopkins pose souvent les bonnes questions, et que la dynamique citoyenne qu'il exhorte soit un souci qui colle parfaitement avec les enjeux de notre temps et avec les aspirations de la société civile, qui aspire à prendre en main les choses sur lesquelles elle peut encore avoir prise.

L'idée est donc de rehausser le part citoyenne de chacun, au dépens de sa part de consommateur aliéné.

Toutefois, les interviews que nous avons menées nous permettent de déterminer un profil-type d'IT qui aurait toutes les caractéristiques qui faciliteraient son expansion.

Ainsi, le profil-idéal de l'IT serait une petite ville (et sa banlieue) – ou une île, ou un village - de moins de 10.000 habitants, habitée par des citoyens dynamiques d'une classe sociale relativement élevée mais pas trop et dotée d'organisations qui ont des sympathies pour les questions environnementales, au caractère peu urbanisé, et dont la classe politique a compris les enjeux du discours du mouvement des IT et les a intégrés au sein de sa politique locale, et encore mieux avec une histoire culturelle innovatrice, avant-gardiste ou au passé rural.

Les données de Gill Seyfang, dans « Green shoots of sustainability the 2009 UK transition movement survey »⁶⁷⁷ confirment cette tendance pour les IT à émerger dans de petites villes ou localités.

Ainsi, la couverture des IT dans les différentes zones géographiques voit la prééminence de la couverture des petites villes (et de leurs banlieues), de parties de villes qui conquièrent 61% des zones géographiques couvertes par les IT. Ajoutons à cela les 11% couverts relativement uniformément par les villages, zones rurales et îles et nous voyons qu'il reste à peine 23% des IT qui prennent forme dans une « grande ville ».

Dès lors, inversement, tous les facteurs inhérents à la localité accueillant l'IT et à ses habitants qui sont antagonistes aux facteurs composant le profil-idéal de l'IT sont des freins à plus ou moins long terme pour le mouvement, tout comme semble l'état actuel de son institutionnalisation externe.

Dès lors, si le contexte politique, au Royaume-Uni notamment, semble depuis peu commencer à devenir favorable à l'expansion du mouvement des IT, gageons que la déficience du financement structurel et permanent des initiatives du mouvement des IT est un frein réel pour l'extension de celui-ci et surtout pour sa pérennisation à plus long terme, tout comme l'est sa plus grande disposition à émerger dans des localités relativement réduites et/ou isolées, dont les résidents sont circonscrits dans un profil peu courant.

Il nous semble donc que les théoriciens du mouvement devront se pencher sur ces problèmes, s'ils veulent que le mouvement réponde de façon pertinente et adaptée aux enjeux qu'il met en exergue.

Cette institutionnalisation externe insuffisante constitue donc selon nous une des limites du mouvement des IT. Tentons de cerner les autres, si elles existent, au travers de tous les concepts, éléments et sujets que nous avons évoqués dans ce travail.

⁶⁷⁷ SEYFANG (Gill), "Green shoots of sustainability the 2009 UK transition movement survey", University of East Anglia, 2009, p.3, <http://transitionculture.org/wp-content/uploads/green-shoots-of-sustainability.pdf>, consulté le 11 mai 2010.

2. Les limites du mouvement des IT

Nous avons déterminé la reproductibilité du mouvement des IT en fonction des éléments analysés plus avant. Avant de conclure, et au regard des parties précédentes, nous allons maintenant définir les limites de ce mouvement.

2.1 Des limites d'une simplification outrancière des leviers des changements comportementaux, d'un déficit financier structurel et d'une récupération politique

Inspirons nous de Tim Jackson, qui tente de cerner les leviers qui pourraient mener à une consommation plus durable.

Le mouvement des IT, en prônant la descente énergétique, tend implicitement à postuler la nécessité de diminution de nos consommations – en évoquant notamment l'idée de réutilisation, etc. -, et surtout le changement de celles-ci. En effet, les efforts de relocalisation s'insèrent notamment dans ce dernier objectif, tout comme le fait de changer nos habitudes.

Partant, ce que Rob Hopkins décrète est tout simplement le changement de nos modes de vies, de nos habitudes, ainsi que de nos priorités.

Or, Tim Jackson insiste sur la difficulté et l'importance de nous extraire de ce qu'il appelle le « *lock-in* »⁶⁷⁸ du consommateur, de débloquer nos habitudes et d'en créer de nouvelles, tout comme de « *comprendre la logique sociale dans laquelle nos comportements de consommation sont enchâssés* »⁶⁷⁹ Ainsi, il pense qu'une bonne compréhension du contexte social et institutionnel dans lequel sont insérés ces comportements (de consommation) offre des perspectives intéressantes pour l'innovation politique. Tim Jackson évoque aussi les processus citoyens (partant de la base)⁶⁸⁰ participatifs qui peuvent selon lui constituer des voies efficaces dans l'exploration de changements comportementaux pro-environnementaux et pro-sociaux. Mais il termine en arguant qu'il y a jusqu'à présent un manque de preuves empiriques démontrant que ces processus partant des collectivités locales puissent atteindre les niveaux de changements de comportements nécessaires pour rencontrer les objectifs environnementaux et sociaux actuels. Il pense qu'on ne sait pas encore à l'heure actuelle « *quelles formes ces initiatives doivent prendre, comment elles doivent être soutenues, quelle forme devrait prendre la relation avec le gouvernement pour que celle-ci soit la plus efficace (...) et quels types de ressources ces initiatives requièrent (...)* »⁶⁸¹. Enfin, il paraît tout aussi nécessaire à Tim Jackson de motiver la consommation durable et le changement de comportement qui risquent de rencontrer de nombreuses résistances, en « *établissant des collectivités solidaires, en promouvant des sociétés intégrées, en fournissant des travaux des vies qui donnent un sens à la vie, tout comme en conscientisant les gens, et en usant de politique fiscale notamment* »⁶⁸²

S'il insiste sur l'importance des normes sociales par ailleurs, Tim Jackson confirme la nécessité d'un immense investissement provenant des structures étatiques que nous avons posé comme condition préalable à la pérennisation du mouvement des IT, tout comme il souligne l'importance de l'exemplarité du gouvernement sur ces questions.

⁶⁷⁸ JACKSON (Tim), "Motivating Sustainable Consumption: a review of evidence on consumer behaviour and behavioural change". London: Policy Studies Institute, 2005, p. 132

⁶⁷⁹ JACKSON (Tim), op.cit. p.iii.

⁶⁸⁰ « *community-based* ».

⁶⁸¹ JACKSON (Tim), op.cit.p.133.

⁶⁸² JACKSON (Tim), op.cit.p.134.

En effet, s'il insiste sur les potentialités des collectivités locales dans le dégagement de nouveaux sentiers vers des changements pro-environnementaux, il couple à cela l'importance d'un soutien considérable de la part du gouvernement dans l'encouragement des comportements pro-environnementaux, son exemplarité en la matière et l'importance du contexte socioculturel.

Rob Hopkins quant à lui, s'il ne nie pas la portée du rôle du gouvernement dans les processus mis en pratiques par les IT, postule tout de même que l'impulsion du changement doit venir du bas, du citoyen, des collectivités locales, et que celles-ci fourniront un cadre dynamique et créateur pour les initiatives gouvernementales.

Nous pensons que c'est là surestimer le pouvoir de changement de la part du citoyen, d'autant plus que les actions mises en œuvre par les acteurs des IT ne se limitent pas aux changements de consommation, mais visent à modifier en profondeur les structures sociotechniques et les arrangements socio-économiques, afin de tendre vers la résilience et d'affronter le double problème du pic pétrolier et du changement climatique. Ces actions ambitionnent donc « *l'alternative dans toutes ses dimensions, économique, sociale, environnementale, humaine (...)* »⁶⁸³ comme l'écrit Michel Lepasant qui pense en outre que cette « *tentative de sortir du capitalisme* »⁶⁸⁴ doit « *atteindre la masse critique nécessaire au changement* »⁶⁸⁵. Il souligne également l'importance d'« *agir sur le front politique* »⁶⁸⁶.

Encore une fois, nous pensons que le mouvement des IT ne se donne pas les moyens de ses ambitions. Nos opinions sont en partie confirmées par les réalisations actuelles principales du mouvement des IT.

2.2 Des visions prospectives positives aux effets limités ?

Si les idées qui mêlent les approches top-down et bottom-up aux niveaux international, national, local et gouvernemental nous semblent importantes et peu critiquables – si l'on excepte la difficulté de la mise en place pour certaines^{687 688} - et porteuses de changement, nous sommes plus dubitatifs quant aux effets concrets des visions prospectives que promeut Rob Hopkins.

Celui-ci argue que l'idée de vision d'un monde décarbonisé et relocalisé, est engageante et entraînante, combat le découragement, offre de nouvelles perspectives et initie de nouvelles histoires. Cependant, nous doutons de l'effectivité des effets de tels exercices de style.

Si ceux-ci ont le mérite de préciser les contours d'un futur imaginé sous les traits de la transition, ils nous semblent néanmoins trop abstraits, et figés dans le temps présent, qui par définition, présuppose l'omission des changements ultérieurs *imprévisibles* inhérents au futur.

Si le contenu comporte des idées pertinentes, celles-ci nous semblent appartenir à l'imagination d'un homme plus qu'à un futur tangible tant elles nécessitent d'importants changements culturels - que le mouvement des IT n'attaque pas frontalement -, de paradigmes actuels qui semblent inamovibles, et de normes sociales immanentes à ceux-ci. Ces visions doivent donc à l'avenir passer le cap des

⁶⁸³ LEPESANT (Michel), « Les trois pieds politiques de l'objection de croissance - Contribution à l'élaboration d'une *stratégie de transformation* pour sortir définitivement du capitalisme », Romans sur Isère, Thuir d'Evol, 2009, pp.33-34, <http://reseda.ouvaton.org/dotclear/public/tripode.pdf>, consulté le 17 juillet 2010.

⁶⁸⁴ Loc.cit.

⁶⁸⁵ Loc.cit.

⁶⁸⁶ Loc.cit.

⁶⁸⁷ Comme les quotas d'émissions personnalisés (TEQ's) qui inspirent des critiques que François Gemenne cite explicitement : « *difficultés de mise en place, de comptabilisation des émissions de chacun* » ou encore la « *possibilité de fraude à grande échelle* » in GEMENNE (François), op.cit. p.81

⁶⁸⁸ Et si l'on omet de se demander qu'est-ce qui va créer cette dynamique de changement de paradigme de l'échelle mondiale à l'échelle locale, et ce qui va réellement générer ces forces - qui facilitent la transition - au niveau des individus, de la communauté, des entreprises, et surtout des organisations et des institutions gouvernementales ...

Par ailleurs, Alex Haxeltine et Gill Seyfang recommandent explicitement au mouvement de « *fournir des occasions d'action plus tangibles* »⁶⁹⁰ à un public plus large, de sorte de propager le mouvement de façon plus efficace.

Yannick Rumpala lui, rappelle qu'« *un projet social et politique ne vaut jamais uniquement par l'horizon idéal qu'il décrit, ses conditions de réalisation comptent tout autant, et peut-être plus* »⁶⁹¹.

Or, sur ce point, et même si le mouvement des IT semble assembler bon nombre d'idées au potentiel important de changement, nous pensons qu'il n'a pas encore théorisé ses conditions de réalisation de façon assez rigoureuse.

2.3. Investir dans des programmes locaux est difficile et les investissements nécessaires devront être effectués à l'échelle nationale, au travers d'un processus politique

La *Sustainable Development Commission* (SDC)⁶⁹² a formulé une série de recommandations au gouvernement britannique à propos de la nécessité de relocaliser les infrastructures physiques locales afin de « *saisir le problème du changement climatique* »⁶⁹³, d'augmenter la résilience des lieux concernés et de tenter de « *dégager des bénéfices tant environnementaux, que sociaux et économiques* »⁶⁹⁴ pour ceux-ci.

Celles-ci impliquent pour la plupart des efforts de la part du gouvernement, qui devrait notamment investir dans des infrastructures locales améliorées du secteur public et des autorités locales⁶⁹⁵.

Ceci pour dire que, si les auteurs du compte-rendu de cette étude notent l'importance d'inclure l'engagement des collectivités locales dans le processus⁶⁹⁶, les investissements financiers que le gouvernement devrait effectuer tiennent une place prépondérante dans le processus.

Cette constatation nous amène au raisonnement suivant : la relocalisation de toutes les systèmes socio-techniques et de tous les pans de la société - infrastructure comme ici, mais aussi agriculture, transports, économie etc. - nécessitera (it) très probablement des investissements à l'échelle nationale, dont l'échelle de décision nous semble très éloignée du mouvement citoyen en pleine expansion mais encore très timide que constitue le mouvement des IT.

Dès lors, si l'assertion de Rob Hopkins « *les réponses nationales et internationales sont plus probables dans un environnement où les réponses des collectivités locales sont nombreuses et enthousiastes* »⁶⁹⁷ ne semble pas fautive, elle est cependant fort naïve, et surestime probablement la capacité de changement d'une dynamique citoyenne, aussi entreprenante soit-elle, d'autant plus quand celle-ci pose les rapports avec les autorités politiques comme nécessaires et comme devant soutenir les IT qui doivent maintenir une certaine autonomie de « travail ».

⁶⁸⁹ Pour reprendre l'idée de Paul Ariès in : ARIES (Paul), op.cit. p. 318.

⁶⁹⁰ HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill), op.cit. p. 12.

⁶⁹¹ RUMPALA (Yannick), « La décroissance soutenable face à la question du « comment ? » », Mouvements, 2009, <http://www.mouvements.info/La-decroissance-soutenable-face-a.html>, consulté le 12 mai 2010.

⁶⁹² La SDC est un Organisme gouvernemental qui conseille le gouvernement britannique à propos des questions de société et des décisions pertinentes à prendre pour le futur, dans une optique de développement durable. Site Internet de la SDC : <http://www.sd-commission.org.uk/>, consulté le 15 juin 2010.

⁶⁹³ Sustainable Development Commission (SDC), "The Future is Local Empowering communities to improve their neighbourhoods, Report Summary", 2010, p.5, http://www.sd-commission.org.uk/publications/downloads/TFiL_Summary%20Booklet_Final%201%20July.pdf, consulté le 17 juin 2010.

⁶⁹⁴ Loc.cit.

⁶⁹⁵ Ibid. pp. 12-13.

⁶⁹⁶ De participation notamment.

⁶⁹⁷ HOPKINS (Rob), op.cit., p.76.

Cette distanciation d'avec le politique, ce positionnement présomptueux⁶⁹⁸ nous semblent abstrus au regard des objectifs qui supposent de grands investissements, tant humains que financiers.

Ainsi, Alex Haxeltine et Gill Seyfang rappellent que « *construire la résilience* »⁶⁹⁹ devra se traduire par « *un processus politique* »⁷⁰⁰ qui implique des coûts et des bénéfices. Il faudra donc « *reconnaître les conflits politiques inévitables et les obstacles économiques inhérents* »⁷⁰¹ à toute tentative de reconstruction de la résilience des collectivités locales⁷⁰².

Les données de l'étude datant de 2009 de Gill Seyfang sur le mouvement, viennent corroborer notre remarque.

Les réalisations du mouvement des IT sont, pour la plupart, hors du champ d'activité du politique : la sensibilisation et l'implication de la collectivité est l'action réalisée la plus citée (par près de 70% des membres des IT interrogés), devant de peu la gestion du groupe et la construction de liens « positifs », avec les organisations locales surtout, et parfois avec le politique, à hauteur de 28% , et enfin par les activités relatives à l'alimentation et au jardinage (39%).

Mais l'étude montre surtout la très faible part des réalisations relatives aux déchets, aux secteurs de l'énergie, du transport et de l'économie (moins de 10 % pour les deux dernières et à peine plus de 10% pour les deux premières citées)⁷⁰³.

Cela s'explique à notre sens par le fait que les activités relatives aux quatre derniers secteurs précités nécessitent fortement l'implication et la facilitation politiques.

Remarquons que ces quatre secteurs sont très sensibles au regards des enjeux que pose Rob Hopkins.

2.4. Le mouvement des IT est-il exclu ?

La dernière limite que nous analyserons est celle de la question de la ségrégation potentielle du mouvement des IT, inhérente à celui-ci en ce qu'il est un mouvement actif de citoyens aux préoccupations environnementales très abouties, et probablement peu accessibles à toutes les classes sociales, pour des raisons de compréhension intellectuelle et d'intérêt porté à ces questions notamment.

En effet, la logique de fonctionnement et la théorisation du discours du mouvement des IT relèvent d'une logique ethnologique et culturelle bien définie, et qui sont nées dans un contexte historique, social, géographie et culturel particulier.

En ce sens, la généralisation du mouvement des IT est clairement circonscrite à ces logiques et contextes, et freine donc conséquemment l'extension du mouvement, sa récupération et sa compréhension par d'autres collectivités à travers le monde, et donc sa pérennisation à plus long terme.

Le contre-argument que d'aucuns pourraient soutenir à ces assertions, est le caractère universel du double problème du changement climatique et du pic pétrolier.

Néanmoins, nous devons préciser que ces problèmes, tout pertinents qu'ils soient, sont récupérés et interprétés par une certaine catégorie de citoyens seulement. Ainsi, Takis Fotopoulos écrivait en 2001 : « *le grand problème d'une politique d'émancipation, c'est de trouver comment unir tous les groupes sociaux qui forment la base potentielle du nouveau sujet de la libération, comment les rassembler autour d'une vision commune du monde, d'un paradigme commun désignant clairement les structures actuelles qui ne cessent de concentrer le pouvoir à tous les niveaux, et les systèmes de valeur qui leur*

⁶⁹⁸ « *Le rôle du gouvernement est de soutenir, pas de mener le processus* », HOPKINS (Rob), op.cit. p. 144.

⁶⁹⁹ HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill), op.cit. p.18

⁷⁰⁰ Loc.cit.

⁷⁰¹ Loc.cit.

⁷⁰² Loc.cit.

⁷⁰³ HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill), op.cit. pp. 7-9.

correspondent comme la cause ultime de la crise multidimensionnelle en cours »⁷⁰⁴. Les différentes catégories formant le nouveau sujet de la libération doivent pouvoir « devenir, ensemble, le catalyseur d'une nouvelle organisation sociale qui réintègrera la société dans la politique, dans l'économie et dans la nature »⁷⁰⁵.

Paul Hatterton et Alice Cutler ne disent pas autre chose lorsqu'ils expriment leurs craintes quant au caractère élitiste des personnes instigatrices du mouvement⁷⁰⁶.

Alex Haxeltine et Gill Seyfang recommandent par ailleurs au mouvement de mettre en réseau le mouvement de façon externe à ce qu'ils appellent « la niche »⁷⁰⁷, afin de tisser des liens avec les acteurs principaux de différents niveaux (« compagnies de bus, (...) supermarchés » etc.)⁷⁰⁸. Cela permettrait non seulement au mouvement des IT d'« élargir son audience »⁷⁰⁹, mais aussi de dénicher des moyens qui pourraient venir supporter leurs activités.

Plus concrètement, Gill Seyfang a mis en évidence le caractère élitiste de la ville en transition qu'elle a analysée (Norwich).

Les niveaux d'éducation des membres de cette IT sont bien supérieurs à ceux de la « population générale ».⁷¹⁰

Quant à la ville de Totnes, berceau du mouvement des IT, elle est une « ville de la pensée alternative »⁷¹¹, abritant « l'université alternative du Schumacher College »⁷¹² et une « communauté impliquée dans le développement d'activités économiques durables »⁷¹³ voire pour être une contrée « d'alter mondialisme, d'agriculture bio »⁷¹⁴. Profil relativement peu commun donc...

Dans la même logique, il n'est pas inutile de souligner que selon environ 75% des membres des IT interrogés par Gill Seyfang, le défi principal à relever est « le développement du mouvement »⁷¹⁵.

Enfin, la prééminence de ce mouvement dans le monde anglo-saxon est aussi une question potentiellement interpellante. Est-ce à dire que la culture anglo-saxonne est différente et plus propice à ce genre d'initiatives ? Nous n'en savons rien, mais la question mérite d'être posée, tant elle s'inscrit dans le questionnement relatif à l'exclusion du mouvement, et donc, à sa perpétuation.

2.5 Des critiques de la résilience au travers du seul prisme de la relocalisation

Selon Alex Haxeltine et Gill Seyfang, la résilience devra être comprise de manière plus holistique qu'elle ne l'est actuellement par le mouvement des IT.

Présentement, la résilience est selon eux surtout « associée à une relocalisation des systèmes de production et de consommation »⁷¹⁶. La nature des indicateurs de résilience énergétique leur donne raison : elle concerne largement le localisme « des flux matériels et énergétiques »^{717 718}.

⁷⁰⁴ FOTOPOULOS (Takis) op. cit.

⁷⁰⁵ Loc.cit.

⁷⁰⁶ CHATTERTON (Paul) & CUTLER (Alice),op.cit. p.26.

⁷⁰⁷ Les deux acteurs postulant le fait que le mouvement des IT est une niche sociotechnique. HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill),op.cit. p.9..

⁷⁰⁸ HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill),op.cit. p.12.

⁷⁰⁹ Loc.cit.

⁷¹⁰ SEYFANG (Gill), « Report of the 2009 membership survey », Norwich, 2009, p.4 .

⁷¹¹ CROS (Cécile), « Les villes en transition : un contrat social pour l'environnement », Nature & Progres, n°75, 2009-2010, pp. 14-15.

⁷¹² Loc.cit.

⁷¹³ Loc.cit.

⁷¹⁴ NOUALHAT (Laure), «A Totnes, la clé anglais pour l'après-pétrole», in : *Liberation*, 2009, <http://www.liberation.fr/terre/0101606563-a-totnes-la-cle-anglaise-pour-l-apres-petrole>, consulté le 12 mai 2010.

⁷¹⁵ SEYFANG (Gill),op.cit. pp. 10-11.

⁷¹⁶ CROS (Cécile),op.cit.p15.

Néanmoins, appréhender la résilience au travers du seul prisme de la relocalisation présente le danger d'omettre les facteurs suivants : certains « *chocs non prévus* »⁷¹⁹, du changement climatique par exemple (« *production de nourriture, migrations, vecteurs de maladies* »⁷²⁰, impacts imprévus des technologies modernes ...); le « *caractère irréversible* »⁷²¹ de certaines choses : les biens et services quotidiens inhérents à un mode de vie globalisé par exemple, ou encore l' « *échelle de temps* »⁷²² bien trop courte que pour pouvoir re-qualifier les citoyens comme l'entend Rob Hopkins, ou encore pour la « *recréation de normes culturelles* »⁷²³ séculaires

Dès lors, au regard de ces enjeux, la capacité « *d'innovation* »⁷²⁴ et de « *transformation* »⁷²⁵ d'un système pourrait renforcer sa résilience de façon satisfaisante, dans une optique d'ouverture à d'autres problématiques qu'engendre la seule relocalisation.

2.6 De la critique de la relocalisation

Si la relocalisation signifie selon certains « *trouver un meilleur équilibre entre les marchés locaux, régionaux, nationaux et internationaux* »⁷²⁶, et est revendiquée par certains partis écologistes, par des membres de réseaux des monnaies locales et par des organismes comme La *New Economic Foundation*, La *EF Schumacher Society* ou le Post Carbon Institute⁷²⁷, elle représente pour d'autres un « *projet subversif* »⁷²⁸ réactif à la globalisation néolibérale, « *simplifiant le système économique* »⁷²⁹, respectueux des particularismes culturels intrinsèques des localités, et postulant notamment l'interdépendance des petites économies, mais sans l'uniformité subséquente.

Néanmoins, l'idée de « localisation » suscite des critiques.

Enfin, la relocalisation est selon Ted Trainer un des éléments d'une société aux économies localisées, aux constructions petites et autonomes, à l'économie (consommation et production) relocalisée et aux modes de vies nettement moins consommateurs d'énergie⁷³⁰.

D'abord, notons que poser la relocalisation des produits alimentaires comme solution de réduction des émissions de CO2 émises dans l'atmosphère par les moyens de transports modernes (avions, camions etc.) est parfois simplificateur.

« *il est pire de manger des tomates belges qui ont poussé sous serre chauffée que des tomates italiennes cultivée sous tunnel en plastique non chauffé puis acheminées par camion* »⁷³¹. Dès lors, pour diminuer

⁷¹⁷ Loc.cit.

⁷¹⁸ « *Pourcentage de matériaux de construction locaux utilisés* », « *part de la collectivité employée localement* », « *pourcentage de commerce local réalisé avec des monnaies locales* », etc. in : HOPKINS (Rob), op.cit. pp. 174-175

⁷¹⁹ HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill),op.cit. p.15

⁷²⁰ Loc.cit.

⁷²¹ Loc.cit.

⁷²² Loc.cit.

⁷²³ Loc.cit.

⁷²⁴ Loc.cit

⁷²⁵ HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill),op.cit. p.12-6

⁷²⁶ MAYO (Ed) & NORBERG-HODGE (Helena) in: DOUTHWAITE (Richard), *Short circuit: strengthening local economies for security in an unstable world*, Greenbooks, 1996, Foreword (p.ix), in: FEASTA website <http://www.feasta.org/documents/shortcircuit/index.html?intro.html>

⁷²⁷ HEINBERG (Richard), BOMFORD (Michael), « The food & farming Transition : towards a post-carbon food system », Post Carbon Institute, 2009, pp.14-15.

⁷²⁸ Pour les références de ces auteurs et acteurs évoqués, voir : NORTH (Peter), "A Sympathetic Critique of Localisation by Peter North", 2008, Transition Culture, <http://transitionculture.org/2008/09/30/a-sympathetic-critique-of-localisation-by-peter-north/>, consulté le 26 juillet 2010.

⁷²⁹ Loc.cit.

⁷³⁰ TRAINER (Ted), *The Conserver society, alternatives for sustainability*, Zed Books, Londres, 1995, pp. 74-112.

⁷³¹ Notons que l'énergie grise n'est pas comptabilisée dans ce calcul.

l'impact de l'alimentation en termes d'émissions de GES, Il est préférable de « *manger local et de saison* »⁷³² et « *sous réserve des modes de production* »⁷³³.

Ensuite, d'aucuns disent que le localisme est un pied-de-nez aux conceptions néolibérales du libre-échange qui postulent que ce dernier mène au développement, et qui enserrant le localisme dans le concept de protectionnisme. Certains disent que le localisme est proscrit par les lois de l'OMC. D'autres la qualifient « *d'impraticable, d'inefficace et de possiblement autoritaire* »⁷³⁴, ou condamnent la restriction de liberté qu'elle engendrerait⁷³⁵.

Puis, l'argument de la limitation par la relocalisation de la croissance dans le Sud et donc de son caractère inéquitable tient une place explicite ou implicite, assez prépondérante dans la critique néolibérale, adressée au concept de localisation⁷³⁶.

Cette dernière critique est annihilée par Jean-Marie Harribey qui pense que « *la croissance capitaliste est nécessairement inégale et destructrice autant que créatrice* »⁷³⁷, tout comme par Hervé Kempf, qui a démontré que la croissance ne provoquait pas toujours une réduction du nombre de pauvres.⁷³⁸

Enfin, d'aucuns pensent que « *le capitalisme à l'état d'équilibre* »⁷³⁹ que suppose parfois la localisation selon certains de ses théoriciens « *est un oxymore* »⁷⁴⁰.

Concrètement, des entreprises qui seraient relocalisées, auraient inévitablement des envies de croissance, d'expansion et de compétition inhérentes au capitalisme, car dans le cas contraire, elles perdraient leur compétitivité⁷⁴¹.

Quoi qu'il en soit, la question qu'il conviendra probablement de se poser est la suivante : Comment articuler le local et le global, au regard des enjeux que sont le pic pétrolier et le changement climatique, dans un contexte environnemental tendu, un contexte social Nord-Sud qu'il est nécessaire de repenser⁷⁴² et au regard des lois internationales relatives aux échanges commerciaux.

En somme, ces contextes et enjeux ont été mis en exergue sous la plume⁷⁴³ des partisans de la relocalisation, et nous pouvons nous demander, à l'instar de Peter North, si cette dernière, lorsqu'elle est forte⁷⁴⁴ - c'est le cas dans le mouvement des IT - ne constitue pas une « *critique fondamentale de la globalisation néolibérale* »⁷⁴⁵ et de ses vicissitudes.

La question subséquente à notre travail est donc là : « *dans quelle mesure les IT peuvent-elles modifier les règles du jeu de la globalisation économique* » ?⁷⁴⁶

⁷³² DOBRUSZKES (Frédéric), Syllabus de *Transports, voyages et environnement*, 2e édition, 2008-2009, pp. 124-125.

⁷³³ Loc.cit.

⁷³⁴ Martin Wolf, in: NORTH (Peter), op.cit.

⁷³⁵ O'NEILL (Robert), "Greens are the enemies of liberty", in: *The Guardian*, 2008, <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/jul/15/climatechange>, consulté le 17 juin 2010.

⁷³⁶ Notons tout de même, que des contre-arguments nombreux sont adressés à cette critique, en ce notamment que « le Nord » garderait « le Sud » en position de dépendance, ce dernier devant exporter des produits de base dans des conditions injustes et qui lui sont peu profitables ...

⁷³⁷ HARRIBEY (Jean-Marie), « Développement ne rime pas forcément avec croissance », in : *Le Monde diplomatique*, 2004, <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/HARRIBEY/11307>, consulté le 12 mai 2010

⁷³⁸ FLIPO (Fabrice), « Voyage dans la galaxie décroissante », in : *Mouvements*, 2007, <http://www.mouvements.info/Voyage-dans-la-galaxie.html>, consulté le 12 mai 2010.

⁷³⁹ *Steady-state capitalism*.

⁷⁴⁰ NORTH (Peter), op.cit.

⁷⁴¹ FRANKEL (Boris), *The post-industrial utopians*, Cambridge, Polity Press, 1987, in: NORTH (Peter), op.cit.

⁷⁴² Voir à ce sujet MAZOYER (Marcel) et ROUDART (Laurence) (dir.), *La fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*, Universalis, 2006,

⁷⁴³ Et l'encre sympathique.

⁷⁴⁴ *Strong localisation*.

⁷⁴⁵ NORTH (Peter), op.cit

⁷⁴⁶ CHATTERTON (Paul) & CUTLER (Alice), op.cit. p. 12

CONCLUSION

« *Le savant n'est pas l'homme qui fournit de vraies réponses ; c'est celui qui pose les vraies questions* »⁷⁴⁷. Claude Lévi-Strauss.

Le mouvement des initiatives de transition (IT) est un mouvement jeune, dont la genèse théorique est née en Irlande, en 2005. Sa géographie est relativement fort dispersée, bien que la majeure partie des 321 IT officielles à ce jour IT se situent dans le monde anglo-saxon, en Europe et aux USA. Les petites villes et leurs banlieues constituent le point d'ancrage préférentiel des actions d'IT mises en œuvre par les citoyens, associations ou entreprises.

Les IT posent les problèmes du pic pétrolier et du changement climatique comme indissociables, et comme porteurs de changement de nos modes de vie et de penser la société.

L'idée de Rob Hopkins, le fondateur du mouvement, est de catalyser les énergies créatrices citoyennes collectives dans un objectif commun d'augmentation de la résilience des collectivités locales, de diminution de nos consommations d'énergie, de relocalisation de nos sociétés de façon saine, en fixant le futur modifié selon ces objectifs qui devrait être plus attrayant, plus humain, et surtout écologiquement (plus) soutenable.

L'imminence probable du pic pétrolier – et le problème du manque de préparation de nos sociétés à celui-ci – amène les membres des IT à repenser les sentiers post-carbones, et à envisager de façon pratique les scénarios pic-pétrolier. Selon Rob Hopkins, celui-ci devra se réaliser au sein d'une économie plus pauvre en carbone – une variante de la bio économie développée notamment par Nicholas Georgescu-Roegen⁷⁴⁸ - et au travers d'une démarche proactive et citoyenne.

Le mouvement des IT inscrit donc notamment les descentes énergétiques à ses intentions.

La résilience tient une place prépondérante dans le discours du mouvement, et s'envisage dans l'empoignement du problème de la dépendance folle de nos sociétés à l'égard du pétrole.

L'approche de Rob Hopkins est de créer un terrain favorable à l'émergence d'initiatives citoyennes qu'il pense porteuses d'une dynamique positive de changement, qui se déplacerait jusqu'aux niveaux supérieurs de la société : les autorités politiques et gouvernementales.

Par ailleurs, celui-ci table sur de grands changements aux niveaux international et national, qu'il juge indispensables au regard des enjeux contre lesquels il entend lutter.

Mais il ne livre nullement les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour que ceux-ci aient lieu, sauf à souligner l'importance de la dynamique positive des IT et le fait que les changements structurels nécessaires *auront lieu*, quoiqu'il arrive, que ce soit avec ou sans l'aide de la sphère politique⁷⁴⁹, en arguant que le double problème du pic pétrolier et du changement climatique est irrémédiable, irréfutable et non négociable.

Nous pensons que les deux arguments que sont la dynamique des initiatives bottom-up qui créerait un climat favorable au changement dans les hautes sphères de l'état et au niveau international, et la fatalité des changements nécessaires, présentés comme suffisants selon Rob Hopkins, ne le sont pas.

Il faudra, selon nous, parvenir à communiquer les enjeux réels modernes à la sphère politique autrement qu'en tablant sur la dynamique des initiatives citoyennes. Il faudra que les élus politiques comprennent l'imminence et la gravité des problèmes auxquels l'Humanité devra faire face. Ces exigences n'ont aucunement pour objectif de blâmer ni de désapprouver les intentions des acteurs engagés dans ce mouvement. Ceux-ci ont compris certains des enjeux fondamentaux de notre époque, et les idées de relocalisation, de résilience et de désintoxication de nos sociétés au pétrole notamment sont

⁷⁴⁷ LEVI-STRAUSS (Claude), *Mythologiques*, tome. I : *Le Cru et le cuit*, Paris, Plon, 1964.

⁷⁴⁸ GOERGESCU-ROEGEN (Nicholas), *Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie*, Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1979.

⁷⁴⁹ Qui suivrait selon lui après coup le mouvement citoyen initié

incontestablement pertinentes et respectables.

Nous voulons simplement, au travers de notre analyse du mouvement, insister sur les limites qu'il comporte.

Nous pensons notamment que le mouvement des *Transition Towns* ne se donne pas les moyens de ses ambitions.

Concrètement, concernant la dévolution accentuée du pouvoir aux collectivités locales : aucun moyen concret n'est proposé par Rob Hopkins pour satisfaire cet objectif explicitement avoué.

Nous pensons, à l'instar de Paul Ariès, que le pouvoir doit être accordé de manière plus fréquente aux conseils de quartiers et d'entreprise. En outre, nous pensons comme lui que les expérimentations locales que constituent les actions concrètes du mouvement des IT doivent être liées à la mise en place d'un mouvement politique. Dans le cas contraire, elles seront à moyen ou long terme noyées dans la rafale des paradigmes dominants qui sont incontestablement antagonistes avec les intentions et actions que promeuvent les personnes impliquées dans le mouvement des IT.

Rob Hopkins effectue régulièrement des retours en arrière (ou des retours vers le futur ?) pour s'inspirer des modes de vie, de façons de penser et d'agencer la société. Nous pensons que ce sont là des exercices utiles, tant certains épisodes historiques peuvent être enrichissants au regard des difficultés auxquels les humains devront faire face. Ainsi, l'écologie en temps de guerre est une période fondamentalement intéressante, en ce qu'elle a été le témoin de bouleversements structurels et d'investissements politiques - création de mouvement en faveur d'une consommation rationnelle, du Bureau de la défense civile, des jardins de la victoire, de l'Office de la production en temps de guerre- voire de changements de valeurs très prometteurs. La réorganisation de Cuba durant la période spéciale mérite également une étude approfondie.

Le concept de résilience est connexe avec celui de relocalisation. Ce dernier a notamment pour visée de diminuer les externalités environnementales en diminuant les trajets des aliments, des humains et des marchandises notamment. Concernant la nourriture, notons quand même que les modes de production sont parfois plus conséquents que les distances de transports.

Par ailleurs, il s'agit aussi d'accentuer les autonomies alimentaire, économique et financière. Si la relocalisation du secteur de l'alimentation semble le plus facilement transformable selon Rob Hopkins, il tempère son sentiment de confiance lorsqu'il traite du secteur des transports par exemple. Encore une fois, seul l'argument de la fatalité – cela devra arriver – est évoqué lorsqu'il s'agit d'analyser les faisabilités d'un tel projet, dans un monde de plus en plus globalisé et libre-échangiste.

Tous les arguments forts du mouvement des IT s'inscrivent dans un ton positif, entraînant et engageant.

Par ailleurs, Rob Hopkins utilise des modèles de psychologie du changement pour faciliter les changements comportementaux vers de comportements pro-environnementaux et pour dépasser les écueils psychologiques – peur, anxiété, déni etc. – qui jugulent ces changements. Mais c'est oublier un peu vite que des voix éminentes s'élèvent pour postuler qu'il est presque impossible de poser des modèles causaux concernant les politiques de changement de comportement, tant les facteurs qui l'affectent sont nombreux et inscrits dans des contextes sociaux établis.

Rob Hopkins pêche donc parfois par simplification outrancière.

Par naïveté aussi. Les visions du futur dont il encourage la rédaction nous semblent peu utiles. Pour faire simple, leur contenu semble aussi intéressant que leur forme inopérante. Les « *conditions de réalisation* »⁷⁵⁰ du mouvement social nous semblent plus essentielles.

⁷⁵⁰ RUMPALA (Yannick), op.cit.

En outre, nous avons signalé au lecteur les nombreux parallélismes théoriques et idéels entre les mouvements des IT et de la décroissance. Si les postulats semblent plus pragmatiques et écologiques d'un côté, et plus sociaux, holistiques et systémiques de l'autre, il n'en reste pas moins que ceux-ci convergent relativement fréquemment vers des idées et propositions similaires. Nous pensons que le mouvement pour la décroissance a théorisé de façon plus soutenue les enjeux, économiques, sociaux, environnementaux, etc., actuels que celui des IT, qui se consacre presque exclusivement au double défi du pic pétrolier et du changement climatique.

Ainsi, les penseurs décroissants attaquent de façon beaucoup plus systémique ce qu'ils considèrent comme leurs cibles - tous les pans de la société sont visés, et la crise de sens est explicitement condamnée - et leurs critiques et dénonciations se portent beaucoup plus amont que celles prononcées par les penseurs et acteurs du mouvement des IT.

Les auteurs décroissants critiquent vertement la machine publicitaire, les paradigmes dominants et les normes sociales de notre époque, ce que ne font pas les acteurs du mouvement des IT, ou si peu.

Or c'est là selon nous un oubli fondamental, en ce que ces perversions de notre époque déterminent de grandes trajectoires - économiques, sociales et institutionnelles.

Enfin, la mouvance décroissante est bien plus proche d'une insertion et d'une mutation politiques - des mouvements politiques pour la décroissance et même des partis politiques se créent en Belgique et en France notamment - que le mouvement des IT qui, s'il pose la nécessité d'une collaboration de la sphère politique avec les IT, se situe en dehors de tout jeu et de toute mouvance politiques. Ce faisant, on peut se demander si le mouvement des IT ne se condamne pas à la stérilité et à l'impuissance face aux enjeux qu'il s'est fixé d'affronter. Pour d'autres, les IT « *ne pourront créer des systèmes différents qu'en reconnaissant et en contestant les forces établies (...) et en devenant une force politique pour le changement* »⁷⁵¹.

Concernant le mouvement des IT appréhendé dans ses différentes réalités - c'est-à-dire la diversité des actions et événements initiés par les membres des IT - nous pouvons assurer au vu des interviews que nous avons conduites et au regard de nos questions de recherche les assertions suivantes :

- Les actions mises en œuvre dans le cadre des IT sont facilitées par un certain nombre d'éléments : la conscience environnementale des acteurs locaux impliqués dans les IT, ainsi que celle des collectivités locales, ONG et autres groupes aux desseins écologistes. Dans une moindre mesure, les facteurs historiques et même culturels entrent aussi en jeu dans cette facilitation des IT, ainsi que la taille et le caractère rural des localités concernées. La sphère politique, et son enthousiasme potentiel, peut, dans certains cas, aider à l'émergence des IT, tout comme le statut social des habitants des localités qui accueillent les IT.

Ces facteurs concourant au dynamisme et au succès des IT sont dès lors autant d'éléments discriminants en termes de reproductibilité du mouvement des IT. En effet, nous avons dressé un profil-type d'une IT : une petite ville ou sa banlieue, de moins de 10.000 âmes de classe moyenne, qui abrite des citoyens et des élus politiques sensibilisés aux enjeux écologiques actuels et à ceux posés par Rob Hopkins, qui recèle un passé historique relatif à ces questions ou qui fait que la ville est plus sensible aux questions inférées par le discours du mouvement des IT.

Or, toutes les villes et leurs habitants, loin s'en faut, ne présentent pas ce profil très particulier, et conséquemment, le mouvement des IT nous semble sur ce point peu reproductible.

- La reproductibilité du mouvement des IT a été analysée dans la troisième partie de notre travail, et nous avons tenté de déterminer les autres paramètres qui entrent dans sa délimitation, notamment au regard de la question de recherche relative au degré d'institutionnalisation du mouvement des initiatives de transition - des rapports entre la sphère politique et les acteurs des IT - et au type de gouvernance qu'il initie.

⁷⁵¹ CHATTERTON (Paul) & CUTLER (Alice), op.cit, p. 34.

Nous avons vu que la majeure partie des membres actifs des IT entretiennent de bons rapports avec leurs élus politiques.

Ces aides sont parfois financières, mais à l'exception de deux subventions aux montants très conséquents, la plupart des subsides accordés sont dérisoires face aux enjeux précités. L'impulsion bottom-up semble occuper une place de choix au sein des acteurs des IT, bien que certaines villes, très minoritaires, semblent opérer sous le fonctionnement top-down.

- Concernant le degré d'institutionnalisation du mouvement des IT, nous avons défini et scindé le concept en deux.

D'un côté l'institutionnalisation interne du mouvement, qui nous semble très aboutie : les rôles des acteurs sont clairement établis, la communication interne est brillante – par le biais du Transition Network, de la Transition Culture, de la Transition Radio etc. – et la structure qui chapeaute le mouvement et qui officialise ou non les IT est efficace. Cette charpente théorique et informationnelle – nombreux outils mis à la disposition des membres IT officielles, les 12 étapes de la Transition, ... - nous semble constituer une base très solide pour la reproductibilité du mouvement, à court et moyen termes du moins.

En revanche, l'institutionnalisation externe du mouvement nous semble bien plus déficiente.

En effet, aucune aide financière ou même logistique permanente et structurelle n'a été accordée parmi les 33 IT que nous avons analysées.

Tout au plus trouvons-nous quelques traces de respect mutuel, de collaborations fructueuses et plus souvent des financements ponctuels très minces.

Une bonne partie des membres des IT ont obtenu certaines facilités logistiques, mais l'institutionnalisation externe nous semble à l'état si larvaire que même l'amélioration du contexte politique et institutionnel au Royaume-Uni depuis deux ou trois ans – *Climate Change Act* en 2008, budget CO2 du gouvernement, *Department of Energy and Climate Change (DECC) en 2008* et *Centre for Climate Change Economics and Policy (CCCEP) en 2009* – ne nous permettent pas, à l'heure actuelle de tirer de conclusions encourageantes concernant la pérennisation du mouvement à long terme, et donc sa reproductibilité. D'ailleurs, selon certains, une réaction gouvernementale majeure concernant le programme d'atténuation nécessaire concernant les implications du pic pétrolier serait déjà trop tardive ...

Dès lors, on peut se demander si le mouvement des IT, dans l'hypothèse de la stabilité de l'état de son institutionnalisation externe, ne se condamne pas à l'agénésie et à l'impuissance face aux enjeux qu'il s'est fixé d'affronter, et face à leur imminence et leur ampleur.

Nous avons également déterminé que le mouvement des IT n'instaurerait pas un nouveau type de gouvernance. Même si le caractère bottom-up des initiatives est dans l'ensemble bien respecté, celui-ci n'est pas nouveau. Tout au plus dirons-nous que le mouvement des IT porte en lui le potentiel d'une dynamique d'échange nouveau entre les IT et les autorités politiques en ce que ce mouvement social promeut des relations continues avec les élus politiques locaux, et prône de bons rapports qui seraient exclusivement basé sur le modèle : le politique aide l'IT.

Nous pensons que l'insertion politique des membres des IT devrait être bien plus fréquente, et surtout que le caractère apolitique sous-jacent du mouvement des IT – celui-ci ne se réclame d'aucun parti ni d'aucune idéologie – constitue une faiblesse plus qu'une opportunité de s'inscrire dans des temps longs loin des aléas et des jeux de chaises musicales politiques.

La formation ou le mouvement politique dans laquelle le mouvement des IT se situerait ne devrait pas nécessairement se situer sur l'échelle politique traditionnelle. Il ou elle devrait surtout exister.

Tout comme l'intervention gouvernementale⁷⁵², à l'échelle nationale et internationale concernant le pic pétrolier⁷⁵³ et le changement climatique.

L'idée de ce mémoire était de se démarquer des documents apologétiques qui traitaient du mouvement des IT. Nous voulions en déterminer les opportunités mais aussi les limites.

Gilles Lipovetsky déclarait en décembre dernier dans les locaux de l'ULB : « *pour faire reculer l'emprise de l'hyperconsommation, il faut notamment lui opposer d'autres passions (...) offrir des buts et tâches mobilisant des affects ailleurs que dans le consommable* »⁷⁵⁴. De plus, il ne « *faudrait pas changer le consommateur par la moralisation mais bien proposer autre chose, ... comme un idéal de vie difficile à trouver* »⁷⁵⁵.

John Clark ne dit pas autre chose lorsqu'il évoque la nécessité d'un contre-imaginaire « *dans la quête* »⁷⁵⁶ d'une transformation sociale et « *d'une société écologique* »⁷⁵⁷.

Nous pensons que le mouvement des IT possède ce potentiel « *d'idéal de vie* »⁷⁵⁸.

Gageons que le mouvement saura dépasser ses contradictions et limites internes, et proposer une vie si passionnante, et en accord avec les nécessités de notre temps, que le modèle qu'il propose séduise les autorités politiques, avec qui il faudra composer.

Nous pensons que les limites du mouvement des IT se situent principalement dans la simplification outrancière des leviers comportementaux, de l'inefficacité des visions prospectives promues par Rob Hopkins, dans la relative carence de la formulation des conditions de réalisation du mouvement, dans la faiblesse de l'institutionnalisation externe du mouvement qui restreindra les aides que celui-ci recevra dans le futur de la part des autorités politiques locales ou même nationales, et enfin dans son caractère élitiste, excluant, et conséquemment peu reproductible à grande échelle⁷⁵⁹.

Concernant les rapports que le mouvement des IT entretient avec le politique, Paul Chatterton et Alice Cooper posent la question de « *l'efficacité d'un mouvement dépolitisé* »⁷⁶⁰, en soulignant la pertinence d'entretenir de bons rapports mutuels.

Ainsi, si le mouvement social citoyen des IT constitue un formidable pied-de-nez à l'aboulie⁷⁶¹ que fustige Gerard Moreau⁷⁶² ou même à l'anomie⁷⁶³ dont traitait Durkheim, et si comme le pense Serge

⁷⁵² SPRATT (Stephen), SIMMS (Andrew), NEITZERT (Eva), RYAN-COLLINS (Josh), « The great transition », New Economic Foundation, Londres, 2009., pp.3, 97-99.

⁷⁵³ ITPOES (Industry Taskforce on Peak Oil & Energy Security), « The oil crunch. Securing the UK's energy future », 2008, <http://aprespetrole.unblog.fr/files/2009/02/rapportindustriek.pdf>, consulté le 12 mai 2010.

⁷⁵⁴ Propos de Gilles Lipovetsky, recueillis lors de la conférence intitulée « *la société d'hyperconsommation : sommes-nous plus heureux ?* » (01/12/2009)

⁷⁵⁵ Loc.cit.

⁷⁵⁶ CLARK (John), « Une écologie sociale », Bibliothèque libertaire, <http://kropot.free.fr/Clark-Ecologiesociale.htm>, consulté le 12 mai 2010.

⁷⁵⁷ Loc.cit.

⁷⁵⁸ LIPOVETSKY, op.cit.

⁷⁵⁹ Notons

⁷⁶⁰ CHATTERTON (Paul) & CUTLER (Alice), op.cit. p. 6,

⁷⁶¹ « *Trouble mental caractérisé par une diminution ou une disparition de la volonté se traduisant par une inaptitude à choisir, à se décider, à passer à l'acte* », in : *Le nouveau petit Robert de la langue française*, 2007, p.8

⁷⁶² MOREAU (Gerard), *Dictature de la croissance*, Ginkgo, Montreuil, 2005, p. 122.

⁷⁶³ « *L'anomie est l'absence ou la disparition des valeurs communautaires et des règles sociales* », in : HARRIBEY (Jean-Marie), op.cit.

Latouche, « *c'est du vécu concret des citoyens que procèdent les attentes et les possibles* »⁷⁶⁴, il ne faut toutefois pas omettre la réalité des rapports de forces modernes.

Donc, afin de se donner les moyens de ses ambitions, le mouvement devrait rapidement faire son autocritique, dépasser ses contradictions, et effacer ses limites inhérentes.

La pérennisation du mouvement passera selon nous notamment par une meilleure prise en compte des véritables leviers comportementaux, par une formulation plus claire des conditions de réalisation du mouvement, par une amélioration de son institutionnalisation externe, par une inclusion plus efficace de tous les acteurs qui font la société, et possiblement par une politisation du mouvement, quelle que soit sa forme.

⁷⁶⁴ LATOUCHE (Serge), « Vers la décroissance, Ecofascisme ou écodémocratie », in : *Le Monde Diplomatique*, 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/11/LATOUCHE/12900> , consulté le 5 août 2010.

METHODOLOGIE

Notre approche méthodologique s'appréhende au regard de notre titre divisé en trois parties et de nos questions de recherche.

Nous avons opté pour l'approche « du général au particulier ».

Primairement, nous avons décidé de nous attacher à l'analyse du discours théorique du mouvement des initiatives de transition.

Pour ce faire, nous avons décortiqué principalement les concepts-clés et les idées maîtresses exposées dans les livres fondateurs du mouvement : *The Transition Handbook : From oil dependency to local resilience* (Rob HOPKINS, Greenbooks, 2008) puis dans le livre connexe : *The Transition Timeline : For a local, resilient future* (Shaun CHAMBERLIN, Greenbooks, Totnes, 2009).

Ensuite, nous avons exploré les sites internet, blogs, radios et films qui s'inscrivent dans ce que Rob Hopkins nomme la « Transition Culture ».

Cette littérature scientifico-militante nous a permis de délimiter le discours du mouvement des IT, pour en définir plus précisément les contours.

Par la suite, nous avons confronté cette littérature à la littérature scientifique et officielle : articles de presse, rapports scientifiques et travaux de recherche sur les sujets que nous avons délimité dans un premier temps. Ceci pour tenter d'évaluer la pertinence du discours scientifico-militant du mouvement, dont bon nombre de documents connexes nous semblaient trop souvent apologétiques. Parallèlement, nous avons analysé quelques grands ouvrages de la pensée dite décroissante, afin de pouvoir effectuer les analogies et dissemblances entre celle-ci et le discours de la transition.

Ceci afin de tenter de déterminer les manquements théoriques de ce dernier.

Une fois ces grands principes théoriques posés, il était nécessaire de s'attarder à la partie vécue du mouvement. Dans cette optique, nous avons décidé d'effectuer des interviews des acteurs impliqués dans le mouvement. Pour ce faire, nous avons envoyé les mêmes questions ouvertes à toutes les initiatives officiellement répertoriées en tant que tel sur le site internet du Transition Network.

Toutes les localités concernées n'étaient pas joignables de façon identique – et parfois même pas du tout -, nous avons donc décidé de nous limiter aux seules initiatives avec qui il était possible de communiquer via courrier électronique, afin de garder une certaine cohérence méthodologique et empirique.

Ainsi, nous avons envoyé 6 questions ouvertes à quelque 89 coordinateurs ou personnes de contact d'IT officielles et à 6 IT en phase de peaufinage. 33 nous ont répondu dans un délai qui nous a permis d'interpréter leurs réponses. Toutes provenaient de membres d'IT officielles.

Les questions renvoyaient à nos questions de recherche, et visaient à déterminer les facteurs qui concourent ou non à l'émergence d'IT, les rapports qu'entretiennent les membres actifs des IT avec leurs élus politiques et les aides octroyées ou non par ceux-ci aux IT.

De la sorte nous avons pu dresser un profil-type d'IT, définir le degré d'institutionnalisation du mouvement des IT, et déterminer le type de gouvernance que ce mouvement initie.

Nous avons également effectué une observation participante en nous rendant au « lancement du mouvement des villes en transition à Bruxelles ». Le but était de cerner plus en détail le déroulement d'une telle conférence, d'y analyser ce que s'y disait, et le type de population qu'un tel évènement drainerait.

Concernant la dernière partie, nous avons utilisé les éléments analysés précédemment.

Avec les contours théoriques du discours, nous avons pu analyser ses failles, en s'inspirant a fortiori du discours décroissant, notamment au niveau politique.

Les degrés d'institutionnalisation et les rapports entretenus avec la sphère politique nous ont permis de cerner les faiblesses du mouvement, tant au niveau du contenu que de l'approche pratique.

Dès lors, nous avons su déterminer la reproductibilité du mouvement des IT, et partant, ses limites inhérentes, qui constituaient l'essentiel de ce que nous voulions appréhender de la façon la plus robuste possible.

BIBLIOGRAPHIE

Dictionnaires

Le Nouveau Petit Robert de la Langue Française, 2007.

Le Petit Larousse Illustré, 2005.

Oxford Advanced Learner's Dictionary, New Edition, Oxford university Press, 1989.

Ouvrages

ARIES (Paul), *La décroissance, un nouveau projet politique*, Golias, 2007.

ARIÈS (Paul), *Le Mésusage, essai sur l'hypercapitalisme*, éditions Parangon/Vs, 2007.

BROWN (Lester R.), *Plan B 4.0 Mobilizing to save civilization*, Earth Policy Institute, London – New York, 2009.

CHAMBERLIN (Shaun), HOPKINS (Rob), *The Transition Timeline: for a local, resilient future*, Totnes, Greenbooks, 2009

DOBRUSZKES (Frédéric), *Syllabus de Transports, voyages et environnement*, 2e édition, 2008-2009.

DUPUY (Jean-Pierre), *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible devient certain*, Seuil, 2002.

EKINS (Paul), *The Living Economy. A New Economics in the Making*, Londres: Routledge, 1986.

FELLI (Romain), *Les deux âmes de l'écologie : une critique du développement durable*, L'Harmattan, 2008.

FOTOPOULOS (Takis), *Vers une démocratie générale. Une démocratie directe, économique, écologique et sociale*, Paris, Seuil, 2001.

FRANKEL (Boris), *The post-industrial utopians*, Cambridge, Polity Press, 1987.

GARDINER (Juliet), *Wartime Britain 1939-1945*, Headline Book Publishing, 2004.

GEMENNE (François), *Géopolitique du changement Climatique*, Armand Colin, 2009.

GOERGESCU-ROEGEN (Nicholas), *Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie*, Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1979.

GRAS (Alain), *Le choix du feu : aux origines de la crise climatique*, Fayard, 2007.

GUNDERSON (Lance H.), HOLLING (Crawford Stanley), *Panarchy: understanding transformations in human and natural systems*, Island Press, 2002.

HEINBERG (Richard), *Powerdown : Options and actions for a post-carbon world*, Clairview Books, 2004.

HEINBERG (Richard), *The Oil Depletion Protocol : A plan to avert oil wars, terrorism and economic*, Clairview books, 2006.

HOLMGREN (David) *Permaculture – principles and pathways beyond sustainability*, 2004.

- HOPKINS (Rob), *The Transition Handbook: from oil dependency to local resilience*, Totnes, Greenbooks, 2008.
- ILLICH (Ivan), *La convivialité*, New-York, Seuil, 1975.
- ILLICH (Ivan) , *Le genre vernaculaire*, in *Œuvres Complètes*, Volume 2, Fayard, Paris, 2000.
- ILLICH (Ivan), *Une société sans école*, New-York, Seuil, 1979.
- JENSEN (Derrick), *Listening to the land*, Chelsea Green Publishing Company, 2004
- KUNSTLER (J.H), *The Long Emergency, Surviving the end of oil, Climate Change and others converging catastrophes of the 21th Century* , Grove Press, 2005.
- LATOUCHE (Serge), *Décoloniser l'imaginaire : La Pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Parangon, 2003
- LATOUCHE (Serge), *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.
- LATOUCHE (Serge), *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007.
- LEVI-STRAUSS (Claude), *Mythologiques*, tome. I : *Le Cru et le cuit*, Paris, Plon, 1964.
- LYNAS (Mark), *Six Degrees, Our future on a hotter planet*, Fourth estate, London, 2007.
- MAZOYER (Marcel) et ROUDART (Laurence) (dir.), *La fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*, Universalis, 2006.
- MILLER (William R.) & ROLLNICK (Stephen) , *Motivational Interviewing: Preparing People for Change* (2^{ème} édition), Guilford Press, 2002.
- MOREAU (Gerard), *Dictature de la croissance*, Ginkgo, Montreuil, 2005.
- ODUM (Howard, T.) & ODUM (Elisabeth C.), *A Prosperous Way Down: Principles and Policies*, University Press of Colorado, 2001.
- SALE (Kirkpatrick), *Dwellers in the Land: The Bioregional Vision*. San Francisco: Sierra Club Books, 1985.
- SHIVA (Vandana), *La guerre de l'eau, L'aventurine*, Paris, 2003.
- STIFF (James B.), MONGEAU (Paul A.), *Persuasive communication*, 2nd Edition, The Guilford Press, 2003.
- TRAINER (Ted.), *Renewable Energy Cannot Sustain a Consumer Society*, Springer Verlag, 2007.
- TRAINER (Ted), *The Conserver society, alternatives for sustainability*, Zed Books, Londres, 1995.
- VOSS (Jan-Peter), BAUKNECHT (Dierk), KEMP (René), *Reflexive Governance for sustainable development* . Edward Elgar Publishing, 2006.
- WHITEFIELD (Patrick), *Graines de permaculture*, Traduction et édition par Passerelle éco, Corcelle, 2009.

Articles scientifiques

ALLEN (Paul) et al., "Zero Carbon Britain in 2030, a new strategy, the 2nd report of the Zero Carbon Britain project", Centre for Alternative Technology, 2010.

"An Interview with Dennis Meadows – co-author of "Limits to Growth"", Transition Culture, 2006.

BLANC (Jérôme) (dir.), « Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, Rapport 2005-2006 ».

BOULANGER (Paul-Marie), « Une gouvernance du changement sociétal : le transition management », Dossier novembre 2008 / n°11 : gérer la transition écologique, 2008.

BRANGWYN (Ben), HOPKINS (Rob), «Transition initiatives primer - Becoming a transition town, city, district, village, community or even island », Version: 26, Status: final, 2008.

BURCH (Mark.A), « Groupe de discussion sur la simplicité volontaire - guide d'animation », New society publishers, Gabriola island, British Columbia, 1997.

CALAME (Pierre), « Les acteurs non étatiques et la gouvernance mondiale », 2008.

CASSIERS (Isabelle), THIRY (Géraldine), « Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte », *Regards économiques*, n° 75, 2009.

CASSIERS (Isabelle), DELAIN (Catherine), « La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ? » in : *Regards économiques*, n°38, 2006.

CCC (Committee on Climate Change), "*Building a low-carbon economy - the UK's contribution to tackling climate change*", 2008.

CHATTERTON (Paul) & CUTLER (Alice), « the rocky road to a real transition: the transition towns movement and what it means for social change », Trapese Collective, 2008.

CHEVALLIER (Jacques), « La gouvernance, un nouveau paradigme étatique ? », in : *Revue française d'administration publique*, 2003.

CLARK (John), « Une écologie sociale », Bibliothèque libertaire.

COKE (Alexia), "Community-based energy projects within the Transition Town movements: low carbon social innovation or a new form of energy politics", Centre for Environmental Strategy, Surrey.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, « Gouvernance européenne, un livre blanc », Bruxelles, 2001.

"Criteria and process for becoming an "official" Transition Initiative", Transition network, 2010.

CROS (Cécile), « Les villes en transition : un contrat social pour l'environnement », *Nature & Progrès*, n°75, 2009-2010.

CURRY (Andrew) & al., "Intelligent Infrastructures future, The Scenarios –Towards 2055, Office of science and technology, 2006.

DAVIS (Mike), « Écologie en temps de guerre. Quand les États-Unis luttèrent contre le gaspillage des ressources », in : *Mouvements*, 2008.

DECC, « The low-carbon communities challenge. Supporting people, projects and partnerships for a low carbon future ».

DECC et al. , “Investing in a low-carbon Britain”, Building Britain’s future, Avril 2009.

“Descending the Oil Peak: Navigating the Transition from Oil and Natural Gas”, Report of the City of Portland Peak Oil Task Force, Scenario 1- Long Term Transition, 2007.

DEPARTMENT FOR TRANSPORT, “Transport Statistics Great Britain, 2006 Edition, Tge Stationery Office, London.

DIEUAIDE (Patrick), « Le municipalisme libertaire de Murray Bookchin », in : *Ecorev – Revue critique d’écologie politique*, 2006.

FEASTA “Energy Scenarios Ireland - Introduction to Energy Scenarios for Ireland”, Overview, Table 1. Projections for the peak in world oil production

FEASTA, « Energy scenarios Ireland », Scenario: Enlightened Transition.

FEASTA, “Energy scenarios Ireland”, Scenario: Fair Shares.

FEASTA, « Energy scenarios Ireland », Scenario Localisation.

FLEMING (David), “Energy and the common purpose. Descending the Energy Staircase with Tradable Energy Quotas (TEQs)”, 2007.

FLEMING (David), “The Lean Economy A Vision of Civility for a World in Trouble” The Third Annual Feasta Lecture, 2001.

FOLKE (Carl), “Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems Analyses » *Global Environmental Change* 16, 2006.

FORUM INTERNATIONAL DES TRANSPORTS, « La dépendance à l’égard du pétrole : les transports vont-ils manquer de pétrole à un prix abordable ? », OCDE, 2008.

GIEC, « Bilan 2007 des changements climatiques : Rapport de synthèse », 2007.

GIEC, « Rapport du Groupe de travail I du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat, Résumé à l’intention des décideurs », 2007.

« George Monbiot on Peak Oil and Transition Towns”, *Transition Culture*, 2007.

GREENPEACE, “Decentralising Power : An energy revolution for the 21st century”, Greenpeace , 2005.

HARRIBEY (Jean-Marie), « La décroissance, nouvelle utopie ou impasse ? », *Encyclopedia universalis, Forum*, 2008.

HAUSTANT (Mickael) & TISSOT (Léo), « La lutte contre le changement climatique au Royaume-Uni », Rapports d’Ambassades. Site internet de l’Ambassade de France au Royaume-Uni, 2009.

HAXELTINE (Alex) and SEYFANG (Gill), “Transitions for the People: Theory and Practice of ‘Transition’ and ‘Resilience’ in the UK’s Transition Movement”, Tyndall Centre for Climate Change Research, 2009.

HEINBERG (Richard) “Powerdown : Options and actions for a post-carbon world”, 2004.

HEINBERG (Richard), BOMFORD (Michael), « The food & farming Transition : towards a post-carbon food system », *Post Carbon Institute*, 2009.

HIRSCH (Robert L.), BEZDEK (Roger.), WENDLING (Robert), “Three mitigation scenarios in “Peaking of world oil production: impacts, mitigation and risk management”, Department of Energy, Nova Science Publishers, 2005.

HOLLING (Crawford S.), “Resilience and stability of ecological systems”, in: *Annual Review of Ecology and Systematics* 4, 1973.

HOLMGREN (David), “What is sustainability?”, CSIRO, Sustainability Network Update- N° 31E, 2003.

HOMS (Clément), « Le localisme et la ville : l'exemple du village urbain », 2007.

HOPKINS (Rob), “Energy Descent Pathways: Evaluating Potential Responses to Peak Oil”, Université de Plymouth, 2006.

HOPKINS (Rob), « Government ‘Peak Oil Summit’ Starts the Process of Government Acknowledging Peak Oil? », Transition Culture.

HOPKINS (Rob), “Reflections on the 2010 Transition Network conference”, 2010.

HOPKINS (Rob), “Why the Survivalists Have Got It Wrong”, Transition culture, 2006.

HOPKINS (Rob), “ Why “transition culture” ?”, Transition Culture.

HOPKINS (Rob) et ses étudiants, « Kinsale 2021 : An Energy Descent Action Plan (KEDAP) – Version.1 » 2005.

HOPKINS (Rob) & LIPMAN (Peter), “The Transition Network – a Proposal for Structure”, Version 3.1, 2008.

HOPKINS (Rob), & LIPMAN (Peter), “Who We Are And What We Do”, Transition Network Ltd, Totnes, Version 1.0, 2009.

HOPKINS (Rob), THURSTAIN-GOODWIN (Mark), FAIRLIE (Simon), « Can Totnes feed itself? Exploring the practicalities of food relocalisation ».

HUYNH-QUAN-SUU (Corinne), « Étymologie du terme "gouvernance" », Service de Traduction de la commission européenne.

“Interview with Dennis Meadows – co-author of ‘Limits to Growth’”, in: Transition culture, 2006,

JACKSON (Tim) “Motivating Sustainable Consumption: a review of evidence on consumer behaviour and behavioural change”. SDRN, London: Policy Studies Institute, 2005.

JACOBSON (Mark Z.) & DELUCCHI (Mark A) “A path to Sustainable energy by 2030”, in: “*A plan for a sustainable future, How to get all energy from wind, water and solar power by 2030*”, American Scientific, 2009.

JAMES (S.) & LATHI, (T.) *Natural step for communities : How Cities and Towns Can Change to Sustainable Practices*, 2004.

JANCOVICI (Jean-Marc), « Qu'est-ce que le GIEC ? », 2008.

JANCOVICI (Jean-Marc), site internet de Jean-Marc Jancovici sur lequel est publiée une de ses interviews parue dans le *Nouvel Observateur* du 14 décembre 2006,

JANIS, I.L. and FESHBACH, S., “Effects of fear-arousing communications”, in: *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 1953.

« Jeremy Leggett Intertwines Peak Oil and Climate Change », transition culture, 2006

“Kinsale Action Plan - sending up shoots around the world”, 2006.

KUNSTLER (James Howard), “The Long Emergency, Surviving the end of oil, Climate Change and others converging catastrophes of the 21th Century”, 2005.

LATOUCHE (Serge), « Et la décroissance sauvera le sud », in : *Le Monde diplomatique*, 2004.

LATOUCHE (Serge), « L'imposture du développement durable ou les habits neufs du développement », in : *Mondes en développement*, n° 121, 2003.

LAVIGNOTTE (Stéphane), *Comment vivons-nous ? Décroissance, "allures de vie" et expérimentation politique*. Entretien avec Charlotte Nordmann et Jérôme Vidal A propos de Stéphane Lavignotte, « La Décroissance est-elle souhaitable « »? », La revue des livres et des Idées.

LE GALÈS (Patrick), « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine » in: *Revue française de science politique*, 1995.

LEPESANT (Michel), « Les trois pieds politiques de l'objection de croissance - Contribution à l'élaboration d'une *stratégie de transformation* pour sortir définitivement du capitalisme », Romans sur Isère, Thuir d'Evol, 2009.

MILLENNIUM ECOSYSTEMS ASSESSMENT, “Ecosystems and Human Well-Being, Synthesis”, 2005.

MOUVEMENT UTOPIA, « Manifeste Utopia », Parangon/Vs, Lyon, 2008.

NEW ECONOMIC FOUNDATION, “Clone Town Britain : The survey results on the bland state of the nation”, 2005.

NEW ECONOMIC FOUNDATION, “Time Banking, a radical manifesto for the UK”, Hollinwood, Oldham, 2001.

NORDHAUS (William), « The Stern Review on the Economics of Climate Change », Yale University, 2006.

NORTH (Peter), “A Sympathetic Critique of Localisation by Peter North”, 2008, Transition Culture.

OCDE, « La gouvernance au XXIe siècle, études prospectives, », Organisation de Coopération et de Développement économiques, les éditions de l'OCDE, 2002.

OCDE, « Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030 - Résumé en français », 2008.

OIL DEPLETION ANALYSIS CENTRE & POST CARBON INSTITUTE, « Preparing for peak oil – local authorities and energy crisis », 2008.

PAGÈS, D., PÉLISSIER, N., 2000. *Territoires sous influence/1*, 12 p. cité in LELOUP (Fabienne) et al. « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? », in : *Géographie, économie, société* 4/2005 (Volume 7).

RUMPALA (Yannick), « La décroissance soutenable face à la question du « comment ? » », Mouvements, 2009.

SEMAL (Luc), « Choisir une transition énergétique : laquelle, jusqu'à quand et jusqu'à quoi ? », Séminaire pour la fondation Gabriel Péri, 2009.

SEMAL (Luc), SZUBA (Mathilde), « Les Transition Towns : résilience, relocalisation et catastrophisme éclairé », *Entropia - L'Effondrement : et après ?*, n°7, 2009.

SEYGANG (Gill), «Green shoots of sustainability the 2009 UK transition movement survey», 2009

SEYFANG (Gill), « Les Germes d'un Avenir Soutenable. L'enquête 2009 sur le mouvement de la Transition au Royaume Uni », 2009, Traduction de Robin Guns, Les Amis de la Terre-Belgique, ASBL, 2010.

SEYFANG (Gill), « Report of the 2009 membership survey », Norwich, 2009.

SHIVA (Vandana): "Vandana Shiva's Closing Address to the Soil Association Conference", Transition Culture, 2007.

SIMMS (Andrew), "Ecological Debt – Balancing the Environmental Budget and Compensating Developing Countries", IIED, 2001.

SPRATT (Stephen), SIMMS (Andrew), NEITZERT (Eva), RYAN-COLLINS (Josh), « The great transition », New Economic Foundation, Londres, 2009.

« Stern Review: The Economics of Climate Change », 2006.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT COMMISSION (SDC), "The Future is Local Empowering communities to improve their neighbourhoods, Report Summary", 2010.

SWANN (Robert) and WITT (Susan), « Local Currencies: Catalysts for Sustainable Regional Economies » The E.F Schumacher Society, 1995.

THACKARA (John), "Of apocalypse and forest gardens, - the governance of a global movement.", 2010.

UK ENERGY RESEARCH CENTRE'S TECHNOLOGY AND POLICY ASSESSMENT (UKERC), "Global Oil Depletion: an assessment of the evidence for near-term physical constraints on global oil supply", 2008.

VAN PARIJS (Philippe), « Impasses et promesses de l'écologie politique » in : *Dossier 1 : Autonomie et Ecologie, Etopia- Revue d'écologie politique*, n° 03, 2007.

VERONIKA PAENHUYZEN, « Totnes-Ville en Transition : Des projets de jardins partagés et de vergers publics », 2009.

WALKER (Brian.) et al., "Resilience, Adaptability and Transformability in Social-ecological Systems", in: *Ecology and society* 9, n°2, 2004.

WWF et al., « Rapport planète vivante », 2006.

Médias

Articles de presse

"Energy experts no longer debate about whether Hubbert's peak will occur, but when", in *Fox News* , 28 avril 2008.

« Energy minister will hold summit to calm rising fears over peak oil », in : *The Guardian*, 2010.

GIRLING (Richard), "Goodbye beautiful Britain", in: *The Sunday times*, 2007.

HARRIBEY (Jean-Marie), « Développement ne rime pas forcément avec croissance », in : *Le Monde Diplomatique*, 2004.

JOWIT (Juliette), “Zero-carbon vision sees UK as cleaner, greener and leaner within 20 years”, in: *The Guardian*, 2010.

LATOUCHE (Serge), « Vers la décroissance, Ecofascisme ou écodémocratie », in : *Le Monde Diplomatique*.

MOOALLEM (Jon), « The end is near ! (Yeah !), in : *The New York Times*, 2009.

MONBIOT (George), (2005), “Crying sheep: we had better start preparing for a decline in global oil supply”, in: *The Guardian*, 2007.

MONBIOT (George), “I was wrong about trade - Our aim should not be to abolish the World Trade Organisation, but to transform it”, in: *The Guardian*, 2003.

MONBIOT (George), “We spend millions on smallpox, but nothing on this far greater threat”, in: *The Guardian*, 2009.

MONBIOT (George), “When will the oil run out?” in: *The Guardian*, 2008.

O’NEILL (Robert), “Greens are the enemies of liberty”, in: *The Guardian*, 2008.

“Plus de 30% de notre nourriture finit à la poubelle », in : *The Guardian*, 15 avril 2005.

RANDERSON (James), “World’s richest 1% own 40% of all wealth, UN report discovers”, in: *The Guardian*, 2006.

SALE (Kirkpatrick), “A Vision of a Nation No Longer in the U.S”, in: *New York Times*, 2007.

SINAI (Agnès), « Mirages verts et sobriété californienne », in : *Le Monde diplomatique*, 2009.

SPRATT (David), « Carbon taxes or a carbon ration? », in: *Dissent magazine*, n° 23, 2007.

“Steep decline in oil production brings risk of war and unrest, says new study”, in: *The Guardian*, 2007.

SUMMERS (Deborah) & CARRINGTON (Damian), “Government pledges to cut carbon emissions by 80% by 2050”, in: *The Guardian*, 2008.

Médias audiovisuels

CHRISTIAN JACQUIAU (interview), Zalea TV, (08 :30), <http://www.zalea.org/spip.php?article1317> .

JANCOVICI (Jean-Marc), « Les élections en Grande Bretagne... » , interview audio (4'12"), (chronique) « Le regard de Jean-Marc Jancovici », France Info, 2010.

SERREAU (Coline), *Solutions locales pour un désordre global*, Documentaire (1h51), 2010.

WEBSTER (John), “Un an d’abstinence” (1h03min).

Sites internet

Ambassade de France au Royaume-Uni, 2009, http://www.bulletins-electroniques.com/rapports/smm09_070.htm.

AUZANNEAU (Matthieu), *En Grande-Bretagne, gouvernement et industriels débattent du peak oil... à huis-clos*, Le blog de matthieu Auzanneau, 09/04/2010 <http://petrole.blog.lemonde.fr/2010/04/09/en-grande-bretagne-gouvernement-et-industriels-debatent-du-peak-oil-a-huis-clos/>

CCCEP (Centre for Climate Change Economics and Policy) <http://www.ccecp.ac.uk/Home.aspx>.

CLIMATE CHALLENGE FUND, <http://www.infoscotland.com/gogreener/303.327.189.html>

Collectif des désobéissants, <http://www.desobeir.net/>.

COLUMBIA BASIN TRUST, http://www.cbt.org/About_Us/.

DECC (Department of Energy and Climate Change) <http://www.decc.gov.uk/default.aspx>.

ELECTRISAVE, <http://www.electrisave.co.uk/>.

ENERGY WATCH GROUP, <http://www.energywatchgroup.org/About-us.7+M5d637b1e38d.0.html>.

Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale, <http://www.world-governance.org/spip.php?article147&lang=fr>.

GASAP à Bruxelles : <http://gas-bxl.collectifs.net/>.

GIEC (IPCC) http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.htm.

GOOD PLANET, <http://www.goodplanet.org/spip.php?article212>.

HEINBERG (Richard): « *La croissance mondiale a atteint ses limites* », Voltairenet.org, réseau de presse non-alignée, 2009, <http://www.voltairenet.org/article161598.html>.

KINSALE COLLEGE OF FURTHER EDUCATION, <http://www.kinsalefurthered.ie/>.

« Local food guide Project », Totnes, Article sur le site internet de Transition Totnes, <http://totnes.transitionnetwork.org/localfooddirectory/home>.

MAISON PASSIVE, <http://www.lamaisonpassive.fr/spip/spip.php?article8>.

MOUVEMENT UTOPIA, <http://www.mouvementutopia.org/blog/index.php?pages/presentation>.

NATIONS-UNIES, <http://www.un.org/french/ga/special/sids/agenda21/>.

NORBERG-HODGE (Helena), pour The Right Livelihood award, <http://www.rightlivelihood.org/ladakh.html>.

OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS, <http://www.inegalites.fr/>.

ODAC (Oil Depletion Analysis Centre), <http://www.odac-info.org/>.

l'OPSI (Office of Public Sector Information), http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2008/ukpga_20080027_en_1.

PASSIV HAUS INSTITUT, <http://www.passiv.de/>.

“Peak oil threatens UK food security says Euro-MP” <http://www.greenparty.org.uk/news-archive/2816.html>.

Post Carbon Institute <http://www.postcarbon.org/>.

Transition culture, <http://transitionculture.org/>.

TRANSITION FORUM, <http://transitiontowns.org/forum/>.

TRANSITION RADIO, <http://transitionradio.posterous.com/>.

TRANSITION NETWORK, *Transition Initiatives map*,
<http://www.transitionnetwork.org/initiatives/map>.

SDC, <http://www.sd-commission.org.uk/>.

« Second Totnes Local Food Guide Launched », Site internet de Transition Culture
<http://transitionculture.org/2008/07/04/second-totnes-local-food-guide-launched/>.

« Un transport d'uranium bloqué par Greenpeace », in : *Site internet du Figaro*, 2010,
<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2010/01/24/01016-20100124ARTFIG00205-action-de-greenpeace-contre-un-transport-d-uranium-.php>.

VAN YPERSELE (Jean-Pascal), « La situation est grave et requiert une action beaucoup plus résolue »
, Site internet du LCR, 2007 http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_sectionnav&view=article&Itemid=53&id=827

Conférences

ARIÈS (Paul), « La gauche et la Décroissance », organisé par la PAC régionale de Bruxelles, 15 juin 2010.

« Journée de lancement de Bruxelles en Transition », 21 Novembre 2009, Ixelles, Bruxelles.

LIPOVETSKY (Gilles), conférence intitulée « *la société d'hyperconsommation : sommes-nous plus heureux ?* » (01/12/2009)

ANNEXES

1.Lostwithiel (UK)

Initiative number: 16

1.Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network ?

Yes

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Since May 2007

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

An already active community have supported our activities. No political reasons

4 What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

No documents or plan. Battery recycling facility, annual seed swap and weekly plant swaps to encourage growing fruit and veg, community orchard, craft & stitching group to share skills, film-screenings, several one-off events... all details on website (<http://transitionlostwithiel.org/events/>)

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

No - because our actions have been designed so that the community could achieve them on their own without needing political support

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Some support - group has been recognised and aims promoted by the Lostwithiel Forum Development Trust who have run events with Transition themes e.g. Can Lostwithiel Feed Itself, Renewable Energy Options. Recognised by Town Council but no support.

Kat Smith, personne de contact à Lostwithiel en transition

2.San Lorenzo Valley (California, USA)

Initiative number: 310

Local initiative number: 69

Initiative type: Local Initiative

Community type: Village

Approximate number of members: 97

1.Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network ?

Yes, it's indexed at <http://www.transitionnetwork.org/initiatives/san-lorenzo-valley>

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Officially, about one month. Before that, about three months of mulling.

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

I think the relative isolation of our valley encourages independent thinking of people here

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

We created a web site (81 members) and Facebook group (17 followers) with ongoing discussions

We raised awareness with two meetings, a fair booth, and a parade group

We found a 501(c)3 partner in order to permit tax-deductible donations

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

We have not yet asked for help. We are independently working on our projects and will ask for help as needed

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

We have only one elected official: our representative on the County of Santa Cruz Board of Supervisors. We know him and he knows what we're doing. We also know staff of our Congressional representatives and have met them and informed them of our purpose

Mike Matessa, Web point of contact, member of Core team

3. Sebastopol (California, USA)

Initiative number: 122

Local initiative number: 9

Initiative type: Local Initiative

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network ?

Yes. Sebastopol, California in US

2. For how long has your town been considered as a transition town?

1.5 years

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

Wow. I'm impressed by the word "verdurisation" as I've never heard that word before and have no idea what it means.

Our little town is very progressive politically and with environmental awareness compared with most other towns, even in California. So we have a lot of support from people who are like-minded and interested in sustainability issues. That contributes significantly to our ability to attract people to participate.

-On the level of actors carrying the initiatives? Maybe you mean "participants"? Yes

-On the political area? We aren't really engaging in the political arena. At least yet

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Here are just a few tangible projects of Transition Sebastopol: Garden Challenge where many dozens of home gardens started; Solar water heater building workshop, Seed Bank organized with monthly seed exchange event, Monthly "Transition Movie Night" showing documentaries related to Transition and sustainability as "awareness raising" events; organized "car free" days to encourage residents to go to the Farmers Market by walking or biking, workshops sponsored by the "Heart & Soul" group on the work of Joanna Macy and the psychology of change; ongoing "Elders Salon" to engage and honor the elders in the community. These are just a few.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

No.

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not? We may eventually, but they have enough to do as is. Local Government has no extra money so there is not much they can offer us.

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Some of our local City Council members have attended our meetings. They are supportive, but not much they can really do

Scott McKeown, Primary point of contact:

4. Totnes (Devon, UK)

Initiative number: 1

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town,Rural

Approximate number of members: 3300

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network? Yes

2. For how long has your town been considered as a transition town? 4 years

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

History and Culture of pioneering spirit and liberal arts probably made the critical mass easier to achieve, we have tried to stay apolitical

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Establishment of 12 groups, introduction of Totnes pound, groups impact on individual behaviour and awareness raising, major celebratory events showcasing the work and ideas of the group, Transition tales and educational package for 5-14 year olds, and Energy Descent Action Plan, a government Grant for renewable energy, the initiation of the Transition network, publications the Transition handbook and others (see website)

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

Submission to government fro grant for Low Carbon Challengeg Fund –and Yes we did get the money, a lot for TTT!! it was £625,000 to invest mainly in solar PV and behaviour change processes -, currently developing a political strategy, enagement of Local Communities department

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

Positive, sent visitors, now more aware of the Transition movement, no negative reactiosn to my knowledge

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Local government getting more aware but don't have the vision or the capacity to engage in the way they could

Carole

Trustee of Transition Town Totnes

Whitty

5. Hancock country (Maine, USA)

Initiative number: 183

Local initiative number: 33

Initiative type: Local Initiative

Community type: Rural

Approximate number of members: 175

Website home: <http://transitiontownellsworth.blogspot.com/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes. We were the 2nd official town in our state of Maine

2. For how long has your town been considered as a transition town?

We have been an official Transition Town since May of 2009

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

Yes. We live on the coast of Maine and certain factors cannot be ignored...like depleted fisheries!

-On the level of actors carrying the initiatives?

Yes, this area in Maine has good awareness of climate change. Therefore people are more engaged here than in some areas

-On the political area?

Slowly but surely!!!

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

We have made important connections with groups that are already doing environmental and community building work. We have shown many films and had a few lectures. We had one dynamo workshop on energy last October to bring awareness to 350. We have met with city officials. We have spoken at conferences. We hold meetings bi-weekly with our steering committee. We have applied for grant money. We have worked on a brochure. We have a blog spot.

No work yet on Energy Action Plan other than meeting with our Emergency Town Coordinator

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

Not yet. However, the congressional delegation from Maine is totally on board with climate change policy. They know about our work because I keep sending them information but we have not made a direct, personal connection, yet!

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

We are not doing this work yet but our hope is that they will be on an "Energy Action Plan" committee with us!

Brenda Cartwright, Leader, Hancock County Towns in Transition

6. Horsham (West Sussex, UK)

Initiative number: 77

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Approximate number of members: 50

Website home: <http://www.transitionhorsham.org.uk/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes

2. For how long has your town been considered as a transition town?

2-3 Years

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

No,

-On the political area?

No, We feel the reverse. This area is heavily dependent on the presence of Gatwick airport and Transition is not seen as a positive economic movement by some.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

We have; <http://www.transitionnetwork.org/initiatives/horsham>

Established and maintained web presence and Forum <http://www.transitionhorsham.org.uk/>

Supported eco Fair 2008

Printed publicity leaflets and built display stand

Arranged Film shows in local Cinema and public halls

Organised regular monthly meetings (avge attedance 12)

Started "Green Drinks" monthly in local pub

Started an annual Seed swap event

Set up display in local Library

Established a presence through a display stand and attending local events

Talked to local Association of charitable organisations

Led Transition discussion on with local OrgaNIC Gardening organisation

Held open meeting for background lecture on Bees

Submitted to consultations to local government

Registered as an interested group for monitoring local waste treatment operations.

Written to Newspapers on various topics

Sewing circle "Stitch up" up and running

Participated in Earth Day vigil

Internal core group / "steering group" admin is established/being developed, (constitution, business plan, bank account, insurance) in order to put us in a position to develop research and educational services and better support individual and group initiatives.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

The local town council provided us with a map of publicly owned land, and one of the 3 main political parties has showed an interest. Green party have not yet showed up!

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

They are not unco-operative but we have not yet asked generated a big demand for their help/. We have contributed in a small way to their projects (eg to the community Garden plan) There are various consultations ongoing and they did sponsor an eco fair two years ago. They also supported the “Greening” project last year (Not a Transition Initiative but supported by us)

-If you did not ask for help, why not?

They have their own modest co2 reduction programmes which we have supported, and they are obliged to run some kinds of green activities Apart from money and resources (eg printing) they seem to have little to add to our knowledge or activities, and we tend to see money as a side issue (it can add to the problem of sustainability!)

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions?

We have not proposed much....hope to have resources to do that in future, but town sized projects need a corresponding research input. Given the right ideas we can suggest positive and intelligent use of their resources eg planning officers etc...

Do they get involved? If they do so, at what level?

Again, they have to tick certain boxes for government QC reasons, but we dont feel their commitment to Transition is very deep. We may be wrong on this, and it could be true to say we havce demonstrated very little commitment so far to communicating with them. Filling out this form hads been helpful in a sense

Alan Sloan, Coordinateur Transition Horsham

7. State College (Pennsylvania, USA)

Initiative number: 294

Local initiative number: 63

Initiative type: Local Initiative

Website home: <http://www.transitioncentre.org>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes, we are an official transtion initiative

2. For how long has your town been considered as a transition town?

3 months

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

Not necessarily

-On the level of actors carrying the initiatives?

Its seems to be based on the creativity of the people involved

-On the political area?

Staying out of politics

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Talks, public presentation, newspaper articles, networking

EDAP comes a way down the path

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

No.

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

Transition towns is a grassroots effort, not another grant

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

web site at www.transitioncentre.org

8. Saltash (Cornwall, UK)

Initiative number: 269

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Approximate number of members: 200

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Officially since Dec'09 but Transition Group has existed since May'07

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

?don't really understand the question. What is verdurisation. Do you mean to ask whether we think there are factors that make Saltash particularly receptive to transition ideas then the answer is no. It is probably a fairly typical English town of c15,000 population

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Please visit website www.sea.pl12.org.uk. Most events have been mentioned there but not all. We do not consider that events need to be seen as being "within the transition towns movement". Transition means different things in different places to different people - it is fundamentally about bottom up activity, there is no 'right' solution.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

Town council has been supportive both financially and with councillors getting involved when needed

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Obviously in a democracy the town council is an important player in expressing the views of the electorate and has to be involved in initiatives which affect the town. Hope this is of some help to you. I think some of your questions may have suffered in translation and are difficult to answer. In summary we think that engagement with the Town Council is quite important and works both ways with the Council providing resources for the transition activities (eg financial support from local taxpayers) and the transition activities being a resource for councillors when considering both strategic and practical decisions affecting the town. This doesn't mean that they always listen to us or agree with us, or that they are the only level of engagement between the transition group and the community. Other relationships may be far more important.

Roger

Creagh-Osborne

Web and technical, membre actif dans transition saltash

9. Monmouth (Wales, UK)

Initiative number: 105

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes – we are known as TransitionMonmouth – see website www.transitionmonmouth.org.uk

2. For how long has your town been considered as a transition town?

We officially became a transition town in September 2008. The celebration was a Food Feast on 19th September with Patrick Holden, Director of the Soil Association, as the guest speaker

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

Monmouth has a population of around 9,000. Being a small town people get to know each other quite well and there is a good community spirit. On the other hand, those that actively participate in community activities are relatively few and many active people wear several different “hats”. This has the advantage that activities can be linked; for example, we hold a monthly “Swap Shop” at the Priory which involves different groups – refreshments are organised by the Priory, TransitionMonmouth runs the Swap Shop, and the charity Tools for Self Reliance Cymru takes in old, broken tools for refurbishment; these are sent to Africa but those not needed there are sold in Wales, while also the charity imports Fairly Traded blacksmith goods from Africa for sale here. This is an excellent example of different groups working together for the common good.

The problem with activists wearing several different “hats” is that they don’t have enough time. For example, a few years ago I was on the Town Council, Chamber of Commerce, Chair of Monmouth Partnership Forum, Monmouth Fairtrade Forum – all too much. I now only do Transition, and that is quite enough as there are political consultations that are so very important.

We work with the Town Council, the County Council, the Member of Parliament, the Welsh Assembly Member and others.

TransitionMonmouth is represented on:-

- Monmouth Partnership Forum – the link between the town and the County Council; members include Town Councillors, County Councillors, and representatives of any group whose aims are consistent with the aims of the Forum (to make Monmouth a better place to live, work and play, essentially)
- Climate Champions – formed as an ongoing consultation throughout the county on the County Council’s Draft Strategy on Climate Change + Renewable Energy*. Our main input has been to make the County Council have the aim of making the county self sufficient in renewable energy. We have also worked with the Planning Department on this and as part of the Local Development Plan consultation we have made a big contribution to the report* that they published last month. Our next plan is to work on a renewable energy plan for the whole of Wales. One small but very significant achievement has been that all proposals that go to Cabinet have to include a paragraph describing how the project is sustainable
- Monmouth Regeneration Plan: Vision Monmouth*: We made a significant contribution to the original (which has not been updated on the website) but the Sustainable Monmouth section now includes what is basically a script for a transition town – see attached

* = document available on the County Council's website www.monmouthshire.gov.uk

We work with:-

- Friends of the Earth: For example we do not have a Waste + Recycling Group because FoE have been taking the County Council to task on this issue. Also working with FoE we have produced an initial report on renewable energy for Monmouth (this does not include the proposed biomass plant which is now in the Local Development Plan or the Osbaston Hydroelectric Scheme which is now in operation)
- Sustainable Travel Group of Monmouth Partnership Forum: Again we do not have a group on this subject because MPF already does this. Projects include changing bus timetables (so they link in with other modes of public transport), getting a stopover in the town for national bus routes, safe routes to schools, Monmouth Links (a plan for walkways and cycleways) and Shared Space (a way of making the town centre more environmentally friendly and conducive to pedestrians)

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

1. We started with the Big Green Monmouth Shopper – encouraging people to use reusable bags instead of single use plastic bags; we have sold around 800 such bags and many other organisations including the supermarkets, now also sell their own so that most people now go out carrying a bag in which to put the things they buy
2. We held numerous awareness raising events. We showed the following films (followed by discussions):-
 - a. Power of the Community – How Cuba Survived Peak Oil
 - b. Message in the Waves
 - c. The End of Suburbia
 - d. Money as Debt
 - e. An Inconvenient Truth
 - f. The Age of Stupid: We persuaded the local cinema to show this every evening for a week and we also then showed the film to three groups of 50 children from Monmouth Comprehensive School
3. We hold “Food Feasts” expounding the virtues of “eat local, eat seasonal, eat organic”:-
 - a. As our inaugural event
 - b. In March 2009 – “The Food on Your Plate” with a talk by Rob Elliot author of “The Food Maze”
 - c. In September 2009 – a Harvest Feast with a talk by a local wine expert, Tom Innes of Fingal Rock – this event finished the Green Travel Day organised by the Sustainable Travel Group
 - d. In September 2010 we will have another Harvest Feast rounding off this year’s Green Travel Day, with a talk by Raoul van den Broucke, a professional forager, on “Food for Free”; we also plan a demonstration of hay box cooking
4. We produced a TransitionMonmouth leaflet in association with the Energy Saving Trust which was delivered door-to-door
5. We have planted a Community Orchard on what was previously derelict land. We were given half an acre by the County Council and started work in September 2009. The orchard now covers 2.5 acres, has 49 trees planted with a few more to go and includes lovely areas for picnics and general use by the public. We have cleared the land all the way down to the adjacent river – see Orchard Diary on www.transitionmonmouth.org. This has been a marvelous community involvement project

6. We are extending this to a soft fruit patch on nearby land and are working with the Monmouth Volunteers and the Two River Meadow Group (formerly Millennium Field Group) of MPF to make the 10 acre site productive, beautiful and enjoyed by the community – part allotments, part orchard, part soft fruit, part fishing on the adjacent rivers, part wildflower meadow, part productive hay meadow, part wild (brambles, nettles etc) for the wild life. Part of the rationale behind growing fruit is to encourage food self sufficiency through education and three schools have become involved in various ways. We plan also to sink a borehole to provide water for the site and also to install photovoltaics to provide heat to a community polytunnel and lighting for the allotments
7. We launched Monmouth 10:10 on the 1st of January and developed the “Quick Carbon Calculator” which has been widely distributed – see our website under 10:10; our next plan is to talk to businesses – save energy, save money, make more profits
8. We take a small stand at the Monmouthshire Show each year
9. We are working with the Bridges Community Centre to establish a centre for reskilling – car mechanics, gardening, cooking etc to make the community more self sufficient
10. We give talks to nearby communities on transition and help and encourage them to establish their own transition activities. One small village (900 inhabitants) was way ahead of us; Grosmont started a community pig farm five years ago and now also has a chicken farm, community orchard and community allotments. This has been an inspiration to other small communities who initially looked to us to do something for them but we say it is a “bottom up movement”
11. We work with the churches and hold joint meetings. Herbert Girardet (Head of Development at the World Future Council) is a local ally and we jointly held a meeting with Mark Dowd from Operation Noah
12. At a Gardeners’ Question Time held at Monmouth Priory in February 2010, Peter Dowle (who regularly wins gold medals at the Chelsea Flower Show) said he liked community projects like the Transition Community Orchard and why didn’t we have a seed swap. The lady who runs the Priory suggested that since they hold a coffee morning every Saturday why didn’t we have one each month and since March we have held a very successful seed/plant/produce swap
13. We have obtained land for woodland management projects

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Financial:-

For a start funding was impossible and every activity had to be self funding while two of the initial members put in money of their own. However after about a year we were able to obtain funding from various sources. The Welsh Assembly gave us a “no commitment start up grant” of £1,000 so we were able to recoup our initial investment. Since then we have been able to obtain funding from the Town Council (for the TransitionMonmouth leaflet), the County Council and Waitrose (for the orchard), Welsh Assembly (for 10:10). We tick many of the right boxes now and it is not too difficult for small amounts of money.

Larger amounts of money need much preparation. Basically you have to have the whole project prepared and costed for when funding becomes available so:-

1. We have an ongoing campaign to obtain funding for the £250,000 needed to obtain planning permission for a biomass plant that would provide sufficient electricity for a population of some 20,000

2. We lost out on a grant of £1 million for renewable energy last year because we were not prepared and so we are working up a proposal for the town
3. We are working up a proposal to put to the Welsh Assembly for £12,000 a year management + money for the borehole and photovoltaics at the Two River Meadow + machinery for the woodland management

Public Authority Attitudes:-

On the whole they are attentive but are stuck in bureaucracy and many officers lack understanding. However, as time goes by it becomes easier as we win over influential people. The Climate Champions are a prime example – for a start the Chairman (a County Councillor and accountant) and the Head of Operations of the County Council didn't seem to understand what we were saying but gradually they are being won over. It is a great help that proposals that go to Cabinet now have to include a “why this is sustainable” paragraph but there is much education still to be done. For example the Regeneration Officer still has no idea what sustainable means; last year he said that of course the Sustainable Development Department should see the Age of Stupid but there was no reason why he should because he was regeneration (even after it was pointed out to him that if he didn't take sustainability into account half of his regeneration would be under water in 50 years).

Our Member of Parliament:-

We lobby him on particular issues and he is supportive. We are now hopeful that he will now also start to be helpful.

Vivien Mitchell, personne de contact et membre actif de Monmouth en transition

10. North Howe Transition Town Fife (Fife, Scotland, UK)

Initiative number: 54

Initiative type: Local Initiative

Community type: Rural

Website home: <http://nhtt.org.uk/>

News feed: <http://nhtt.org.uk/feed/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes see: <http://www.transitionnetwork.org/initiatives/map>

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Started Dec 2007 - Official Status April 2008

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

Yes you need a certain configuration of ingredients for it to start and work

-On the level of actors carrying the initiatives?

A good mix of motivated people with different skills.

-On the political area?

Involvement of local governance is important

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Working with Local Government to develop energy descent plan and built regional resilience See attached docs

Energy Project - insulating some homes and switching to Low carbon fuels

Community Garden growing food

Opening of Garden Supplies Compost and manure centre

Community Tavern

Community Bakery

Permaculture Training

Purchase of Community Woodland

Food Festival raising awareness around local and low carbon food

Transport Feasibility studies now new bike path to be constructed

Food workshops on food growing and preserving

Community Survey

Training in many things

Heart&Soul workshop on reconnecting with nature

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

Yes we were given £200 000 from the Climate Challenge Fund - Scottish Government - see attached

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

They do not get involved at first but we invited local government to our meetings and we arranged seminars for discussion

Hamid Van Koten, Events Group Energy Group Director, Transition Trainer

11. Chelsea (Michigan, USA)

Initiative number: 220

Local initiative number: 42

Initiative type: Local Initiative

Website home: <http://transitionchelsea.org/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

yes

2. For how long has your town been considered as a transition town?

a bit less than 1 year

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

I don't understand this question

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

A. 3 of us attended Transition Training in Ann Arbor

B. We wrote a mission statement

C. We visited Sustainable Berea (Kentucky) to learn from them.

D. We worked with another non-profit to present a 'Living Lightly' conference, which included world cafe' and a reskilling portion.

E. We presented a series of films on climate change, peak oil, consumption, the economy, etc.

F. During April (Earth Day month) we had a series of speakers on the same topics, and on food sustainability.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

Not yet

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Knowing our local politicians, we suspect we won't be regarded well, so we're waiting until the we have more groundswell to approach

Cathy Muha, Primary point of contact:

12. Carrboro - Chapel Hill (CCH) (North Carolina, USA)

Initiative number: 207

Local initiative number: 39

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Website home: <http://www.transitioncch.org/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes we are registered officially with transition us

2. For how long has your town been considered as a transition town?

about 6 months

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

not sure i really understand this question but carrboro/chapel hill is a university community. unc chapel hill is the oldest public university in the united states (only 200+ years old so not that old by european standards but old by ours). as such, it has a history of innovation and intellectual progressiveness on many levels. the university has historically influenced the town greatly and it's growth drives the growth of the towns to a large extent. both towns (which are physically intertwined) had already passed carbon reduction resolutions and peak oil resolutions by the time transition carrboro/chapel hill came into being. also there are many pre-existing sustainability efforts in town. notably we have a very robust local food movement in the area, active greenspace/greenway initiatives, co-housing projects, groups working on powering down and alternative energy. we felt that the role of transition towns in our community was as an umbrella for all the pre-existing groups and a forum for new groups to form. we hope that through growing a transition movement here we can get all the groups and initiatives cooperating and developing a common vision.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

we formed a steering committee in spring of 2009, held several events, built a website (which you found), and held our unleashing 15 may 2010. this was a very successful event and resulted in the formation of 20 working groups. most have met, some are merging, some are meeting regularly every week or two weeks. it is too early to know how many active working groups will take hold, but we feel it is a terrific start

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

Yes. because both town governments have sustainability committees and resolutions on climate change and peak oil on the books, we were able to meet with the sustainability committees of both towns and invite them to participate in the unleashing. one of the 2 mayors attended the unleashing (the chapel hill mayor was out of town). we have also had offers to have sustainability members act as liasons from the

town to transition carrboro/chapel hill. notably, the town of carrboro donated the venue for our great unleashing rent free as a concrete sign of support of the process

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

We are keeping the town councils and sustainability committees informed of our activities and inviting any participation they consider appropriate, but we are not relying on them or waiting for their approval. at the first spokes council meeting after the great unleashing, a liason from the chapel hill sustainability committee attended and was very open and enthusiastic about the process

Kathy Shea Primary point of contact & MPH Member Steering Committee Transition Carrboro - Chapel Hill

13. Cambridge (UK)

Initiative number: 82

Website home: <http://www.transitioncambridge.org/thewiki/ttwiki/pmwiki.php?n=Main.HomePage>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

yes

2. For how long has your town been considered as a transition town?

2 years

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Food Group, creation of Grow Zones, Garden Share Scheme, Permaculture training, Transition cafe, weekly e-bulletin, Transition Tales and Visions storytelling events, factsheet on photovoltaics, renewable energy energy Q&A session, storywriting competition for all ages, wellbeing workshos, resource centre, online free fruit in Cambridge map, many stalls at community events, film showings

Please see our website www.transitioncambridge.org

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

yes - parliamentary candidates all came to our pre-election Question Time meeting. We have also had meetings with local council officers and are their consultation list;

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

They have been keen to talk to us. We were turned down for funding because our bids needed to be more detailed.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions?

Do they get involved? If they do so, at what level?

Discussion level.

Bev Sedley, personne de contact et membre actif de Cambridge en transition

14. Kinsale (Cork, Ireland)

Initiative number: 3

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Website home: <http://www.transitiontownkinsale.org/>

News feed: <http://www.transitiontownkinsale.org/index.php?format=feed&type=rss>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes.

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Since 2006.

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

Yes, cultural:

Kinsale is famous for its food. Every year there is a Gourmet Food Festival and we started the '50 Mile Meal Award' which is a prize given to the best meal produced using ingredients from within a 50 mile radius of the town. This is one initiative that has the support of local food businesses and restaurants.

Food is the one area where we have a lot of interest in Kinsale and a lot of people become involved either by growing food, renting an allotment, joining our CSA etc.

The size of the town is important. we have a population of 4,500 which is a good size to organise events. But it is also a very busy town. There are a lot of community activities going on already and so many people don't have the time to become involved in Transition.

We still haven't got as many from the 'mainstream' and key business and community leaders involved as we need to, to prepare the town for peak oil.

We don't really have much political influence, except one of our committee members is on the town council.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

See attached document.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Kinsale Town Council were asked to support the Kinsale Energy Descent Action Plan in 2006. They agreed to support it and gave a start-up grant of €5,000. Since then they have been supportive financially - we received one more grant in 2008 for €1,500.

Most councillors are supportive, but not actively involved.

One of our committee is now a councillor for the Green Party. He is very actively involved in TTK.

Klaus Harvey Primary point of contact:

Document Transition Kinsale



Overview 2010

Transition Town Kinsale (TTK) is a voluntary community based venture exploring local solutions to the twin challenges of climate change and peak oil.

It emerged from the Permaculture course at Kinsale College of Further Education when the then course coordinator, Rob Hopkins, and his students sought a way for a community to prepare for a future in which there will be less available energy. They wrote 'Kinsale 2021 – an Energy Descent Action Plan' which inspired the global Transition movement.

It has about 200 members on the email list; about 20-30 regularly active participants and a steering committee of 9, which meets fortnightly. A public event is held monthly.

The first Annual General Meeting was held in November 2009 to elect a new committee and posts.

The following working groups have been established:

- Food
- Edible Gardens Network
- Transport
- Energy
- Education
- Health

Food

i) Community Garden Project

The Community Garden at Sean Hales Terrace has run successfully for almost two years now. Workshops are run periodically and every Sunday 1-4pm residents of the town can visit to help work there.

ii) Fruit & Nut tree planting

Fruit & Nut Tree Planting in Eltins Wood Estate December 2007, The Orchards March 2010, Kinsale Allotments, Ringrone, March 2010, Kinsale Community School March 2010. Apple, pear and cobnut trees were planted.

iii) 50 Mile Meal Award

TTK 50 Mile Meal Award was launched at the Gourmet Food Festival, October 2007. It is presented annually to the most exquisite dish that uses ingredients from within a 50 mile radius of Kinsale.

iv) Edible Gardens Network

Members meet regularly to share skills and ideas about gardening , especially growing food.

v) Kinsale Community Supported Agriculture

Community supported agriculture is when members of a community come together with a farmer to share the risks and costs of growing food.

In 2010, links were made with two local farmers, one to grow oats and one to grow potatoes, for the CSA members.

vi) Other

- Grateful Gleaners – harvesting fruit from untended trees and offering produced to owners or as fund raisers.
- Wild Food Walks

Energy

i. TTK are actively promoting the development of an anaerobic digester for Kinsale

ii. Community Challenge

TTK launched the Kinsale Community Power Down at the TTK/ Tidy Towns Spring Fair on 29th March 2007. Residents, businesses, households and families were encouraged to reduce energy use to save both energy and money.

Transport

1. Traffic Management Plan for Kinsale

Submission has been made and TTK met with consultants who are preparing the Traffic Management Plan. Key to TTK's wishlist was that Kinsale should prioritise the pedestrian and not the car.

2. Public Transport

With other community groups and West Cork Rural Transport TTK has supported the setting up of a tourist route and school run using the Kinsale Road Train; a pilot bus service to Bandon from Kinsale. TTK are also supporting the project to obtain a Community Bus for Kinsale.

3. A car free day is planned for September 2010.

Education

Education for Sustainability

Members of TTK go into the primary schools and teach about sustainability with a special focus on growing food and school gardens have been set up in all Kinsale's primary schools.

2009-10

Programme for Green Team members of Transition Year at the Community School:

Community Powerdown Toolkit – a course raising awareness of peak oil and climate change and exploring solutions to these challenges.

Established a school garden and planted fruit trees

Transition Tales – vision of Kinsale in the future

Health

- i. Wild food walks, nature walks
- ii. June 2010 - Lotions and Potions – presentation on natural skin cleansers and remedies
- iii. July 2010 - Herbs – presentation on herbs for food and medicine

Events (raising fun, funds and awareness)

- i. Annual Spring Fair (with Tidy Towns Committee) – eco-market, workshops, car boot sale, children’s activities, evening entertainment in College outdoor amphitheatre.
- ii. Annual TTK '50 Mile Meal Award' (see above)
- iii. Pub quizzes to raise funds
- iv. Film screenings e.g. 'The End of Suburbia', 'The Power of Community – how Cuba survived peak oil'
- v. Arts Week 2008 – TTK held a 'Cultural Awareness Day' at the College involving Fair Trade and Amnesty International.
- vi. Arts Week 2010 – Green Day promoting sustainability and sustainable arts at Kinsale College.

Publicity/Media

- i. TTK publishes a news article in the monthly Kinsale Newsletter
- ii. Flyers
- iii. Website www.transitiontownkinsale.org
- iv. Banner

Networking

- i. TTK have established links with other community groups: Kinsale Arts Week, Kinsale Tidy Towns, Healthy Options, Kinsale Good Food Circle, the Chamber of Tourism
- ii. TTK have given presentations to other communities such as Bandon, Kenmare, Abbeyleix, Skibbereen, Middleton
- iii. TTK has been invited to give workshops at festivals: Sustain West Cork 2007, Electric Picnic 2008, Seanchas Festival 2009
- iv. TTK member, Klaus Harvey, is on the Irish Transition Network committee of www.transitiontownsireland.ning.com
- v. TTK helped organise and gave a presentation at Cork Transition Conference at CIT, May 2009, the first meeting of all the Cork groups,

Funding

TTK has received funding from the following:

- Kinsale Town Council
- Kinsale Lions Club
- Kinsale Credit Union
- West Cork Development Partnership
- Local Agenda 21
- Leargas
- Many local business have given support by means of raffle prizes

www.transitiontownkinsale.org

Klaus Harvey, Primary point of contact of TT Kinsale.

15. Staunton Augusta (Virginia, USA)

Initiative number: 288

Local initiative number: 61

Status: Official

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Website home: <http://transitionstaunton.org>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

yes, we're the 61st official transition initiative in the united states

2. For how long has your town been considered as a transition town?

march 2010

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

our town was founded in 1746 (very old for the us) and had its apex in the mid-19th century, so it was built around a rail station, which makes it very walkable. also, we are surrounded by farmland, which encourages local food

-On the level of actors carrying the initiatives?

it's a conservative area where people like to be self-reliant and have a high degree of community involvement (lots of volunteerism).

-On the political area?

we are a nonpartisan group and we try to appeal to both liberals and conservatives.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

our main activity has been to start a film series with films on sustainability held at a local music hall. it's been very popular, with standing room audiences and attendance by local government officials. in september, we'll hold our first annual festival of local food

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

we've invited them to come to our events, and so far two members of city council and the commonwealth's attorney have accepted.

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Erik Curren, People & Contacts Primary point of contact & Core team member:

16. Letchworth (Hertfordshire, England, UK)

Initiative number: 202

Status: Official

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Approximate number of members: 200

Website home: <http://ttletchworth.org/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes.

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Since August 2009.

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

Factors? a. Population ca. 33,000. b. The Garden City concept. c. Green spaces and conservation. d. Civic societies.

a. Initiatives seem to 'take root' more readily in villages.

b. The Garden City concept provides a historical theme for inspiration rather than for participation.

c. That concept, the green spaces and planning/design guidelines lead to awareness but also resistance.

d. The town has some hundreds of groups, clubs, societies etc. including civic societies. Co-operation assists initiatives.

-On the level of actors carrying the initiatives? Actors? : The local 'powers that be' include the local Heritage Foundation, District Council and County Council.

-On the political area? Political? : Their sponsorship of programmes and events provide 'frameworks' that greatly benefit local initiatives including ours

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Please refer to our web site

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

No direct financial help, though as noted above have benefitted indirectly by taking part in town- and district-wide events.

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

a. Letchworth Garden City Heritage Foundation, based in Letchworth.

b. North Hertfordshire District Council, based in Letchworth.

c. Hertfordshire County Council, based in Hertford,

We have taken part in their events (as above) and they have been keenly supportive of ours: officers and elected members/governors.

We have also had some dealings with regional agencies in the East of England, but they have been or will be disbanded

Dr John Webb, Web point of contact, 1 Meadow Way, Letchworth Garden City, Hertfordshir

17. Louth (Lincolnshire, UK)

Initiative number: 99

Status: Official

Geographic region : East Midlands

England United Kingdom

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town, Rural

Approximate number of members: 50

Website home: <http://transitiontownlouth.org.uk/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes

2. For how long has your town been considered as a transition town?

2 Years

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

Er, yes, but the main factor is that my friend and I decided it was a good idea to start a transition Initiative.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

We have created a community garden. See blog at <http://louthcfg.blogspot.com/>

Lots of awareness-raising events and involvement with local government

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

We've asked for and received small amounts of money from local councillors' community fund (£250) This was not in anyway political.

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

7. Does "local councillors' community fund" come from an official organization ? Does this fund comes from the local council ?

Yes. Each councillor has the discretion to give £2000 (I think) to community causes. It's council tax payers' money!

Biff Vernon, Core team et Web point of contact.

18. Monterey (California, USA)

Initiative number: 234

Local initiative number: 45

Initiative type: Local Initiative

Website home: <http://sustainablemontereycounty.org/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Because the Transition Model is used in so many different settings now it is really about Transition 'Initiatives'. Ours is based in our County with seven local groups coordinated by us, Sustainable Monterey County. We create, maintain and coordinate these local "action" groups. So, yes we are a member of Transitions US but no we aren't a Transition Town.

2. For how long has your town been considered as a transition town?

We have been a Transition Initiative for nine months, but we were incorporated as a non profit agency, with the same goals and objectives as the Transition model, over three years ago

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

Some encourage them and some discourage them.

-On the level of actors carrying the initiatives?

I don't think I understand your question. Certainly, some people were already oriented to environmental issues and have gravitated to the organizational structures we created to focus those efforts

-On the political area?

Local politics, meaning city and County government has encountered the same mix as the population in general of people ready to hear the message and those who resist it.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Again, we are not a town. We coordinate and support activities in the local groups. Those local activities have included the creation of community gardens, film showings, discussions, etc. of environmental issues, water conservation and solar power demonstration projects, petitions to ban polystyrene (successful in several cities and County-wide) lobbying for mass transit, support of Farmers Markets, and getting several city governments to sign on the US Mayors Climate Protection Agreement and the Urban Environmental Accords

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

We have lobbied City Council members, mayors and members of the County Board of Supervisors, for their support of e.g., a polystyrene ban, but that is not the kind of support your question asks about. We have received no local government financial, logistical, etc. aid.

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

Some mayors, council members, etc. supported our positions, some did not

-If you did not ask for help, why not?

We function as a "grass roots" organization that coordinates other, smaller, scale grass roots organizations. We have had no need for significant support and, if we did, given the budget situations in most of our cities, we would not be competitive against the needs of police departments, libraries and firefighters. If we did need support, and we may in the near future, we would turn to local foundations and business interests, not governmental agencies.

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Again, some public officials are supportive and get actively involved and some do not. Involvement generally means arguing or supporting our case, e.g., for bicycle lanes, in the venues within which they function, like a City Council meeting.

Larry Telles, People & Contacts Primary point of contact:

19. Edinburg University (Edinburg, UK)

Initiative number: 308

Status: Official

Initiative type: Local Initiative

Community type: City/Urban

Approximate number of members: 140

Website home: <http://www.transitionedinburghuni.org.uk>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

We are not a town but a university and we are larger than most towns at 37,000 people (10,000 staff and 27,000 students) and yes we are on the index

2. For how long has your town been considered as a transition town?

We have been on the index since last December

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

I think that the university has tried to reduce carbon successfully via infrastructure changes for quite some time now and has been looking for a way to get more people involved in changing their actions

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

please see our website, but I feel the most important is using Carbon Conversations as a tool to engage and empower people, next the Big Green Makeover where we help people make their homes energy efficient, followed by Travel and Food Programmes. We also hold lots of events to get more people interested.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

We are funded by the Scottish Government's Climate Challenge Fund

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

We've had help via various public bodies with training publicity etc

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Most of what we are doing is within the university and on their grounds and so we work within the university for support

Pamela McLean, Project Facilitation TT Edinburg.

20. High Wycombe (Buckinghamshire, UK)

Initiative number: 120

Status: Official

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Approximate number of members: 20

Website home: <http://www.transition-wycombe.org.uk/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Transition Town High Wycombe is an official Transition Initiative

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Two years.

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

Political conservatism and public cynicism have been big problems in maintaining a Transition initiative here in comparison to other places. The culture in this town is very different from places where Transition has been successful. The work here involves fewer people in a town of 140,000 people than do similar initiatives five miles away in towns of 14,000 inhabitants. We are relatively unsuccessful. This Town is a dormitory town - most people work elsewhere. Many housing developments are visually unattractive and we have very poor neighbourhoods. There are also large numbers of people from ethnic minorities who culturally have less of a tradition for concern about the future. Transition can be seen as a form of environmentalism and this can be perceived as a narrow white middle-class luxury. A lifestyle choice. The town also has several enclaves of prosperity. Townsfolk are either too rich or too poor to care. The style of the local initiative also differs from those in town nearby. This seems to depend upon the individuals involved. High Wycombe is a town where people live to work and shop. When they get enough money they move away to a "nice" place somewhere a few miles away where the property values are higher. Once there people are more interested in investing in their local community. People in this town are too politically disenfranchised. Hence we lack widescale public support and interest. There is no tradition of radical change.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

The Initiative has run many film shows and have engaged in local Council Consultations on Sustainable Prosperity. We have done exhibitions and shows where we have had a stall. We have attended Council-led Seminars and participated in Community Partnership workshops. We are members of the Wycombe Strategic Partnership. We have funding for projects to get Energy Saving Kits into the local Library and for the generation of a Local Food Directory. All of these are listed and explained on our web site.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were their reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

We have never asked for help from "political actors" and we don't really know what you mean. We have had two grants from elected council representatives but these were not solicited directly. We continue to seek mutual support through our Local Council and have delivered specific presentations to the Sustainability Policy Advisory Group who are made up of elected Councillors. However our relationship with the Council is largely through the Strategic Partnership and its professional staff. One of our Projects is funded from a Grant from the Strategic Partnership. Local Government has targets for CO2 emissions reduction set by central Government. They are happy to talk to community voluntary groups who are helping them to achieve these targets. There is little or no local political pressure to achieve these targets. The Local Community Partnership doesn't have emissions reduction of Climate Change/Peak Oil mitigation on their agenda. They are only interested in improving Parking arrangements of moving Traffic Lights. If it wasn't for central Government action then local Government would not really be engaged at all. However some local politicians maintain some personal interest in our work. The grant for the Local Food Directory came from the Leader of the Council as this is an area that interests her the most. Politically the local reaction is very reserved. Transition is seen as something new and radical and there is fear of a public backlash against radical action in an environment where climate-change denial voices are so very prominent. Our approach is to stay very conservative ourselves and try not to "scare" elected officials. We try and help them and emphasis the benefits of localisation in the economy. They seem happy to talk about a "buy local" campaign and "carbon reduction frameworks". In this way we maintain a dialogue. We are here to help them, not campaign against them.

Mark Brown Chairman Transition Town High Wycombe

21. Lavenham (Suffolk, UK)

Initiative number: 203

Status: Official

Initiative type: Local Initiative

Community type: Village

Website Home: <http://www.transitionlavenham.co.uk/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes, Transition Lavenham is registered.

2. For how long has your town been considered as a transition town?

About one year, but started in November 2008.

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

Unsure as to your point.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Please go to www.TransitionLavenham.co.uk Other initiatives continue, such as hiring roof space to install PV panels.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

Political involvement poor.

Central government policy is strong, but action weak, likewise at County level.

Local district council - Babergh District Council policies not addressing 21st century needs of addressing climate change and mineral depletion.

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Caroll Reeve Primary point of contact

22. Dorking (Surrey, UK)

Initiative number: 136

Status: Official

Website home: <http://transitiondorking.org.uk/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Transition Dorking was made an official TT initiative in feb 2009, so, yes, we are part of the TT network. It started in dec 2008, a team was put together, and a website, the the application was sent to TT in Totnes. Dorking hasn't had its "great unleashing" yet, though.

2. For how long has your town been considered as a transition town?

For the transition Towns network, about 18 month now; for the Dorking residents, it is a different matter, the awareness raising is an ongoing process!

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

Dorking has pros and cons regarding the success of a Transition Initiative.

On the plus side:

1/ it is a "skilled" town, as in, many residents have had higher education. It makes things easier in awareness raising, as many residents read the information, come to meetings, make informed decisions. And it got us some precious help inside the TD team : we have one local oil geologist, 2 writers, one architect, several historians, etc.

2/ it is a town already accustomed to defending land against urbanisation: strong "green belt" attitude against developpements. The downside of that is that preservation lobbies are often nervous about alternative energies: solar panels are going to have a hard time!

3/ The size and identity of the town is good for a transition initiative: 10.000 residents, a historical market town. The local market is struggling, but many are supporting this identity and trying to make farmers market and general market carry on.

4/ Many residents are already quite knowledgeable on gardening, growing their own food, and there is a long wating list, as well as a strong tradition, for allotments. It is a green area, lots of forests, protected agricultural land, etc.

On the down side:

1/ Dorking is part of Surrey, that is one of the richest areas in the UK: although income vary greatly, on average, it is considered a "well off town". So, whereas a certain amout of residents have made the changes, growing food, walking to town, etc, because it saves money, we have quite a bit of the population with several cars per household, a big carbon foot-print and no real faith in recycling, and we know those residents are going to be much harder to reach.

2/ Dorking is doing "ok" through this recession, it still has a sort of inner balance of local business, local trade, green land, farms, high incomes, which means, as some analysts have put it here: things never get that bad on the whole that change becomes an attractive option enough. It is not that polluted, not that hit by unemployment, the crime rates are pretty low. That is important to consider, as the "we'll be ok" attitude tends to shrug off initiatives towards change.

3/ Dorking is partly a commuter town: people drive to and from town (an to and from London). The public transport system doesn't offer a good enough alternative, and those commuters can't be reached easily simply because they hardly spend any time in town.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

1. many awareness raising events: film screenings, debates, workshops.
2. work along side local schools, to help them become more sustainable
3. one steadily established initiative: the Dorking Stitch Up: local residents teach other residents to sew, alter, design, knit, etc, one a month. A knitting club has just started as well
4. The Dorking Food Float: initially a local initiative by another volunteer group, the DFF has been helped, developed, supported by Transition Dorking: it is a local producer to local customer scheme: one a week, a stall sells local produce, with the food miles attached to the label and with the rule of not exceeding 30 miles away from centre Dorking. The group hope to acquire a old milk float (hence the name), to provide this service more often and in different parts of town.
5. The Dorkinian Network: started as a neutral ground by a TD volunteer, it is an online network where each resident can pass on information about the town, events, problems, culture, etc, to others. A local community-minded facebook, if you like.
6. The Dorking Community Orchard: last year, we had offered help to the local council to clear some land for allotments with manpower rather than chemicals. They got back to us saying that they were ok for the allotments, but needed a group to renovate and maintain an abandoned orchard. The scheme is now an independent C.I.C (community Interest Charity), with strong local support, many trees planted, and several workshops organised on site (planting, pruning, wildlife, pollinating, etc).
(For more information, go to our website: you can email the Dorking Community orchard, the Stitch Up, the Food float by accessing links to them from there)

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

We presented our initiatives to the local Council on several occasions. TD is now part of the Area Action Plan Consultation advisory group (has been since jan 2010). TD is also present at the Town Centre Forum, with one member attending the meetings.

All in all, the response to the initiative has been very positive, and although no major action has been taken by the local council as such towards transition yet, we do have good positive response from quite a few councillors, we do have an excellent working relationship with the environmental officer there. We haven't asked for help, we have offered help, and so far, it seems to have created good fruitful results (like the community orchard).

The DCO (orchard) did apply for grants to buy the new trees and equipment to protect them. They got funding from the Orchid Trust, part of Surrey Community Trust, and also from the structure created for it: the friends of the orchard.

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

As mentioned above, for the major endeavours, we offered help, and the local authority took us on

-If you did not ask for help, why not?

Dorking is a town with a very large number of charitable initiatives, trusts, associations, much and frequent fund raising etc. So, what we set out to do as a transition initiative was to offer help rather than ask for it. We helped the Food Float, we offered the council some help to manage land and ended up with a beautiful 2acre site to develop an orchard, we helped local schools when they asked us, we helped the local church with tree care.... The good news for us is that it didn't take so long for people to ask for help from us: our attitude was: we inform, we tell residents and organisations what we set out to achieve, we don't ask for money, but rather raise skills and manpower, then, if asked to help, we turn up and deliver, do the job. Maybe because we didn't ask and offered instead, and just did the work when people sought us out, we raised awareness in a different way. All in all, thanks to that outlook, we

developed good relationships with the chamber of commerce, the town centre management, the local council, quite a few local charities, churches and schools

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions?

The local council has just changed in its political composition, with the recent local elections in the country. Our proposals were generally welcome (provided we don't ask for money!), our initiatives encouraged and welcome as well. Deeper down, we know that some "mindshifts" are hard to operate (particularly on the effects of peak oil). But again, the recent elections may be opening up some new prospects

Do they get involved? If they do so, at what level?

The environmental officer at the local council is very involved and working actively with the several other Transition Towns initiatives in the area (like Transition Ashted-Leatherhead, for instance). On several occasions, the local authorities have contacted us to help with publicising some recycling initiative, like the recent food waste scheme (county council): we have been involved in the proof reading of the written data to be sent to residents, and now have been asked to help relay the information through our website and our supporters list.

I have tried here to be detailed and exhaustive enough without burying you in a long email. So, what I suggest is: you can pick the areas where you would like more information and ask us more details, as not all of it may be relevant to your essay.

But to sum it up: we have offered help rather than ask for it, and that is what we think has allowed us to build a good relationship with the local authorities and other public structures in the area. We chose that way of working from the start, because we felt it was the honest and practical way forward. So far, it has worked out pretty well for everyone.

Constance Chanteux on behalf of the Transition Dorking team

23. Marsden and Slaithwaite (UK)

Initiative number: 28

Status: Official

Website home: <http://www.mastt.org.uk/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes, we were the 28th official transition town initiative to sign up

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Since November 2007.

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

I think that cultural factors have helped us successfully carry out activities within our area. These factors are more than likely to be (a) a history of proactive members of the community (b) many people from a middle-class background (c) an existing sense of community. There are lots of other groups active within our area so we attract many people who are already members of other groups.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

We have successfully planted a community orchard in December 2009/January 2010.

We have established annual events of – Local Produce Swaps, Vegetable Growing Workshops, Seed Swaps, a music event in November of each year.

We had held an Ethical Fashion Show using only second-hand clothes from 3 local charity shops to an audience of 150 people.

We held a clothes swap for around 50 people in May 2010 to encourage re-use and recycling.

Most of our minutes can be downloaded from our website if you would like to know details of what we are currently up to.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions?

Do they get involved? If they do so, at what level?

We received £5,000 from The Co-Operative company in 2007 to establish the group and help us to fund our activities.

When we carry out events we apply for grants from Kirklees Council (www.kirklees.gov.uk) – our local public authority. We have always found funding easy to obtain as people support our activities.

We have attended public authority events to publicise our group as they support our initiatives and want to help us achieve our goals. We have a couple of public authority employees who are members of our group. The land we planted our community orchard on belongs to Kirklees Council and they gave us the grant to create

Un membre anonyme de la web team de marsden en transition

24. Cotati (California, USA)

Initiative number: 90

Local initiative number: 4

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Website home: <http://www.transitioncotati.org/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes and yes.

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Since the autumn of 2008

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

I'm not sure I understand the question, but I think we are more challenged here in moving forward with our Transition Initiative than is our neighboring town of Sebastopol. People in Cotati are less engaged, generally, with the community and less aware of resource constraints.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

We have not compiled any documents. We have mostly been engaged in awareness-raising (through films, talks, presentations) and reskilling workshops (compost-making, felt-making, cheesemaking). Also, we have had a feast from local foods and have had discussion salons. We have collaborated on other projects such as garden and food forest creation.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

Our town is suffering from the economic downturn and is at risk of bankruptcy. Therefore, we did not think that it was wise to ask for much material or financial support mostly. They have cooperated, however, in the establishment of the food forest that we are taking part in collaboratively with another organization, and they helped in the revitalization of the community garden, another collaboration. In general, the town is aware of and glad for the existence of Transition Cotati. We are also collaborating on a Time Banking initiative that will be presented to the city in a few weeks.

Judith Newton Primary, point of contact.

25. Richmond (North Yorkshire, UK)

Initiative number: 261

Status: Official

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Approximate number of members: 80

Website home: <http://transitionrichmond.org/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes - it is an official initiative

2. For how long has your town been considered as a transition town?

About 6 months

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

I think that the size of Richmond (about 9,000), and the fact that it is a historic market town, encourage many inhabitants to feel that they identify with and are proud of their town. This encourages them to want to improve the town in many ways, including developing transition. There is a lot of green space in and around the town and this enables the idea of growing more food to develop quite easily.

-On the political area?

There are some pro-active individuals at all levels of local government, and some of these have been supportive in our early work, but there are long-standing political tensions, too. These have not caused us any problems so far, but may present challenges in the future.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

We do not yet have an energy descent plan. We (not in order of importance as I think they are all important in different ways):

- have set up a shop window where we have a new display each month on environmental issues - including so far composting, heating and insulation for the elderly, children's visions of the future, local shopping, cycling
- Screened three films (Age of Stupid, In Transition, Power of Community) and arranged two speakers (urban planning and electric cars). Screened In Transition also for another local group.
- Are in process of setting up food growing group in collaboration with local council.
- Participate in Local Strategic Partnership and influence policy there
- Are engaging with environmental group at our secondary school
- Have an interactive website
- Have a mailing list who receive a newsletter

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

Small grant asked for and gained, which helped set up our website

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

District Council have been welcoming (hence our involvement with Local Strategic Partnership). Town Council not yet involved. County Council member has expressed approval. We have yet to see many councillors attend our films and talks. I haven't got time to add further detail, but I hope the above is of help to you.

7. when you say "Small grant asked for and gained which helped set up our website", does the grant come from an public authority or a local/town/city council ? And what is the amount of the grant ?The grant came from North Yorkshire County Council. It's not appropriate for me to divulge the amount, but it was less than £200.

Sheila Pearson Primary point of contact, Core team, Volunteer point of contact

26. Shoreham-By-Sea (West Sussex, UK)

Initiative number: 249

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Website home: <http://shorehamtransitiontown.pbworks.com/>

Approximate number of members: 250

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Less than 12 months

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

The size makes it more manageable, also that it is an old market town, so traditionally the surrounding villages would have come into the town once a week/month to sell their wares. Also there is quite a history of 'grey activism' in Shoreham, older residents fighting bad planning applications etc.

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Set up a steering group and split into smaller groups – food, energy, projects, textiles.. but currently come back together to focus for one year on Food. Written a constitution and opened a bank account, got a £500 grant from the council. Been involved with the local councils environment group. Also we have been meeting once a month for around 2-3 years. In conjunction with the Shoreham Society have shown lots of films (around 10 over the last 2-3 years), had Caroline Lucas come and speak, had a few community events to invite local people to get involved (not very successful), started a community permaculture demonstration garden at a local community allotment site and held monthly work days there since February, had a TTstall at every farmers market for probably 2 years, talking to local residents, inviting ideas, advertising events, contributed to the designs for the building of a new footbridge in Shoreham, produced a pretend news article reflecting on the great new bridge design that is now a feature of the town

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

Funds from local council

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

very supportive

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions?

Supportive

Do they get involved? If they do so, at what level?

Invite us to attend their existing bodies. However the local community development worker, who is also a councillor, has been very involved, attending meetings and offering us the site for our permaculture plot

Caroline Schofield

27. Banyule (Victoria, Australia)

Initiative number: 291

Initiative type: Local Initiative

Community type: City/Urban

Approximate number of members: 120

Website : <http://www.transitionnetwork.org/initiatives/banyule>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes Transition Banyule (Victoria, Australia) is listed on the transition towns network

2. For how long has your town been considered as a transition town?

Became official on the network Feb 2010. Recognised by the local Council August 2009

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

I'm sorry but I don't quite understand this question.

We were motivated to start Transition Banyule because of the urgent need to act in response to the twin challenges of climate change and peak oil. And our frustration at the lack of action on the part of our national government. We see it as our task to engage the people living in our own neighbourhood. Our first step is to encourage more people to grow food locally. At present many gardens consist of lawn and ornamental plants. In the early part of the twentieth century it was common for people in Melbourne to grow most of their own vegetables and to have some fruit trees in their gardens. Italian migrants who moved here in the 1950's, after the second World War, nearly always planted fruit trees in their front gardens for all to see (as well as their back gardens). We could learn a lot of gardening skills from many of these older Italian/Australians living in our suburbs. They know how to produce large quantities of fruit and vegetables in a normal suburban garden.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Background info: Banyule is a local government area within the greater metropolitan city of Melbourne. Population of Banyule is 114,000

The local government authority is Banyule City Council, website <http://www.banyule.vic.gov.au/>

Transition Banyule commenced in July 2009 with four women getting together to discuss the idea.

Since then we have

- spoken at a meeting with the Banyule Council Environment Advisory Committee, informing them of the Transition concept and our plans to initiate a group here
- held three film nights to raise awareness about Peak Oil and Climate Change, and to start connecting with interested people
- held four follow-up informal meetings to connect with interested people
- formed an initiating group
- held one large public meeting with 70 people attending. Showed the Transition DVD 'in Transition' and generated much discussion, connected people with similar interests, started an e-list
- held a number of follow-up forums on growing food locally
- started a number of groups of people helping with each other's vegetable gardens
- held an Open Garden day at a private house, demonstrating how a large back lawn (approx 400 square metres) has been converted to a fruit and vegetable garden

- participated in a Permablitz with 100 people working at a large site to convert lawn into vegetable garden
- participated in a Food Forum on 20 June 2010 conducted by Banyule City Council to provide ideas for their Food Policy. Attended by about 20 people.
- conducted a workshop to demonstrate how to make a 'wicking bed' - that is, a garden bed that is watered from below, thus requiring less water

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

Yes we applied to Banyule City Council for funds to build the wicking beds as a demonstration of gardening with less water. We received a grant for \$1800 (AUD) to build three wicking beds in three different locations: one school and two community centres

The Environment Officer at Banyule City Council has been very supportive of our efforts.

The Health Planner at Banyule City Council consulted us about their Food Policy and organised a Food Forum with us on 20 June 2010 (as mentioned under question 4 above)

The key idea in the new Food Policy will be that "Council supports urban agriculture".

This is a new way of thinking for local government. In the past local councils have discouraged the planting of fruit and nut trees on public land (along roadsides etc) because of concerns about fallen fruit encouraging fruit fly and other pests, or the risk of people slipping on fallen fruit, or concerns about the work involved in caring for fruit trees. Now we are encouraging Councils throughout Melbourne to re-consider this attitude and to see the value of fruit and nut trees planted on public land.

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

The level at which the local Council has been involved is to be supportive and provide resources but not to drive the process. They understand that the idea of Transition Towns is for the residents to get together and generate ideas and initiate projects, and for Council to become involved only when we request their support.

The local Council has been very supportive, as mentioned above. As we have been operating for less than a year, we still have a long way to go.

Banyule Council has given permission for the residents of Pacific Drive, Heidelberg West 3081 to plant almond trees as "street trees" that is - on public land generally called the "nature strip" outside each house in the street. You could find the street on google earth. The planting will be done by the residents on Sat 31 July 2010.

On that same day interested residents of another street in our area, Green Street Ivanhoe 3079, and people from other nearby streets, will each be given a free fruit or nut tree to plant in their front garden near the fence so that in people walking along the street will be able to pick some of the fruit. This does not require Council permission as it is on private land.

Mary Stringer, Co-convenor, Core team & Media point of contact of Transition Banyule

28.Farnham (Surrey, UK)

Initiative number: 156

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Approximate number of members: 120

Website home: <http://transitionfarnham.wordpress.com/> , <http://transitionfarnham.ning.com>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes, we became 'mullers' in September 2008 and were officially recognised in April 2009, town number 156, Farnham

2. For how long has your town been considered as a transition town?

We have been officially recognised by the Transition Network since April 2009.

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

To me there is only one factor that drives everything, and that is the people. Transition happens to the degree that people are 1) Aware, 2) understand the implications, 3) are able to Plan actions to take, and 4) are able to implement those actions.

Where a lot of people in a town 'get it' (ie understand and are not apathetic) then a lot of people become engaged.

Where a lot of people are not aware, do not understand, choose to deny, or focus on other things then the number of people engaged is low.

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

Please see this page: <http://transitionfarnham.wordpress.com/2009/10/02/one-year-on/>

This second year the activities have been less.

We are also:

- working to set up a community food growing group in a low-income estate
- working to get the Borough Council following a Transition agenda (the Borough is an area smaller than a county. It contains three Transition Towns. See Waverley Borough Council.)
- running "Transition Together" training classes
- holding discussion meetings, parties, informally exchanging/selling food, etc, etc.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

We had a discussion with our local Member of Parliament (MP) during our first year. He followed his party line and was uninterested.

Now we are finding that the Borough Council is wanting to work with us to achieve their objectives. The Town council is uninterested. (I believe they are scared of the issues. I may be wrong.)

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

As before. We have talked to Town, Borough, and County councils and to our MP. Town and MP are uninterested. County council is vaguely interested (they have one person assigned to climate change, to meet government targets). Borough council is most interested, but again here they are a small number of people within a larger council organisation where most people still do not understand the implications of the Transition Message.

We have few resources, little time. We tell our message and respond where we are heard.

The decisions taken are all down to the belief systems of individual people, both as private citizens and as politicians, business people, university students choosing what topics to research, and so on.

Finn Jackson, Primary point of contact

29. Nelson (British Columbia, Canada)

Initiative number: 190

Status: Official

Website home: <http://www.transitionnelson.org/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes. It is indexed on the TT network and our local government will likely soon pass a resolution declaring our city to be an official transition town

2. For how long has your town been considered as a transition town?

We registered on the international website in March 2009. The resolution of our local government has yet to be passed.

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

I think this community was extremely receptive to the TT movement, because there is a backdrop of environmental concern in this community and many people who have come here are interested in values other than making money

-On the level of actors carrying the initiatives?

The actors carrying out the initiative are a mixed lot. Many of the original members were part of an environmental organization in the town, but wanted to be able to appeal to a larger segment of the population by trying to envision a positive future for the community that would not be dependent on fossil fuels.

-On the political area?

Several of our local City Council are also members of the environmental movement and have responded favourably to this initiative. Also at a provincial level, there is lots of effort to move to a more sustainable paradigm

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

See the transitionnelson.ning.com website for current deliberations. In the pre-unleashing stage, we held a number of artistic competitions that involved the public in answering the question: "How do you see Nelson in 2030?" We also got a world class facilitator in for our "unleashing" weekend, which we referred to as the "gathering." We have steered away from a Energy Descent Action Plan. It seems to us that you cannot address changes to complex systems with linear analysis. In our case, the emphasis has been on getting people to take action.

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

Yes. We have asked for help from the Columbia Basin Trust and received some support. We are also asking the local politicians to endorse our movement

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions?

See the ning website for all documentation relating to resolution etc

Do they get involved? If they do so, at what level?

7. Is "Columbia Basin Trust" an official organization ?

Yes, and it's a major funder of initiatives in this area

8. I mean, Does Columbia Basin trust form part of the government ?

No it is not a formal arm of the government, but the people appointed to the Board are patronage appointments and the money that is distributed arises from an international treaty between Canada and the US regarding payment for water use.

Bill McNally, Responsible Web de Nelson in Transition.

30. Isles of Scilly (UK)

Initiative number: 48

Website home: <http://www.transitionscilly.org.uk/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Transition Scilly is an official Transition initiative and is on the TN map

2. For how long has your town been considered as a transition town?

We became an official Transition initiative in October 2008

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

I think the size of a place has a big influence on the success of a Transition initiative. Because it is very much a ground-up concept, starting from the individual and their interaction with the community, I personally think that islands, villages and small towns work best because the connections between people, local Government, businesses, organisations, etc. is still quite strong. In large towns and cities these connections are much more distant which I think makes the job harder. Here on the Isles of Scilly we have a population of about 2000 people, spread across 5 islands

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

So far we've completed the following projects:

- Planted a Community Orchard with 60 fruit and nut trees
- Run several film awareness-raising film screenings
- Bought books for the local library on subjects related to Transition
- Produced guides to low carbon living on our website
- Run 2 renewable energy/energy efficiency events
- Run 2 education programmes for school children lasting 10 sessions each
- Organised apple picking and juicing sessions
- Started a plastic bag free initiative
- Started a beekeeping group

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

We have good links with our local Council. The Area of Outstanding Natural Beauty (AONB) office, which essentially looks after sustainability issues, has been very supportive of Transition Scilly. They have given us in-kind financial support when running events by giving us venue hire for free and their time. We successfully applied to their Sustainable Development Fund for £6,000 of funding. We also have strong links with the Climate Change officer in the Council and will be co-organising a

renewable energy event with him in October this year.
We hope to be engaging more and more the local Council, in particular to make them aware of the impacts of resource depletion - especially oil, on the community of Scilly

Jonathan Smith, Primary point of contact

31. Ashland (Oregon, USA)

Initiative number: 131

Local initiative number: 12

Initiative type: Local Initiative

Website home: <http://www.transitiontownashland.org/>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes and Yes.

2. For how long has your town been considered as a transition town?

One and a half years.

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

Yes, our community has many people who are concerned about sustainability

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

You will find this information on our Website: <http://transitiontownashland.org>

There is a Web photo album that summarizes some of our activities:
<http://picasaweb.google.com/ttaphotos/TTA2009InPhotos>

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

We had a good meeting with our Mayor and a city councilor and a city staff member.

We facilitated citizen input when the City of Ashland requested responses to City Goals, and we prepared a report for the City Council and testified at a City Council meeting.

We applied for a grant from the City, but our application was denied

Lance Bisaccia, membre du noyau dur (*core team*).

32. Kendal & South Lakes (Cumbria, UK)

Initiative number: 271

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Approximate number of members: 450

South Lakes Action on Climate Change - Towards Transition is a merging of two groups, South Lakes Action on Climate Change and Transition South Lakes.

<http://www.slacc.org.uk>

<http://www.transition-south-lakes.org.uk>

1. Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

Yes

2. For how long has your town been considered as a transition town?

5 months

3. Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

4. What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

We have active FOOD group (promoting local and home grown food)

An active TRANSPORT group (Promoting cycling for example) See our website <http://www.slacc.org.uk/> for more details*

5. Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (financial support, logistic, material, etc.)?

-If you did, what were they reactions like? Did they help you out? Did they refuse? Please be as complete as possible.

-If you did not ask for help, why not?

We have been supported by our local MP (Tim Farron, Lib Dem.) in that he is a member and helped launch our initiative.

Also collaboration with local District Council on sustainability actions including some specific funding for events such as a cycle fest.*

6. Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

7. Is the cycle fest an event organized by Transition Town South Lakes or an official event organized by the council ?

It is organised by slacc tt (South Lakes Action on Climate Change, towards transition) which is the group which encompasses the transition town initiative. There is local government support but it is our initiative.

Chris Rowley
Chair of South Lakes Action on Climate Change, towards transition
(Kendal South lakes, UK)

33. Clitheroe (Lancashire, UK)

Initiative number: 246

Status: Official

Initiative type: Local Initiative

Community type: Town

Approximate number of members: 100

Website home: <http://transitionclitheroe.wikidot.com/>

1) Is your town considered as a transition town and is it indexed as such on the transition towns network?

yes

2) For how long has your town been considered as a transition town?

First meeting in July 2009. Became official in November 2009.

3) Do you think that certain factors (such as historic, cultural and political encounters, or the percentage of verdurisation of your town, or the number of inhabitants...) encourage the rise of transition initiatives that you have already carried out?

-On the level of actors carrying the initiatives?

-On the political area?

Our initiatives are the result of the commitment of a small number of people. The town is a market town with a population of about 15,000. It is in a rural area with a conservative council. This feels very different from other transition initiatives in similar market towns of a similar size which seem to have a range of more open minded people.

4) What are the concrete actions (from the minor to the most important) that you have already performed in your town within the transition towns movement?

It is still early days in developing projects.

-Raising awareness including website (<http://transitionclitheroe.wikidot.com/>), film showings, open space and world cafe events.

-One year Permaculture Design Course training now half way through.

-Local food projects - planting fruit and nut trees in the grounds of local primary schools, garden share, gardening in a scheme for elderly people.

-Hydro project on local river in early stages of development - construction expected over the next couple of years.

-Arranged for Lancashire County Council Highways and Transport department to provide cycle stands in the town.

5) Have you ever asked help from political actors in any of your actions? (Financial support, logistic, material, etc.)?

Yes.

-If you did, what were their reactions like? Did they help you out? Did they refuse?

Local county councillor was very positive and made a grant of £250 to plant fruit and nut trees in school grounds.

6) Where are the public authorities put regarding your initiatives and your proposals for actions? Do they get involved? If they do so, at what level?

We have tried to develop positive relations with local councillors but avoided getting too dependent on them. We work closely with officials in the local authorities at all levels. We are represented on the environmental groups of :

- the local strategic partnership which combines local authority, business and voluntary organisations in the area
- the local Area of Outstanding Natural Beauty which is a government sponsored body. The AONB gave us a grant of £3,000 to help raising awareness.

Both these organisations are very positive about our initiative.

Chris Gathercole, Core team

Interview de Paul-Marie Boulanger

SDM : Bonjour, j'aurais voulu savoir comment vous définiriez les concepts d'institutionnalisation et de gouvernance ?

P-M.B : Ben l'institutionnalisation c'est lorsqu'un certain nombre de pratiques font l'objet d'une régulation par des normes et des rôles assignés qui ont pour fonction de faire appliquer les normes. C'est donc une forme de cristallisation de pratiques dans une espèce de constitution, un système de règles et de normes de comportement qui est plus ou moins formalisé. Avec des rôles pour les acteurs etc.

On dira qu'il y a institutionnalisation du processus quand ce processus se structure avec des règles, une espèce de charte, une structure qui chapeaute un peu l'ensemble des systèmes des VeT où ça communique entre eux etc. Ca c'est une institutionnalisation interne si vous voulez. (ca il y a) Par contre Si y'a financement structurel sur base permanente etc. ca c'est un élément supplémentaire d'une institutionnalisation, mais si c'est un financement au coup par coup ca veut juste dire qu'il y a une certaine reconnaissance par l'institution politique, dans certains cas, mais si c'est pas structurellement établi, je ne dirais pas qu'il ya institutionnalisation effective. Par contre c'est un premier pas éventuellement. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps, il ne suffit pas qu'un conseil municipal soit financé de façon ponctuelle pour qu'on puisse parler d'institutionnalisation. il faut que ca soit beaucoup plus structurel et permanent

SDM Gouvernance : Les IT établissent-elles une nouvelle forme de gouvernance en ce qu'elles redonnent la parole au citoyen et l'occasion au dynamisme citoyen d'émerger ?

PMB : Ce n'est pas nouveau ca, y'a un tas d'autres domaines dans lesquels cela existe.

Transition Initiative checklist – response from ????????

Date: dd/Mmm/YYYY

1. Introduction

The purpose of this document is to help you prepare the groundwork for a successful transition initiative.

We're finding that the most unobtrusive way of influencing the development of initiatives and hubs is by setting a few criteria that ensure each group/initiative is heading in the right direction with the right kind of mindset and with the right intentions. These criteria have been developed in conjunction with other transition initiatives and by observing what's worked, and what hasn't.

In essence, these criteria will tell you how ready your community is to embark on this journey to a lower energy future. Take a look at this list and make an honest appraisal of where you are on these points. If there are any gaps, it should give you something to focus on while you build the initial energy and contacts around this initiative.

We've introduced this formal approach to registering Transition Towns/villages for several key reasons:

- Our trustees and funders want to make sure that while we actively nurture embryonic projects, we only promote to "official" status those communities we feel are ready to move into the awareness raising stage. This status confers additional levels of support such as speakers, trainings, wiki and forums that we're currently rolling out.
- In order to establish coordinated programmes (such as combined funding bids to the National Lottery) we need a formally established category of Transition Initiatives that we're fully confident can support and deliver against such programmes.
- We've seen at least one community stall because they didn't have the right mindset or a suitable group of people, and didn't really understand what they were letting themselves in for.
- The distinct roles of "Local Transition Initiative", "Local Transition Hub" and "Temporary Initiating Hub" are very different and need to be discussed at the outset (see below).

This form contains the list of criteria for becoming an official transition initiative – complete the responses and send in to benbrangwyn@transitionnetwork.org with a meaningful subject line (it'll avoid the spam filters).

2. We'll respond...

Ben'll get back to you quickly and, assuming the response is fine and dandy, he'll do the "behind the scenes" web noodling to promote your initiative to "official" status.

3. Criteria – (these develop over time in response to feedback from Transition Initiatives)

	Criteria	Response
1	An understanding of peak oil and climate change as primary drivers and the intention of writing them into your constitution or governing documents	
2	A group of 4-5 people willing to step into leadership roles (not	

	just the boundless enthusiasm of a single person)	
3	At least two people from the core team willing to attend a two day Transition Training course (information re locations and timing can be found at: http://www.transitionnetwork.org/about/training/training-transition . For countries where we haven't established a training resource, this'll have to wait.	
4	A potentially strong connection to the local/district council	
5	An understanding of peak oil, climate change and the 12 steps of Transition (see Primer) across the entire core team	
6	A commitment to ask for help from the Transition Network and other Transitioning communities if/when needed	
7	A commitment to keep your website updated with developments (either the "community microsite" that we make available to you <i>or your own webspaces</i>)	
8	A commitment to write up something on the Transition Towns blog <i>periodically</i> (the world will be watching) – will be available on the new website soon...	
9	A commitment to network with other TTs	
10	A commitment, once you're into the Transition, for one of the group to give a presentation to at least two other communities (in the vicinity) that is considering embarking on this journey (a "here's what we did in our community" talk)	
11	A commitment to work cooperatively with neighbouring Transition Initiatives	
12	Minimal conflicts of interests in the core team	
13	A commitment to work with whatever entity emerges as the national coordinating group for Transition in your country (eg currently Transition Network in the UK, Transition Aotearoa in New Zealand) re grant applications for funding from national grant giving bodies. <i>Your own local trusts/sources are yours to deal with as you see fit.</i>	
14	A commitment to strive for inclusivity across your entire initiative. We're aware that we need to strengthen this point in response to concerns about extreme political groups becoming involved in transition initiatives. One way of doing this is for your core group to explicitly state their support the UN Declaration of Human Rights (General Assembly resolution 217 A (III) of 10 December 1948). You could add this to your constitution (when finalised) so that extreme political groups that have discrimination as a key value (for example the British	

	National Party in the UK) cannot participate in the decision-making bodies within your transition initiative. There may be more elegant ways of handling this requirement, and there's a group within the network looking at how that might be done...	
15	<p>A recognition that although your entire county or district may need to go through transition, the first place for you to start is in your local community.</p> <p>It may be that eventually the number of transitioning communities in your area warrant some central group to help provide local support, but this will emerge over time, rather than be imposed. (We've seen several instances of people rushing off to transition their entire county/region rather than their local community, and it doesn't work very well.)</p> <p>In exceptional situations where a "Local Coordinating Hub" or "Temporary Initiating Hub" needs to be set up (such as Bristol, Forest of Dean), that hub will have certain responsibilities. These are developing over time – see the Primer for current details.</p> <p>Further criteria apply to initiating/coordinating hubs – these can be discussed person to person.</p>	
16	We recommend that one person (preferably more) on the core team should have attended a permaculture design course... it really does seem to make a difference	

Ben	Brangwyn,	co-founder	Transition	Network
benbrangwyn@transitionnetwork.org				
office:	+44		5601	531882
skype: benbrangwyn				

